L'Economie Politique,

Une Science Sociale.

Professeur Mohamed DOWIDAR

Faculté de Droit

Université d'Alexandrie

L'Economie Politique,

Une Science Sociale.

2005

Du même auteur*

En français :

LIVRES

— *Les Schémas de reproduction et la méthodologie de la planification socialiste,* Tiers monde, Alger, 1964.
— *Aspects de la planification du développement dans les sociétés sous-développées.*

ARTICLES

— « Le développement économique en Egypte depuis 1952 », *Revue Tiers monde,* Paris, 1964.
— « Crise du dollar ou crise de l'économie capitaliste internationale », Alger, 1968.
— « La théorie du capitalisme monopolistique de P. Baran et P. Sweezy » *L'Impérialisme,* Cahiers du Colloque d'Alger, mars 1969, S.N.E.D., Alger, 1970.
— « De la pensée économique arabe au XIVe siècle », *Bulletin de la faculté de droit,* université d'Alexandrie, 15e année, 1970, n° 2.

En arabe :

LIVRES

— *Problèmes de la planification économique,* Alexandrie, 1966.
— *Problèmes de la planification de l'économie égyptienne,* Alexandrie, 1967.
— *Etudes sur la politique et la planification financières,* tome 1, Alexandrie, 1968.
— *L'Economie politique* (en collaboration avec M. Rouchdi), Alexandrie, 1974.
— *Economie monétaire et développement économique,* Alexandrie, 1974.

---

* M. H. Dowidar est professeur d'économie politique à l'université d'Alexandrie, ancien professeur à la faculté de droit et des sciences économiques d'Alger, et *visiting professor* à l'Institut africain de développement et de planification (I.D.E.P.) à Dakar.

Première partie

L'Histoire de l'économie politique

1- l'économie politique, Science Sociale.

2- L'histoire de la Sciences.

Introduction

Cet ouvrage s'adresse au lecteur, et surtout à l'étudiant, qui n'est pas avare de son effort dans l'acquisition du savoir. Son objet est une des sciences sociales ; cette science s'occupe de l'activité de l'homme dans la société. C'est l'économie politique, science qui s'intéresse à une activité sociale, l'activité économique.

Pour formuler une idée rapide de l'activité économique, vous pouvez commencer par les activités que vous effectuez depuis votre lever jusqu'à votre arrivée dans la salle de conférences. Pour vous préparer à sortir, vous avez recours à plusieurs objets et matières pour vous laver et vous habiller ; pour votre petit déjeuner, vous utilisez certains articles pour le préparer et le prendre. Ce petit déjeuner se compose de produits agricoles et de produits agricoles transformés. En route, vous prenez peut-être un moyen de transport. En arrivant, vous trouvez la salle de conférences déjà installée d'une manière appropriée au type d'éducation prévue. Durant ces activités, vous utilisez, donc, plusieurs articles et vous recevez plusieurs services.

A partir de vos propres activités quotidiennes, vous pouvez suivre les activités des autres individus ou de groupes d'individus dans la société ; au cours de ces activités, leurs efforts résultent dans les articles et les services auxquels vous avez recours pendant vos propres activités quotidiennes ; à partir d'un article de votre petit déjeuner, le pain, par exemple, vous pouvez imaginer les activités de plusieurs personnes qui, à travers une série de diverses opérations, ont transformé le grain de blé en pain.

De même, si vous prenez le costume que vous portez, vous pouvez vous rendre compte combien d'activités, effectuées par des individus ou des groupes d'individus, ont été nécessaires à la transformation du fil en costume.

Il s'agit là d'activités quotidiennes qui donnent ce que vous utilisez vous-même dans vos propres activités. Ce sont ces activités, et bien d'autres encore, qui représentent les activités effectuées par les membres de la société pour produire ce qui est nécessaire à leur vie, constituant ainsi, dans l'ensemble, l'activité économique ; activité dont l'essence, comme nous le verrons, est la production et la répartition de ce qu'on produit, non seulement par rapport à vous-même, mais aussi par rapport à l'ensemble de la société ; et la société non seulement au sein d'elle-même, mais aussi dans ses relations avec les autres sociétés qui représentent les parties de la société mondiale.

Cette activité économique fait partie de la réalité sociale ; partie de la vie de la société organiquement liée aux autres parties. L'homme produisant le blé, par exemple, et effectuant ainsi une activité économique est le même homme qui pratique une activité sociale au sein de la famille et dans ses rapports avec d'autres familles ; il est le même homme qui participe à l'activité politique s'il appartient à un parti politique, il est le même homme qui pratique une activité artistique. C'est toujours le même homme, mais dans son appartenance à une couche ou classe sociale qui pratique, collectivement, les différents aspects de l'activité sociale.

L'homme a tenté de dévoiler les secrets de cette activité économique, de la connaître, de formuler les idées qui y sont relatives : relatives à sa nature, à son fonctionnement, à son résultat et à sa continuité d'une période à l'autre. Dans cette tentative, l'homme effectue un autre effort qui représente une activité intellectuelle ; activité qu'il pratique suivant des démarches déterminées qui l'amènent à son but, aux idées économiques, aux théories économiques. Ces théories, si elles remplissent certaines conditions, sont scientifiques et font partie d'une science, la science de l'économie politique, centre de notre préoccupation.

Il est naturel, dans la première partie, *de commencer par la présentation de l'économie politique en tant que science sociale, en la définissant et en connaissant ses relations avec les autres sciences sociales. Et pour la définir, il faut la voir dans sa formation et son développement historique en s'intéressant aux différentes formes sociales de l'activité économique*[1].

---

1. Cette première partie fait l'objet du présent ouvrage. Les autres seront traitées dans les tomes suivants.

Dans cette première partie, nous verrons qu'il n'existe pas une théorie économique qui explique l'activité économique pour toutes les sociétés et pour tous les temps, car la forme sociale de la production ainsi que les forces utilisées dans l'activité économique diffèrent d'une société à l'autre et d'une étape historique à l'autre. A partir de cette idée, on distingue un groupe de théories économiques relatives à l'activité économique dans la société capitaliste et un autre groupe de théories économiques relatives à l'activité économique dans la société socialiste.

Dans une deuxième partie, *nous abordons l'économie politique et le capitalisme. Cette partie constitue une étude des théories qui expliquent le comportement de l'unité économique, le consommateur et l'entreprise, ou ce qu'on appelle la théorie micro-économique. Elle constitue aussi l'étude des théories qui expliquent le fonctionnement de l'économie nationale dans son ensemble, ou ce qu'on appelle la théorie macro-économique. Cette étude exige une appréciation critique des théories existantes, appréciation à partir de laquelle nous envisageons une théorie alternative. Elle se complète par une connaissance des aspects négatifs de l'économie capitaliste comme ils se présentent dans la réalité de la société capitaliste.*

Une fois que la nature de l'économie capitaliste, son mode de fonctionnement, les résultats obtenus et la modalité de leur répartition entre les classes sociales sont connus, nous consacrons une troisième partie *à l'économie politique et le socialisme, où l'on étudie la structure de l'économie socialiste, ses caractéristiques et les modalités de son organisation, surtout au cours de la période de transition. On étudie aussi son mode de fonctionnement à travers le processus de la planification et on termine par une étude des théories relatives aux problèmes économiques tels qu'ils se présentent dans la société socialiste.*

Ces trois parties s'intéressent donc aux différentes théories — produits de la pratique théorique — qui constituent (ou qui s'excluent de) l'économie politique avec la distinction entre société capitaliste et société socialiste. Ayant vu la différence qualitative dans l'activité économique des deux types de sociétés, nous tentons, dans une quatrième partie, *de traiter des aspects quantitatifs du processus économique et des instruments de leur analyse. Nous y parlerons des problèmes de la présentation comptable du résultat de l'activité économique de la société en étudiant les liaisons entre les systèmes de la comptabi-*

lité sociale et les théories économiques déjà étudiées. Cette partie, en outre, contient une étude critique des techniques de l'analyse quantitative de l'activité économique, à savoir l'analyse d'input-output — *des relations interindustrielles — et celle de la programmation linéaire.*

Ces quatre parties sont intimement liées et représentent un tout qui exprime notre vision de base de l'économie politique, en tant que science sociale.

Une fois la ligne générale de notre étude tracée, deux remarques méthodologiques s'imposent. La première vise à délimiter le cadre général de cette étude et la deuxième veut mettre en relief certains avertissements méthodologiques qui faciliteront la tâche à celui qui commence l'étude de l'économie politique.

Pour le cadre général, nous supposons que l'économie nationale est une économie fermée, c'est-à-dire une économie qui n'affecte pas le monde extérieur et qui n'est pas affectée par lui. Autrement dit nous ferons abstraction des relations économiques extérieures : *il s'agit d'imaginer théoriquement l'économie isolée du reste de la société mondiale ; ce qui contredit la réalité, surtout dans la société mondiale d'aujourd'hui. Mais c'est une fiction méthodologique qui nous permet, dans une première étape, de connaître la nature et le fonctionnement de l'économie pour connaître ensuite, dans une deuxième étape, l'effet sur le résultat obtenu lors de cette première étude, de l'introduction des relations économiques avec l'extérieur. Dans cet ouvrage, nous nous limitons à la première étape.* Nous y faisons aussi abstraction des phénomènes monétaires, *c'est-à-dire des problèmes évoqués par la nature de la monnaie, ses fonctions et ses effets sur l'activité économique.*

La deuxième remarque méthodologique est relative à la méthode à suivre pour l'étude de l'économie politique, du moins telle qu'elle se présente ici. Cette méthode est imposée par la nature de la science qui nous intéresse. C'est une science — et, à ce propos, elle est comme toutes les sciences — qui est cumulative dans le sens qu'elle se construit sur la base d'elle-même : les idées cristallisées et déterminées, au cours d'une première étape, seront la base des idées qui se cristalliseront à une deuxième étape et qui, à leur tour, serviront de base à d'autres théories, et ainsi de suite. Devant cette nature, on ne peut assimiler les sujets les uns après les autres qu'en prenant soin de ne sauter aucun des points abordés. Car, alors, il nous serait im-

possible de comprendre le nouveau point qui se trouve basé sur le point sauté. Il nous faut donc assimiler chaque idée présentée.

Pour pouvoir assimiler, il faut comprendre et non pas apprendre par cœur, sauf, évidemment, les termes techniques. Vouloir apprendre par cœur une science comme l'économie politique, et surtout comme nous la présentons, ne peut mener qu'à un désastre. Il faut comprendre les idées, les travailler point par point ; il faut les étudier. Lire un ouvrage d'économie politique comme on lit un roman n'aboutit guère à une connaissance valable.

Mais étudier ne signifie nullement se limiter à cet ouvrage. Il faut lire ailleurs, faire du travail de recherche, confronter les idées et les méthodes. Pour faciliter cette tâche, nous donnons à la fin de l'ouvrage, outre celles mentionnées dans les notes, des références classifiées suivant les différentes parties de notre étude.

De plus, nous ne devons pas nous limiter à une assimilation simple ; il nous faut la dépasser jusqu'à atteindre l'assimilation critique des méthodes et des idées. Pour ce faire, chacun doit avoir une méthode critique qui lui donne un esprit curieux et critique ; esprit qui le protège du fétichisme de l'idée, quelle que soit sa source.

Dans notre étude, nous utilisons, pour l'analyse économique, certains instruments qui représentent les produits de la pensée dans d'autres branches de la connaissance : nous utilisons des instruments mathématiques et des instruments statistiques. Par rapport à ces instruments, nous nous empressons de dire que l'étude de l'économie politique n'implique pas la nécessité d'être un expert mathématicien. Les branches de la connaissance économique utilisant le plus d'instruments mathématiques ne demandent qu'une connaissance mathématique du niveau du baccalauréat. Il nous suffit pour comprendre les idées abordées dans notre étude d'avoir une connaissance relative à un certain nombre d'instruments mathématiques : la fonction et les relations fonctionnelles, les équations linéaires et leur représentation graphique, les tangentes, les dérivées et leur expression graphique et, enfin, les matrices. Nous devons aussi connaître le langage statistique ordinaire. Au pis aller, le lecteur peut s'armer lui-même et sans beaucoup de peine de ces instruments.

Dans la lecture de cet ouvrage, les notes du bas des pages ont, elles aussi, une importance fondamentale. Le jeu entre le texte et les notes se détermine par le souci pé-

dagogique et des contraintes : le souci de n'introduire le concept qu'à sa place appropriée dans le processus de l'étude ; et les contraintes de parler avec des concepts si l'on veut être scientifique. Un des objectifs de cet ouvrage est d'introduire le lecteur, surtout le débutant, à ce jeu. La connaissance recherchée se fait graduellement à travers un processus, et elle ne sera complète qu'en parcourant l'ensemble de ce processus.

Il ne nous reste qu'un seul point : cet ouvrage représente une vue d'ensemble de l'économie politique, en tant que science. Il serait donc difficile, sinon impossible, de le juger sans le lire dans sa totalité. Ce n'est pas une invitation au lecteur à prendre l'ouvrage dans son ensemble ou bien à le laisser, mais une invitation à ne formuler une critique — que nous sommes le premier à souhaiter — qu'après l'étude attentive de cet ouvrage.

Alexandrie
Janvier 1973

Toute science se définit par son objet et sa méthode dans leurs interactions organiques. La délimitation de ces dernières se réalise historiquement par un processus au cours duquel la science en question se forme : son objet se cristallise, ses méthodes s'élaborent et son contenu (les idées dégagées) se formalise.

A cela, l'économie politique, centre de notre intérêt, ne fait pas exception. Pour nous édifier sur cette science, il nous faut considérer son objet et ses méthodes comme ils se présentent dans leur état actuel, c'est-à-dire, à l'heure de notre étude, un état qui est le résultat d'un processus historique au cours duquel ils ont été formés graduellement.

Par conséquent, cette première partie*, qui vise à présenter l'économie politique en tant que science — et il s'agit d'une science sociale —, se divise en trois chapitres :

— le premier montre la nature de la connaissance qui fait l'objet de nos études : l'ensemble des théories composant l'économie politique en tant que science sociale ; il tente de définir l'économie politique en définissant son objet et sa méthode comme nous les envisageons à l'heure actuelle, et de montrer les liaisons qui existent entre l'économie politique et les autres branches des sciences sociales ;

— le deuxième donne un aperçu de l'histoire de l'économie politique, à savoir le processus de la formation et du développement de la connaissance, objet de nos études. Car, pour mieux comprendre notre sujet, il faut avoir une idée de son développement passé ;

---

* Pour assurer l'assimilation de ce premier livre, nous recommandons au lecteur de le lire deux fois : au début de l'analyse et lorsqu'il aura terminé.

Ayant suivi cette recommandation, le lecteur comprendra les raisons pour lesquelles nous la lui avons suggérée.

— de cette étude de l'histoire de l'économie politique, nous verrons apparaître qu'il s'agit d'une science qui s'intéresse au processus de la production et de la répartition du produit social, mais sous ses différentes formes sociales. Ce qui nous amène à fournir, dans un troisième chapitre, le cadre structurel aux différentes théories économiques. Nous y arriverons en étudiant le concept du mode de production et les différents types du mode de production.

1

L'économie politique en tant que science

L'origine étymologique du terme « économie politique » se trouve dans les mots grecs : *oïkos, nomos* et *politikos*, qui signifient respectivement : maison, loi et social.

Les deux composants du terme ne sont pas entrés en usage en même temps. Tout d'abord, le terme « économie » nous vient d'Aristote[1]. Il désigne la science des « lois de l'économie domestique » ou des « lois du patrimoine domestique ». Ce n'est qu'au début du XVII[e] siècle que l'expression « économie politique » est entrée en usage en France. C'est Antoine de Montchrétien[2] en publiant en 1615 un livre intitulé *Traité de l'économie politique* qui y introduisit l'expression. L'adjectif « politique » devait indiquer qu'il s'agissait des « lois de l'économie de l'Etat[3] ». Par la suite, l'appellation « économie politique »

1. Cf. *La Politique*, traduit par J. Tricot, Librairie philosophique J. Vrin, Paris, 1962, tome I, p. 32. Voir aussi *Les Economiques*, même traduction et même éditeur, 1958, p. 17.

2. Ce fut d'ailleurs le seul mérite de Montchrétien (économiste français, 1575-1621). Cf. l'édition de Marcel Rivière, Paris, s. d., p. 11 et s. Quant à son ouvrage, J. SCHUMPETER le qualifie de « médiocre [...] et manquant de toute originalité » (cf. *History of Economic Analysis*, p. 168).

3. En Angleterre, l'expression « économie politique » est entrée en usage sous l'influence française. William PETTY (1623-1687) utilise ce terme dans ses écrits sans pourtant en intituler aucun de ses ouvrages. En parlant de la source de la valeur, Petty nous dit que « cela nous amène à considérer la question la plus importante de *l'économie politique* », c'est-à-dire « celui de réduire l'une des deux sources de la valeur, le travail et la nature, à l'autre,

s'est répandue pour désigner une branche de la connaissance théorique qui n'a pas cessé, depuis lors, de se développer. C'est à cette branche de la connaissance qu'on donne, à l'heure actuelle, dans le monde anglo-saxon, le nom d'*economics*[4] (l'économique).

Cela dit pour l'origine étymologique du terme, quelle définition, au point de vue épistémologique[5], peut-on donner à l'économie politique ?

---

c'est-à-dire trouver le rapport naturel entre la terre et le travail de manière à pouvoir exprimer la valeur par un seul de ces termes », cf. *L'Anatomie politique de l'Irlande*, p. 204, et *Traité des taxes et contributions*, p. 43-44.

Ce fut James Stuart (économiste écossais, 1712-1780) qui l'employa le premier dans le titre de son livre paru en 1967 *Inquiry into the Principles of Political Economy*, cf. Schumpeter, *op. cit.*, p. 176.

La même expression « économie politique » a été utilisée par Karl Marx (1818-1883). Elle est utilisée jusqu'à maintenant par les économistes marxistes. Voir, à titre d'exemple, l'ouvrage de l'économiste anglais contemporain Maurice Dobb, *Political Economy and Capitalism*, Routledge and Kegan Paul, London, 1940.

4. Depuis qu'Alfred Marshall (économiste académicien anglais, 1842-1924) a intitulé son ouvrage publié en 1890, *Principles of Economics*, le terme *economics* (ou à la rigueur l'« économique ») a acquis un droit de cité de plus en plus large dans l'enseignement universitaire des pays anglo-saxons. Dans ces milieux, il a supplanté l'expression « économie politique » qu'employait encore William Jevons, économiste anglais, 1835-1882), dont le livre, publié en 1871, s'intitule *Theory of Political Economy*. Cf. Schumpeter, *History*..., *op. cit.*, p. 21-22 ; voir aussi Oskar Lange, *Economie politique*, p. 15-16. W. S. Jevons nous dit que c'est Macleod qui a introduit le terme *economics*, cf. *La Théorie de l'économie politique*, p. 10. Maintenant, et avec plus d'un demi-siècle de retard, le terme l'« économique » commence à être à la mode en France.

D. H. Robertson (économiste anglais contemporain) nous dit que le nouveau terme *economics* implique deux choses :

— la terminaison en « ics » indique que notre étude aspire à être une science comme *physics*, *dynamics*, *politics*, etc.

— l'abandon de l'adjectif « politique » met en relief que nous sommes intéressés finalement à l'individu et non pas à l'Etat. Voir *Lectures on Economics Principles*, vol. 1, p. 16. Nous verrons que l'économie politique a pour objet toute activité économique dans la société, individuelle aussi bien que publique. Cependant, une branche de la connaissance n'acquiert sa qualité scientifique ni par le simple fait que nous désirons qu'elle l'ait ni par la terminaison qu'on donne au terme qui l'indique. Elle acquiert cette qualité par la nature scientifique de la méthode utilisée dans la formation de la connaissance relative aux phénomènes auxquels elle s'intéresse.

5. Le terme « épistémologie » nous vient du philosophe écossais

Selon la définition qui nous semble la plus convenable, l'économie politique est la science des lois qui régissent les relations économiques, c'est-à-dire les relations sociales qui ont lieu entre les membres de la société par l'intermédiaire des biens matériels et des services. Ce sont les relations relatives à la production et à la répartition des biens

---

J. F. FERRIER qui, dans son livre *Institute of Metaphysics* (1854), distingue au sein de la philosophie :

— l'entologie (ou la première philosophie chez Aristote), entendant par cela la philosophie de l'existence en général (le terme entologie nous vient du philosophe allemand Rudolf Goelenius, 1613) ;

— de l'épistémologie (ou la théorie de la connaissance), relative à la capacité de l'homme à connaître la réalité ainsi qu'aux sources, aux méthodes et aux formes de cette connaissance.

Dans cette distinction, le point de départ pour la théorie de la connaissance (l'épistémologie) se manifeste dans l'attitude que prend le penseur envers la question centrale de la philosophie, à savoir celle de la relation entre la conscience et l'existence, entre la pensée et la matière, d'abord en ce qui concerne la priorité de l'une par rapport à l'autre et, ensuite, en ce qui concerne la manière de relier la connaissance de l'univers à l'univers lui-même.

Cette distinction révèle que le terme épistémologie est synonyme du terme théorie de la connaissance, ce qui est resté dominant dans la pensée anglaise. Quant à la pensée française, où le terme n'a été utilisé qu'à une étape ultérieure, la tendance qui y domine est vers la distinction entre le terme « épistémologie », par lequel on entend donner à la *philosophie des sciences* une signification plus précise, et la *théorie des connaissances.* La philosophie des sciences a comme objet principal la question : quand la connaissance théorique devient-elle une science ? Autrement dit, elle envisage les conditions de la naissance et du développement de la science. Alors que l'épistémologie exprime cette philosophie des sciences, mais avec une signification plus précise car elle ne se réfère pas à l'étude qui se limite aux méthodes scientifiques ni à celle qui n'est que l'étude synthétique des lois scientifiques, mais à l'étude *critique* des principes, des hypothèses et des résultats des différentes sciences, étude qui vise à la détermination de son origine logique, de sa valeur et de son importance objective. (Il s'ensuit que l'objet de l'épistémologie est la connaissance théorique qui constitue les différentes sciences ayant des objets différents.)

Pour la théorie de la connaissance, il s'agit de l'étude des rapports entre le sujet de la connaissance et son objet, dans le processus de la formulation des connaissances — étude qui nous permet de connaître la nature de la connaissance humaine, les mécanismes de sa formulation, son importance et ses limites.

Ainsi se fait la distinction entre l'épistémologie et la théorie de la connaissance : la première représentant pour la deuxième l'introduction et l'aide indispensables, car elle étudie la connaissance

matériels et des services nécessaires à la vie (matérielle et culturelle) des membres de la société[4].

Pour rendre cette définition à la fois plus compréhensible et plus complète, il nous faut :

— d'abord délimiter l'objet de l'économie politique, c'est-à-dire l'ensemble des phénomènes observables faisant l'objet de l'investigation dans le domaine de la recherche économique ;

— ensuite mettre en relief les méthodes en quête de la connaissance économique : les directions définissables et régulièrement suivies pour parvenir aux fins de la recherche économique[7], et

— finalement : distinguer l'économie politique des autres branches des sciences sociales.

---

d'une manière détaillée et une fois dégagée, c'est-à-dire *a posteriori.*

Cf. A. LALANDE, *Vocabulaire technique et critique de la philosophie,* P.U.F., 1962, p. 293-294.

— M. ROSENTHAL et P. YUNDAIN (eds.), *A Dictionary of Philosophy,* Progress Publishers, Moscow, 1967, p. 144.

— P. BOURDIEU et al., *Le Métier de sociologue,* livre I, Mouton et Bordas, Paris, 1969, p. 25-31.

— G. BACHELARD, *La Formation de l'esprit scientifique,* Librairie scientifique J. Vrin, Paris, 1967.

6. A. MARSHALL définit l'*economics* comme « l'étude de l'humanité dans les affaires ordinaires de la vie ». Elle « examine cette partie de l'activité individuelle et sociale qui est essentiellement consacrée à atteindre et utiliser les conditions matérielles du bien-être » (*Principles of Economics,* p. 1).

Pour ROBERTSON, cette définition n'est pas assez précise, mais elle met en lumière — d'abord, que nous sommes intéressés à l'homme et, ensuite — que nous sommes intéressés seulement à certains des multiples problèmes qu'il affronte (*op. cit.,* p. 17).

La définition de L. ROBBINS (*An Essay on the Nature and Significance of Economic Science,* p. 15) fait de l'*economics* « la science qui étudie le comportement humain en tant que relation entre les fins et les moyens rares à usages alternatifs ». Cette définition conçoit l'économie politique en tant que science qui s'intéresse à des relations entre les hommes et les choses et non point à des relations sociales. Cf. P. SWEEZY, *The Theory of Capitalist Development,* p. 3 et s. Sur cette définition et la vision de l'économique qui l'a produite, nous aurons l'occasion de revenir.

7. La séparation entre l'objet et la méthode ne se justifie que par l'impossibilité de les présenter ensemble et simultanément, car elles sont, en effet, inséparables, comme nous le verrons après notre étude de l'un et l'autre.

Ce que nous ferons, successivement, dans les trois sections de ce chapitre.

SECTION I. L'objet de l'économie politique

L'objet de l'économie politique est la connaissance relative à l'ensemble des phénomènes qui constituent l'activité économique de l'homme dans la société, c'est-à-dire l'activité de la production et de la répartition des produits et des services nécessaires à la vie des membres de la société. Cette activité se présente sous la forme d'une double relation : une relation de l'homme avec la nature et une relation de l'homme avec l'homme.

I. Le processus de production en tant que relation homme-nature

De toutes les espèces, seul l'homme s'oppose à la nature. Les autres êtres vivants font partie de la nature, soumis à ses forces. Ils vivent de ce que la nature leur donne, et disparaissent si la nature cesse de leur donner et s'ils échouent à s'adapter aux nouvelles conditions naturelles. Par contre, l'homme s'oppose à la nature. Il ne dépend pas d'elle sans action de sa part, une action qui a la nature comme objet.

En tant qu'être opposé à la nature, l'homme a des *besoins* qui trouvent leur satisfaction non pas en lui-même, mais dans la nature. Des besoins qui le poussent à l'action sur le monde extérieur. Ce sont des besoins orientés. Ils sont la source de tout mouvement, de tout dynamisme de l'homme.

Pour satisfaire ses besoins, l'homme doit exercer un *effort*, afin d'arracher à la nature les moyens lui permettant une telle satisfaction. Il s'agit d'une action de la part de l'homme sur les forces de la nature, pour les maîtriser : les rendre moins naturelles et plus humaines.

L'effort exercé par l'homme se distingue de l'effort des autres espèces en tant qu'*effort conscient* : c'est le *travail*. Car l'homme est un être pensant. Il est d'abord conscient de son opposition à la nature ; cette conscience se manifeste dans le travail. Il ne prend pas les forces de la nature

comme elles sont, il les travaille pour les rendre aptes à satisfaire ses besoins. Il est aussi conscient en exerçant son effort. L'homme est le seul animal qui conçoit en avance le résultat de son travail. Une fois le résultat conçu, il utilise le moyen propre à l'atteindre. Le résultat auquel le travail aboutit préexiste idéalement dans l'imagination du travailleur.

Une araignée est capable de tisser une toile que le plus habile des tisserands ne pourrait pas réaliser. Mais ce qui distingue l'effort de l'araignée de celui du tisserand est que la première le fait instinctivement, sans conscience, c'est-à-dire sans concevoir *a priori* ce qu'elle est en train de réaliser. Tandis que le tisserand conçoit en avance le résultat auquel il veut aboutir : une certaine longueur de tissu ayant une qualité spécifique avec des couleurs déterminées. Il suit la méthode appropriée à la réalisation de ce résultat : à savoir la fourniture de son effort dans des conditions de production données en utilisant une certaine technique de production (soit un métier à tisser, soit une machine).

De même pour l'homme qui veut construire une maison. Il conçoit en avance l'aspect que prendra cette maison : la répartition en pièces de la superficie, les dimensions de chaque pièce, comment garantir à chacune l'éclairage et l'aération nécessaires ; leur disposition, le nombre d'étages, etc. Cette conception en avance du résultat de l'activité de la construction peut être enregistrée sous la forme d'un plan de construction ou présentée sous la forme d'une maquette. Une fois l'objectif déterminé, il cherche l'ensemble des moyens nécessaires à la construction de la maison[8].

Pour satisfaire ses besoins orientés, l'homme doit donc travailler la nature. Il doit *produire* les moyens de son existence. Le fait humain par excellence est donc la possibilité, qui appartient à l'homme seul, de produire ses moyens d'existence. Cela, il ne le fait pas une fois pour toutes, il le fait perpétuellement. Cette activité humaine se répète constamment. Il s'agit donc d'un *processus de production* qui se répète au cours du temps.

Pour travailler, l'homme invente des outils, des *instruments de travail*, qui sont des objets de la nature travaillée, c'est-à-dire tirés d'elle, appropriés par l'homme.

8. C'est dans ce sens qu'Aristote nous dit que « l'homme est un animal qui planifie ».

Ces instruments sont utilisés dans la production. Au moyen de ces instruments, l'homme augmente la productivité de son travail, sa faculté productrice et, ainsi, sa maîtrise sur les forces de la nature[9]. En perfectionnant les instruments de travail, l'homme perfectionne donc son travail. C'est ici que l'on voit à quel point l'homme a fait, de la nature, quelque chose de lui-même.

Le processus de production est donc, dans son essence, une *relation entre l'homme et la nature*, un rapport d'interaction mutuelle : l'homme exerce son effort, il travaille les forces de la nature en utilisant des instruments, afin de transformer ces forces en quelques choses qui satisfassent ses besoins. En transformant la nature, l'homme se transforme lui-même. Il multiplie ses possibilités et étend ses horizons ; ce faisant, il se trouve en face de forces nouvelles de la nature qu'il s'efforce de maîtriser afin de satisfaire ses besoins qui se développent au fur et à mesure. Ainsi la relation entre l'homme et la nature provoque le changement et le mouvement.

II. Le processus de production en tant que relation homme-homme

Mais la production n'est pas seulement une relation homme-nature, elle est aussi une *relation homme-homme*. Car l'homme ne vit pas seul sa lutte contre la nature. Il le fait avec les autres hommes, socialement. L'homme est un animal social. Il ne peut réaliser son être qu'à travers le travail des autres. Les hommes se complètent mutuellement dans la société. *Le processus de production est par nature même, un processus social*. Il est le processus du travail social dans sa lutte perpétuelle ayant comme but d'arracher à la nature ce qui est nécessaire à la satisfaction des besoins de la communauté et de ses membres. Le travail en commun des membres de la société représente la *coopération* entre eux. Le travail de chacun pour les autres prend la forme de la *division sociale du travail*, qui permet aux individus de se spécialiser dans des acti-

9. On trouve ici une autre caractéristique propre à l'homme : l'homme est le seul animal qui fabrique des instruments. D'où vient la définition donnée à l'homme par B. Franklin (penseur américain, 1706-1790) : « Man is a tool-making animal. »

vités particulières. Le travail, dont l'essence est sociale, se divise nécessairement.

A part la division primitive du travail entre les deux sexes (selon laquelle la femme s'engage dans les activités ayant lieu dans, ou près de, la demeure, tandis que l'homme effectue les activités qui exigent son éloignement de la demeure), qu'on peut reconnaître dans toutes les étapes du développement économique de la société humaine, la division du travail dépend de la réalisation d'un certain niveau de développement des forces productives, c'est-à-dire un certain niveau de la productivité du travail qui permet la création d'un surplus économique — et surtout des denrées alimentaires — donnant ainsi à des membres de la société l'occasion de se spécialiser dans d'autres activités[10].

---

10. Dans une communauté qui vit de la cueillette, par exemple, la totalité du temps de ses membres sera consacré à l'assurance des moyens de subsistance, il pourrait même être insuffisant pour y arriver. Dans ce cas-là, il n'existe donc pas de possibilité pour ceux qui jouissent d'un talent dans la production d'un certain produit (par exemple un instrument de chasse) de consacrer du temps au développement de ce talent. Si, par contre, la communauté arrive à produire, grâce à la découverte de l'agriculture, au cours de six mois, une quantité de biens suffisants à sa consommation pour l'année tout entière, les membres de la communauté ayant un talent particulier, par exemple dans la production des outils agricoles, pourront le développer au cours des six mois libres.

Dans le cas de cette dernière communauté, on peut imaginer qu'un certain nombre de ses membres se spécialisent dans le travail agricole tout au long de l'année (si, bien entendu, les conditions climatiques le permettent), produisant ainsi des biens de consommation pour l'ensemble de la communauté et donnant par conséquent aux autres membres l'occasion de se spécialiser à plein temps dans la productivité des outils agricoles. Ici, on dit que le niveau de la productivité du travail dans l'agriculture permet la réalisation d'un surplus de biens de consommation qui représente la condition *sine qua non* de la division sociale du travail.

Avec le développement de l'activité économique de l'homme, plusieurs aspects de la division du travail surgissent. On peut distinguer :

— la division du travail entre les deux sexes

— la division du travail en travail manuel et travail intellectuel

— la division du travail selon la nature de l'activité économique en travail agricole, travail industriel, travail dans les services

— la division technique du travail, au sein de l'entreprise, surtout à partir de l'entreprise capitaliste

Ainsi il nous devient clair que le processus de production est à la fois relation homme-nature et relation homme-homme. Il s'agit là de l'ensemble des relations entre les membres de la société dans la lutte contre la nature, des relations qui font les relations économiques, c'est-à-dire les relations sociales prenant forme par l'intermédiaire des biens matériels et des services.

III. Le processus de production, vision d'ensemble et formes historiques

On peut dire que le *processus économique* est le processus de production et de répartition (parmi les membres de la société) du produit social (c'est-à-dire de l'ensemble des biens et des services produits), ayant son essence dans le travail social, dans l'effort conscient exercé par la société afin d'arracher à la nature les produits nécessaires à la satisfaction des besoins, tout en utilisant les instruments de travail. Le *but final* d'un tel processus est donc la satisfaction des besoins.

On peut dire sommairement que les conditions de ce processus de production, quelle que soit la forme de la société dans laquelle il s'effectue, sont :

— la *force de travail*, c'est-à-dire l'ensemble des individus prenant part à l'activité économique ; ayant une connaissance technique acquise à travers l'expérience sociale et accumulée d'une génération à l'autre ;

— les *instruments de travail*, qui augmentent la capacité de la force de travail (ex. : métier à tisser) ;

— la division internationale du travail qui se manifeste dans la spécialisation des sociétés en tant que membres de la société mondiale — dans certaines activités économiques. Le modèle (*pattern*) de la division internationale du travail — comme tous phénomènes sociaux — ne peut être immuable, car il change avec le développement de l'économie qui constitue l'économie mondiale. Nous aurons l'occasion de connaître de plus près ces différents aspects de la division du travail au fur et à mesure que nous progresserons dans nos études économiques. Cf. M. WEBER, *The Theory of Social and Economic Organisation*, translated by A. M. Henderson and Parsons, The Free Press, Glencoe, Illinois, 1947, p. 218 FF.

— les *objets de travail* (*objects of labour*), c'est-à-dire les matières transformées par le travail à l'aide des instruments de travail (ex. : les fils et la force motrice dans la production des textiles).

Les deux derniers : les instruments de travail et les objets de travail représentent les *moyens de production* (*means of production*).

De cela, on voit que la société utilise, dans le processus économique, les ressources qui lui sont disponibles. Habituellement les économistes divisent ces ressources en trois catégories :

— les ressources humaines (*human resources*) représentées par la force de travail avec sa capacité corporelle et intellectuelle et sa connaissance et formation techniques. Ces « ressources » sont désignées par le TRAVAIL ;

— les ressources naturelles, ce sont les dons de la nature, la terre, les pâturages, les forêts, la mer, le sous-sol, les conditions climatiques et topographiques favorables. Ces ressources sont désignées par la NATURE ;

— les ressources matérielles : les machines, les bâtiments, les matières premières, les routes, les chemins de fer, les ponts, les barrages et en général tout ce que l'homme produit pour qu'il soit utilisé à nouveau dans la production. Il s'agit ici de produits qui ne sont pas destinés à la *consommation* finale (*final consumption*).

Les économistes dénomment ces trois sortes de ressources, *ressources économiques* (*economic resources*). Nous ne partageons pas cette « vision économiste » en ce qui concerne les prétendues « ressources humaines », car il s'agit d'une vision capitaliste qui considère le travail comme un simple *input* dans la production tandis que, pour nous, l'homme est l'acteur principal et l'objectif même de la production. De ce fait, il ne saurait pas être considéré comme « ressources ».

Telles sont les conditions du processus de production, abstraction faite de la forme sociale dont il se revêt — processus qui vise, en fin de comptes, à la satisfaction des besoins des membres de la société. Mais si l'on pousse plus loin l'investigation, on s'aperçoit que le but de l'activité économique n'a pas été, au cours des différentes étapes du développement social de cette activité la satis-

faction *immédiate* des besoins de ceux qui produisent. De ce point de vue, on distingue deux sortes de production connues dans l'histoire de l'activité économique : la production de biens de subsistance (*subsistence production*), ou production naturelle (*natural production*) et la production marchande (*commodity production*), ou production pour l'*échange* (*exchange production*).

A une première étape de l'histoire[11] de l'activité économique, *la production visait à la satisfaction immédiate des besoins* des producteurs au sein de l'*unité productrice* (famille, tribu ou même une société plus grande). Comme par exemple la production agricole d'une famille paysanne qui ne produit que pour la satisfaction de ses propres besoins. A cette étape, la production et le *produit* — le travail et son résultat — étaient inséparables dans la réalité aussi bien que dans la conscience des producteurs. Le producteur vivait du résultat de son travail, des produits. Le processus économique dont le point de départ était provoqué par les besoins des producteurs se réalisait dans la production des produits et se terminait en les livrant à la consommation par leurs propres producteurs.

A une étape ultérieure, dès qu'un surplus économique[12] (*economic surplus*) est réalisé, c'est-à-dire dès que le niveau de développement permet au producteur de produire, au cours d'une période donnée, une quantité de produits qui excède la quantité nécessaire, dans l'état de leurs conditions sociales et techniques, à leur propre consommation, la production marchande apparaît. Elle apparaît tout d'abord quand quelques individus, engagés principalement dans l'activité agricole, dépensent une partie de leur temps dans la production artisanale (le tissage ou la production des outils à utiliser dans la production

11. Parler d'étapes historiques différentes ne signifie pas qu'on peut établir des lignes de démarcation entre ces étapes, mais qu'un phénomène ou qu'un ensemble de phénomènes domine une étape, prédominance qui donne à cette étape ses caractéristiques essentielles. La prédominance d'un certain type de production à une étape historique ne signifie pas l'absence des types de production précédents. Au sein de la production capitaliste qui représente la forme la plus généralisée de la production marchande — comme nous le verrons plus tard — nous trouvons des unités de production où le but immédiat de l'activité de production est ou bien la satisfaction immédiate des besoins du producteur, ou bien l'échange simple, moyen de la satisfaction de ses besoins. Cf. *infra*, chapitre 3 de cette première partie.

12. Nous aurons l'occasion de revenir plus tard sur cette notion.

agricole). Ce qui donne lieu, à une étape ultérieure. à l'apparition des artisans indépendants dépensant tout leur temps de travail dans la production des produits artisanaux, des produits qu'ils peuvent échanger contre d'autres produits et surtout contre des denrées alimentaires. (Cela est conditionné par l'existence d'un surplus agricole grâce auquel ces artisans peuvent vivre.) A ce moment-là, le producteur commence à vivre non pas des produits de son travail, mais du travail qu'il consacre à la production de *marchandises*[13] (*commodities*), c'est-à-dire de produits destinés à l'échange direct (le troc) dans une première étape, et par l'intermédiaire de la *monnaie* dans une deuxième étape. A travers l'échange, le producteur peut s'assurer les marchandises nécessaires à sa propre consommation.

La production marchande suppose donc :

— une division sociale du travail,

— que la production soit effectuée par des producteurs indépendants,

— que la production soit destinée à l'échange, et

— que le produit — qui devient marchandise — soit utile pour les autres membres de la société, c'est-à-dire que le produit ait une *valeur d'usage* sociale[14] (*use-value*).

---

13. C'est ainsi que se précise la différence entre le produit et la marchandise. Est un produit le résultat de l'activité productrice de l'homme, quelle que soit la forme de la production sociale. Le produit devient une marchandise seulement quand commence la production pour l'échange. Pour parler de la marchandise, il nous faut donc l'existence des conditions de l'économie d'échange.

14. Il importe de dire qu'on distingue, au sein de la production marchande, la petite production marchande (*simple commodity production*) de la production marchande capitaliste. Dans la première, le producteur (qui représente habituellement une petite unité de production possédant des moyens de production limités) se manifeste sur le marché en tant que vendeur des marchandises qu'il a produites. Il se sert des recettes obtenues pour l'achat des marchandises qu'il utilise lui-même ou bien dans la satisfaction de ses besoins finals (dans la consommation), ou bien dans la production. Ici, l'acte d'échange se manifeste en cédant la marchandise pour de l'argent et en utilisant l'argent pour la procuration d'une autre marchandise. Ce qu'on exprime par la formule : marchandise — monnaie — marchandise. Quant à la production capitaliste marchande, elle se réalise à travers les cycles

Quel que soit le cas, le processus, qu'il s'agisse d'une production de subsistance ou d'une production marchande, des conditions qui se représentent dans la force de travail, ayant une formation technique donnée, et dans les moyens de production utilisés par cette force, cette force de travail agit dans une ambiance de connaissance technologique qui exige d'elle une connaissance et une formation techniques qui correspondent au type et au niveau des instruments de travail qu'elle utilise, plus généralement, au type et au niveau des moyens de production. Cette force de travail, qui agit dans un milieu technologique déterminé, et les moyens de production qu'elle utilise représentent ce qu'on appelle, au point de vue terminologique, les *forces productives* (*productives forces*) de la société. On a déjà vu que le processus de production représente une lutte collective des membres de la société contre les forces de la nature. Dans cette lutte surgissent entre eux des rapports qui sont les *rapports de production* (*production relations*). Ce sont des rapports sociaux puisqu'ils surgissent entre les membres de la société (ou entre ses couches, ou entre ses classes). Et ils sont économiques puisqu'ils s'établissent par l'intermédiaire des biens matériels et des services. Enfin, ils s'établissent au cours de la production par l'intermédiaire des moyens de production. Ce sont les rapports qui déterminent l'attitude de chaque individu (ou couche, ou classe) vis-à-vis des autres, en ce qui concerne les moyens de production (ayant le contrôle de ces moyens ou en étant divorcé). Ces rapports correspondent, eux aussi, au niveau de développement des forces productives disponibles dans la société avec lesquelles ils constituent une forme sociale du processus de production (et de répartition) qui caractérise une étape déterminée du développement de la société humaine. En

du capital : dans une première phase, le capitaliste se manifeste comme le possesseur du capital-argent qu'il transforme en achetant la force de travail et les moyens de production. Le capital-argent est transformé en capital productif. Dans une deuxième phase, celle de la production, les marchandises achetées sont utilisées pour la production de la marchandise voulue. Dans une troisième phase, le capitaliste cherche à le vendre sur le marché pour obtenir l'équivalent monétaire qui contient le profit. Ainsi, il obtient dans la troisième phase un capital-argent dont la valeur est supérieure à celle du capital-argent qu'il cède dans la première phase. Ici l'acte de l'échange se manifeste en cédant la monnaie pour les marchandises et en cédant ensuite des marchandises pour de la monnaie. Ce qu'on exprime par la formule : monnaie — marchandise — monnaie (plus grande).

d'autres termes, un certain niveau de développement des forces productives se combine dialectiquement avec un certain type de rapports de production pour constituer une forme sociale distincte de production qui domine la société au cours d'une de ses étapes historiques. C'est cette forme spécifique qu'on appelle *mode de production* (*mode of production*). Les différents modes de production, en leur liaison avec les formations sociales, feront l'objet d'une étude détaillée dans le troisième chapitre de cette première partie. Mais ce qui importe ici est que l'on soit conscient que le processus économique (processus de production et de répartition au cours du temps) ne se manifeste pas de la même manière au cours des différentes étapes historiques du développement de la société humaine. Elle prend des formes sociales différentes. Ainsi se précise notre définition du processus économique en parlant des formes sociales différentes de ce processus, formes qui se déterminent par le type de mode de production dominant (au point de vue rapports de production et niveau du développement des forces productives) aussi bien que par le type de production, soit production naturelle, soit production marchande.

En définissant le processus économique processus de l'activité économique (activité de la production et de la répartition du produit social) dans ses formes sociales différentes se détermine l'objet de l'économie politique en tant que science. Cet objet se trouve dans les *idées* relatives aux lois sociales qui régissent l'ensemble des phénomènes observables qui constituent l'activité économique dans la société, une activité qui prend la forme d'un processus ayant une dimension temporelle et qui se reproduit d'une période à l'autre : ce sont les lois économiques, c'est-à-dire les relations qui se répètent continuellement entre les éléments du processus économique, les lois sociales relatives à la production des produits et à la manière par laquelle ces produits s'acheminent vers les membres (couches ou classes) de la société pour qu'ils soient utilisés dans la satisfaction des besoins. C'est ce qui se passe dans des formes qui diffèrent d'une étape à l'autre du développement de la société humaine.

Ainsi nous sommes arrivés à la délimitation de l'objet de l'économie politique. Mais définir l'objet, bien que ce soit nécessaire, ne suffit pas pour définir la science. Il nous faut aussi mettre en relief les méthodes utilisées en quête de la connaissance économique.

SECTION II. La méthode de l'économie politique

On entend par méthode, dans toutes les branches de la connaissance humaine, les démarches suivies par la raison dans l'étude d'un certain objet afin d'arriver à une loi générale. C'est l'art d'organiser les idées de telle manière qu'on arrive à découvrir une vérité inconnue ou à prouver la validité d'une idée connue. La méthode est donc l'ensemble des démarches suivies par la pensée afin de dégager la connaissance. Il s'agit là d'une succession d'étapes, c'est-à-dire un chemin parcouru par la raison vers la connaissance. Ce chemin de la pensée ne représente pas un simple parcours car il s'associe à une organisation conceptuelle. C'est pour cela que la méthode se distingue principalement par la nature des concepts en question, d'où les liens organiques entre la méthode et l'objet, c'est-à-dire l'interaction entre la méthode et l'objet, l'objet de la connaissance, qui est un ensemble de concepts (car, bien que la connaissance scientifique se rapporte à la réalité — naturelle et sociale —, elle n'a, comme point de départ, que les représentations figurées de cette réalité).

En général, les méthodes utilisées pour acquérir la connaissance économique ne diffèrent pas des méthodes de la recherche scientifique. Nous connaîtrons alors ces méthodes en parlant de l'économie politique en tant que *science*. Car, comme il a peut-être été remarqué, nous avons parlé de l'économie politique comme la *science* des lois régissant le processus économique. Est-elle vraiment une science ?

Pour répondre à cette question :

— nous montrerons d'abord les conditions qui doivent être remplies pour pouvoir parler d'une science — et c'est ici que nous aurons l'occasion de connaître les méthodes de la recherche scientifique en général ;

— nous verrons ensuite si ces conditions se réalisent par rapport à l'économie politique. Si la réponse est affirmative, nous pourrons parler de l'économie politique en tant que science. Ce que nous ne pouvons pas faire si la réponse est négative.

I. Qu'est-ce qu'une science ?

En ayant recours à la philosophie des sciences[15] et en prenant le terme en général, on entend par « la science » l'ensemble des connaissances humaines organisées sur la nature, la société et la pensée, et acquises par la découverte des lois objectives des phénomènes observables et leur explication, en utilisant les méthodes de la recherche scientifique.

Mais si l'on prend « une science », c'est-à-dire une des différentes branches des sciences, le terme désigne « l'ensemble organisé de connaissances relatives à une certaine catégorie de faits ou de phénomènes ».

Que peut-on tirer de ces définitions ?

Que, pour pouvoir parler d'une science il faut :

— d'abord qu'on ait un corps théorique, c'est-à-dire un ensemble d'idées, de théories répondant aux conditions de la connaissance scientifique, par rapport à un objet bien déterminé ;

— il faut également que cet ensemble de connaissances théoriques nous donne la possibilité de disposer d'un lot minimum de certitudes élémentaires ;

---

15. Cf. A. Danto and S. Morgenbessen (eds.), *A Philosophy of Science*, Mediran Books, New York, 1960.
M. Cornforth, *Theory of Knowledge*, Lawrence and Wishart, London, 1956.
P. H. Frank, *Philosophy of Science*, Prentice-Hall, Inc., Englewood Cliffs, New York, 1962.
L. Goldman, *Sciences humaines et Philosophie*, P.U.F., 1952.
L. W. H. Hull, *History and Philosophy of Science*, Longmans, London, 1965.
M. Rosenthal and P. Yudin (eds.), *A Dictionary of Philosophy*, Progress Publishers, Moscow, 1967.
P Mony, *Logique et Philosophie des Sciences*, Paris. 1960

— il faut finalement que ce dernier nous permette, à son tour, d'expliquer les phénomènes envisagés et de prévoir les tendances générales de leur mouvement.

Voyons de plus près chacun de ces éléments.

1. — Il faut d'abord qu'on ait *un corps de connaissances scientifiques.* Or, pour que la connaissance soit scientifique — par opposition à la connaissance vulgaire, acquise à travers l'expérience de la vie quotidienne — trois conditions doivent être remplies :

a) premièrement, il faut que le but de l'activité théorique (c'est-à-dire l'activité de recherche) soit la découverte des lois objectives auxquelles sont soumis les faits (les phénomènes) envisagés. En ce qui concerne les faits sociaux, le processus social se présente dans l'ensemble des activités des individus et des groupes dans leur répétition perpétuelle. Dans les circonstances données du développement historique d'une société donnée, ces activités se répètent d'une manière particulière, devenant ainsi une des caractéristiques de l'étape de développement de la société en question. Cette manière particulière de la répétition des activités sociales leur donne une sorte de régularité. Grâce à cette régularité, on peut distinguer des relations qui se répètent sans cesse entre les différentes activités[16]. Des relations qui impliquent que chaque action ou ensemble d'actions engendre un effet qui représente le résultat se manifestant chaque fois que les conditions de sa réalisation sont remplies. Ce sont ces relations qui se répètent continuellement (dont certaines existent dans plus d'une formation sociale d'un type de société, tandis

16. L'essor lointain de l'astronomie (la science qui étudie la position, le mouvement et la constitution des corps célestes) dans les civilisations égyptienne et babylonienne, a été dû, selon L. W. H. HULL, au fait que les « cieux sont évidents et étonnants. Leur *régularité de mouvement* ne peut pas échapper à l'observateur » (*History and Philosophy of Science*, p. 5, souligné par nous). Comme nous le verrons plus tard, il fallait attendre le XVIII^e siècle pour que la régularité de mouvement dans le domaine des phénomènes économiques s'impose aux observateurs. Cela a été dû à l'apparition d'un marché qui unifie et coordonne toutes les activités économiques de la société, ainsi qu'à l'essor de l'activité industrielle, comme activité dominante avec laquelle s'accélère le rythme de répétition des actes économiques.

que d'autres sont propres à une formation sociale donnée[17]) qu'on appelle les *lois sociales*. Ce sont donc les relations qui se répètent sans cesse entre les différents éléments du processus social, des relations qui donnent au « tout » des activités humaines sa caractéristique propre, en tant qu'elles reflètent les relations internes de ce « tout » d'activités humaines. C'est pour cela que l'on dit que ces lois ont une nature objective[18] : elles représentent une caractéristique réelle (objective) du processus social. Parfois on exprime cette nature objective des lois sociales en disant que les phénomènes sociaux sont soumis à des lois[19].

b) Il faut, deuxièmement, pour que la connaissance

---

17. Dans le cadre des phénomènes économiques, on peut citer comme exemple de lois communes à plusieurs formes de sociétés celle de l'échange et celle de la circulation monétaire, bien que leur mode d'action diffère d'une société à l'autre. Et comme exemple de loi spécifique à une certaine forme de société, on peut se référer à la loi des profits et à la loi de la détermination des salaires dans la société capitaliste, ainsi qu'à la loi de la production pour la satisfaction des besoins sociaux dans la société socialiste, comme nous le verrons à une étape ultérieure.

18. Nous attirons l'attention sur la différence entre les lois objectives du processus social et les lois des sciences sociales. La différence entre les deux est la différence entre le processus social réel et la connaissance scientifique qui lui est relative, entre la réalité et la théorie scientifique. Cette différence nous sera claire dès la fin de notre étude sur la méthode de l'économie politique.

19. Pour un exemple d'une loi régissant un phénomène naturel, prenons celle du phénomène de l'ébullition. L'existence simultanée d'un certain nombre d'éléments, un liquide, soit l'eau pure, de la température et la pression atmosphérique, produit à un point donné (100° C de température et 760 millimètres de mercure, au niveau de la mer) un certain effet (un résultat) : la transformation de l'eau de l'état liquide à l'état gazeux. Ici, on a un ensemble de conditions et un effet entre lesquels existe une relation : pour produire l'effet, il faut que les conditions soient réunies. La relation est conditionnelle. Mais, une fois les conditions réunies, le résultat se produit nécessairement. La relation est nécessaire. C'est cette relation qui reflète la loi régissant le phénomène. Et c'est pourquoi on parle de la loi objective comme d'une loi conditionnelle et nécessaire.

Prenons maintenant l'exemple d'un phénomène économique, le profit. Le profit est une catégorie de revenu (revenu monétaire). Pour qu'il se réalise, il faut la réunion d'un nombre de conditions : une production marchande où les moyens de production appartiennent à une classe autre que la classe ouvrière, et l'existence de travailleurs divorcés de ces moyens, avec leur force de travail devenant elle-même une marchandise à vendre aux propriétaires des moyens de production. Une fois ces conditions réunies, le profit se réalisera au cours de la production.

soit scientifique, que l'on utilise, dans le processus de formation de la connaissance, la méthode de la recherche scientifique. Les démarches de cette méthode sont, brièvement, les suivantes :

— *La description systématique* et *la classification* des phénomènes envisagés. Cette opération, qui repose sur la collecte des informations, *l'observation et l'expérimentation scientifiques* de l'objet étudié, représente le premier pas vers la compréhension du groupe de phénomènes en question. On entend par l'observation scientifique l'orientation de la pensée et des sens vers le phénomène observable, ayant comme but la découverte de ses qualités et ses caractéristiques, en vue de l'acquisition d'une connaissance nouvelle. L'observation se fait par la description du phénomène, par l'observation délibérée de sa marche, en constatant les caractéristiques qui aident à comprendre sa nature, les circonstances auxquelles il doit son existence et les résultats qu'il pourra produire. Quant à l'expérimentation scientifique, elle est plus que l'observation. Elle est une observation provoquée. Dans le cas de l'observation, le chercheur surveille le phénomène et enregistre son état sans qu'il lui fasse subir aucun changement, tandis que dans le cas de l'expérimentation, il observe le phénomène étudié dans des circonstances arrangées volontairement pour réaliser ses objectifs dans le processus de l'explication du phénomène. Ici, le chercheur change les circonstances afin que le phénomène se présente dans les conditions les plus appropriées à son étude[20].

— Dégager les lois et les principes scientifiques grâce à l'*investigation* de l'objet d'analyse élevé à un certain niveau d'*abstraction* (l'abstraction avec ses deux démarches : du concret figuré à l'abstrait, et de l'abstrait au concret pensé[21]). C'est la méthode d'investigation ayant

20. Pour montrer la différence entre l'observation et l'expérimentation, nous disons que enregistrer les mouvements de Jupiter est une question de simple observation, car l'observateur ne peut pas contrôler Jupiter. Mais l'homme qui remarque ce qu'il arrive à une substance au fur et à mesure qu'il la chauffe lentement effectue une expérimentation. La différence entre l'observation et l'expérimentation est celle qui se trouve entre écouter passivement la nature et lui poser activement des questions. Cf. HULL, *op. cit.*, p. 33.

21. Nous allons avoir, un peu plus loin, une idée détaillée de

une *nature* inductive-déductive[22], dont l'utilisation nous permet d'arriver à des idées ou à des catégories relatives à l'objet de la recherche scientifique, à condition de l'analyser dans son mouvement.

---

l'abstraction et de son rôle dans la recherche scientifique. La connaissance dégagée se fonde sur le doute et résulte de la méthode expérimentale et du raisonnement abstrait. De cette méthode nous dit D. Mume : « Quand nous cherchons dans notre bibliothèque, étant convaincu par ce principe : qu'est-ce que nous devons faire chaque fois que nous nous trouvons devant un livre de théologie ou de la métaphysique scolastique ? nous devons nous poser les questions suivantes : contient-il un raisonnement abstrait relatif à la quantité ou au nombre ? Non. Contient-il un raisonnement expérimental relatif à la réalité et à l'existence ? Non. Jetons-le alors au feu, car il ne peut contenir que des futilités et des illusions. (*An Inquiry concerning Human Understanding*, cité par John LEWIS, *Science, Faith and Scepticism*, p. 22-23.)

22. L'*induction* consiste à « remonter d'un certain nombre de propositions données, généralement singulières ou spéciales, que nous appelons inductives, à une proposition ou à un petit nombre de propositions plus générales, appelés induites, telles qu'elles impliquent toutes les propositions inductrices ». C'est le passage du particulier au général. Cf. A. LALANDE, *Vocabulaire...*, *op. cit.*, p. 506.

« On appelle induction lorsque la recherche de plusieurs choses particulières nous mène à la connaissance d'une vérité générale. Ainsi lorsqu'on a éprouvé sur beaucoup de mers que l'eau en est salée et sur beaucoup de rivières que l'eau en est douce, on conclut généralement que l'eau de mer est salée et que celle des rivières est douce », PORT ROYAL, *Logique*, cité par LALANDE, *op. cit.*, p. 506.

La *déduction* est l'« opération par laquelle on conclut rigoureusement, d'une ou de plusieurs propositions prises pour prémisses, à une proposition qui en est la conséquence nécessaire, en vertu des règles logiques », *ibid.*, p. 204. Pour l'exemple traditionnel : tous les hommes sont mortels, Socrate est un homme. D'où la conclusion que Socrate est mortel. C'est le passage du général au particulier. Les mathématiques représentent la branche la plus importante de la logique déductive. Nous ajoutons que l'histoire des méthodes a connu une lutte entre l'induction et la déduction comme deux méthodes d'inférence qu'on a crues contradictoires. Cette lutte rentre dans le cadre d'une controverse plus large entre les empiristes, comme F. R. Bacon (1561-1626), John Locke (1632-1704), E. Condillac (1715-1780) et les rationalistes comme R. Descartes (1596-1650), G. Leibniz (1646-1716). En effet, concevoir ces deux méthodes d'inférence de cette manière, c'est poser un faux problème car elles ne sont pas contradictoires, elles sont complémentaires. Elles sont à utiliser ensemble comme méthode de raisonnement scientifique, à condition que l'on soit conscient de leur place exacte dans les démarches de la méthode de la recherche scientifique comme montré dans le texte. Cf. A. LALANDE, *Les Théories de l'induction et de l'expérimentation*, Librairie Boivin. F. ENGELS, *Dialectique de la nature*, p. 228.

— *La construction des hypothèses* sur la base de ces catégories, afin d'expliquer les caractères observés du phénomène envisagé ainsi que la relation entre ses éléments (dans leur mouvement) : pour en déduire les autres caractères qui n'étaient pas l'objet de la première observation. Ces hypothèses se fondent sur l'observation et l'expérimentation. Elles ne doivent pas contredire les vérités déjà établies et les lois scientifiques vérifiées. Le chercheur ne peut construire ses hypothèses qu'en faisant recours à l'intuition[23] et à l'imagination, et à condition qu'il soit possible de vérifier la validité de l'hypothèse par l'observation, l'expérimentation et le raisonnement[24].

---

23. On entend par intuition la capacité de comprendre une vérité immédiatement et sans recours au raisonnement logique. C'est le passage rapide et immédiat dans le cerveau d'un connu (certain) à un inconnu. L'intuition est, selon Descartes, une lumière innée qui permet à l'homme de percevoir les idées simples, les vérités établies et les liens entre une idée et l'autre, une perception directe — sans l'intermédiaire de la raison ou de l'expérimentation — en un seul instant et non pas successivement. L'intuition se limite à la perception de son objet (sans le juger). Ainsi, la méthode de la recherche scientifique n'exclut pas l'utilisation de l'intuition (et l'imagination), mais c'est une utilisation qui se limite à la démarche de la construction des hypothèses et à condition qu'elle soit une intuition vérifiable. Avec la méthode de la recherche scientifique, on aboutit à une connaissance qui se fonde sur le doute et qui résulte du raisonnement expérimental et abstrait. Cette méthode refuse donc la « connaissance intuitive », c'est-à-dire la connaissance qu'on dégage principalement à travers l'intuition (selon la méthode de Descartes).

24. Il ne nous faut pas confondre les hypothèses que le chercheur construit dans une démarche de la méthode de la recherche scientifique et les postulats qui sont des données d'où part le mathématicien.

Ce dernier suppose, dès le début, leur validité, sans qu'il en donne aucune preuve. Et cela parce qu'ils sont utiles dans la formulation de la théorie mathématique. Admettre les postulats nous amène à admettre logiquement les résultats qu'on déduit du point de départ supposé valable (comme par exemple dire que deux lignes droites se rencontrent en un seul point). Quant aux hypothèses que le chercheur construit, selon la méthode de la recherche scientifique, elles ne représentent pas, premièrement, le point de départ du processus de raisonnement, et, deuxièmement, on ne les considère comme valables qu'après les avoir vérifiées par l'observation et l'expérimentation. (Ces postulats diffèrent des axiomes qui représentent, eux aussi, des données de la méthode mathématique). Ils sont des propositions qui sont évidentes par elles-mêmes, et n'ont pas besoin de preuve, perceptibles par l'intuition, comme quand on dit, par exemple, « le tout est plus grand que la partie ». Il ne nous faut pas non plus confondre les hypothèses scientifiques et les hypothèses philosophiques et reli-

— *La vérification* des résultats issus du processus de la formation de la connaissance, c'est-à-dire la vérification, autant que possible, des théories formulées avant qu'elles soient prises comme base qui guide l'action. Cette vérification se fait d'abord théoriquement en s'assurant de l'absence de contradiction entre les différentes parties de la théorie, et ensuite en confrontant la théorie à la réalité.

c) Il faut, troisièmement, pour que la connaissance soit scientifique que la connaissance dégagée acquière une *certaine précision* qui relève de la connaissance des aspects qualitatifs et quantitatifs (mesurables) du phénomène envisagé. Car la qualité et la quantité, bien qu'elles soient opposées, sont en même temps inséparables. Il s'agit, en effet, des deux aspects du phénomène examiné. Une connaissance de la nature du phénomène ne peut se permettre de sacrifier ni l'une ni l'autre. Mais l'étude des aspects quantitatifs n'est possible que sur la base d'une connaissance qualitative du phénomène. Car cette dernière est nécessaire pour la détermination même, dans la pensée, du phénomène dont on veut connaître les aspects quantitatifs, puisque la qualité est la manière d'être. Elle constitue la donnée dont la continuité ou la répétition sont l'objet de détermination quantitative, de détermination mesurée, et représentent des grandeurs. Négliger la qualité ne constitue pas, comme certains le croient, l'objectivité, c'est, comme le dit K. Mannheim[25], la négation de la qualité essentielle de l'objet[26]. D'autre part, sacrifier les aspects quantitatifs, c'est priver notre connaissance de l'exactitude qui lui est indispensable pour qu'elle devienne le moyen efficace d'agir sur la réalité. En science, la mesure — c'est-à-dire le processus de la détermination de l'extension des dimensions, du degré ou de la capacité (les aspects quantitatifs) d'une chose — est centrale.

gieuses. La différence entre les deux se trouve dans le fait que la science soumet ses hypothèses à la vérification expérimentale. Ce qui n'est pas le cas dans le deuxième type d'hypothèses (non scientifiques). Cf. John Lewis, *op. cit.*, p. 26-27.

25. *Ideology and Utopia : An Introduction to the Sociology of Knowledge*, Routledge and Kegan, London, 1936, p. 42.

26. Dans ce sens, nous dit Bertrand Russel, que « la science ne se limite en aucun cas à ce qu'elle est mesurable. Les lois qualitatives peuvent être aussi scientifiques que les lois quantitatives ». Cf. John Lewis, *op. cit.*, p. 25-26.

Telles sont les conditions qui doivent être réunies pour que la connaissance ait une nature scientifique.

La réussite de la recherche scientifique, dans son essai de découvrir les lois objectives des phénomènes, se cristallise dans les lois scientifiques (théoriques) ayant un caractère général et abstrait. La différence entre les lois objectives des phénomènes et les lois scientifiques est, dans le cas des phénomènes sociaux, la différence entre les phénomènes réels et la connaissance qui y est relative, entre la réalité et la théorie scientifique. Les lois scientifiques représentent la réflexion des lois objectives qui régissent les phénomènes étudiés. Il s'agit d'une réflexion non pas de tous les détails des lois objectives, mais de ce qui est essentiel dans ces relations. Il s'agit de la réflexion des lois objectives à un certain niveau de l'abstraction théorique. Mais les lois scientifiques sont plus que cela, car elles doivent expliquer la réalité. Et pour expliquer la réalité, la science doit s'aventurer en pénétrant derrière la réalité observée pour arriver à la vérité qu'elle explique, en attribuant cette réalité observée à la totalité complexe dont elle fait partie. Autrement dit, pour pouvoir expliquer un phénomène, il faut le dépasser pour arriver à la totalité à laquelle il appartient et dont il fait partie intégrante.

L'ensemble des lois théoriques concernant des phénomènes particuliers (les phénomènes économiques, par exemple) représente la science dont l'objet est lesdits phénomènes[27]. Mais pour qu'il nous soit possible de parler de cet ensemble théorique en tant que science, il faut que deux conditions soient satisfaites.

2. — Il faut ensuite, pour pouvoir parler d'une science, qu'on ait affaire à un *objet déterminé*. Les objets de la connaissance scientifique en général sont les représentations figurées des phénomènes (les faits) — naturels, quand il s'agit des sciences de la nature, et sociaux, quand il s'agit des sciences sociales ou humaines. Et comme le sujet, c'est-à-dire celui qui cherche à connaître, est l'homme, on parle, quand il s'agit de la connaissance concernant les phénomènes sociaux (les relations sociales), de l'unité du sujet et de l'objet.

27. Voir LALANDE, *Vocabulaire..., op. cit.*, et aussi J. GOULD and W. L. KOLB (eds.), *The Dictionary of the Social Science*, U.N.E.S.C.O., Tavistock Publications, London, 1964, p. 620.

3. — Pour que l'on puisse parler d'une science, il faut, troisièmement, que nous disposions d'un lot minimum de certitudes élémentaires qui permettent d'expliquer les phénomènes en question, et de prévoir les tendances générales de ces phénomènes en mouvement. Pourquoi comprendre et prévoir ? pour agir. Mais ce dernier appartient à l'action, à la politique à adopter afin de changer la réalité. Et ici réside, en dernière analyse, la fonction de la science. Elle nous aide à voir, dans les phénomènes, les connexions qui nous étaient cachées auparavant, à relier les effets à leurs causes, à remplacer l'arbitraire et l'accidentel par le régulier et le nécessaire. En un mot, la science nous aide à comprendre l'univers pour y agir avec intelligence et efficacité afin de le changer[28].

•

Ayant déterminé les éléments dont la présence simultanée nous permet de parler d'une science, nous devons voir maintenant dans quelle mesure ce que nous venons de dire s'applique à l'économie politique.

II. L'économie politique est-elle une science ?

L'économie politique sera une science si, à son égard, les éléments mentionnés ci-dessus sont réunis :

1. — En ce qui concerne *l'objet*, l'économie politique a un objet bien déterminé. Comme nous l'avons déjà vu, il s'agit des relations sociales ayant lieu par l'intermédiaire des biens matériels, ce qui les distingue des autres relations sociales, telles que les relations au sein de la famille,

28. Dans ce sens, Ibn KHALDOUN nous dit : « En effet, l'action de l'homme sur le monde extérieur ne peut avoir lieu sans qu'il ait réfléchi d'abord à l'ordre des choses, puisque les unes dépendent des autres. C'est alors seulement qu'il peut se mettre à agir. Sa réflexion commence avec le dernier des effets, celui par lequel se termine l'acte. Et son action part du premier principe dans la chaîne des causes, que sa pensée atteint en dernier lieu. C'est la découverte de cet ordre (souverain) qui permet aux actes des hommes d'être si bien réglés. » *Prolégomènes*, p. 877 ; cf. *infra*, chap. II, sect. 1.

les relations politiques, etc. Les phénomènes économiques, dont les représentations figurées font l'objet de notre science, sont régis par des *lois objectives,* des lois qui représentent une caractéristique réelle de ces phénomènes. De plus, ces lois sont *indépendantes de la volonté de l'homme.* Autrement dit, ces lois régissent les phénomènes économiques sans égard pour la volonté des individus ni pour l'existence ou l'absence, de leur part, d'une conscience relative à ces lois. Cela s'explique :

— d'abord par le fait que les circonstances sociales dans lesquelles une certaine communauté effectue son activité économique sont historiquement déterminées : chaque génération reçoit des générations précédentes un héritage des forces productives, des connaissances accumulées et des rapports économiques, qui représentent pour cette génération le point de départ de son processus de production. A cela, on ajoute que le processus de production est à la fois un processus de production et de reproduction. C'est-à-dire que la production au cours d'une certaine période, soit l'année en cours, réalise, en même temps, les conditions de production pour la période qui suit, soit l'année suivante. Ce qui revient à dire que la production, au cours d'une période donnée, dépend de la réalisation de ses conditions au cours de la période précédente. Le processus de production ayant cette nature, on voit que l'héritage reçu par chaque génération représente les conditions historiquement données qui déterminent les lois économiques régnant sous ses conditions ;

— cela s'explique ensuite par le fait que le résultat social de l'activité économique est le résultat de l'enchevêtrement des différentes activités individuelles. Bien que chaque participant à l'activité économique joue un rôle quant à la réalisation du résultat d'ensemble, celui-ci émerge du jet croisé des différentes activités des individus et des groupes sociaux. Ce qui lui donne une certaine indépendance de leur volonté.

C'est dans ce sens qu'on dit que les lois économiques objectives sont indépendantes de la volonté des individus effectuant l'activité économique dans la société.

Mais si les lois régissant les phénomènes économiques sont indépendantes de la volonté de l'homme, *leur mode d'action* ne l'est pas. De ce point de vue, on distingue des

lois économiques dont le mode d'action est spontané, indépendant de la volonté de l'homme, des lois économiques ayant un mode d'action conscient, intentionné. Pour ces dernières, et comme dans le cas des lois des phénomènes naturels, une fois que la loi régissant un phénomène est découverte, l'homme peut maîtriser son mode d'action. En découvrant la loi d'ébullition, l'homme la maîtrise : réunir les conditions (le liquide, la température et la pression atmosphérique) chaque fois que le résultat est recherché. Il peut même manier la modalité de la réalisation de ces conditions. Il peut, par exemple, faire bouillir son liquide à une température moindre en augmentant la pression atmosphérique, et ainsi de suite. De la même façon, si l'on découvre qu'il existe une relation entre le pouvoir d'achat des consommateurs, le prix d'une certaine marchandise et les prix des autres marchandises achetées par ces consommateurs, d'une part, et la quantité demandée de la première marchandise, d'autre part, une relation telle que ces différents facteurs déterminent cette quantité, il sera possible d'affecter la quantité demandée par une action consciente sur un de ses facteurs (augmenter le pouvoir d'achat des consommateurs pour augmenter la quantité demandée, par exemple).

On peut donc dire en général que la découverte des lois objectives régissant les phénomènes économiques nous permet d'agir consciemment en faisant réunir les conditions nécessaires à la réalisation d'un certain résultat recherché. Dans ce cas-là, on dit que le mode d'action des lois économiques est conscient ou intentionné.

Pour terminer avec l'objet de l'économie politique, il nous reste à signaler que cet objet, étant les représentations figurées de l'ensemble des relations *sociales* formant le processus de l'activité économique, a une nature *historique.* Puisque l'objet est social, il n'est pas immuable (même les phénomènes de la nature sont en changement continuel).

Les phénomènes économiques se transforment sans cesse, ils sont perpétuellement en mouvement. L'activité agricole effectuée par exemple par une famille paysanne française au cours du x^e^ siècle — où le but immédiat de la production était la satisfaction des besoins des membres de la famille et de ceux auxquels le paysan était obligé de céder une partie de son travail (le seigneur de la terre) et où la production s'effectuait grâce au travail des membres de la famille, ayant une connaissance technique limitée et

utilisant des instruments de travail simples — cette production agricole diffère qualitativement de la production qui se réalise de nos jours dans une grande ferme possédée d'une manière privative par un propriétaire qui peut ne pas participer au processus de travail en ayant recours à des salariés agricoles qui lui vendent leur force de travail pour un salaire monétaire, ces travailleurs utilisant, dans le processus de production, des instruments de travail développés, possédés par le propriétaire de la ferme. Ils produisent des marchandises destinées au marché et qui seront vendues par le propriétaire qui vise à réaliser le profit monétaire qui a été produit dans le processus de la production. Le premier type de production agricole représente un phénomène économique différent du phénomène représenté par le deuxième type de production. Et la loi objective du premier phénomène sera différente de celle qui régit le deuxième. Avec la réserve faite pour certains phénomènes économiques que l'on trouve dans plus d'un type de société (des phénomènes communs), les phénomènes économiques diffèrent donc d'une forme de société à l'autre. Autrement dit, les phénomènes économiques sont, en principe, spécifiques, ils sont historiques. On voit clairement que l'économie politique a un objet bien déterminé du fait qu'elle s'intéresse à une catégorie de phénomènes sociaux (en excluant ainsi les phénomènes naturels) qui sont les phénomènes économiques, phénomènes régis par des lois objectives indépendantes de la volonté de l'homme, bien que le mode de fonctionnement de ces lois ne le soit pas nécessairement. Ces phénomènes sont en changement perpétuel, ce qui donne à l'objet de l'économie politique une nature historique.

2. — Pour ce qui est de la *méthode*, l'économiste utilise la méthode générale de la recherche scientifique, une méthode que nous avons décrite. Mais il se trouve désavantagé par rapport à l'analyste des phénomènes de la nature. Cela est dû à l'impossibilité de recourir à l'expérimentation sur une assez vaste échelle dans le domaine des phénomènes sociaux (par comparaison aux phénomènes de la nature). Il n'est guère possible à l'analyste de parvenir à exclure l'action de toutes les forces autres que celle qu'il veut isoler pour en faire l'objet de son observation. D'où la nécessité d'un recours à l'abstraction. C'est dans ce sens qu'on dit que l'abstraction joue, dans la recherche concernant les phénomènes économiques, le rôle réservé à

l'expérimentation dans la recherche relative aux phénomènes de la nature. L'abstraction joue donc un rôle particulièrement important. Voyons de plus près ce rôle dans la méthode de l'économie politique.

Dans le processus d'investigation des phénomènes économiques, l'abstraction ne représente qu'une seule démarche.

Ce processus se résume en deux étapes : du concret-réalité à l'abstrait, et de l'abstrait au concret pensé. Comment s'effectuent ces deux étapes ?

Le processus de connaissance est une partie de la pratique sociale. Son contexte est toujours la réalité, une réalité sociale bien déterminée. Dans ce contexte, la première démarche dans le processus de la connaissance économique est celle de l'abstraction. Le point de départ pour cette première démarche est le « concret figuré ». On part toujours d'une « représentation ou d'une vue immédiate » du concret, sous la forme de catégories pratiques, idéologiques, religieuses, scientifiques ou quasi scientifiques. De ces « représentations », on aboutit à des concepts de plus en plus simples ; du concret figuré, on passe à des abstractions de plus en plus fines. Cette première démarche réduit la plénitude de la représentation à une détermination abstraite. Comment se fait l'abstraction ? Le but de cette démarche d'abstraction est d'isoler l'essentiel de l'objet analysé, essentiel qui est reflété par la « représentation » donnée, autrement dit, de faire abstraction de ce qui est non essentiel. Ce qui est essentiel n'est point arbitrairement déterminé. Il dépend du but de l'analyse, d'un côté, et des conditions objectives de son objet, de l'autre. L'abstraction se fonde sur l'observation comparative de l'objet et sur son analyse.

Ce qui reste après l'abstraction doit représenter une image simple et profonde des caractéristiques principales de l'objet analysé. Il doit refléter une image simple et profonde de l'essence du phénomène envisagé.

Une fois l'essence élevée à un certain niveau d'abstraction, c'est-à-dire le concret réduit à une certaine image abstraite, l'analyse est effectuée. Les concepts (et les conclusions) dégagés correspondent à ce niveau d'abstraction. Cela ne doit jamais être perdu de vue.

La deuxième démarche dans ce processus d'investigation, en vue de la formulation de la connaissance économique, est le passage de l'abstrait au concret pensé. Avec cette démarche, les déterminations abstraites conduisent

à la reproduction du concret par la voie de la pensée, par un processus de concrétisation progressive, un processus d'introduction graduelle des éléments dont nous avons fait abstraction, un processus de descente graduelle de l'abstrait vers le concret, un processus de passage d'un niveau d'abstraction à un autre, moins abstrait. Avec l'introduction progressive des éléments dont l'abstraction a été faite lors de la première démarche, les conclusions obtenues à un niveau plus élevé d'abstraction sont susceptibles de subir des modifications.

Et ainsi, jusqu'à ce que l'on arrive au concret, au concret reconstitué dans la pensée. Il ne s'agit pas cette fois des catégories dont nous sommes partis, mais d'une riche totalité de déterminations. Il s'agit là de concepts théoriques, de catégories scientifiques, de connaissances économiques. Ces catégories sont donc, à la fois, abstraites et concrètes. Elles sont des catégories théoriques qui correspondent à la réalité des phénomènes économiques impliqués.

Tout au long de l'investigation, l'analyse théorique doit, à n'importe quel niveau d'abstraction, considérer l'objet dans son développement, et en tant qu'objet de nature fluide, dans un état continu de flux et de métamorphoses.

En un mot, la méthode d'investigation se résume par rapport aux phénomènes économiques dans une ascension du concret-réalité représenté par quelques catégories déjà existantes à l'abstrait, du complexe au plus simple, une analyse de l'image abstraite de l'objet considéré dans son mouvement qui aboutit à des idées théoriques et une descente progressive de l'abstrait au concret, les conclusions étant toujours susceptibles de modification avec l'introduction graduelle d'éléments de la réalité dont l'abstraction avait été faite. On arrive de nouveau au concret, mais ce n'est pas le même concret du départ, c'est le concret reconstitué dans la pensée. La connaissance scientifique est acquise.

En ce qui concerne le type d'inférence[29], la méthode

29. Dans le domaine de la logique, on entend par inférence « toute opération par laquelle on admet une proposition dont la vérité n'est pas connue directement, en vertu de sa liaison avec d'autres propositions déjà tenues pour vraies. Cette liaison peut être telle que la proposition soit jugée nécessaire ou seulement vraisemblable. Inférence est ainsi le terme le plus général dont raisonnement, induction, etc. sont des cas spéciaux ». A. LALANDE, *Vocabulaire..., op. cit.*, p. 510.

d'investigation est d'une nature inductive-déductive, avec la déduction jouant un rôle auxiliaire.

Il reste à vérifier les conclusions théoriques obtenues. Dans le domaine des phénomènes économiques, une telle vérification est effectuée — après élimination des contradictions logiques possibles entre les parties de la théorie — ou bien statistiquement, lorsqu'il s'agit des phénomènes quantitativement mesurables, ou bien historiquement, ou bien des deux manières à la fois.

Une fois la connaissance acquise, il faut la présenter. D'où la nécessité d'une méthode de présentation[30].

Cela dit pour la méthode de l'économie politique, il nous reste à ajouter qu'une partie de la logique déductive occupe une place particulière dans les techniques de l'analyse économique[31], à savoir les mathématiques[32]. En face

---

30. Sur la méthode de l'économie politique, voir G. G. GRANGER, *Méthodologie économique*, P.U.F., 1955.

A. MARCHAL, *Méthode scientifique et Science économique*, 2 tomes, Génin, 1952 et 1955, Librairie générale de droit et de jurisprudence.

B. NOGARO, *La Méthode en économie politique*, Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1939.

O. LANGE, *Economie politique*, chap. 2.

M. DOWIDAR, *Les Schémas de reproduction et la Méthodologie de la planification socialiste*, chap. 3.

J. SCHUMPETER, *Economic Doctrine and Method*, Allen and Unwin, London, 1954.

M. DOBB, « Scientific Method and The Criticism of Economics », *Science and Society*, vol. III, n° 3, 1939.

M. DOBB, « Marxism and Social Laws », *Monthly Review*, vol. XI, n° 7, 1959.

J. PIAGET (direction), *Logique et Connaissance scientifique*, Encyclopédie de la Pléiade, 1967, surtout p. 1019-1057.

La Science économique, chap. 4 : « Tendances principales de la recherche dans les sciences sociales et humaines », 1re partie, Mouton/U.N.E.S.C.O., Paris-La Haye, 1970.

31. On entend par « analyse » le processus de l'aboutissement à des théories, c'est-à-dire à des généralisations abstraites. Les théories sont donc le produit final de l'analyse. Dans le processus de l'analyse, qui vise à arriver à des catégories théoriques, on utilise des techniques ou des méthodes (inductives, déductives et surtout mathématiques, statistiques, etc.).

32. G. CEVA (un Italien qui, au XVIIIe siècle, s'est intéressé aux problèmes monétaires) et N. F. CANARD (professeur français de sciences, 1758-1833) ont été considérés comme les précurseurs des économistes mathématiciens. Cf. *Dictionnaire des sciences économiques*, J. ROMEUF (ed.), tome I, p. 196-197. Schumpeter dit que non, car il s'agit, dans le cas de ces deux auteurs, et de bien d'autres, de l'utilisation de quelques techniques mathématiques dans l'analyse économique et non pas du raisonnement mathématique lui-même.

d'une tendance assez répandue qui exagère l'utilisation de cette technique dans l'analyse économique nous devons être conscients, dès maintenant, de son utilisation appropriée.

Ayant affaire avec les mathématiques comme la *forme* du raisonnement économique, et comme celles-ci sont l'instrument de quantification, seuls les aspects quantitatifs, et quantifiables, du phénomène économique considéré peuvent être analysés à l'aide des mathématiques. Et puisque l'étude des aspects quantitatifs n'est possible que sur la base d'une connaissance qualitative du phénomène, une analyse qualitative doit précéder l'analyse quantitative utilisant la méthode mathématique Cependant, il ne faut pas oublier que nous sommes intéressés au raisonnement économique sous la forme mathématique. En aucun cas, le raisonnement économique ne doit être remplacé par une autre sorte de raisonnement. Remplacer le raisonnement économique par le raisonnement mathématique faussera nécessairement notre analyse et handicapera le développement de l'économie politique[33].

Pour lui, les premiers à montrer ce à quoi les mathématiques peuvent servir dans l'analyse économique sont A. COURNOT (penseur et mathématicien français, 1801-1877) dans son ouvrage *Recherches sur les principes mathématiques de la théorie de la richesse*, publié en 1830 et J. H. von THUNEN (fermier allemand, 1783-1850) dans son ouvrage *The Isolated State*, dont le premier volume a été publié en 1826. Cf. SCHUMPETER, *History...*, *op. cit.*, p. 499, 955 et 960.

Voir aussi l'article extrêmement instructif de J. J. SPENCER, « Quantification in Economics : Its History », D. LERNER (ed.), *Quantity and Quality*, The Free Press of Glencoe, New York, 1961, surtout p. 154-164.

En ce qui concerne l'attitude de K. MARX vis-à-vis de l'utilisation des mathématiques, en lisant une lettre à Engels, en date du 31 mai 1875, on a l'impression que Marx avait, à la fin de sa vie, l'idée d'un traitement mathématique de la théorie des crises économiques. Cf. DOWIDAR, *Les Schémas de reproduction...*, *op. cit.*, p. 128.

33. Comprendre l'utilisation appropriée de la méthode mathématique évitera à l'économie politique le sort de la physique et de l'astronomie grecques dont l'exemple est, dans l'histoire de la pensée humaine, très instructif. La biologie et la médecine d'Hippocrate et d'Aristote — qui avaient peu à voir avec les mathématiques et qui ainsi faisaient d'eux des exceptions parmi les philosophes grecs — étaient beaucoup plus avancées que la physique et l'astronomie. Cela est dû à l'absence de l'influence mathématique sur les études biologiques d'Aristote et sur la médecine, tandis que, pour la physique et l'astronomie, Aristote a hérité la tradition de ses prédécesseurs qui avaient l'esprit mathématique. A cette

Reste à dire que l'utilité la plus grande de la méthode mathématique se présente dans la construction des modèles économiques[34].

On voit donc qu'on utilise, pour la formation des connaissances qui font l'économie politique, la méthode

---

époque, les mathématiques ont tourné l'esprit des hommes de l'observation et de l'expérimentation pour l'orienter vers l'idée que la connaissance peut être déduite à partir des principes mathématiques. Cf. L. W. H. HULL, *op. cit.*, p. 56.

Certes les mathématiques, une création de l'homme, sont beaucoup plus développées aujourd'hui, et, dans une grande mesure, peuvent être utilisées fructueusement dans l'analyse économique, à condition qu'on leur accorde la place indiquée dans le texte parmi les méthodes du raisonnement économique.

Voir V. S. NEMCHINOV, *The Use of Mathematics in Economics*, Oliver and Boyd, London, 1964.

34. Pour le terme *modèle* utilisé dans l'analyse économique, on distingue deux sens :

a) un sens large qui désigne chaque construction théorique visant à la compréhension et à l'application du mécanisme de fonctionnement du système économique conçu en tant qu'un tout dont les parties sont organiquement liées dans leurs relations : l'interdépendance mutuelle. En ce sens, le modèle s'efforce d'expliquer le mécanisme de fonctionnement du système en trouvant l'effet du changement d'un ou plusieurs éléments du système sur le reste de ce système.

Le modèle représente ainsi une abstraction de la réalité. Il est donc toujours moins riche que cette réalité.

Ce sens large du modèle embrasse les aspects qualitatifs et quantitatifs des phénomènes composant le système économique envisagé.

b) un sens étroit que le terme commence à prendre dans l'analyse économique contemporaine, et surtout l'analyse quantitative. On entend par modèle économique toute construction théorique visant à la description du fonctionnement du système économique en l'exprimant par un système d'équations simultanées qui représentent les relations de l'interdépendance mutuelle des éléments du système dans leur aspect *quantitatif* et déterminent le fonctionnement du système.

La construction d'un modèle au sens étroit du mot présuppose l'existence d'un corps théorique de l'analyse économique ainsi que l'utilisation d'un langage mathématique pour exprimer les relations quantitatives de l'interdépendance mutuelle des éléments du système économique dans son image simplifiée. Autrement dit, la construction du modèle s'effectue par le mariage de l'analyse économique avec les moyens d'expression les plus abstraits et les plus généralisés, les moyens mathématiques. (Si l'analyse économique est mariée à l'analyse statistique, en utilisant un langage mathématique, le modèle est économétrique.) Le modèle est construit

de la recherche scientifique en général, en mettant l'accent sur l'abstraction qui remplace l'expérimentation dans l'étude des phénomènes économiques. On a vu aussi qu'on peut avoir recours aux instruments mathématiques pour les aspects quantitatifs de ces phénomènes, à condition que cette étude soit précédée d'une étude qualitative. Voilà pour l'objet et la méthode de l'économie politique, comment se présente l'état de la connaissance économique actuelle ?

3. — L'économie politique nous donne à l'heure actuelle un minimum de certitudes qui peuvent servir de base pour l'explication des phénomènes économiques (qui constituent les différents modes de production) et pour la prévision raisonnable des tendances générales de leurs mouvements futurs. Il s'agit là de l'ensemble des lois économiques théoriques (ou des théories économiques) qui se trouvent à notre disposition, qui sont relatives aux différents types du processus économique et qui ont été vérifiées scientifiquement. (Ce qui exclut les théories dont la

---

sur la base d'un ensemble d'hypothèses qui donnent les éléments considérés comme donnés, et qui représentent les « constants » du modèle.

Les *variables* dans ces systèmes d'équations simultanées peuvent être :

— *des variables exogènes :* dont la valeur est déterminée indépendamment du système embrassé dans le modèle, en dehors du système ;

— *des variables endogènes :* dont la valeur est déterminée par le fonctionnement du système envisagé.

Les équations du système peuvent exprimer trois sortes de relations :

— l'équation peut exprimer une définition. A ce moment-là, nous avons une « équation de définition » — *definitional equation*, ex. : revenu = consommation + épargne. Ici, il sera mieux d'utiliser le signe ≡ (identité) ;

— l'équation peut exprimer une relation technique, ex. : la fonction de production qui exprime la relation technologique entre les quantités d'*input* et la quantité d'*output*, $x = f(v_1, v_2, ..., v_n)$;

— enfin l'équation peut exprimer une relation de comportements (*behaviour equation*) : $c = f(y)$, la fonction de consommation de Keynes.

non-validité a été prouvée en les confrontant à la réalité économique dans son mouvement historique, une non-validité attribuée à une conception fausse des auteurs de cette théorie de l'objet et de la méthode de la science économique dans leur relation organique.) Et comme l'objet de l'économie politique, c'est-à-dire les représentations figurées du processus économique sous ses différentes formes sociales, a une nature historique, ses lois aussi auront cette nature. (Avec la réserve, rappelons-le, que certaines lois économiques se rapportent à plusieurs formes de société.) On ne peut parler de lois économiques, donc, qu'à l'intérieur de structures qualitativement distinctes. Il en résulte que l'économie politique, étant l'ensemble des lois (théoriques) relatives au processus de la production et de la répartition sous ses formes sociales différentes, aura une nature historique. Il n'y a pas une science économique valable pour toutes les formes de société. On ne peut pas s'attendre à ce que les lois économiques soient les mêmes pour une société où *domine* la production de biens de subsistance et pour une société où *domine* la production marchande. De même, on ne peut pas s'attendre à ce que les lois économiques soient les mêmes dans une société où les rapports de production (en leur liaison avec le développement des forces productives) se fondent sur la propriété privée des moyens de production et dans une société où ces rapports se fondent sur la propriété collective des moyens de production. Il y a, certes, plusieurs phénomènes économiques que l'on trouve dans plusieurs formes de société, auxquels correspondent des lois économiques (théoriques) communes à ces formes de société (les lois de la circulation monétaire, par exemple), mais les lois économiques caractéristiques à chaque forme de société, les lois spécifiques, sont plus importantes, lors de la connaissance de la nature du processus économique correspondant, que les lois économiques communes à cette forme de société et à d'autres. Nous espérons que ce point deviendra plus clair quand nous étudierons plus tard, les concepts du mode de production.

•

Ainsi, on peut conclure que l'économie politique est une science, une science dont l'autonomie peut être pré

cisée. Préciser son autonomie, oui, mais à condition d'admettre qu'autonomie ne signifie nullement indépendance par rapport aux autres branches de la connaissance, surtout celles relatives aux autres phénomènes sociaux, car l'homme dont l'activité économique fait l'objet de notre science réunit tous les aspects de la vie sociale.

Une telle autonomie peut se caractériser à l'égard des autres sciences sociales, surtout de la sociologie, de la démographie et de la géographie humaine.

Tâchons de voir la position de l'économie politique par rapport à ces branches de la connaissance scientifique.

SECTION III : L'économie politique et les autres branches des sciences sociales

La division des activités humaines n'est pas habituellement une occupation profitable. Entre ces activités, il n'existe pas de ligne de démarcation nette. Il s'ensuit qu'aucune investigation ne peut être entreprise dans un domaine sans se référer aux autres. Cela s'applique *a fortiori* aux sciences sociales dont l'objet est les différents aspects de l'activité sociale de l'homme. En tant que sciences, elles représentent les branches de connaissance ayant pour but la compréhension des relations entre les membres (groupes et classes) de la société ainsi que leurs changements au cours du temps (histoire, économie politique, géographie, sociologie, psychologie, démographie, etc.[35]). Cependant, pour mieux mener la recherche, une division abstraite des relations sociales a été effectuée avec le temps, prenant séparément chaque catégorie de relations sociales pour qu'elle fasse l'objet d'une branche des sciences humaines.

Cette section, guidée par une telle idée de base, n'aura donc pas comme objet de définir les différentes branches des sciences sociales par rapport à l'économie politique. Elle mettra plutôt l'accent sur leur interdépendance, associant, à titre d'exemple, l'économie politique à certaines de ces branches, à savoir la sociologie, la démographie et la géographie.

35. Ces sciences se distinguent aussi des sciences de la nature qui ont pour objet les phénomènes naturels : la géologie, la physique, la chimie, la biologie, etc.

I. L'économie politique et la sociologie

Certains définissent la sociologie comme l'« étude qui se veut scientifique du social [fait sociaux, M. D.] en tant que tel, soit au niveau élémentaire des relations interpersonnelles, soit au niveau [...] des vastes ensembles, sociétés, nations, civilisations ou, pour reprendre l'expression courante, sociétés globales[36] ». Mais si nous voulons une définition scientifique de la sociologie, nous dirons que c'est la science des lois générales du développement de la société humaine[37].

---

36. R. ARON, *Les Etapes de la pensée sociologique*, Editions Gallimard, 1967, p. 16.

37. La sociologie faisant encore l'objet de controverses (par rapport à son objet et à ses méthodes, cf. *A Dictionary of Social Science, op. cit.*, p. 676-679), il est opportun de voir les différentes définitions qu'on lui donne : la paternité de la sociologie, qui s'amorce dans la philosophie de l'histoire, est attribuée à Ibn Khaldoun (philosophe arabe, 1332-1406, auteur des *Prolégomènes* (cf. *supra*, chap. II, sect. 1) et à Giambattisto VICO (professeur de droit à Naples, 1668-1744, auteur de *Scienza Nuova*, 1725). Pour ce dernier qui adopte, à l'opposé des philosophes du XVIIIᵉ siècle, une approche historique, la société humaine, étant faite par l'homme, est compréhensible par celui-ci. La société représente une seule totalité, une totalité qui n'est pas statique, mais en mouvement continuel. Le mouvement de l'histoire détermine les institutions sociales. La « science nouvelle » s'intéresse à cette totalité dans son mouvement. Voir T. G. BERGEN and M. H. FISCH, *The New Science of Giambattisto Vico*, Ancor Books, Doubleday and C°, New York, 1961.

Pour A. Comte (philosophe français, 1798-1857), la sociologie est « l'étude positive de l'ensemble des lois fondamentales propres aux phénomènes sociaux, elle se divise en deux parties selon qu'il s'agit de déterminer les lois statiques, celles qui concernent les conditions d'existence de la société, ou bien les lois dynamiques, celles de son mouvement continu ». Cf. A. CUVILLIER, *Manuel de sociologie*, P.U.F., tome I, 1967, p. 16-17 ; aussi R. ARON, *op. cit.*, p. 104-105.

G. GURVITCH définit la sociologie comme la « science qui étudie les phénomènes sociaux totaux dans l'ensemble de leurs aspects et de leur mouvement en les captant dans les types dialectisés microsociaux, groupaux et globaux en train de se faire et de se défaire ». Cf. *Traité de sociologie*, P.U.F., tome I, 1962, p. 27.

Finalement, C. W. MILLS, dans *L'Imagination sociologique*, Maspero, 1967, définit implicitement la sociologie comme « the study of historical life as occuring within and subject to the pressure of the complex whole of society as constituted by its highly structural and organized "social order" ». Cf. sur les tendances actuelles de la sociologie dans leur origine historique, Paul LAZARSFELD, « La sociologie », *Tendances principales de la recherche dans les sciences sociales et humaines*, Mouton/U.N.E.S.C.O., Paris-La Haye, 1970, p. 69-197.

L'objet de la sociologie est donc les phénomènes sociaux en tant que tels, dans leur mouvement d'ensemble. Les autres branches des sciences sociales ont comme objet des phénomènes qui sont d'abord sociaux et qui sont ensuite *une catégorie* de phénomènes sociaux : économiques quand il s'agit de l'économie politique ; des phénomènes de comportement au point de vue de leurs implications mentales dans le cas de la psychologie ; etc.

Tandis que l'économie politique s'intéresse donc à la nature et au développement d'une certaine catégorie de phénomènes sociaux — les phénomènes économiques, en tant que base économique de la société — la sociologie s'intéresse à la totalité sociale dans son devenir, espérant ainsi être la science du mouvement des totalités sociales. L'importance de l'une par rapport à l'autre est déterminée donc par :

— la place occupée par l'activité économique dans l'ensemble de l'activité sociale et l'effet de la base économique sur la détermination de cet ensemble social, aussi bien que par

— l'effet du mouvement de l'ensemble social sur la transformation de l'activité économique de la société.

La liaison entre les deux apparaît en particulier dans la sociologie économique, une branche spéciale de la sociologie. Si l'analyse économique s'occupe de savoir comment les membres de la société dans leur appartenance de classe se comportent à tout moment et quels seront les effets qui découlent de leur comportement, la sociologie économique s'efforce de répondre à la question de savoir comment ils en sont venus à se comporter comme ils l'ont fait. De là, la sociologie économique fournira la connaissance indispensable relative au cadre social dans lequel s'effectue l'activité économique, elle aura pour tâche de « préciser dans quelles conditions historiques et structurelles les différentes lois économiques sont appelées à jouer et donc donner à l'économie, à la fois, choix et efficacité[38] ».

38. Ch. Bettelheim, *Annales*, n° 3, p. 267 et s.

II. L'économie politique et la démographie

La démographie[39] est une branche de connaissance ayant pour objet la population, son état et son mouvement dans le temps. Les controverses existent encore concernant les aspects des populations que la démographie doit traiter :

— certains soutiennent que la démographie doit se confiner à l'analyse numérique (aspect quantitatif) de la situation et du mouvement de la population[40] ;

— d'autres veulent qu'il y ait *aussi* une démographie qualitative, laquelle s'occupera des qualités des êtres humains : qualités physiques, physico-intellectuelles (l'habitude dite manuelle de travailler, les talents), qualités intellectuelles pures, qualités de caractère et qualités proprement morales[41].

---

39. L'origine étymologique du terme se trouve dans le mot grec *demos*, le « dème » ayant le suffixe « graphie ». Le dème a, dans la langue grecque, deux sens :

— le pays, la terre habitée par un peuple,

— ce peuple lui-même, ethniquement défini, c'est-à-dire au point de vue de la race, de ses relations avec les autres races et de ses caractéristiques. C'est ce deuxième sens qui nous intéresse ici. Le suffixe « graphie » dénote « science descriptive ». Si l'on prend le terme littéralement, il désigne la « science descriptive de la population ». Il a été mis en circulation par Achille GUILLARD dans son ouvrage *Eléments de statistiques humaines ou démographie comparée*, Paris, 1855. Cf. A. LANDRY, *Traité de démographie*, Payot, Paris, 1945, p. 7 et s.

40. C'est dans ce sens qu'on trouve la définition de la démographie dans la *Grande Encyclopédie* (tome 14, p. 70), où l'on parle de la démographie comme « la science qui, à l'aide de la statistique, traite de la vie humaine considérée principalement dans la naissance, le mariage et la mort, dans les rapports qui résultent de ces phénomènes et dans l'état général des populations qui en est la conséquence ».

Dans la même orientation se trouvent aussi la définition d WOLF (*Encyclopedia of Social Sciences*, cité par J. STOETZEL, « Sociologie et démographie », *Population*, n° 1, 1946, p. 84-85) et cell de D. VILLEY, *Leçons de démographie*, I, éditions Montchrestier 1957, p. 17.

41. C'est ainsi que Guillard définit la démographie comme « l connaissance mathématique des populations, de leurs mouvements de leur état physique, civil, intellectuel et moral » (cf. LANDRY *op. cit.*). Voir aussi la définition de L. BUQUET, *Cours de démographie*. Les Cours de droit, 1965-1966, p. 3.

En effet, entre le qualitatif et le quantitatif existent, comm

Pour la méthode, on peut utiliser dans la recherche démographique toutes les démarches concevables de l'esprit humain en quête de connaissance. La statistique en tant que méthode y joue un rôle particulièrement important.

Cela dit pour présenter la démographie. On a vu, lors de la définition de l'objet de l'économie politique, que l'homme est l'acteur principal de l'activité économique. L'homme étant ainsi, les facteurs démographiques affectent sans doute l'activité économique en déterminant ses conditions de base : la force de travail, sa quantité et sa qualité et l'étendue des besoins dont la satisfaction représente le but final de l'activité économique.

D'autre part, les facteurs économiques affectent profondément la manière dont la population est répartie quantitativement et qualitativement[42], sa densité, les formes de groupements humains. Ils affectent aussi l'attitude envers la natalité. Et, en déterminant les conditions matérielles de la vie, les facteurs économiques affectent la natalité, la mortalité, l'espérance de vie, etc.[43].

III. L'économie politique et la géographie

La géographie[44] est l'étude du monde en tant que

---

nous le savons, des rapports d'influence mutuelle qui exigent qu'au moins certains aspects qualitatifs soient considérés afin même que la connaissance relative aux aspects quantitatifs soit précise ; les qualités ont une influence sur le nombre quand elles agissent, comme c'est le cas pour certaines d'entre elles (les qualités physiques, par exemple), soit sur la mortalité, soit sur la natalité. Réciproquement, d'ailleurs, les données relevant des aspects quantitatifs influeront sur les qualités humaines, comme créant pour les hommes des conditions de vie diverses, par exemple, l'effet que le nombre d'enfants dans la famille peut avoir sur leur formation, c'est-à-dire sur leurs qualités.

42. D'une part, par accroissement sur place des effectifs du groupe humain et, d'autre part, en provoquant des déplacements de population par appel et essaimage (tel était le cas de l'Europe occidentale au XIX[e] et au début du XX[e] siècle).

43. Economie politique et démographie : après avoir fait, dans ses débuts (de W. Petty à Malthus, cf. *infra*, chap. II) de la démographie un de ses chapitres essentiels, l'économie politique s'est longtemps désintéressée de cette recherche qu'elle abandonnait aux statisticiens.

44. L'origine étymologique du terme se trouve dans le mot *gô* ayant le suffixe « graphie ». Le mot *gô* signifie en grec « terre ». Le

milieu de l'homme — de l'environnement physique de l'espèce humaine[45]. Quant à la géographie humaine, elle trouve son objet dans l'examen des rapports entre le comportement des collectivités humaines et le milieu physique et climatique. Etant donné que ce milieu est lui-même, pour une très large part, création des collectivités humaines présentes et passées, il s'agit, en effet, d'analyser les rapports réciproques et le façonnement bilatéral permanent de la part des communautés et de leurs œuvres[46].

Le point par lequel le contact s'établit entre les deux disciplines (économie politique et géographie) est celui de la localisation de l'activité économique (des unités productives). Il s'agit là de ce qu'on appelle l'analyse économique de l'espace[47].

Ici, la géographie fournit à l'économiste une meilleure connaissance des conditions physiques et naturelles de l'activité économique, elle le renseigne sur les concentrations spatiales de l'énergie, des matières premières et des populations (les agglomérations). D'autre part, la connaissance théorique de l'activité économique aide à comprendre un des plus grands facteurs qui façonnent le milieu géographique : l'activité économique des sociétés. Une telle connaissance sera donc indispensable pour l'analyse dans le domaine de la géographie humaine[48].

On voit donc que les faits économiques sont dialectiquement liés aux faits sociaux non économiques, compo-

---

suffixe « graphie » dénote « science descriptive ». Littéralement, le terme désigne « la science descriptive de la terre ».

45. Il n'existe pas d'autre science qui s'intéresse à cet environnement comme tel ; le géologue peut étudier les roches de la croûte terrestre, le météorologue peut s'intéresser au climat et au temps, le botaniste à la vie des plantes et le zoologue à la vie des animaux. Le géographe a justement besoin d'autant de résultats de chacune de ces sciences pour pouvoir apprécier, comme un tout concret et vivant, la scène où l'homme est appelé à vivre sa vie et à jouer son rôle. Cf. L. Dudley Stamp, « Modern Geographical Ideas », *An Outline of Modern Knowledge*, W. Rose (ed.), V. Gollancs, London, 1931, p. 813 et s.

46. P. George, « Géographie de la population et démographie », *Population*, 1951, n° 2, p. 291.

47. Cf. von Thunen, *The Isolated State*, P. Hall (ed.), Perganon Press, London, 1966.

48. Ce type d'étude se réalise dans le cadre de ce qu'on appelle la géographie économique, qui s'occupe des formes de production, des formes de la localisation de l'activité économique et des formes

sant la totalité organique de la vie sociale dans son milieu géographique. Par conséquent, l'économie politique, qui s'intéresse aux faits économiques, bien qu'elle soit autonome, doit être étudiée en liaison avec les autres disciplines des sciences sociales.

Nous avons ainsi notre science définie : son objet déterminé et ses méthodes tracées, les deux étant organiquement liés. Il s'agit là d'une des sciences sociales, dont l'interdépendance ne doit jamais être perdue de vue. La formation d'une telle science (la formation de son embryon, sa naissance et son développement) ne s'est pas produite du jour au lendemain, mais au cours d'un processus historique qui s'est effectué — et qui s'effectue encore — sous la forme de continuité, de discontinuité et de progression à travers les contradictions, progression qui ne se réalise aucunement d'une manière linéaire qui ignore la régression[49]. La connaissance des traits généraux d'un tel

---

de la consommation de produits différents dans le monde entier. Elle s'occupe :

— de la répartition quantitative et qualitative des groupements humains sur le globe ;

— de l'étude des formes de production et de consommation, qui y sont liées, de ces groupements humains, dans le cadre de la structure économique de chacun de ces groupements. Elle s'occupe aussi des relations entre ces groupements et des organisations qui en résultent. Voir sur tous ces problèmes : P. GEORGE, *Précis de géographie économique*, P.U.F., 1962 ; R. CORTIN et P. MAILLET, *Économie géographique*, Dalloz, 1962.

49. Jusqu'à maintenant nous n'avons fait que définir l'économie politique en tant que science comme elle existe de nos jours. Dans le chapitre suivant, nous parlerons de la naissance et du développement historiques de cette science dont l'objet a une nature historique. Nous ne posons pas à cette étape de notre étude le problème du sort de l'économie politique en tant que science : celui de son existence continue ou de sa disparition éventuelle. Nous ne le posons pas à cette étape pour deux raisons : d'abord parce que, historiquement, le problème ne se pose pas au moins jusqu'à maintenant ou même jusqu'à un futur lointain, et parce que notre but est d'étudier le corps théorique qui fait l'économie politique. Et pour ce faire, il faut connaître sa naissance et son développement ; autrement dit il nous faut une étude historique des théories qui la constituent. Ce n'est qu'après cette connaissance que nous pourrons nous interroger sur le sort de l'économie politique, ce que nous entendons faire à la fin de notre ouvrage, en guise de conclusion générale. Dans tous les cas, dire qu'au centre d'intérêt de l'économie politique se trouve le problème économique (mais le problème économique comme il se pose pour la société humaine dans son ensemble et sous des formes qui diffè-

processus nous permet de mieux définir les horizons de notre science et de nous familiariser avec les grands penseurs économiques. C'est cette connaissance que nous tâcherons d'acquérir dans le chapitre suivant.

---

rent selon le niveau de son développement et d'une société spécifique à l'autre) implique que l'économie politique en tant que science n'aura pas d'existence à l'étape du développement où la société humaine peut faire disparaître le problème économique par la création de l'abondance dans la société désaliénée.

2

Histoire de l'économie politique

Dans ce chapitre, nous ne visons aucunement à faire l'étude détaillée de l'histoire de la pensée économique, étude qui ne pourrait se réaliser qu'en recevant l'effort et le temps qu'elle mérite[1]. Ici, nous nous limiterons à un aperçu de l'histoire de l'économie politique en tant que science, qui aura un objectif bien limité, à savoir :

— connaître les différentes étapes de la science qui nous préoccupe, et

1. Les écrits sur l'histoire de la pensée économique se caractérisent par une abondance relative au point de vue quantitatif, bien que le champ du choix reste limité au point de vue qualitatif. Outre les écrits des penseurs constructeurs de notre science, dont nous ferons connaisssance au fur et à mesure que nous progresserons dans notre étude historique, nous pouvons nous référer aux ouvrages suivants :

— H. BARTOLI, *Histoire de la pensée économique*, Les Cours de droit, 1959-1960.

— H. DENIS, *Histoire de la pensée économique*, Themis, 1970.

— Ch. GIDE et Ch. RIST, *Histoire des doctrines économiques*.

— O. LANGE, *Economie politique*, P.U.F., 1962, chap. VI-VII, p. 259-389.

— R. LEKACHMAN, *A History of Economics Ideas*, Harper and Brothers, New York, 1959.

— J. MARCHAL, *Cours d'économie politique*, Génin, 1964, 1re partie.

— K. MARX, *Theories of Surplus Value*, part I, II and III, Moscow, 1968. Edition française : *Histoire des doctrines économiques*, Lacoste, 1936.

— B. NOGARO, *Le Développement de la pensée économique*, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1964.

— montrer les questions principales qui ont polarisé l'attention des grands constructeurs de cette science, donnant l'occasion à son objet de se cristalliser, à ses méthodes de se forger et à la connaissance théorique qui la constitue de s'accumuler.

Ce qui nous intéresse donc, c'est l'histoire de la science et non pas l'histoire de la pensée économique en général. Autrement dit, nous nous intéressons au processus historique de la naissance et du développement de l'économie politique en tant que science. Et cette science a vu une naissance reconnue au cours d'un processus lent qui couvre la période du milieu du XVII[e] siècle au milieu du XIX[e] siècle[2]. Mais, bien avant cette période et avec l'essor du mode de production capitaliste[3], la pensée économique

— E. ROLL, *History of Economic Thought*, Faber and Faber, London, 1956.
— J. SCHUMPETER, *History of Economic Analysis*, Allen and Unwin, London, 1961.
— O. H. TAYLOR, *A History of Economic Thought*, McGraw-Hill, New York, 1960.

Et, en arabe, aux ouvrages suivants :
— I. S. ABDULLAH, *Cours d'économie politique*, Alexandrie, 1953.
— M. L. CHOUKEIR, *Histoire de la pensée économique*, Le Caire, 1956.
— M. I. GHOSLAN, *Histoire de la pensée économique*, Alexandrie, 1962.
— M. DOWIDAR, *Economie politique*, Alexandrie, 1973.

2. SCHUMPETER, *History...*, *op. cit.*, p. 51.

3. On entend par mode de production capitaliste la forme sociale de la production marchande généralisée, où les moyens de production, y compris la terre, seront divorcés des producteurs directs, devenant ainsi l'objet de la propriété privée d'une (ou plusieurs) classe sociale. Cette propriété permet à cette classe de s'approprier une partie du produit social sans qu'elle participe au processus de travail social. Les producteurs directs — les travailleurs — étant séparés des moyens de production vivent de la vente, au possesseur de ces moyens, de leur force de travail pour un salaire, leur travail devenant ainsi un travail salarié. Entre la classe des salariés — la classe ouvrière — et la (ou les) classes(s) possédant les moyens de production — la classe bourgeoise ou autres — se trouve donc une relation qui se réalise par les moyens de production, qui permet à la classe possédante de s'approprier le profit, but immédiat de la production sociale capitaliste, et qui est produit par le travail de la classe ouvrière. Cette relation sociale entre les deux classes, qui a lieu par l'intermédiaire des biens matériels — les moyens de production — est le capital. Elle devient la relation sociale économique prédominante dans la société capitaliste. Cf. *infra*, chap. II, sect. 2.

a connu une transformation qui pavait le chemin à la naissance de cette science avec ce mode de production. Le fait que nous nous intéressons à l'histoire de la science et le fait que sa naissance est associée au mode de production capitaliste justifient qu'on distingue, dans la présentation de l'histoire de notre science, deux grandes ères. Une ère précapitaliste qui a connu une pensée économique (car une pensée économique existait depuis que l'homme s'est préoccupé de la connaissance de son milieu naturel et social) et l'ère capitaliste à laquelle s'associe l'économie politique en tant que science. Dans le cadre de cette dernière ère, lorsque son chemin lui fut préparé, notre science est née au cours d'une première phase. Elle se développe dans la phase suivante qui continue jusqu'à nos jours et qui témoigne des problèmes de la transition *pour* le mode de production socialiste[4].

Ce chapitre se divisera donc en trois sections :

— dans la première, nous jetterons un coup d'œil rapide sur la pensée économique de l'ère précapitaliste ;

— dans la deuxième, nous verrons la naissance de l'économie politique au cours de l'étape où domine le mode de production capitaliste ;

— et dans la troisième, nous suivrons le développement de la science au cours de l'étape capitaliste et l'étape de la transition pour le mode de production socialiste.

---

4. On entend par mode de production socialiste la forme sociale de production où les rapports de production reposent sur la propriété collective des moyens de production, permettant ainsi aux producteurs directs de planifier le processus de la production dans le but de la satisfaction de leurs besoins sociaux, donnant à l'individu l'occasion sociale de s'individualiser. Le développement de cette forme sociale de production se fait dans la direction de la disparition de la production marchande. Cf. *infra*, chap. III, sect. 3.

Nous disons la transition *pour* et non pas *vers* le mode de production socialiste, car parler d'une transition vers le mode de production socialiste peut donner l'impression que la transition se fera assurément une fois que ses conditions seront réunies et qu'elle se fera sans possibilité de régression. Pour nous, cette transformation ne se fait que dialectiquement, à travers les contradictions et leurs solutions. Ce qui signifie la lutte pour elle, lutte qui peut subir des régressions. La transformation se fait, donc, à travers les continuités et les discontinuités. C'est pour cela que nous préférons parler de la transition *pour* le mode de production socialiste.

SECTION I. La pensée économique à l'ère précapitaliste

Au cours de cette ère — qui couvre l'Antiquité et le Moyen Age (pour l'Europe) — la pensée économique n'a pas connu une existence autonome. Elle existait toujours au sein d'une autre forme de pensée : au sein de la philosophie pour la pensée grecque, au sein de la théologie pour le Moyen Age de l'Europe, et au sein de l'histoire ou la philosophie de l'histoire dans la pensée arabe jusqu'au XIVe siècle.

I. L'Antiquité

Dans les livres sacrés de l'Antiquité, la pensée économique représente des impressions relatives aux faits économiques de la société dont elles sont les produits, des impressions idéologiques qui n'ont rien à voir avec l'analyse scientifique. Il sera, par conséquent, plus correct de les considérer comme des informations relatives à ce qui se passait dans la vie économique de cette époque[5].

Chez les Grecs (surtout chez Platon 427-347 av. J.-C. et Aristote 384-322 av. J.-C.), la pensée économique se trouve au sein de la philosophie puisque leur raisonnement économique fait partie intégrante de leur philosophie générale de l'Etat et de la société. Il s'agit là d'une société organisée dans la forme de l'Etat-Cité (*city-State*), qui se caractérise par une superficie limitée, une faible population, une localisation autour de la forteresse se trouvant habituellement sur une colline et l'existence du forum (place publique) où se réunissaient les assemblées.

5. Le lecteur des Ancien et Nouveau Testaments peut réunir des informations concernant les événements sociaux, des impressions qui donnent une idée du type de la société. De l'histoire de Joseph, par exemple, on peut déduire comment le Pharaon, qui possédait la terre et qui recevait par conséquent 1/5 de la récolte, monopolisait le commerce des céréales ; comment au moment de la famine les gens achetaient les céréales avec de l'argent ; lorsque l'argent s'épuisait, ils les achetaient au troc en cédant leurs chevaux et leurs troupeaux. Voir :

— *The Holy Bible*, « The Genesis », « The Egyptians sell their land », Cambridge University Press, chap. 27, p. 43.
— J. F. Bell, *A History of Economic Thought*, The Roland Press, New York, 1953, p. 13 et s.
— E. Roll, *op. cit.*, chap. I.

Cette organisation a été imposée par la géographie de la Grèce et le type d'organisation tribale[6] qui dominait antérieurement. Elle trouve son axe dans le *mode de production* prédominant à l'époque, surtout au cours des Vᵉ et IVᵉ siècles (av. J.-C.) dans tous les pays de la Grèce en général et à Athènes en particulier. C'est-à-dire dans le temps et l'espace qui ont connu la pensée de Platon et d'Aristote[7]. L'activité agricole s'effectue dans des conditions naturelles difficiles : un sol pauvre, ce qui exige qu'il soit cultivé un an et laissé en friche le suivant. Ce sol est rarement plat ; ce qui pousse à la construction de terrasses à couvrir principalement par des vignes, des figuiers et des oliviers. Quant au type de l'unité de production agricole, on peut en distinguer trois : les unités des grands propriétaires qui possèdent la terre la plus fertile, sur laquelle on cultive des céréales et on élève des bovins et des chevaux. Ce propriétaire ne participe pas au processus du travail. Il emploie les esclaves qu'il possède et les salariés dominés par lui bien qu'ils aient le statut d'homme libre. Ces grandes propriétés ne couvrent qu'une petite partie de la terre cultivable. La majorité est cultivée grâce à des unités de petits propriétaires, unités dont le nombre est très élevé. Elles embrassent la moitié ou plus de la population. La superficie cultivée par chaque unité est petite et souvent morcelée. La production se réalise par le

6. Voir sur les détails de cette organisation tribale et la description du processus de la transformation de cette société qui n'a pas connu d'Etat (puisqu'elle était composée d'un ensemble de villages parmi lesquels se trouvait le village central où résidait le chef de la tribu détenteur du pouvoir personnalisé ; chaque village à son tour constituait un certain nombre de clans) à la société de l'Etat-cité : G. THOMSON, *Studies in Ancient Greek Society*, Lawrence and Wishart, London, vol. I, 1961, p. 351-359.

7. Pour reconstituer cette image de la réalité de la société grecque à cette époque, nous nous sommes référés aux ouvrages suivants :

— A. AYMARD et J. AUBOYER, *Histoire générale des civilisations*, L'Orient et la Grèce antique, P.U.F., 1961, p. 321, 334.

— G. THOMSON, *Studies in Ancient Greek Society : The First Philosophers*, Lawrence et Wishart, London, 1961, p. 189-207.

— A. G. MAZOUX, *Peoples, Men and Nations : A World History*, Harcourt Brace and World Inc., New York, 1968, chap. 5 et 6, p. 82-122.

— M. I. FINLEY, « Classical Greece », *Second International Conference of Economic History*, vol. I, Mouton, Paris-La Haye, 1965, p. 11-35.

— E. WILL, « La Grèce archaïque », *ibid.*, p. 41-96.

travail des membres de la famille et celui des esclaves qu'elle possède, en utilisant des moyens de production simples. Ces petits propriétaires, malgré leur statut de citoyen sont dominés par les grands propriétaires de leur voisinage. (Ces grands propriétaires représentent l'élite de la campagne et même de la ville.) A côté de ces deux types d'unités de production agricole existaient les unités exploitées par des individus employant les esclaves de l'Etat, les *hillos*[8] ou ilotes et en lui cédant en contrepartie une partie de la récolte en nature. L'Etat (à Sparte) peut — et il est le seul à avoir ce droit — libérer ses esclaves. Dans ce cas, chacun d'eux cultive un morceau comme il l'entend. Il a le droit de former une famille pour le cultiver avec lui, mais avec l'obligation de céder à l'Etat une partie de son produit, partie qui est déterminée une fois pour toute la vie. Il a le droit de disposer de ce qui reste de sa récolte.

Cette agriculture, dans son ensemble, ne peut pas satisfaire les besoins de la population, surtout en céréales. D'où la nécessité d'un recours à l'étranger (Sicile, Italie, Egypte, les côtes de la mer Noire) et l'émergence du *commerce extérieur* qui se concentre dans les villes et surtout dans les ports. Il a fleuri à Athènes pour devenir une activité de base pratiquée principalement par *des personnes ne jouissant pas de la qualité de citoyen.* cette activité se fonde sur *le capital des prêteurs, le capital-argent.* Grâce à ce commerce extérieur, on approvisionnait la population des 2/3 aux 3/4 de la quantité des céréales qu'elle consommait.

Pour importer des céréales, il faut exporter ; exporter certaines marchandises agricoles comme le vin et l'huile ; mais cela est insuffisant. D'où le recours à *l'activité industrielle* pour fournir au commerce un certain nombre de marchandises : les peaux, les armes, les pièces de monnaie métalliques, etc. D'où l'expansion de l'activité industrielle et de l'activité d'extraction qu'elle exige. Cette activité est effectuée par des unités artisanales et de petits ateliers possédés à titre privé. Le nombre des unités artisanales est élevé. L'artisan effectuait le travail avec les membres de sa famille, aidé par un certain nombre d'esclaves. Il pou-

8. *Helots* — ces ilotes avaient pour obligations sociales d'effectuer le travail domestique et de servir les combattants pendant la guerre ; ils n'avaient pas le droit de porter d'armes et les citoyens pouvaient les tuer s'ils les rencontraient la nuit.

vait employer des salariés. La production se faisait dans la maison de l'artisan en réponse à une demande préalable du client qui fournissait souvent à l'artisan les matières premières. Les petits ateliers produisaient aussi des produits industriels ; le plus grand atelier employait cent vingt travailleurs (dans la fabrication des armures). Au sein de l'atelier, le travail est effectué par les salariés et les esclaves. Pour beaucoup de ses matières premières, cette activité industrielle dépendait du commerce extérieur.

L'activité d'extraction se réalisait dans les mines de l'Etat, comme celle de Laurion (qui appartenait à Athènes). Pour exploiter ces mines, l'Etat donnait des concessions à des individus possesseurs de capitaux, à condition que lui-même monopolise le commerce de l'argent extrait des minerais. Cette activité d'extraction se faisait par le travail des esclaves qui étaient ou bien possédés par les concessionnaires ou bien loués à leurs propriétaires.

Dans cette économie, base de la société grecque, se répand l'échange et l'échange monétaire. De plus, l'argent, qui a été inventé au début pour faciliter l'acte de l'échange, c'est-à-dire pour qu'il soit utilisé dans la vente en vue d'un achat, cet argent est utilisé, dans le cadre de cette économie, pour un but nouveau : l'achat en vue d'une vente. Dans ce cas, l'accumulation de l'argent cesse d'être un moyen pour la réalisation d'un but (l'obtention d'une marchandise) ; elle devient un but en soi.

De cela, nous pouvons dégager la structure des classes de la société grecque. Au sommet de la pyramide sociale se trouve la classe aristocrate, les grands propriétaires, les « rentiers » qui vivent d'un revenu à la production duquel ils n'ont jamais participé. Ils méprisent le travail manuel et gouvernent la société de la cité. A cette classe se lie le reste des citoyens, qui constitue la classe moyenne des petits propriétaires et des artisans. Les membres de cette dernière classe ont des droits politiques et le droit d'accéder aux fonctions publiques (ils participent à l'administration de la cité). A cette classe moyenne s'attachent les étrangers, les métèques, *metekos*. Ils sont libres mais ne jouissent d'aucun droit politique, ni du droit de la propriété foncière. Ils jouent pourtant un rôle important dans le commerce et les autres professions que la cité connaît. (Ils ont dominé le commerce au IVᵉ siècle av. J.-C.) Ils jouent aussi un rôle important dans la vie littéraire de la

cité. Leur rôle dépasse de loin le poids relatif de leur nombre dans la totalité de la population de la cité. Cette pyramide sociale repose enfin sur les esclaves, car ils sont les rouages des activités agricole, industrielle et minière, ainsi que des travaux publics de l'Etat. Ils effectuent le travail domestique et sont au service des guerriers lors des combats. C'est ce rôle qu'ils jouaient qui explique comment le commerce d'esclaves est devenu une des activités économiques les plus lucratives. C'est à partir de cela que l'on qualifie la *société grecque* (surtout au V[e] siècle) comme une *société esclavagiste*, bien que certains historiens, dans leur souci de nous présenter une image rose de la société grecque ancienne, minimisent l'importance de l'esclavage comme base de la société[9].

---

9. C'est le fait que la production se fonde sur le travail des esclaves (ceux-ci formant ainsi la base de la pyramide sociale) qui explique la justification d'Aristote de l'esclavage en tant que type d'organisation sociale. Il base cette justification sur un argument économique quand il dit : « [...] d'autres [...] pensent que la puissance du maître sur l'esclave est contre nature, parce que c'est seulement la convention qui fait l'un esclave et l'autre libre, mais que selon la nature il n'y a entre eux aucune différence ; et c'est ce qui rend aussi injuste, car elle repose sur la force ». En effet, continue Aristote, « la propriété est une partie de la famille et l'art d'acquérir une partie de l'économie domestique (car sans les choses de première nécessité, il est impossible et de vivre et de bien vivre). Et de même que, dans un art bien défini, l'artisan sera nécessairement en possession des instruments propres à l'accomplissement de l'œuvre qu'il se propose, ainsi en est-il pour celui qui est à la tête d'une famille, et les instruments dont il dispose sont les uns inanimés et les autres animés (par exemple pour le pilote, la barre est un être inanimé et le timonier un être animé : car dans les divers métiers, celui qui aide rentre dans le genre instrument en vue d'assurer la vie, et la propriété dans son ensemble, une multiplicité d'instruments) ; l'esclave lui-même est une sorte de propriété animée, et tout homme au service d'autrui est comme un instrument qui tient lieu d'instrument. Si, en effet, chaque instrument était capable, sur une simple injonction, ou même pressentant ce qu'on va lui demander, d'accomplir le travail qui lui est propre [...] si, de la même manière, les navettes tissaient d'elles-mêmes et les plectres pinçaient tout seuls la cithare, alors ni les chefs d'artisans n'auraient besoin d'ouvriers ni les maîtres d'esclaves » (cf. *La Politique, op. cit.*, p. 33-35). Et pour cette justification, Aristote avance aussi un argument philosophique : « quand des hommes diffèrent entre eux autant qu'une âme diffère d'un corps et un homme d'une brute [...] ceux-là sont par nature des esclaves pour qui il est préférable de subir l'autorité d'un maître [...]. Est en effet esclave, par nature, celui qui est apte à être la chose d'un autre (et c'est pourquoi il l'est en fait), et qui a la raison en partage dans la mesure seulement où elle est impliquée dans la sen-

Cette organisation du processus de production basée sur le travail des esclaves porte en elle-même ses limites, c'est-à-dire les limites de la possibilité de son développement. Car il s'agit d'une organisation qui enlève aux producteurs directs (les esclaves) tout motif d'augmenter et d'améliorer l'effort nécessaire à la bonne utilisation de nouveaux moyens de production (introduits par imitation ou découverte) ; utilisation qui permet à la productivité du travail d'augmenter pour qu'elle puisse répondre aux besoins toujours plus nombreux de la société (surtout ceux de la classe propriétaire). Bien au contraire, ils tendent vers la destruction des moyens de production comme réaction à l'oppression.

Dans cette société, *la pensée économique* se trouvait au sein de la philosophie, car il est rare que le problème économique soit discuté en tant que tel. Toutes les idées qui y sont relatives oscillaient — comme toute pensée grecque d'ailleurs — autour de problèmes concrets de la vie de l'homme. Ces problèmes trouvaient leur centre dans l'idée de l'Etat-cité, la « *polis* ». Ainsi la pensée économique dans sa totalité était au service de la politique dans le sens large du mot[10].

Dans le cadre de la pensée grecque, *Aristote* se distingue par une grande capacité de pénétrer dans l'analyse des phénomènes économiques. Il voit « les faits économiques et les relations qui se trouvent entre eux à la lumière de l'idéologie d'un homme qui a vécu et écrit pour une classe de loisirs et cultivée, pour une classe qui méprise le travail et le commerce, aime les paysans qui la nourrissent et hait les prêteurs d'argent qui l'exploitent[11] ».

L'analyse économique d'Aristote repose directement sur *les besoins et leur satisfaction.* Ces besoins sont satisfaits par les biens. Ces biens sont obtenus grâce à l'activité

---

sation, mais sans la posséder pleinement car les animaux autres que l'homme ne sont même pas capables de participer à cette forme sensitive de la raison, mais ils obéissent passivement à leurs impressions » (*ibid.*, p. 40-41).

10. PLATON, *The Republic* (H. D. P. Lee), The Penguin Classics, London, 1959. Aristote, *La Politique, op. cit. Les Economiques, op. cit. Ethique à Nicomaque,* traduit par J. Voilquin, Garnier-Flammarion, Paris, 1963.

A. WOLF, *A Philosophic..., op. cit.*, p. 99 et s.

B. RUSSEL, *History of Western Philosophy,* 10th Edition, Allen and Unwin, London, 1967, book I, part 2.

11. SCHUMPETER, *History, op. cit.*, p. 60.

agricole et l'élevage, à la pêche et la chasse et même le brigandage (qu'il considère comme une sorte de chasse), à l'activité industrielle et l'extraction minière. Toutes ces activités représentant des moyens naturels pour l'acquisition des biens[12]. A leur côté se trouve le commerce qu'Aristote ne considère pas comme activité naturelle (d'où la nécessité qu'il soit condamné[13]).

Quant à l'unité qui effectue ces activités (l'unité productive), Aristote part des unités familiales autosuffisantes, c'est-à-dire les unités qui produisent pour la satisfaction des besoins des membres de la famille (production naturelle[14]). Il introduit ensuite la division du travail comme base de l'échange en nature, le troc[15], et l'échange monétaire, c'est-à-dire l'échange des marchandises pour l'argent[16].

---

12. Aristote, *La Politique, op. cit.*, livre I, chap. I, sect. 8, p. 50-55. Cf. aussi *Les Economiques*, p. 20.

13. *La Politique, op. cit.*, p. 55 et 65 où il dit : « le commerce n'a rien de naturel, il est le résultat d'échanges ». Nous pouvons comprendre cette condamnation du commerce, si nous nous rappelons d'abord que l'activité du commerce était pratiquée alors par les étrangers qui n'avaient pas le statut de citoyens et que cette activité se fondait sur les capitaux des prêteurs d'argent et que, ensuite, Aristote vivait et écrivait pour une classe aristocrate qui haïssait les commerçants, prêteurs d'argent, qui l'exploitent.

14. *Ibid.*

15. Le processus de l'échange de marchandises n'apparaissait pas au sein des communautés primitives mais sur leurs frontières, aux points rares de rencontre entre ces communautés. Autrement dit, l'échange a commencé entre les communautés primitives (ayant des conditions naturelles différentes de la production) et non pas au sein de la communauté elle-même. Ici commence le troc qui réalise rapidement ses effets au sein de la communauté et amène sa désintégration qui implique son intégration à une totalité plus grande. Selon Aristote, « tous les membres de l'association primitive possédaient en commun toutes les choses » (donc pas d'échange, M. D.) ; dès que la communauté se divise en familles distinctes, elles gardaient un certain nombre de biens en propriété commune et divisaient entre elles le reste des biens qui faisaient, selon les besoins, objets d'échange réciproques (*ibid.*, p. 57).

16. *Ibid.*, p. 57. Il importe de remarquer ici que les cinq premiers chapitres du livre de A. Smith, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, qui apparaîtra plus tard au XVIIIe siècle en Angleterre, représentent un développement de cette ligne de raisonnement. Il est utile de concevoir dès maintenant les éléments qui constituent une transaction monétaire. Soit la vente d'une maison : on a d'abord deux échangeurs (vendeur et

Et quand il s'agit de la production pour l'échange monétaire, la production des marchandises à écouler sur le marché, on a remarqué que ces marchandises ont été vendues à des prix que l'on doit expliquer et dont on doit connaître la modalité de détermination. Dans ce contexte, Aristote nous parle de la *valeur de la marchandise*" (et la valeur est une caractéristique sociale qui rend la marchandise objet d'échange, M. D.). Ici, il distingue la valeur d'usage (*use-value* — qui est une caractéristique objective de la marchandise qui la rend apte à la satisfaction d'un

---

acheteur) entre lesquels se réalise une relation sociale selon laquelle le vendeur cède à l'acheteur une quantité de marchandises (la maison dans notre cas), ou ce qu'on appelle le flux réel. En échange, l'acheteur cède au vendeur une quantité d'argent (un nombre d'unités monétaires), ou ce qu'on appelle le flux monétaire. Le rapport entre la quantité de flux réel (une seule unité dans notre exemple, une maison) et la quantité de flux monétaire, soit 600 000 F, indique le prix d'une unité de la marchandise, objet d'échange, soit 600 000 F dans notre exemple.

17. Puisque le but final de l'activité économique est la satisfaction des besoins, les produits de cette activité ont toujours une valeur d'usage, c'est-à-dire une capacité de satisfaire un besoin déterminé : ils sont des produits utiles. Cette capacité est attribuée aux caractéristiques physiques des matières dont le produit est tiré ainsi qu'aux caractéristiques du travail individuel concret qui l'a réalisé. Ces caractéristiques réunies rendent le produit apte à satisfaire un besoin bien défini (le crayon, par exemple, est utilisable dans l'écriture parce qu'il est fait d'une matière qui laisse, par sa nature, des traces sur le papier et parce qu'il a été fabriqué par un type de travail qui donne à la matière la forme la plus appropriée à cette utilisation).

Les produits représentent des valeurs d'usage sous toutes les formes de la production : production naturelle et production marchande. Mais dès que la production marchande apparaît, les produits deviennent marchandises, puisqu'ils commencent à avoir, en plus de leur valeur d'usage, une valeur, c'est-à-dire une caractéristique d'être objet d'une relation d'échange entre les membres de la société. Dans ce contexte, la valeur d'usage est une condition de la valeur ; car, pour que la marchandise soit objet d'échange, il faut qu'elle représente une valeur d'usage social, qu'elle soit utile socialement, qu'elle soit utile pour les autres. Dans l'économie marchande, la marchandise est donc à la fois valeur d'usage et valeur. L'une est la négation de l'autre. Si vous utilisez la marchandise comme valeur d'usage (dans votre consommation finale, en utilisant, par exemple, le charbon pour le chauffage domestique ou dans la production, pour la génération de la force motrice à l'usine) vous excluez la possibilité de l'utiliser en tant que valeur, dans l'échange. Mais si vous utilisez la marchandise dans un acte d'échange (direct dans le cas du troc et indirect dans l'échange monétaire), vous vous privez de l'utiliser en tant que valeur d'usage.

besoin bien déterminé, M. D.) et la valeur d'échange (*exchange-value* — qui est la forme sous laquelle la valeur s'exprime lors de l'échange, c'est un rapport entre deux valeurs, M. D.). Et il nous donne deux idées contradictoires. Selon la première idée, la valeur d'échange dérive, d'une manière ou d'une autre, de la valeur d'usage. De plus, « il est nécessaire de trouver une mesure commune » entre les choses échangées. « Cette mesure commune est exactement les besoins qu'a chacun de nous de l'autre, ce qui maintient l'existence de la vie sociale[18]. » Selon la deuxième idée, l'échange des marchandises est conçu comme un échange entre les travaux : pour qu'une relation d'échange se réalise entre l'architecte et le cordonnier, « il faut que l'architecte obtienne le travail du cordonnier pour lui donner son travail en échange[19] ». Quelle que soit la pensée d'Aristote sur la source de la valeur, il est clair qu'il a découvert dans la valeur d'échange (comme expression de la valeur des marchandises, M. D.) une relation d'égalité. Mais il ne va pas au-delà pour découvrir la vérité relative à la nature de cette égalité[20].

Telles sont les limites qu'Aristote ne dépasse pas dans les domaines de la valeur et du prix. Chez lui, on ne trouve pas une théorie du prix (qui est l'expression monétaire de la valeur d'échange[21], M. D.). Cependant, il traite

18. *Ethique, op. cit.*, p. 134.

19. *Ibid.*, p. 133. Voir aussi H. DENIS, *Histoire de la pensée, op. cit.*, p. 53.

20. Si Aristote avait découvert, dans la valeur d'échange (qui est la forme de la valeur), une relation d'égalité sans pouvoir découvrir la vérité concernant la nature de cette relation, cela signifie qu'il n'a pas pu arriver à voir que la forme de la valeur de la marchandise (la valeur d'échange) exprime toutes sortes de travail comme équivalent au travail humain. Et par conséquent, comme sortes de travail ayant le même mérite.

Pourquoi Aristote n'est-il pas parvenu à découvrir la nature de cette relation d'égalité ? Parce que la société grecque où il a vécu était une société esclavagiste fondée sur l'inégalité entre les hommes et entre leurs forces de travail. Ici, le secret de l'expression de la valeur se manifeste dans l'effet que toutes sortes de travail sont égales parce qu'elles se réduisent en dernière analyse au travail en général ; ce secret ne peut être découvert avant que l'idée d'égalité entre les membres de la société domine dans la pensée des hommes, ce qui ne se réalise que dans une société où la plupart du produit du travail se développe sous la forme de marchandises (c'est-à-dire de produits pour le marché), et où, par conséquent, la relation entre les individus et les propriétaires des marchandises devient la relation sociale dominante.

21. Et si nous voulons être plus précis, nous dirons que le prix

du cas du monopole qu'il considère comme une des formes du marché où domine un seul vendeur de la marchandise[22].

Quant à la monnaie, elle est, pour Aristote, un intermédiaire d'échange (*means of exchange*) qui nous épargne des ennuis du troc, c'est-à-dire l'échange en nature. Mais pour qu'elle puisse remplir sa fonction en tant qu'intermédiaire d'échange, il faut qu'elle ait la caractéristique de la marchandise ; c'est-à-dire qu'il faut qu'elle soit un produit ayant une valeur d'usage et une valeur indépendante de sa fonction monétaire et comparable aux autres valeurs (l'argent, par exemple, avant qu'il ne soit monnaie, est une marchandise qui a une valeur d'usage, puisqu'on peut l'utiliser dans l'industrie des ustensiles, de la bijouterie, etc., et qui a aussi une valeur indépendante de sa valeur monétaire). Aristote ajoute sommairement que certaines marchandises, comme les métaux, sont plus aptes que les autres à remplir leur fonction d'intermédiaire d'échange. Outre cette fonction, Aristote reconnaît à la monnaie deux autres fonctions[23] : sa fonction en tant que mesure de valeurs (*measure of value*), puisqu'on exprime la valeur d'usage de chaque marchandise par un certain nombre d'unités monétaires, ainsi la monnaie peut exprimer le prix de toutes marchandises, et sa fonction en tant que stock de valeur[24] (*stock of value*).

---

est la forme transformée de la valeur, la valeur d'échange, où celui-ci apparaît dans le processus de la circulation.

22. *La Politique*, p. 70.

23. *La Politique*, p. 5 et *L'Ethique*, p. 132-136.

24. Chaque société doit conserver une quantité de stocks ou de réserves pour être utilisée à la satisfaction des besoins, lorsque la société subit une catastrophe qui l'empêche de produire ou qui détruit ce qu'elle a produit : une catastrophe naturelle (inondation ou sécheresse) ou une catastrophe sociale (guerre ou guerre civile). Une partie de cette quantité stockée est destinée à satisfaire les besoins de la société, à augmenter la production dans le futur, en l'utilisant dans la construction d'une capacité productrice nouvelle (construction de barrages pour des réservoirs en eaux d'irrigation ou de routes ou d'usines, etc.). L'accumulation de ce stock représente la fonction principale du surproduit social. Cette réserve se forme, dans la société où on produit des valeurs d'usage (où domine la production naturelle), avec des produits que la société met en stocks. Mais, dans les sociétés où domine la production marchande monétaire, les valeurs stockées prennent une forme monétaire. Et une quantité de la monnaie donne à celui qui la retient le pouvoir d'obtenir une quantité de marchandises réelles de la valeur stockée. Cela dit, il reste à la monnaie une quatrième fonction dont Aristote ne parle pas : c'est sa fonction

Finalement, Aristote traite du problème de l'intérêt (*interest* — ce que le prêteur d'argent reçoit en plus de la somme qu'il avait prêtée, M. D.). Il l'accepte en tant que pratique réelle. Mais il condamne chaque prêt à intérêt et il le considère de l'usure, car « la monnaie n'a pas d'enfants[25] ». Cependant, Aristote ne se pose pas la question suivante : pourquoi, malgré cela, paie-t-on de l'intérêt dans la pratique de la vie sociale ? Le fait qu'Aristote ne s'est pas posé cette question et, par conséquent, n'y a pas répondu, nous invite à dire que chez Aristote il n'y a pas une théorie de l'intérêt[26]. On remarque aussi que sa pensée ne contient pas une théorie de la répartition (*theorie of income distribution*), c'est-à-dire une théorie qui explique la modalité de la répartition du produit social (l'ensemble de ce que la société produit au cours d'une période déterminée) entre les membres (et les classes) de la société ; ou plutôt une théorie qui explique la manière par laquelle se détermine la part de chaque classe sociale dans le résultat du processus de production.

II. Le Moyen Age de l'Europe

La formation sociale[27] féodale a dominé en Europe du

---

de moyen de paiement ayant une acceptation générale par lequel les paiements, les dettes et les prix des marchandises et des services sont réglés.

Nous verrons plus loin que la monnaie fournit au capital une des formes qu'il revêt dans le processus de la circulation (surtout dans l'économie capitaliste).

25. « Ce qu'on déteste avec le plus de raison, c'est la pratique du prêt à intérêt parce que le gain qu'on en retire provient de la monnaie elle-même et ne répond plus à la fin qui a présidé à sa création. Car la monnaie a été inventée en vue de l'échange, tandis que l'intérêt multiplie la quantité de monnaie elle-même. C'est même là l'origine du terme intérêt : car les êtres engendrés ressemblent à leurs géniteurs, et l'intérêt est une monnaie née d'une monnaie. Par conséquent, cette dernière façon de gagner de l'argent est de toutes la plus contraire à la nature. » *La Politique*, p. 65-66.

26. Pour pouvoir parler d'une politique de l'intérêt, il nous faut :

— d'abord se poser deux questions relatives au pourquoi et comment : pourquoi l'intérêt est-il payé ? et comment est-il déterminé ?

— ensuite donner des réponses (vérifiables) à ces deux questions.

27. Pour la présentation de cet aperçu de la réalité de la so-

IXe au XVe siècle. On appelle ainsi toute formation sociale ayant comme pivot un mode de production où le producteur direct[28] agricole, ayant cessé d'être esclave, sera soumis à toute une série de contraintes non économiques qui limitent sa liberté et sa propriété personnelle d'une manière telle que ni le produit de son travail ni sa force de travail n'est l'objet d'un échange libre, c'est-à-dire une marchandise.

Ce mode de production, qui a commencé en France et s'est ensuite répandu en Angleterre et dans le reste des sociétés européennes, se caractérise par :

— Des relations de production sociales qui gravitent autour de la terre qui devient la cristallisation matérielle de la propriété foncière. Il s'agit d'une économie primordialement agricole.

— Le fait que ceux qui effectuent le travail dans le processus de travail agricole n'ont que le droit de l'utilisation de la terre ; quant au droit de la propriété, il ap-

---

ciété féodale en Europe, nous nous sommes référés aux ouvrages suivants :

— E. PERROY (*et al.*), *Histoire générale des civilisations*, tome III, « Le Moyen Age », P.U.F., 1961, p. 237-290.
— E. LIPSON, *The Economic History of England*, vol. I, « The Middle Ages », Adam and Charles Black, London, 1945.
— H. HEATON, *Histoire économique de l'Europe, des origines à 1750*, A. Colin, Paris, 1950, p. 50 et 599.
— G. W. SOUTHGATE, *English Economy History*, J. Dent and Sons, London, 1950, chap. I-IV.
— C. J. HAYES and F. F. CLARK, *Medieval and Early Modern Times*, Macmillan, New York, 1966, p. 89 et 599.
— E. J. HOBSBAWM (ed.), *K. Marx, Pre-Capitalist Economic Formations*, Lawrence and Wishart, London, 1964.
— Ch. PARRAIN et P. VILAR, *Féodalité française et Mode de production féodal*, « Le féodalisme », Editions sociales, 1971, p. 13-48.

En effet, ni l'essor ni la désintégration du féodalisme ne sont réalisés en même temps dans les différentes parties de l'Europe. Les aspects de cet essor ou de cette désintégration ne s'y sont pas manifestés non plus en même temps ni au même rythme.

28. Nous entendons par les producteurs directs ceux qui effectuent (ou effectueraient) le travail en utilisant effectivement (ou éventuellement) les moyens de production dans le processus de travail social, abstraction faite du fait qu'ils soient, pour le moment et pour des raisons qui diffèrent d'une forme sociale de production à l'autre, engagés ou non dans ce processus.

partient à une hiérarchie de seigneurs. Aucun d'eux n'a un droit absolu sur la terre, mais chacun d'eux a un droit sur le produit de la terre et sur l'héritage légué par le seigneur qui est au-dessus de lui dans la hiérarchie pyramidale. Il s'agit là d'un droit déterminé par les habitudes et les coutumes.

— Le fait qu'à cette base économique correspond un réseau de rapports personnels : une partie des travailleurs (la majorité au cours de la période où dominait ce mode de production) ne jouissent pas d'une liberté personnelle totale ; ils ne sont pas des esclaves (puisqu'ils ne sont pas objets de propriété), mais ils sont des serfs[29] attachés à leur seigneur à une première étape et à la terre qu'ils cultivent à une deuxième étape Même parmi les seigneurs, le système de propriété est lié à un système d'obligations (surtout les obligations militaires) auxquelles chaque seigneur est soumis envers son suzerain.

Ainsi se distingue l'organisation politique de cette société. L'Etat a une existence décentralisée, basée sur l'autonomie dont les propriétaires terriens jouissent dans la pratique du pouvoir, une pratique qui a lieu d'une personne à une autre (la « justice » est établie par le grand seigneur vis-à-vis de ses vassaux et par chaque seigneur vis-à-vis de ses serfs). Ainsi, l'appropriation économique s'entrelace avec l'appareil juridico-politique[30].

Ce mode de production trouve ses racines dans la société ancienne quand les grands propriétaires terriens (les membres de la classe aristocrate) commençaient à résister à l'autorité de Rome en résidant sur leurs propriétés foncières (villas) et en élargissant ces propriétés par l'emprise sur les petites propriétés et les terres abandonnées. Quant aux propriétaires des petites unités, ils étaient trop pauvres pour résister aux collecteurs d'impôts romains, à leurs voisins riches et aux envahisseurs germaniques. D'où leur recherche de protection auprès d'un grand propriétaire auquel ils cèdent leurs terres et une partie de leur liberté. La propriété revient au grand propriétaire, mais la terre leur reste pour qu'ils l'exploitent avec leurs enfants, à condition qu'ils cèdent au sei-

29. Le système lui-même sera connu sous le terme de servage.
30. Cf. Ch. PARAIN, *op. cit.*, p. 14.

gneur une partie du produit de leur travail et qu'ils lui restent fidèles[31].

Les grands propriétaires terriens commencent à réaliser que ce nouveau type d'exploitation agricole est plus rentable pour eux, puisque la production de ces producteurs directs dépasse celle des esclaves (chez lesquels il n'existe aucune incitation à la production) et qu'ils se font vivre eux-mêmes. Dans ce système se trouvent les racines du système de servage. *Mais cela ne signifie pas que les serfs existaient comme résultat de la libération partielle des esclaves.* Cela signifie que les paysans libres de l'Europe (qui produisaient indépendamment sur leurs petites propriétés) ont acquis ce statut de « colonat » qui existait dans la société esclavagiste antique à travers un processus de subordination. Cette subordination ne trouve pas uniquement sa cause dans l'invasion brusque ; elle ne leur est pas venue non plus à cause d'un développement bilatéral à partir d'un ancien statut de subordination (esclavage ou colonat de l'Antiquité) ; mais elle est le produit d'une rencontre spontanée (qui s'est réalisée sous les pressions entremêlées des faits et l'action lente ou violente des classes dominantes) des tendances des statuts personnels différents vers un état réel (les statuts du serf) qui se présente finalement et régulièrement dans un statut juridique unifié. Le droit ne précède pas la réalité ; il la cristallise mais ne la crée pas. Tout cela s'est effectué dans le cadre de la vie sociale des membres du village qui a gardé les pâturages communs, la forêt commune, la terre non cultivable commune ainsi que d'autres aspects de la vie collective[32].

L'essor de ce mode de production s'associe à une grande transformation, malgré la lenteur, des forces productives ; transformation qui s'est faite sous l'influence des immigrations dont la période précédente a témoigné

31. Ces locataires résidant sur les grandes propriétés s'appelaient des *coloni*.

32. « Il ne faudrait donc pas croire qu'il y a évolution continue et unilatérale de l'esclavage antique au servage, et du servage à la liberté. Le servage naît ou renaît plus souvent de l'asservissement, progressif, du paysan libre, que d'une atténuation de la condition d'esclave. Sa propre atténuation, sa disparition dépendent à la fois des conditions objectives dans chaque région, de la vigueur et de l'issue des luttes de classes. La disparition du servage juridique peut enfin laisser subsister de nombreuses charges, de nombreux liens nés du mode de production féodal. » (Ch. PARRAIN, *op. cit.*, p. 22.)

de l'Est (y compris la Chine) vers l'Ouest[33], sous celle du commerce qui n'a pas cessé avec les villes de la Méditerranée et sous celle de l'invasion arabe du Sud-Ouest européen. Cette transformation se présente, dans le cadre des techniques de la production agricole, dans une meilleure utilisation de la force motrice engendrée par l'eau courante pour le fonctionnement des moulins à grain et des moulins à huile ; ce qui amène à libérer la main-d'œuvre domestique rendant possible son emploi dans des activités plus productives. Elle se présente aussi dans l'introduction de nouveaux moyens qui permettent une meilleure utilisation de la force motrice animale (le joug, par exemple). Les instruments de travail ont connu à leur tour une amélioration qui ne manifeste pas le remplacement des instruments en bois par des instruments en fer (ce qui augmente la productivité du travail agricole). On a commencé à utiliser, sur une plus grande échelle, la charrue lourde munie de roues et le déversoir qui aide à une meilleure préparation du sol. On a introduit aussi de nouvelles récoltes comme l'avoine utilisable comme matière alimentaire pour l'homme et pour les animaux, surtout les chevaux, ce qui a eu comme résultat une amélioration de la race chevaline et une extension de son élevage ; ce qui, à son tour, a amené, à la fin du XIe siècle, le début du remplacement du bœuf par le cheval dans la production agricole. La rotation bisannuelle (un an cultivée et un an en friche) fut remplacée par la rotation tri-annuelle (un an, culture du blé ; un an, culture de l'orge ; un an en friche[34]). Tous ces aspects de la transformation des techniques de production ont suscité une *augmentation de la productivité du travail agricole.* L'augmentation de la productivité du travail diminue le nombre de travailleurs dont le seigneur a besoin pour la culture de sa terre en tant qu'esclaves ou serfs corvéables. Ce qui signifie la diminution du nombre d'heures de travail corvéable que les paysans subissent.

L'augmentation de la productivité du travail sur la

---

33. J. BERNAL, *Science in History*, Watts, London, 1957, p. 599.

34. En effet, la terre de l'unité économique était divisée selon le système des trois parcelles, en trois grands champs ; chacun est cultivé dans deux ans successifs par du blé puis de l'orge et laissé en friche pendant la troisième année. Ainsi, la terre de l'unité économique sera répartie au cours de l'année en tiers entre la culture du blé, la culture de l'orge et la terre en friche, système des trois parcelles (*three-fields system*).

terre que les paysans cultivent pour eux-mêmes et la diminution des heures de corvée amènent une amélioration tangible du niveau de nutrition chez les paysans, ce qui pousse la population à s'accroître. Ces facteurs doivent être retenus si nous voulons comprendre la transformation que le mode de production féodal lui-même a subi.

Cela étant pour le mode de production féodal en général, quelle était l'image de l'unité économique (et sociale) au sein de ce mode de production ? S'il nous faut tracer les traits généraux de cette unité, il est nécessaire d'éviter les généralisations simples qui poussent à croire que les unités économiques étaient des unités identiques, car il existait de grandes différences entre elles. Mais ces différences n'empêchent pas que ces unités économiques (et sociales) avaient en général une organisation de type féodal.

A la campagne, les manoirs représentent l'unité économique (et sociale). Il s'agit d'une unité socio-économique qui se fonde sur la production naturelle et vise — au moins au cours des premières étapes — à l'autosuffisance. Le fief est une ferme fortifiée, qui embrasse la terre cultivable, les pâturages en commun et la forêt commune Dans la plupart des cas, elle est composée d'un village et, dans peu de cas, de plusieurs villages. Au centre du fief se trouve le château du seigneur qui a sur la terre un droit limité, qui correspond à sa place dans la hiérarchie de la propriété féodale. Dans les chaumières du village, vivent les producteurs directs qui sont les serfs (qui représentent la majorité), les esclaves (dont le nombre diminue avec le temps) et les paysans libres (une minorité qui possèdent de petits morceaux de terre). Le village contient aussi habituellement une série d'artisans : forgeron, potier, charpentier, etc. Mais, cela n'exclut pas que la famille paysanne exécute une certaine production artisanale. Dans le fief se trouve également un moulin : à eau, si le fief est à proximité d'un cours d'eau, ou à vent, s'il en est éloigné. De plus, le fief embrasse finalement une église et un presbytère si l'unité économique correspond à l'unité de la division canoniale du territoire de l'Europe féodale.

La terre cultivée du fief se divisait — à une première étape — en terre cultivée directement pour le seigneur, le domaine seigneurial, et en terre cultivée par les paysans pour leur propre compte sous la forme de *petites unités productives*. Cette deuxième terre est cultivée par les fa-

milles paysannes, chacune travaillant indépendamment sur un petit morceau. Mais les travaux agricoles principaux (à la saison des semailles et des moissons) se font d'habitude collectivement. La famille paysanne en tant qu'unité de production ne possède qu'une quantité limitée d'instruments de travail simples, car les plus importants de ceux-ci sont possédés par le seigneur (comme les moulins à grain et à huile) et certains d'entre eux (comme les charrettes) sont possédés collectivement par les familles du village.

Pour qu'elle puisse exploiter ces petits morceaux de terre, la famille paysanne est obligée de travailler pendant quelques jours de la semaine (trois en moyenne) sur le domaine seigneurial. De cette façon, le seigneur s'approprie *la rente de la terre* exploitée par la famille paysanne *sous la forme de travail*, c'est une rente en travail, appropriée par la contrainte directe.

En outre, le paysan est chargé d'autres obligations vis-à-vis du seigneur : céder une partie du produit de la terre qu'il exploite pour lui-même ; lui céder certains animaux qu'il élève et les poissons qu'il pêche ; moudre son grain au moulin seigneurial ; faire cuire son pain dans le four seigneurial ; fabriquer sa bière dans la brasserie seigneuriale ; et pour utiliser ces moyens de production possédés par le seigneur, les paysans sont obligés de céder au seigneur une autre partie de leur récolte. Toutes ces obligations étaient supportées par tous les paysans, qu'ils soient libres ou qu'ils soient serfs, mais avec un poids plus lourd pour ces derniers. Ainsi, le temps de travail du producteur direct (la famille paysanne) est réparti entre travail (agricole dans les champs et artisanal à la maison) fourni pendant quelques jours de la semaine sur la terre qu'il cultive pour son propre compte, produisant ainsi les produits nécessaires à sa survie et à la reproduction de sa force de travail et travail gratis fourni ailleurs sur le domaine seigneurial, pendant le reste de la semaine ; ce dernier travail se matérialisant en une quantité de produit approprié par le seigneur.

Ainsi, il nous devient évident que si le fief qui est une grande propriété représente l'unité économique (et sociale), la production se base au sein du fief sur la petite unité productive, la famille paysanne, unité qui diffère de la petite unité agricole qui existait lors de l'intégration de la société primitive dans la transition vers la société esclavagiste (où dominait la grande unité de l'exploita-

tion agricole basée sur le travail des esclaves). Car la petite unité de la production féodale se caractérise par un niveau relativement plus élevé (bien que limité) des techniques de production. Dans cette unité se combinent les moyens de production qui sont apparus dans le système de grandes exploitations de l'Antiquité (comme les moulins à eau et les moulins à huile) avec les avantages de petites unités d'exploitation, où se trouvent chez le producteur direct (contrairement à l'esclave) des stimulations à la production et le pouvoir d'initiative pour augmenter la productivité du travail agricole. Et, comme ces moyens de production (auxquels s'ajoutent les moyens introduits sous l'influence de l'immigration de l'Est et celle de l'invasion arabe du Sud-Ouest) dépassent les possibilités de ceux qui travaillent directement les petites unités, on les trouve réunis dans les mains du seigneur, ce qui en fait une sorte d'organisateur et de maître du processus de production et de l'ensemble de la vie sociale. Cela est valable pour la première étape de l'histoire du mode de production féodal.

A une deuxième étape, l'augmentation de la productivité du travail agricole[35] conduit à une diminution du nombre des heures de corvée nécessaires à la culture du domaine seigneurial et à l'augmentation de la production sur la terre des paysans, qu'ils cultivent à leur propre compte. Elle entraîne aussi, à travers l'augmentation des biens alimentaires, à l'augmentation de la production industrielle domestique effectuée au sein de la famille. La possibilité que le domaine seigneurial soit cultivé avec moins d'heures de travail (si le paysan avait un motif pour ce faire) et l'augmentation de la productivité du travail sur la terre que les paysans cultivent à leur propre compte, ces deux facteurs font qu'il est plus avantageux pour le seigneur de céder toute la terre pour qu'elle soit cultivée par les familles paysannes à leur propre compte. En revanche, il obtient une partie du produit en quantité plus grande que celle qu'il obtenait de l'exploitation d'une superficie de la terre par le travail corvéable.

Cela veut dire que le seigneur s'approprie *la rente foncière en nature* (*rent in kind*). Ici apparaît, à côté de la rente en travail, la rente en nature qui deviendra la forme dominante de la rente foncière.

---

35. Cf. *supra*, p. 32.

A cette étape, on trouve le producteur direct (la famille paysanne) possédant toutes les conditions du travail, sauf la terre qui représente dans cette société l'assiette du processus de travail, et, en tant que telle, elle représente la seule condition qui confronte le producteur en tant que propriété séparée de lui, indépendante de lui et personnifiée dans le seigneur.

Ce producteur direct effectue le travail, tout le travail, sur la terre qu'il exploite. Il n'effectue plus aucun travail sur le domaine seigneurial. Le producteur dispose alors de la totalité de son temps de travail, bien qu'une partie en revienne au seigneur. Mais, elle ne lui revient plus d'une manière directe, sous la forme d'une corvée ; elle lui revient de manière indirecte, sous la forme d'une partie de la récolte du produit réel. Ainsi le travail du producteur pour lui-même et celui qu'il accomplit pour le seigneur cessent d'être séparés dans le temps et dans l'espace. Le producteur n'a plus besoin d'effectuer la partie du travail qui revient au seigneur sous le contrôle et la contrainte directs de ce dernier ou de son représentant. Il est amené à le faire par la force des circonstances sociales qui remplacent la force de la contrainte directe. C'est l'obligation juridique et non plus le fouet qui le mène à accomplir ce travail, à prendre ses responsabilités. Le seigneur cesse, par conséquent, de jouer un rôle, organisationnel ou autre, dans le processus de production et il devient un des parasites sociaux.

Cette rente en nature suppose la continuité de l'économie naturelle — bien que le niveau des forces productives s'élève — où les conditions de production et reproduction se réalisent totalement ou en grande partie au sein même de l'unité économique, du fief, sans qu'elles soient dépendantes des autres unités, sans avoir besoin d'échanger avec les autres unités, c'est-à-dire sans avoir besoin du marché.

Au sein de cette unité économique, l'activité agricole se fusionne avec l'activité industrielle domestique des familles paysannes. Le surproduit, c'est-à-dire la rente en nature, est en effet le produit de cet amalgame du travail agricole et du travail industriel des familles paysannes, abstraction faite du fait que le seigneur obtient une partie de la rente sous la forme de produits industriels ou qu'il en obtient la totalité sous la forme de produits agricoles.

A cette époque, le temps du producteur direct (la fa-

mille paysanne) se répartit entre un travail grâce auquel il produit ce qui est nécessaire à sa survie et à la reproduction de sa force de travail et un surtravail qui se matérialise dans une quantité de produits, le surproduit, sur lequel vivent le seigneur et les autres personnes qui ont des droits sur la terre ou les personnes qui peuvent vivre grâce à cette organisation sociale de production sans qu'ils participent au processus de production (les hommes d'Eglise, par exemple).

Ce surtravail se matérialise donc dans la rente en nature. Mais il n'est pas nécessaire que la rente épuise la totalité du surproduit, c'est-à-dire épuise le travail qui excède le travail nécessaire à la survie de la famille du paysan. Puisque, par comparaison aux cas où la rente avait la forme de la rente en travail, on trouve chez le producteur direct une plus grande possibilité de gagner une partie du temps de travail pendant lequel il peut produire un surplus qui lui revient en plus de la quantité nécessaire à la vie de sa famille. En outre, cette forme de la rente foncière donne l'occasion de l'apparition des différences dans le statut économique des producteurs individuels ou au moins de l'apparition de la possibilité d'une telle différence (et aussi la possibilité qu'un producteur acquière des moyens par lesquels il exploite d'autres travailleurs d'une manière directe[36]), ce qui signifie l'apparition de la différenciation sociale entre les paysans.

A une troisième étape, liée d'ailleurs à l'expansion du commerce et des villes et à l'utilisation accrue des biens industriels par les propriétaires terriens, apparaît, à côté de la rente en nature, une autre forme de la rente foncière. Elle apparaît au début d'une manière timide pour devenir avec le temps la forme dominante de la rente. *C'est la rente monétaire* (*money-rent*) : la rente en nature se transforme en rente monétaire. Ici, le producteur cède au seigneur non pas une partie du produit, mais le prix de cette partie. Et, pour pouvoir le faire, il faut, tout en produisant la plus grande partie du produit nécessaire à sa survie et à celle de sa famille, qu'il produise une partie de ce produit sous la forme d'une marchandise, c'est-à-dire un produit destiné à la vente, au marché. Ce qui signifie que la nature du mode de production dans son ensemble

36. Surtout que les serfs aisés subordonnaient des serfs plus pauvres qui travaillaient pour eux.

commence à se transformer et que l'unité économique, le fief, commence par conséquent à perdre son indépendance vis-à-vis des autres unités économiques. Cela, malgré le fait que cette forme de la rente continue à se reposer sur les mêmes fondements que la rente en nature, puisque le producteur direct reste le non-propriétaire de la terre et qu'il lui faut céder au seigneur une partie du temps de son travail qui sera consacrée à la production d'un surplus qui revient au seigneur après s'être transformée en monnaie sur le marché. Quant à la propriété des moyens de production autres que la terre et celle des bestiaux, elle se transfère au producteur direct d'abord *de facto*, et *de jure* à une deuxième étape. Cette propriété devient donc une condition préalable à l'existence de la forme monétaire de la rente foncière.

La transformation de la rente en nature en rente monétaire est liée au développement du commerce, à celui de l'industrie urbaine et à celui de la production marchande en général et, par conséquent, à la circulation monétaire. Elle suppose que les marchandises aient des prix sur le marché et que ceux-ci s'approchent approximativement de leur valeur (ce qui n'a pas été nécessaire sous les formes précédentes de la rente, puisque, dès que la production marchande commence à avoir un rôle décisif, il faut que chaque producteur obtienne dans l'échange un équivalent à ce qu'il cède[37]. Mais, nous sommes encore dans le cadre de la production marchande simple.

---

37. Du moment où la production marchande occupe une place importante dans la vie sociale, il devient nécessaire qu'une égalité se réalise dans l'échange. Car l'absence de cette dernière désarticule l'organisation sociale et cause la désintégration de la société (qui se compose d'un grand nombre d'unités produisant des marchandises). Cela est attribué au fait que celui qui obtient dans l'échange une valeur inférieure à la valeur qu'il avait produite se trouve, en fin de compte, forcé d'abandonnner son domaine de production pour un autre domaine, quelle que soit l'importance du premier domaine pour la société, ce qui amène donc la désarticulation de l'activité de production de la société.

Dans le développement suivant, la rente monétaire mène à la rente en monnaie payée par le locataire de la terre à son propriétaire, puisque, avec la prédominance de la rente monétaire, la relation juridique (régie par les coutumes et l'habitude) entre le maître et ses subordonnés, qui ont une possession de la terre pour qu'ils la cultivent, se transforme en une relation purement monétaire qui se détermine par le contrat qui se conclut selon les règles de droit positif. Ainsi le possesseur cultivateur devient un simple locataire de la terre

Il est clair que cette transformation se réalise à l'intérieur même du mode de production féodal, bien qu'il y ait interaction avec d'autres facteurs, comme le développement des villes et du commerce. La transformation se réalise à travers la contradiction entre les paysans et le seigneur de la terre, contradiction qui se reflète dans leur lutte autour du surproduit, puisque, avec l'apparition de la rente en nature, il devient possible au producteur direct, comme nous l'avons vu, de s'approprier lui-même une partie du surproduit, ce qui lui permet de l'utiliser dans l'augmentation de la production (dans l'accumulation).

Pour augmenter cette partie du surproduit, les paysans (surtout la catégorie privilégiée parmi eux qui est devenue liée au marché d'une manière directe) commencent à pratiquer des pressions sur le propriétaire terrien pour transformer la rente en nature en rente monétaire. Ces pressions se sont cristallisées par des révoltes de paysans qui étaient menées par les paysans les plus riches (par exemple, la révolte des paysans en Angleterre en 1531 et la guerre des paysans en Allemagne en 1524-1525). Il en résulte une augmentation de la production du surproduit que les producteurs directs, et surtout les gros paysans, s'approprient. Avec cette augmentation et la possibilité toujours croissante que certains paysans étendent les superficies qu'ils louent s'élargit la capacité d'accumulation pour les paysans riches. Ainsi continue le processus de la différenciation sociale parmi les paysans : les paysans riches, liés directement au marché qui accumulent le capital dans l'agriculture, et les petits paysans, les pauvres, qui se trouvent subordonnés aux paysans riches qui les emploient pour des salaires monétaires.

Autour de cette structure économique s'entrelacent

Cette transformation, qui est conditionnée par ce qui se passe en dehors de l'agriculture, d'un côté permet au possesseur de la terre de payer au maître une somme qui le décharge de son obligation à payer la rente ; de cette façon, le cultivateur subordonné se transforme en paysan indépendant ayant une propriété complète sur la terre qu'il cultive. D'un autre côté, cette transformation amène au remplacement des anciens paysans possesseurs de la terre par des cultivateurs qui exploitent la terre en vue de vendre leurs produits qui deviennent marchandises, sur le marché (à condition que les autres rapports de production généraux le permettent). Mais, par là, on entre déjà dans la transformation vers l'agriculture capitaliste.

les éléments de la superstructure dans la campagne féodale, éléments qui rayonnent à partir du type de propriété terrienne qui y domine. Les droits de la propriété terrienne étant hiérarchisés, ils entraînent une pyramide de relations de subordination et de loyauté à la base de laquelle se trouve, comme nous l'avons vu, la relation entre les paysans et le seigneur. Nous avons ensuite, dans le reste de la pyramide et en se dirigeant vers le sommet, les relations entre les membres de la classe qui ne participe pas au processus de production, celle de l'aristocratie terrienne. Le seigneur, à son tour, pour se protéger lui-même, protéger ses dépendants et augmenter leur nombre, se fait vassal d'un seigneur plus puissant (la puissance de ce dernier est fonction de la superficie de la terre qu'il domine directement et du nombre de ses vassaux). En revanche, il est chargé d'un certain nombre d'obligations[38] envers son protecteur, qui se matérialisent en fin de compte dans une partie de la rente versée par les paysans. Et ainsi de suite se succèdent les relations de dépendance et de loyauté jusqu'à ce que l'on arrive au roi ou à l'empereur, sommet de la pyramide sociale et possédant en principe un pouvoir nominal. Ce sont des relations qui font que le pouvoir est réparti entre les membres de la classe de l'aristocratie terrienne, ce qui fait du système féodal un système sans Etat centralisé ; un système qui est né de l'état d'anarchie légué par la chute de l'Empire romain et par l'invasion germanique. Mais cette anarchie sera limitée et même organisée parce que le système exige des aspects de la solidarité sociale, des obligations et des croyances : la solidarité familiale s'inten-

38. Ces obligations se résument au paiement de la rente de toute la terre pour une année au moment où le seigneur lui octroie la terre ; à son serment de fidélité au seigneur et à son service dans son armée pendant quarante jours par année (à moins de payer une caution pour en être exempté) ; à sa présence à la cour du seigneur pour participer à sa garde et faire partie de ses conseillers ; à sa participation au paiement de la rançon au cas où le seigneur serait emprisonné ; aux dépenses occasionnées par le mariage de la fille du seigneur et à celles des festivités pour la nomination du fils aîné dans l'ordre des chevaliers ; à l'hébergement et à l'entretien de son seigneur lorsque celui-ci vient séjourner quelque temps dans son fief (cette « hospitalité » fait partie intégrante du revenu du maître) ; et enfin le seigneur avait le droit de demander des cadeaux à ses vassaux, surtout lors de la construction d'un nouveau château ou lors d'une guerre, en particulier pendant les croisades.

sifie, la solidarité de classe entre les membres de la noblesse se fortifie par les habitudes, les cérémonials et l'appareil matériel et moral de la chevalerie. Et à la fin vient la sanction religieuse. L'Eglise, qui se fonde elle aussi sur une organisation pyramidale ayant à sa tête le pape (avec son pouvoir nominal) et recrutant son cadre supérieur dans la noblesse (les frères des seigneurs et leurs enfants cadets) et son cadre inférieur dans la paysannerie libre, représente une partie intégrante du système féodal. Elle possède de grands fiefs[39]. Elle intervient pour limiter la violence des heurts entre les nobles eux-mêmes (violence qui affaiblit leur solidarité de classe). Elle veille surtout à limiter la violence de la part des paysans et à garantir leur subordination morale, en tant que classe qui produit pour tout le monde : produit pour assurer sa propre subsistance, pour faire vivre les nobles cavaliers qui défendent « tout le monde » et pour faire vivre le clergé qui prie pour tout le monde[40].

---

39. « Dans les premiers temps, les moines bénédictins travaillèrent beaucoup leurs terres eux-mêmes, mais par la suite ils devinrent trop fatigués, trop riches, ou trop accoutumés à la féodalité. On leur faisait parfois don de villages entiers, et, lors des guerres civiles ou des invasions, les paysans et les artisans se groupaient autour de l'abbaye ou même à l'intérieur. Les moines pouvaient ainsi vivre du travail des autres. L'ordre des cisterciens, fondé en 1092, prêchait le travail manuel avec une belle ferveur. Sa règle lui interdisait d'accepter, comme dons des villages, des serfs ou des moulins, de peur qu'ils ne soient ainsi tentés de vivre du travail des autres.

« Ses membres devaient travailler eux-mêmes : cultiver la terre, garder les bestiaux, fabriquer les objets, bâtir ou faire les travaux ménagers. Mais, peu à peu, ces tâches furent laissées à des frères lais qui faisaient le travail, contrôlaient les ouvriers embauchés ou étaient majordomes des domaines cultivés par des serfs ou des travailleurs libres. » (H. HEATON, *Histoire économique..., op. cit.*, p. 84.)

40. Dans le cadre de cette formation sociale, on peut distinguer, à partir de la propriété de la terre, trois états sociaux qui ont dominé la campagne féodale. Chacun de ces états contient une organisation fonctionnelle : nous avons d'abord le clergé ayant une organisation pyramidale qui surpasse au point de vue discipline et efficacité celle de la noblesse.

Cette organisation leur facilite l'acquisition de la terre (en fait, l'Eglise possédait plus de terres que les nobles), l'acquisition du pouvoir et du prestige social. Les membres du clergé sont les détenteurs de la connaissance (ce qui ajoute à leur puissance). Cette organisation a même permis à l'Eglise de devenir une puissance internationale plus forte que celle des rois locaux (au cours de la période couvrant du IXe au XIe siècle). Mais la puissance du

Il ressort de tout cela que c'est dans la nature du mode de production féodal que la société soit morcelée. Elle est morcelée horizontalement en fiefs qui représentent des unités économiques quasi indépendantes. Et l'unité économique (le fief) est morcelée à son tour en petites unités de production (les familles paysannes). La société est aussi morcelée verticalement, sous la forme d'une série de relations de dépendance et de subordination qui rend difficile, sinon impossible, que cette société ait un centre vraiment efficace.

Ce morcellement et cette absence de centre étaient tels qu'il fut impossible à ce mode de production de se développer rapidement et par ses propres forces. Par conséquent, l'extension horizontale, c'est-à-dire l'extension de ce mode de production sur des terrains jusqu'alors en friche, représentait le seul moyen pour ce type d'organisation sociale de s'étendre sans perdre de ses caractéristiques. Cette extension a continué, pour des motifs différents : élargissement de la propriété chez les seigneurs et le clergé et « marchandage » des paysans pour obtenir de

---

clergé souffre du fait que son organisation n'implique pas sa propre reproduction. Car l'Eglise a recours aux autres groupes sociaux pour recruter ses membres, ce qui limite la cohésion entre eux.

Nous avons ensuite la noblesse qui représente la classe gouvernante, y compris les chevaliers. Elle se considère comme une classe que les autres, surtout la populace, n'ont pas le droit d'approcher. Outre son statut juridique distinct, elle avait un mode de vie différent (au point de vue niveau de vie, habitudes et mœurs, éducation, goût artistique et littéraire, manière de s'habiller et même la langue parlée dans la vie quotidienne). Mais la relation entre les nobles avait primordialement une nature antagoniste, étant donné le type de rapports de subordination qui les lient (car ils se partagent, en effet, le surproduit qu'ils s'approprient des paysans).

Nous avons enfin le tiers état qui est formé, avant l'essor des villes et leur développement, des paysans qui vivent dans les fiefs. La plupart des aspects de leur vie sont organisés suivant le désir du seigneur. Celui-ci a le droit de les poursuivre et de leur faire réintégrer le fief s'ils viennent à s'échapper. De plus, le seigneur a des droits même sur leur personne (comme le droit de la première nuit que le seigneur s'octroie lors du mariage des filles paysannes). Ce tiers état est le moins organisé : ce qui ne l'a pas empêché de se révolter à plusieurs reprises contre son maître (en France, en Angleterre, en Allemagne, en Espagne, surtout tout au long du XIV^e siècle. Voir O. C. Cox, « Cast, Class and Race, a Study in Social Dynamics », *Monthly Review Press*, New York, 1959, p. 121-132. Et pour la société française A. SOBOUL, *Précis d'histoire de la Révolution française*, Editions sociales, Paris, 1962.

meilleures conditions sur les nouvelles terres, jusqu'au XIII^e siècle où elle amène ce mode de production à ses limites, au maximum qu'il peut donner. Car les rapports de production dominants ne permettent pas d'exploiter ces grandes propriétés (les fiefs) sous la forme de grandes unités de production sur lesquelles augmente la productivité de travail de manière qu'elle puisse satisfaire les besoins toujours accrus, surtout ceux de la classe propriétaire. Atteindre les limites de ce mode de production, c'est annoncer la crise du féodalisme, crise dont il ne s'est jamais remis et qui continua jusqu'au XV^e siècle pour devenir la crise de sa désintégration avec le développement du mode de production dans l'agriculture même et le développement d'un autre mode de production, non plus fondé directement sur la terre, mais sur la production industrielle urbaine, en tant que production marchande monétaire ayant son centre dans *la ville*.

Les derniers siècles de l'Empire romain, plus l'invasion barbare, ont amené la destruction massive d'un nombre de forces productives : détérioration de l'activité agricole, réduction de l'activité industrielle par manque de marchés et arrêt ou irrégularité du commerce, ce qui a entraîné la disparition de certaines villes et la détérioration de ce qui en reste. Il en résulte que la ville ne joue, au début de la formation sociale féodale, qu'un rôle insignifiant, ayant une existence en marge d'une société qui repose sur la production agricole et où l'unité économique agricole (le fief) se satisfait presque elle-même.

Entre-temps, l'augmentation de la productivité du travail agricole a donné lieu, surtout dans les fiefs riches, à un surplus de produit agricole qu'on peut céder, et donc à une voie vers l'activité commerciale. Cela s'est fait alors que certaines villes, surtout en Italie, ont continué au bord de la Méditerranée, à pratiquer une activité commerciale qui n'a guère cessé depuis l'Antiquité. De plus, cette activité a commencé à devenir florissante au XI^e siècle avec le déclin de la domination arabe sur la Méditerranée[41]. Puis vient l'épanouissement du commerce au XII^e siècle, avec les croisades et l'établissement des royau-

41. Le commerce s'est épanoui entre Venise et le Levant, entre Gênes, Pise et le sud de la France quand les Arabes ont été repoussés de Sardaigne en 1010 et de l'ouest de la Méditerranée à la fin du siècle.

mes chrétiens en Palestine. A cela s'ajoute l'établissement des villes autour de l'activité commerciale, surtout dans le nord de l'Europe. Ces nouvelles villes, qui sont les produits du développement des villages ayant un site particulier (soit qu'il se trouve à un carrefour fluvial ou routier, soit auprès d'un port accessible, soit auprès d'une église importante, soit, enfin, près d'un lieu de pèlerinage), peuvent être considérées en effet comme des marchés devenus permanents. Ensuite s'établissent les contacts entre les villes de l'Italie et les villes du Nord et se construisent des routes et des canaux dans l'Europe de l'Ouest du XII[e] siècle. Cependant, la population des villes ne représente encore qu'une minorité qui n'a pas dépassé du XII[e] au XV[e] siècle 10 % de la population totale. Cette population urbaine représente au moins pour les nouvelles villes les « bas-fonds » de la campagne : personnes sans terre vivant en marge de la société rurale, vagabonds vivant de la charité de l'Eglise, serfs ayant fui le fief et cherchant un travail occasionnel chez un commerçant ou un artisan.

Mais *la ville* reste encore enclose dans la société féodale et sous son contrôle politique. Elle repose sur l'activité du commerce et l'industrie artisanale ayant, au début, les caractères d'une industrie domestique, destinée à l'échange simple (surtout l'industrie de textiles de laine, celle des instruments métalliques, y compris les armes, celle des produits en cuir et celle des vins). Au point de vue organisationnel, plusieurs facteurs se sont réunis pour faire du *système de corporations*[42] (*guild-system*) la forme organisationnelle qui domine l'activité commerciale et artisanale. Puisqu'il était indispensable d'avoir une organisation

42. On peut dire que ce système trouve sa source historique organisationnelle dans le système *collegia* que les villes romaines ont connu au cours de la période qui précède la chute de l'Empire romain. Avec la contraction de l'activité industrielle et l'augmentation du chômage, beaucoup d'artisans tendaient à quitter les villes en quête d'emplois à la campagne. Pour empêcher cette tendance, le gouvernement a recours à la création d'associations des ouvriers auxquelles l'adhésion, qui était facultative au début, ne tardera pas à devenir obligatoire. De plus, il était interdit à ses membres de quitter le métier et en pratiquer un autre. Une telle organisation visait au maintien de l'industrie et à garantir la collecte des impôts auprès des ouvriers et leurs organisations. Devant les tentatives de démissions manifestées par les ouvriers, une loi fut promulguée pour rendre la participation non seulement obligatoire, mais aussi héréditaire. (Cf. A. MAZOUR, *People's, Men and Nations*, *op. cit.*, p. 154.)

collective qui protège les habitants des villes contre la noblesse de la campagne, il était aussi nécessaire d'édifier des places pour les marchés publics, ce qui ne pouvait se faire que collectivement. De plus s'est imposée la nécessité de défendre les membres du métier contre la concurrence des serfs qui fuient la campagne en nombre de plus en plus élevé et qui se dirigent vers les villes naissantes.

Les commerçants de la ville sont organisés dans une corporation qui leur garantit le monopole du commerce de la ville[43] et qui établit les règles régissant leur activité. En outre, elle protège ses membres, leur octroie des subventions et les aide ainsi que les membres de leur famille. Ce sont les commerçants seuls qui élisent les fonctionnaires de la ville.

De même, les membres de chaque métier sont organisés dans une corporation qui exclut les étrangers de la pratique de ce métier. Chaque membre effectue son activité dans un petit atelier qui représente une partie intégrante de son domicile et où se transforment les matières premières en produits manufacturés grâce à l'utilisation d'instruments de travail simples et possédés par lui. C'est dans cet atelier aussi que la vente se fait. Le propriétaire de l'atelier, le maître, doit respecter les règlements de la corporation qui fixent pour lui les caractéristiques que doivent posséder les matières premières, les méthodes de production à suivre, la durée de la journée de travail et le prix de vente. Ainsi, pas de concurrence entre les membres de la corporation. Ces règlements déterminent aussi ses conditions de travail au sein de l'atelier : par rapport aux compagnons (*compagnons*) qui cherchent à apprendre le métier, ils travaillent au compte de leur maître pour une période de sept ans (qui commence à l'âge de 7 ou 8 ans) ; en revanche, le maître les héberge, les habille, leur fournit un ensemble d'outils et entreprend de leur apprendre le métier jusqu'à ce qu'ils deviennent ouvriers libres, c'est-à-dire contremaîtres (*foremen*) que le maître emploie alors en tant qu'aides pour un salaire journalier. Ces contremaîtres peuvent devenir, après un certain nombre d'années, maîtres à leur tour et rejoindre la corporation en tant que membres.

43. L'étranger à la ville n'a la possibilité de pratiquer l'activité commerçante que s'il paie des frais énormes et qu'il accepte de la pratiquer seulement à une certaine époque de l'année et dans un lieu bien déterminé.

Au sein de la ville et à cette étape, le conflit se manifeste entre les commerçants et les maîtres de métiers. Mais avec l'augmentation des produits artisanaux dans le commerce et l'expansion de ce dernier, les commerçants commencent à dominer l'activité industrielle. Ce qui n'empêche pas certains d'entre eux de se transformer en artisans patrons et certains patrons industriels de produire pour le marché auquel ils deviennent directement liés (jouant par conséquent le rôle de commerçants). A partir de ces derniers, la production industrielle commence à connaître un niveau plus élevé dans le développement des forces productives et à se transformer en une production marchande qui vise à l'accumulation du capital-argent (bien que ce soit encore à une échelle limitée). Ce développement des forces productives se réalise grâce à l'introduction de nouvelles techniques de production et de nouveaux instruments de travail (transmis par les Syriens de l'est de la Méditerranée vers l'Europe de l'Ouest, par les Arabes à travers l'Espagne et par les contacts entre Constantinople et les villes de l'Italie[44]). Aussi, sous l'influence des croisades qui ont fortifié les contacts entre l'est de la Méditerranée (centre des civilisations anciennes et de la civilisation arabe) et l'Europe de l'Ouest, on fait la connaissance de nouveaux produits qui seront introduits et pour la production desquels de nouvelles industries apparaîtront ; on augmente la productivité dans les industries déjà existantes grâce à l'introduction de nouvelles techniques de production (comme l'introduction des couleurs et des teintures venant du Levant dans l'industrie des textiles), à l'extension de leurs marchés (comme c'est le cas de l'industrie des verreries de Venise) et au transfert des ouvriers qualifiés de l'Est (comme l'a fait Venise au moment de sa conquête de Constantinople au début du XIII[e] siècle) ; on construit finalement de nouveaux centres pour l'industrie des armes, qui a poussé la spécialisation au sein de cette industrie[45]. A cela s'ajoute l'effet de tous ces facteurs sur le type de consommation — l'assortiment et la qualité des biens de consommation — dans la société de l'Europe occidentale, surtout le type de consommation de la noblesse et celui des habitants des villes.

Ainsi se développe la ville qui s'est instaurée au sein

---

44. Cf. Heaton, *op. cit.*, p. 117.
45. *Ibid.*, p. 118.

de la société féodale, un développement qui met en relief les limites de ce type de société. Car, avec l'expansion horizontale du mode de production féodal dans l'agriculture, il épuise ses possibilités d'augmentation de la production en réponse des besoins accrus et surtout des besoins de la noblesse, avec leur demande croissante pour les biens de consommation industriels. Cette croissance se reflète dans la pesanteur plus accablante du fardeau qui pèse sur les paysans, puisqu'elle provoque l'insistance des nobles pour augmenter la rente foncière, ce qui pousse certains paysans à abandonner la terre (quand leur révolte contre leur seigneur échoue) ; les serfs trouvent alors dans les villes la possibilité d'une libération du joug des rapports de production féodaux. Cela s'ajoute au développement de la lutte entre les paysans et le seigneur terrien; lutte qui entraîne la transformation de la rente en nature en la rente monétaire, ce qui signifie la possibilité du changement des rapports de production pour les paysans qui restent dans l'agriculture.

Et, avec le développement des villes, leurs habitants se distinguent des habitants de la campagne et commencent à avoir leur propre organisation à une première étape ; ils se débarrassent des obligations qui accablent encore les habitants de la campagne et ils acquièrent, à travers leurs luttes avec les princes féodaux — souvent en échange d'un paiement monétaire — le droit d'organiser leur ville de telle manière que leur activité économique en soit facilitée. Ils cherchent toujours à avoir la liberté de posséder une propriété que le prince féodal n'aura pas le droit de confisquer, celle de conclure des transactions et celle de se déplacer. La liberté devient ainsi synonyme de la ville comme la subordination du serf reste synonyme de la campagne. Les habitants de la ville développent des systèmes administratifs, juridiques et fiscaux qui correspondent à la nature de leur activité. Ils prennent en main la fonction de la police au sein des villes ainsi que celle de leur défense contre l'extérieur.

Ainsi, les habitants des villes[46] acquièrent un statut pri-

46. Les bourgeois (*burgesses*), c'est-à-dire les habitants du bourg, un mot qui signifie dans la langue germanique un grand village qui jouit de certaines caractéristiques de la ville. De là vient l'appellation de classe bourgeoise de la classe capitaliste, puisqu'elle

vilégié par rapport aux habitants de la campagne. Ce statut privilégié s'appuie sur une relation économique qui permet à la ville d'exploiter la campagne à travers les prix de monopole imposés par la ville, grâce à l'organisation en corporation du commerce et de l'industrie, et à travers la fraude commerciale et l'usure. Il devient donc normal de regarder les habitants de la campagne comme des gens « qui existent pour être exploités[47] ». Il s'agit là de la *contradiction entre la ville et la campagne*. Cette contradiction apparaît directement entre les habitants de la ville en général, les commerçants en particulier et les maîtres artisans plus encore, d'un côté, et ceux qui s'approprient le surplus agricole, la noblesse et le clergé d'un autre côté.

Elle apparaît indirectement entre les habitants de la ville et les paysans. Et, pour ces paysans, la contradiction apparaît directement, à une deuxième étape, dans la mesure où ils produisent une partie du produit de leur travail sous la forme de marchandises à écouler sur le marché pour payer la rente monétaire, c'est-à-dire dans la mesure où ils effectuent la production marchande monétaire. Cette contradiction va représenter *une des contradictions principales tout au long de la période de transition de la formation sociale féodale à la formation sociale capitaliste.*

Mais cela ne signifie pas que les habitants de la ville représentent une seule classe sociale homogène, puisqu'on peut distinguer dans la société de la ville la couche supérieure de la classe des commerçants, les petits commerçants de détail et les artisans, et, enfin, la classe ouvrière. Tandis que le premier groupe gouverne la ville, et que le deuxième, à une deuxième phase, a le droit d'élire ses fonctionnaires, les ouvriers n'ont « aucune part dans le gouvernement. Ils n'ont pas, non plus, le droit de posséder un magasin ou un atelier dans la ville[48] ». Les villes « n'accueillent pas avec enthousiasme les serfs affolés venant de la campagne, bien qu'ils en augmentent le nombre d'ouvriers. Et les habitants des villes voient très mal les tentatives du serf pour acheter un morceau de terrain

---

trouve son noyau historique dans les habitants des villes de la société féodale.

47. K. Bücher, cité par O. C. Cox, *op. cit.*, p. 135.

48. Mrs J. R. Green, *Town Life in the Fifteenth Century*, London, 1948, vol. I, p. 139. Cité par O. C. Cox, *op. cit.*, p. 130, note 135.

dans l'enceinte de la ville[49] ». Par conséquent, la structure des classes de la société de la ville se fonde principalement sur deux classes : l'une, composée de grands commerçants et de grands maîtres industriels avec les contradictions qui existent entre eux, possède et gouverne ; l'autre, qui ni ne possède ni ne gouverne, mais qui travaille, est la classe ouvrière. Cette structure de classe se base donc sur *la contradiction entre ces deux classes*[50]. *Cette contradiction sera la relation dialectique principale de la formation sociale capitaliste*[51].

Ainsi, on témoigne du développement de la production marchande simple au sein de la formation sociale féodale, dans sa campagne aussi bien que dans ses villes. Et, avec le développement de ce type de production à travers la contradiction entre la classe de l'aristocratie terrienne et la classe des paysans, d'une part, et à travers la contradiction entre les commerçants et les artisans, d'autre part, naît la différenciation sociale parmi les paysans et parmi les artisans. Avec le développement de cette différenciation naissent de nouveaux rapports de production : entre les paysans les plus aisés, directement liés au marché (ayant la possibilité d'accumuler une partie du surplus) et les ouvriers-artisans. Tels sont les rapports de production capitalistes qui apparaissent en embryon à travers la crise de la désintégration de la société féodale (mais le processus de la désintégration du mode de production féodal et de la création de la différenciation sociale s'effectue très lentement et couvre une période assez longue. C'est pourquoi le mode de production capitaliste n'émerge pas déjà développé du mode de production féodal ; il ne peut se développer que lorsque la désintégration du féodalisme atteint une étape avancée, comme nous le verrons dans la section suivante.

Si ce mode de production féodal représente, dans les différentes étapes de son existence, la base économique de la société européenne au Moyen Age, il trouve son *expression administrative et intellectuelle dans ce que*

49. J. W. Thompson, *The Middle Ages*, New York, 1931, p. 738. Cité par O. C. Cox, *op. cit.*, p. 135.
50. Voir dans ce sens E. Lipson, *op. cit.*, p. 364 et 599.
51. Même au sein de la classe propriétaire, on a vu la contradiction entre les commerçants et les maîtres artisans, contradiction qui se résout temporairement par la domination de l'industrie par les commerçants. Cf. E. Lipson, *op. cit.*, p. 435.

l'Eglise et le clergé ont produit[52]. L'Eglise possède un système et une unité qui compensent la tendance anarchique de la noblesse et qui fournissent au monde chrétien, malgré sa vaste étendue et l'existence morcelée des fiefs, un fondement commun du pouvoir. Bien que la noblesse et le clergé soient en conflit sur certaines questions, chacun d'eux a senti son besoin de l'autre pour le maintien de ce type d'organisation sociale dont l'Eglise fait partie intégrante.

En effet, l'Eglise ne commence la construction d'une organisation qui domine la vie et la pensée de tous les habitants du monde chrétien, du roi aux serfs, qu'au X^{e} siècle, quand elle réforme le système monacal[53].

Ce système, nous l'avons déjà vu, est féodal. En plus du fait que le clergé recrute ses cadres supérieurs dans les familles féodales, ses cadres inférieurs ouvrent de nouvelles terres au compte de l'Eglise, représentant aussi le fer de lance de l'expansion féodale. Cette organisation canonique monopolise l'administration de la société féodale ; un monopole qui donne à la pensée du Moyen Age une certaine unité et une certaine cohésion, mais qui impose en même temps des limites dangereuses à cette même pensée. En d'autres termes, c'est un monopole qui donne à la pensée canonique, en même temps la base de sa force (c'est sa cohésion) et les racines de sa faiblesse (en limitant son propre horizon). La vision générale de cette pensée canonique était, en ce qui concerne l'homme, que la vie de la société représente une vie dans ce monde. Cette vie n'est qu'un passage et la préparation à une autre vie, éternelle, au paradis ou en enfer. Les chrétiens doivent, par conséquent, considérer ainsi la vie dans la société où ils vivent. Cette attitude intellectuelle générale de l'Eglise, en ce qui concerne la vie sociale, ne l'empêche

52. Nous nous sommes référés pour donner un aperçu de la pensée dans la société féodale, en plus des références déjà mentionnées au début de la présentation du mode de production féodal, aux ouvrages suivants : J. B. BERNAL, *Science in History*, p. 214-22. B. RUSSEL, *History of Western Philosophy*, Unwin University Books, London, 1962, p. 422-462. J. SCHUMPETER, *History of Economic Analysis*, p. 107 and 599. A. WOLF, « A Philosophic and Scientific Retrospect », *Ouline of Modern Knowledge*, p. 18-19. M. DE WULF, *An Introduction to Scholastic Philosophy*, Dover Inc., New York, 1956, part I. Youssef KARAM, *Histoire de la philosophie européenne au Moyen Age*, Dar-El-Maraf, Le Caire, 1965.

53. Cette réforme a commencé à Cluny, en Bourgogne.

pas, sur le plan pratique, ni de prêter toute attention à cette vie « sur terre » ni de se préoccuper activement du maintien du système féodal.

La pensée canonique, avec tous ses détails, domine la vie intellectuelle de l'Europe au cours de la première étape de l'existence répandue du mode de production féodal, étape où domine l'activité agricole et qui est témoin de l'Eglise comme le plus grand propriétaire terrien. A une deuxième phase, celle de l'essor des villes et de leur développement, la préoccupation de l'Eglise d'une économie essentiellement rurale la place, à partir du XII[e] siècle, dans une situation d'opposition avec les intérêts de la société « temporelle », des commerçants et des artisans. Puisque au cours de cette deuxième étape, étape de la crise de la formation sociale féodale, apparaissent, sous l'influence de la pensée arabe[54], des idées nouvelles que l'Eglise considère comme des hérésies. Au début, la réaction de l'Eglise se manifeste sous la forme des tentatives de détruire cette pensée par la violence[55].

Ensuite, elle change son attitude, en essayant d'embras-

---

54. Cette influence de la pensée scientifique arabe, qui a connu son apogée aux IX[e], X[e] et XI[e] siècles, commence à se manifester par le peu d'œuvres intellectuelles qui furent diffusées vers l'Europe au cours du XI[e] siècle, puis par le fort courant de la pensée arabe qui a déferlé au XII[e] siècle, lorsqu'on a traduit en latin les principaux ouvrages arabes et grecs. (La plupart des ouvrages grecs ont été traduits de l'arabe en latin.) Les plus importantes de ces traductions se sont faites en Espagne et certaines en Sicile. (Cf. J. BERNAL, *Science in History, op. cit.*, p. 218-219.)

55. Pour combattre ce qu'elle considère « hérésie », l'Eglise déclencha les croisades, comme par exemple celle déclenchée contre les Albigeois, membres d'une secte religieuse établie au sud de la France, au sud de la ville d'Albi. La guerre contre eux, déclarée par une ordonnance du pape Innocent III en 1209, continue jusqu'en 1229 et se termine par leur défaite. En outre, l'Eglise a recours au système de l'Inquisition (dont les procédures internes elles-mêmes furent considérées comme secret inviolable) : ses tribunaux, dont le statut était établi par le conseil canonial à Vérone en 1183, avaient comme tâche de rechercher les hérétiques, de les châtier et même de les éliminer. En 1233 le pape Grégoire IX crée un tribunal spécial qu'il confie à l'ordre des dominicains pour lutter contre la propagation de l'« hérésie albigeoise ». Bientôt, l'activité de ce type de tribunaux se répand pour couvrir, au cours du XIII[e] siècle, le monde chrétien européen tout entier, et pour dominer la scène intellectuelle, surtout en Italie (où les villes sont beaucoup plus développées qu'ailleurs) et en Espagne (où l'influence des pensées scientifiques arabes et grecques se faisait le plus sentir).

ser certaines nouvelles idées impliquant des changements qui ne sortent pas du cadre général des principaux dogmes[56]. Mais l'Eglise ne tarde pas de sentir le besoin, dans sa réaction pour sauvegarder sa position dans le système féodal, de mobiliser toutes ses possibilités intellectuelles contre la pensée nouvelle de la société de la ville. Cette mobilisation trouve l'apogée de sa cristallisation dans la pensée des scolastiques qui fleurit dans les universités naissantes d'Europe[57] (universités qui se fondent principalement sur l'enseignement théologique pour la formation des membres du clergé) et surtout la pensée de saint Thomas d'Aquin[58]. D'où leur affinité instinctive avec Aristote, ce grand défenseur de l'ordre.

---

56. Comme c'est le cas pour la pensée de saint François d'Assise (né à Assise, Ombrie, en Italie, 1182-1226) : elle reflétait la révolte des couches les plus pauvres des habitants de la ville contre l'attachement et la lutte pour les biens de ce monde et contre l'acquisition de richesses superflues ; saint François d'Assise fonde l'ordre des franciscains qui sont hostiles au système de la pensée aristotélicienne et à celui de l'ordre des dominicains.

57. Ces universités naissent de la transformation de certains collèges catholiques qui sont fréquentés par un grand nombre d'étudiants, ce qui leur donne une grande importance (université de Paris dont l'existence a été reconnue en 1160, université de Bologne, université d'Oxford, branche de celle de Paris en 1167, université de Cambridge en 1209, ainsi que dans bien d'autres villes européennes). Ces universités, qui ont bénéficié du point de vue organisationnel de l'expérience des écoles grecques et arabes, assurent un enseignement centré sur les études théologiques, mais qui se base sur une étude limitée de ce qu'on appelle les « sept arts libres ». Il y a d'abord la trilogie : la grammaire, la rhétorique et la logique ; ensuite le groupe des quatre autres : la géométrie, l'arithmétique, l'astronomie et la musique (suivant la ligne des universités islamiques, l'enseignement de ces « sept arts » avait une nature laïque et scientifique). A partir de l'enseignement de ces « sept arts », on enseigne la philosophie pour arriver enfin à l'axe de l'enseignement : la théologie. Certaines universités se sont intéressées à la médecine et au droit. Mais toutes avaient en commun l'absence de l'enseignement de l'histoire et des lettres. La méthode de l'enseignement se présente sous forme de cours et de discussions scientifiques sous la direction d'un professeur, étant donné la rareté des livres. Ces universités représentent au début le centre de l'activité intellectuelle européenne pour devenir, à quelques exceptions près, les citadelles du maintien des idées établies et l'obstacle au progrès culturel.

58. Saint Thomas d'Aquin (1225 ou 27-1274). Né à Roccasecca, près de Naples, d'une famille de chevaliers. Il fait ses études à Monte Cassino, rentre dans l'ordre des dominicains qui venait d'être établi. Il y reçoit sa première formation à Naples pour être envoyé à Paris, ensuite à Cologne où se trouvait le philosophe

Dans son essence, la pensée des scolastiques se présente comme une tentative de concilier la religion et la philosophie, la foi et la raison, c'est-à-dire la révélation et l'essai d'expliquer l'univers à la lumière de l'intelligence humaine. Cette tentative complète en effet le procès intellectuel qui a commencé dans l'Antiquité et s'est poursuivi dans la pensée islamique du IXe jusqu'au XIe siècle[59]. Ce processus intellectuel se base sur les côtés déductifs de la logique d'Aristote et se sert de certains de ses arguments en envisageant les problèmes de la société féodale. Cette pensée primordialement théologique a permis à l'Eglise de continuer sa pression sur la pensée nouvelle de la société de la ville pendant trois siècles encore.

Au sein de cette pensée théologique naît *une certaine pensée économique*, pensée qui oscille jusqu'au XIVe siècle autour de deux idées principales :

— une première idée, la moins importante, que nous présentons d'abord pour en finir, touche à la condamnation de *l'intérêt* sur des bases semblables à celles présentées par Aristote ;

— la deuxième idée, la plus importante, est celle du *juste prix* : pour chaque marchandise, il existe un juste prix qui se fonde principalement sur le coût de production. A partir de ce coût de production, le vendeur peut réaliser un profit raisonnable qui lui permet, lui et ses dépendants, de vivre selon le niveau de vie des membres de sa classe. Rechercher la réalisation d'un gain plus grand est consi-

---

et théologien dominicain Albert Le Grand (1193-1280) qui dirige ses études. Saint Thomas réalise, sous sa direction, de grands progrès dans les études théologiques qui lui permettent d'obtenir le professorat de l'université de Paris. Ses écrits les plus importants sont : *Summa Theologica, Summa contra Gentiles.* La pensée de saint Thomas domine la pensée canoniale d'une telle manière que son système philosophique devient la base de tout enseignement catholique : ce qui a été confirmé par l'ordre du pape Léon XIII, en 1879.

59. En effet, la pensée des scolastiques et surtout celle de saint Thomas d'Aquin représentent une continuation de la controverse qui a eu lieu entre le penseur arabe El Ghazali (1058-1111), qui nous avertit de la futilité d'améliorer le Coran et la philosophie, et le philosophe arabe Ibn Ruchd (connu sous le nom d'Averroes, 1126-1198), qui s'oppose au premier. Les doctrines philosophiques d'Ibn Ruchd, qui inclinaient vers le matérialisme et le panthéisme, furent condamnées de Paris.

déré comme une atteinte à la moralité chrétienne. Ici, la pensée cherche à déterminer le prix « juste », mais non pas à expliquer le « prix courant » sur le marché. Néanmoins, partir du coût de production pour déterminer le prix « juste » reflète que l'attention des scolastiques se concentre sur le domaine de la *production*. Mais quelle production ? La petite production marchande où l'activité productrice est effectuée par des individus indépendants qui vendent une partie de leurs produits sur le marché en vue de l'obtention de recettes consacrées à l'achat des marchandises qui seront utilisées par eux-mêmes ? Mais alors, que deviennent le commerçant et les prix auxquels il vend ? Au début, la pensée scolastique, suivant les pas d'Aristote, condamne le commerce en tant qu'activité. Avec l'expansion de l'activité des commerçants, la pensée scolastique épargne le commerçant de la condamnation morale si le prix de vente est plus élevé que le prix d'achat dans deux cas : le cas où le commerçant consacre le gain réalisé à un but nécessaire ou noble (faire vivre sa famille ou aider un nécessiteux, par exemple), et le cas d'une personne qui achète sans avoir l'intention de revendre au moment de l'achat. Cette intention lui vient plus tard. Il peut alors le revendre à un prix plus élevé, soit après l'avoir amélioré d'une manière ou d'une autre, soit après avoir supporté le risque de son transport d'un endroit à un autre, soit enfin que le prix ait, entre-temps, changé avec le changement dans le temps et dans l'espace. En d'autres termes, les commerçants étaient épargnés de la condamnation morale s'ils se comportaient comme de petits producteurs. En dehors de ces deux cas et selon les scolastiques, le commerçant ne sera pas exempté de la condamnation morale.

Telle est l'essence de l'idée du « juste » prix. Bien qu'elle finisse — avec l'expansion de l'activité commerciale, la généralisation de la production marchande et l'organisation spontanée de l'activité économique par les forces du marché — par perdre son pouvoir sur l'esprit des hommes, cette idée avait le mérite, en se basant sur le coût de production, de garder l'orientation de la réflexion sur la « valeur » dans le domaine de la production, prouvant ainsi qu'elle représente la plus influente que les scolastiques ont léguée dans le domaine de la pensée économique.

La dernière phase de la pensée scolastique annonce, au XIV^e siècle, les débuts d'une pensée économique qui se

préoccupe des problèmes de la valeur et des prix, des problèmes monétaires et, surtout, des monnaies métalliques, des problèmes de l'échange avec l'extérieur et des mouvements internationaux de l'or et de l'argent et des problèmes de l'intérêt et du profit[60]. Mais il s'agit là de problèmes portant sur des phénomènes qui appartiennent au mode de production capitaliste naissant qui a commencé à s'imposer et qui a témoigné, avec son essor et son développement, de la naissance et du développement de l'économie politique en tant que science.

Avant de commencer l'étude de la naissance de cette science et de son développement, il est utile, au moins sur le plan de la comparaison, de connaître des exemples de la pensée économique arabe qui s'est manifestée au XIV^e siècle.

III. La pensée économique arabe[61] au XVI^e siècle[62]

Nous pouvons considérer la société de l'Afrique du

60. Cf. SCHUMPETER, *History..., op. cit.*, p. 92-94.

61. Une présentation équilibrée de la pensée arabe exige une étude de la société égyptienne (par rapport à la pensée d'El Makrizi) et de la société dans l'ensemble de l'Afrique du Nord (par rapport à la pensée d'Ibn Khaldoun), étude qui couvre la pratique matérielle et la pensée sociale. Cette étude, limitée à la société égyptienne, représente pour nous maintenant la préoccupation principale. La distance que nous avons parcourue dans cette direction n'est pas très longue. Il en résulte que notre présentation de cette pensée arabe repose sur une lecture des œuvres des deux penseurs, lecture guidée par une vision générale de l'histoire de la société humaine. De plus, nous nous sommes référés à certains écrits sur la société de l'Afrique du Nord de l'époque. Par conséquent, il sera peut-être nécessaire de reconsidérer la présentation de cette pensée après avoir complété notre étude historique d'une manière qui nous permet de mettre cette pensée dans son contexte social d'ensemble.

62. Il importe de remarquer que nous n'avons pas inclus la pensée arabe dans la pensée du Moyen Age, car le Moyen Age représente — avec le niveau de civilisation qu'il implique, niveau qui correspond à une certaine organisation sociale — une partie intégrante de l'histoire de l'Europe qui a écrit l'histoire à partir de sa propre histoire, ce que nous devons réfuter. Chaque partie de la société mondiale a son histoire, histoire qui doit être écrite à partir de sa propre histoire, en montrant les différentes étapes de développement de la société dans cette partie du monde (qui peut avoir, à une époque donnée, un niveau de civilisation qui diffère de celui d'autres parties du monde). Parler d'un Moyen Age arabe, c'est admettre que les sociétés arabes (avec les sociétés de civili-

du XIVe et du XVe siècles comme une société fondée sur la production marchande primordialement agricole, c'est-à-dire une société où la production et l'échange des marchandises sont effectués par des petits producteurs indépendants possédant les moyens de production sauf la terre. En Egypte, les producteurs directs ne possèdent pas la terre qu'ils cultivent. Le sultan a un droit direct sur une grande partie de la terre cultivée (environ la moitié) qui lui permet de s'approprier le surplus agricole pour assurer sa vie et celle d'un certain nombre de mamelouks (des esclaves affranchis) qui représentent à la fois ses gardes et une partie de son armée. Le reste de la terre cultivée est attribué par le sultan à ses princes, chacun selon son rang militaire[63]. Le prince s'approprie le surplus. En revanche, il fait vivre lui aussi un certain nombre de mamelouks qui à la fois jouent le rôle de ses gardes et font partie de l'armée du sultan. Mais, contrairement au cas du seigneur européen, le droit du prince égyptien sur la terre n'était pas héréditaire.

A côté de cette petite production marchande existait, bien entendu, la production pour la satisfaction immédiate des besoins des producteurs directs.

Parler de cette production ne doit pas nous amener à sous-estimer l'importance de *l'activité commerciale et l'activité industrielle artisanale qu'elle entraîne.* En effet,

---

sations anciennes qu'elles embrassent, comme les sociétés égyptienne, phénicienne et babylonienne) se trouvaient au même niveau de développement que celui de la société européenne à son Moyen Age. Ce qui n'est pas correct. Ajoutons qu'un nombre assez grand des historiens du monde arabe, y compris des historiens arabes, commettent cette erreur.

En adoptant ce point de vue, nous ne voulons pour autant pas nier :

— que ce soit la même méthode scientifique qui soit valable pour l'étude de l'histoire de toutes les parties de la société humaine dans son développement ;

— qu'il soit impossible de concevoir de manière appropriée l'histoire de chacune de ces parties en dehors du processus de développement de la société humaine dans son ensemble.

63. Ces princes remplissaient aussi les fonctions administratives, aidés par des fonctionnaires civils. Cf. G. WIET, « Les sultans mamelouks (1250-1517) », *Précis de l'histoire d'Egypte,* chap. VII, par divers historiens et archéologues, Institut français d'archéologie orientale du Caire, tome II, 1932, p. 236-285 ; cf. aussi Ali Ibrahim HASSAN, *L'Egyte au Moyen Age,* Le Caire, 1964, p. 490-495 et p. 536-54 (en arabe).

cette époque se caractérise par la grande expansion du commerce de l'Italie avec l'Orient. Et là revient à l'Egypte son rôle en tant que lieu de rencontre du commerce entre l'Orient et l'Occident. Par l'Egypte passent les produits de l'Orient venant par deux routes : celle de l'Inde et du Sud-Est asiatique et celle de Zanzibar et de l'Afrique de l'Est. Et par l'Egypte passent aussi les produits européens par deux routes maritimes, celle qui relie Alexandrie et Venise et celle qui la relie aux ports du nord-ouest européen.

Il existait aussi une route pour le commerce entre l'Egypte et le Maghreb qui était un lieu de rencontre pour le commerce entre l'Europe et l'Afrique de l'Ouest.

Avec l'expansion du commerce et de l'activité industrielle artisanale, certaines villes s'épanouissent et deviennent centres d'activité intellectuelle. Le Caire, Tunis, Constantine, Tlemcen, Fès et Grenade connaissent un grand développement intellectuel, surtout dans le domaine de l'histoire. Et au sein de l'étude de l'histoire ou de la philosophie de l'histoire se trouve la pensée économique.

Traitant de cette pensée économique arabe, nous tâcherons de présenter la pensée de deux auteurs relative à deux phénomènes économiques :

— l'un appartient aux phénomènes monétaires, étudié par El Makrizi[64] ;

---

64. Taqueï-el-Din Ahmed Ibn Ali El Makrizi est un historien égyptien qui a vécu de 1364 à 1445. Il a beaucoup écrit surtout sur l'histoire de l'Egypte à l'époque islamique. On peut distinguer deux catégories de ses œuvres : les œuvres encyclopédiques qui traitent de l'histoire générale de l'Egypte et les œuvres qui traitent de l'histoire de quelques phénomènes sociaux et économiques en Egypte et dans le monde musulman de l'époque. Parmi ces dernières se trouve son ouvrage *Ighassat al-ouma bikachf al ghouma : Tarij al majahat fi misr.* Ce livre, qui traite de l'histoire des famines en Egypte, a été rédigé à la suite d'une longue période de famine qui couvrit les années 1376-1388. Au point de vue méthodologique, la structure de l'ouvrage est très logique : le livre est présenté en quatre chapitres ; dans le premier l'auteur nous offre un panorama historique des famines que l'Egypte a subies au cours de l'époque islamique. Ce chapitre a une nature descriptive. Dans le deuxième, l'auteur traite des causes des famines, en général, et de celles de son époque en particulier. Une fois les causes exposées, l'auteur montre les effets de la situation d'une crise sur la population en distinguant, dans la société égyptienne, sept catégories sociales : les représentants de l'Etat, c'est-à-dire ceux qui occupent les postes clés dans la hiérarchie administrative ; les commerçants riches et les gens aisés ; les commerçants moyens ;

— l'autre est le phénomène de la valeur et du prix analysé (et nous disons bien *analysé*) par Ibn Khaldoun[65].

S'intéressant aux problèmes économiques, El Makrizi avance des idées pénétrantes concernant les phénomènes monétaires. En décrivant les différentes famines vécues par l'Egypte, on voit clairement qu'il s'agit de la situation de crise dans la société précapitaliste[66], situation qui se caractérise par une sous-production de valeur d'usage, une pénurie des produits qui provoque la hausse des prix. Une telle sous-production est provoquée, toujours selon notre auteur, par des causes naturelles et autres. En traitant des causes des famines en général, El Makrizi parle des causes extra-économiques (naturelles : les crues irrégulières du Nil en Egypte, le manque de pluies dans d'autres pays, les calamités naturelles[67]). Mais, en ce qui concerne les famines de son époque, il existe des causes autres que naturelles :

---

les agriculteurs — et il distingue les agriculteurs riches des paysans ; les « pauvres » : la majorité des savants et des étudiants et les petits fonctionnaires ; les artisans ; les personnes des professsions libérales et les salariés ; et finalement les nécessiteux vivant de charité en marge de la société. Cela fait l'objet du troisième chapitre. Enfin, dans un quatrième chapitre, l'auteur suggère quelques remèdes pour sortir d'une telle situation et pour l'éviter dans l'avenir. Et ici, il met l'accent sur la nécessité de s'attaquer au problème de la monnaie utilisée dans la vie économique. Quant au genre de la monnaie, il est pour une monnaie en « or » et en « argent », pas en autres métaux ; et quant à la quantité de la masse monétaire, qu'elle ne soit pas exagérée et qu'elle soit réduite dans une telle situation. (Cf. l'édition de Dar Ibn El Walid, Beyrouth, 1956.)

65. Abdelrahman Ibn Khaldoun, philosophe ou sociologue de l'histoire, né à Tunis en 1332 et vivant en Afrique du Nord (dans le sens large du mot) jusqu'en 1406, bien connu par ses *Prolégomènes on Al-Mugaddema.*

66. Il ne faut pas confondre la crise dans la société précapitaliste, où la situation se caractérise par un manque des produits et des marchandises (en tant que valeurs d'usage) et une hausse des prix, avec la crise dans la société capitaliste où la situation se caractérise par une surproduction des marchandises (en tant que valeurs d'échanges) qui montre le manque relatif du pouvoir d'achat et qui se reflète dans l'existence des marchandises non vendues, dans la baisse des prix, des profits et des salaires et dans l'existence d'une partie considérable de la force de travail en chômage et d'une partie non utilisée de la capacité matérielle de la société.

67. EL MAKRIZI, *op. cit.*, p. 41.

1. — La première cause est politique, elle se manifeste dans la corruption de l'administration, un facteur qui produit un effet direct sur la production dans une société où l'Etat, et l'Etat centralisé, a toujours joué un rôle prépondérant[68]. A cette corruption s'ajoute la pratique monopolistique de l'Etat. Pendant la famine, de grandes quantités de céréales se trouvaient entre les mains des « gens de l'Etat[69] » grâce à l'imposition d'un taux très élevé, sans précédent, d'impôts en nature. Le public ne pouvait accéder à ces céréales qu'en payant les prix imposés par les « gens de l'Etat ».

2. — La deuxième cause est économique, c'est l'augmentation de la rente foncière ainsi que le prix des semences et les salaires des travailleurs agricoles (dont le nombre a beaucoup diminué[70]). De plus, les heures corvéables pour la construction et la reconstruction des rives des canaux d'irrigation augmentèrent[71]. Tous ces facteurs avaient des effets défavorables sur la production agricole, surtout dans une ambiance d'oppression et d'injustice de la part de l'administration, qui ont poussé les paysans à quitter la terre[72]. Ici, El Makrizi traite des facteurs qui se rapportent tous à la production agricole et qui concernent son aspect réel. Ces facteurs entraînent une diminution du produit agricole et, par conséquent, une hausse des prix des produits agricoles. Mais El Makrizi ne se limite pas à l'aspect réel du phénomène, il ajoute, en expliquant la hausse des prix, un facteur relatif à l'aspect monétaire de la vie économique.

3. — La troisième cause est donc économique, et se manifeste dans le facteur monétaire. El Makrizi trouve dans l'augmentation de la quantité de la monnaie en circulation, et surtout à propos d'une certaine sorte de monnaie métallique, une des causes de l'augmentation du niveau général des prix, puisqu'il parle de l'augmentation des prix de toutes les marchandises et de tous les services[73]. Et en traitant de cette cause, El Makrizi donne une brève

68. *Ibid.*, p. 43-45.
69. *Ibid.*, p. 42.
70. *Ibid.*, p. 42.
71. *Ibid.*, p. 46.
72. *Ibid.*, p. 44.
73. *Ibid.*, p. 42.

histoire de la monnaie en Egypte : de l'utilisation de la monnaie d'or (le dinar) ; de l'introduction, au Xe siècle, de la monnaie d'argent (le darhem) utilisée, au début, pour le paiement des dépenses quotidiennes des ménages et ne recevant une acceptation générale qu'au XIIIe siècle[74] ; de l'utilisation des marchandises autres que les métaux, dans les différentes régions de l'Egypte, pour régler le paiement des petites transactions ayant une valeur très minime ; de l'introduction très timide, au début, de la monnaie de cuivre (le flous) dans ces petites transactions, jusqu'à ce qu'elle devienne la monnaie dominante au XIIIe siècle[75]. C'est l'augmentation de la quantité de cette dernière monnaie, au détriment d'ailleurs de la monnaie d'or et d'argent, qui représente l'une des causes de l'augmentation des prix.

Ainsi, El Makrizi met en relief l'effet du facteur monétaire ou, plus précisément, de la quantité de monnaie, sur l'ensemble de la vie économique ; à travers son effet sur le niveau général des prix, il présenta donc une anticipation de la théorie quantitative de la monnaie[76]. En outre, El Makrizi remarque qu'au cours de la période de famine où les biens sont rares et les prix élevés, à savoir une situation de pénurie et avec l'existence de deux sortes de monnaie, d'argent et de cuivre, la monnaie d'argent commence à disparaître du marché, faisant place à la monnaie de cuivre. Car la hausse des prix signifie une baisse du pouvoir d'achat de la monnaie. Il sera plus avantageux, pour les individus, de transformer les pièces faites d'argent (un métal plus précieux que le cuivre) en métal, pour l'utiliser en tant que tel[77] dans la fabrication des bijoux et des ustensiles) ; dans une situation où existent deux monnaies fabriquées de deux métaux dont un est plus précieux que l'autre — une situation de « bimé-

74. *Ibid.*, p. 64-66.

75. *Ibid.*, p. 66-71.

76. Selon la formule plus élaborée de cette théorie, établie par Irving Fisher (économiste américain de l'université de Yale, 1867-1947) qui introduit la monnaie scripturale et la vitesse de circulation, la théorie se présente comme une équation des échanges : $mv + m'v' = pt$ où m' = volume des dépôts bancaires ; v' = vitesse de circulation de ces dépôts ; p = prix moyen des transactions ; t = volume des transactions. Cf. J. MARCHAL et J. LECAILLON, *Les Flux monétaires*, Editions Cujas, 1967, p. 678 et s.

77. EL MAKRIZI, *op. cit.*, p. 71-72.

tallisme » — la mauvaise monnaie chasse la bonne. C'est là une anticipation de la loi dite de Gresham[78].

Nous puisons le deuxième exemple de la pensée arabe de l'époque de *la pensée économique d'Ibn Khaldoun* et surtout celle relative au phénomène de la valeur. Cette pensée économique se trouve au sein de l'étude qu'Ibn Khaldoun a faite sur l'histoire et la philosophie de l'histoire.

En effet, Ibn Khaldoun s'intéresse à la société humaine dans son ensemble et dans son mouvement historique. L'objectif qu'il se fixe est d'écrire l'histoire des Arabes et des Berbères dans les pays du Maghreb[79]. Mais il dépasse cet objectif : pour le réaliser il traite de l'histoire en gé-

---

78. Sir Thomas Gresham, banquier, commerçant et entrepreneur anglais, 1519-1579. « Cette loi se trouve déjà exposée par Aristophane, Oresme (penseur scolastique, 1330-1382) et, à tout le moins, par quelques autres penseurs du XVIe siècle. » *Dictionnaire des sciences économiques*, tome I, p. 588.

79. Pour présenter son ouvrage, Khaldoun nous dit que « c'est en somme, un commentaire sur la civilisation "umran" et la fondation des cités (*tamaddun*), de façon à expliquer au lecteur comment et pourquoi les choses sont ce qu'elles sont, à lui montrer comment les bâtisseurs d'empires ont fait leur apparition sur la scène de l'histoire. En conséquence, on n'aura plus besoin de croire aveuglément à la tradition. On se rendra compte des circonstances qui conditionnent les époques et les peuples, dans le passé ou dans l'avenir.

« J'ai donc divisé mon ouvrage en une introduction et trois livres. *L'introduction* traite du mérite insigne de la science historique, porte des jugements sur ses diverses méthodes et relève les erreurs des historiens.

« *Le livre premier* est consacré à la civilisation et à ses traits caractéristiques : pouvoir royal (*mulk*), gouvernement (*sultân*), activités lucratives, moyens de gagner sa vie, arts et sciences, avec les causes et les raisons de ces institutions.

« *Le livre II* a pour objet l'histoire, les races et les dynasties des Arabes, depuis la création du monde jusqu'à nos jours. Il comprend la mention de nations (*uman*) et de dynasties célèbres, contemporaines des Arabes : Nabatéens, Syriens, Persans, Israélites, Coptes, Grecs, Byzantins (*rûm*) et Turcs.

« *Le livre III* renferme l'histoire des Berbères et d'un de leurs groupements : les Zénètes, avec leur origine et leurs races et le pouvoir royal et les dynasties du Maghreb ». (P. 9-10, tome I, Edition de la collection U.N.E.S.C.O. d'œuvres représentatives, série arabe, traduit par V. Monteil. Nous nous sommes référés à l'édition en arabe de la Grande Librairie commerciale, Le Caire. L'édition ne porte pas de date, mais dans l'édition française de notre cours, la référence est faite à l'édition en français de Beyrouth.)

néral, de l'histoire universelle. Et il tient à *définir l'histoire.* « En effet, l'histoire n'est, en apparence, que le récit des événements politiques, des dynasties (Duwal) et des circonstances du lointain passé, présenté avec élégance et relevé par des citations [...]. Cependant, vue de l'intérieur, l'histoire a un autre sens. Elle consiste à méditer, à s'efforcer d'accéder à la vérité, à expliquer avec finesse *les causes et les origines des faits, à connaître à fond le pourquoi et le comment des événements.* L'histoire prend donc racine dans la philosophie, dont elle doit être comptée comme une des branches[80]. » Ecrire l'histoire ainsi définie en utilisant cette méthode d'investigation à la recherche des causalités n'est possible, selon Ibn Khaldoun, que quand on connaît la nature de la société humaine en général et les principes régissant son mouvement : « La règle à appliquer pour discerner, en histoire, la vérité de l'erreur, en se fondant sur l'appréciation du possible et de l'absurde, consiste à étudier la société humaine, c'est-à-dire la civilisation. Il nous faut bien distinguer trois choses : ce qui est inhérent à l'essence et à la nature de la civilisation ; ce qui est accidentel et négligeable ; ce qui n'a rien à voir avec elle. On aura ainsi une norme (*qûanûm*) pour séparer, dans les récits, le vrai du faux, grâce à une méthode incontestable. Dès lors, à propos de chaque événement, on saura quel parti prendre. On aura un critère authentique, grâce auquel les historiens resteront sur le chemin de la vérité[81]. »

Les historiens trouvent cette connaissance de la société humaine dans le domaine d'une *science nouvelle avec son objet et sa méthode.* A la définition de cette science, Ibn Khaldoun consacre le livre premier de son ouvrage : « Nature de la civilisation. » Il s'agit, en effet, d'« une science indépendante, dont l'objet spécifique est : la civilisation humaine et la société humaine. Elle a aussi ses problèmes propres, qu'elle doit résoudre : ceux des conditions essentielles de la civilisation — l'une après l'autre. Il en est ainsi de toutes les sciences, qu'elles reposent sur la tradition ou sur la raison[82] ».

Cette science a pour objet « l'étude de la société hu-

80. Ibn Khaldoun, *op. cit.*, p. 5.
81. *Ibid.*, p. 75.
82. *Ibid.*, p. 75.

maine, c'est-à-dire de la civilisation universelle. Elle traite de ce qui concerne la nature de cette civilisation, à savoir la vie sauvage et la vie sociale, les particularismes dus à l'esprit de clan et les modalités par lesquelles un groupe humain en domine un autre. Ce dernier point conduit à examiner la naissance du pouvoir, des dynasties et des classes sociales. Ensuite, elle s'intéresse aux professions lucratives et aux manières de gagner sa vie, qui font partie des activités et des efforts de l'homme, ainsi qu'aux sciences et arts. Enfin, elle a pour objet tout ce qui caractérise la civilisation[83] ».

En étudiant la civilisation humaine, Ibn Khaldoun la trouve nécessaire puisque « l'homme est fait pour vivre en société [...] il est politique par nature[84] ». Cette société se construit sur le travail collectif qui repose sur la coopération : « l'homme (seul) ne peut subvenir à ses besoins [...]. Il faut donc faire appel à un grand nombre de ses semblables. Les besoins d'une collectivité ne peuvent être satisfaits que par la coopération[85] ». Ce qui se réalise dans un milieu naturel qui affecte le type de la civilisation humaine. Cette *société humaine*, basée sur la division sociale du travail et la coopération, *revêt dans son développement des formes différentes :* « Les historiens ont à se garder d'un autre risque : celui de négliger le changement, dans les conditions propres aux nations et aux races, dû aux transformations du temps et à la fuite des jours [...]. L'état du monde et des nations, leurs usages, leurs croyances ne gardent pas en permanence la même forme. Ils diffèrent dans le temps et passent d'un état à l'autre. Tel est le cas pour les périodes, les cités, et il en est de même pour les autres parties du monde et les pays, les temps et les empires[86]. »

Quant à la *méthode de cette nouvelle science*, nous pouvons rassembler ses démarches de la manière suivante :

a) tout d'abord, il nous faut admettre *a priori* que les phénomènes existent en dehors de la conscience de l'homme[87] en tant que totalité dont les parties sont organique-

83. *Ibid.*, p. 69.
84. *Ibid.*, p. 85.
85. *Ibid.*, p. 86.
86. *Ibid.*, p. 53.
87. « L'homme a, en outre, la possibilité de percevoir ce qui est

ment liées, lien entre les causes et les effets, totalité dans une transformation incessante : « Nous constatons que ce monde [...] repose sur une *structure d'ordre et de précision. Il montre un lien entre les causes et les effets, des rapports entre les êtres et des permutations réciproques*, dans un dessin sans fin et remarquable. En commençant par le monde sensible des corps et, d'abord, par celui des éléments visibles, on constate que ceux-ci sont disposés, sans interruption, en ordre croissant : de la terre à l'eau, à l'air, au feu. *Chacun d'eux peut se transformer en celui qui le suit ou le précède*[88]. »

b) l'étudiant doit deuxièmement chercher à découvrir les relations de causalités, à « *expliquer* avec finesse *les causes et les origines des faits* » et à « connaître à fond *le pourquoi et le comment des événements* ». Ainsi, Ibn Khaldoun nous dit dans ce livre : « j'ai voulu montrer *comment et pourquoi* la civilisation et les dynasties prennent naissance », de façon à montrer au lecteur « *comment* les choses sont ce qu'elles sont[89] ».

c) l'étudiant doit, troisièmement, envisager les phénomènes dans leur mouvement : dans leur transformation et leur devenir. Cela se manifeste, comme nous l'avons déjà vu, dans la conscience qu'a Ibn Khaldoun que la forme de la société humaine ne cesse pas de changer. Cela se manifeste aussi dans la critique des historiens qui, en étudiant l'histoire d'une dynastie, « ne se soucient pas de *l'origine* de cette famille. Ils ne se disent pas pourquoi elle a déployé son drapeau, *pourquoi elle l'a hissé au-dessus des autres, ni pourquoi elle a pris fin*[90] ».

d) finalement, le processus de la transformation de ces phénomènes est décrit par Ibn Khaldoun quand il nous

---

en dehors de lui, en se servant de sa pensée, qui est une faculté extra-sensorielle, dont le siège est dans les ventricules du cerveau. » (*Ibid.*, p. 874.)

88. *Ibid.*, p. 189-190.

89. *Ibid.*, p. 9-10. Connaître les relations de causalité permet au lecteur de saisir les conditions de la société non seulement par rapport au passé, mais aussi par rapport à l'avenir : « En conséquence, on n'aura plus besoin de croire aveuglément à la tradition. On se rendra compte des circonstances qui conditionnent les époques et les peuples dans le passé et dans l'avenir. » (*Ibid.*, p. 10.)

90. *Ibid.*, p. 8.

dit que le changement social se réalise de la manière suivante :

— les gens « sont absolument forcés d'adopter *presque tous les usages de leurs prédécesseurs, sans toutefois abandonner ceux de leur propre génération* : d'où provient *quelque antinomie* entre le fond ancien et le nouvel apport ;

« — à son tour, le nouveau pouvoir est remplacé par un autre, qui mêle ses propres usages à ceux de ses devanciers. *Les discordances augmentent, surtout par rapport à la première dynastie ;*

« — *les discordances vont sans cesse croissant*, pour aboutir finalement à *un ensemble entièrement différent*[91] ».

Cela ne signifie-t-il pas que le changement social se réalise par l'accumulation des changements quantitatifs qui amènent, à un point donné, un changement qualitatif ?

Ainsi se définit la science nouvelle, par la définition de son objet et de sa méthode ; c'est la science de la société humaine dans son développement. Sur cette base, l'histoire peut être envisagée d'une manière scientifique, en traitant « des fondements de la politique, de la nature des choses et des différences entre les nations, les lieux et les époques, en ce qui concerne le genre de vie, le caractère, les mœurs, les croyances, les écoles juridiques, etc. L'historien doit aussi connaître ce qu'il en est aujourd'hui de tout cela. Il lui faut comparer le passé et le présent, le proche et le distant, les causes des ressemblances et des différences. [...] Son objectif doit être de connaître à fond les causes de chaque événement et leur origine. A cette fin, il lui faut vérifier ses informations à l'aide de ses principes. En cas d'accord, l'authenticité est certaine ; sinon, les faits sont apocryphes[92] ».

Ainsi, on trouve en Ibn Khaldoun « le premier penseur qui fait de la société humaine, comme le fait le sociologue contemporain, l'objet d'une investigation scientifique visant par cela à l'expliquer[93] ».

91. *Ibid.*, p. 55.
92. *Ibid.*, p. 52-53.
93. E. Perroy. *Histoire générale des civilisations*, tome III, « Le Moyen Age », P.U.F., 1961, p. 524.

Dans le cadre de la société dans son mouvement historique, Ibn Khaldoun s'intéresse aux *problèmes économiques* en tant que tels. Ils constituent *une activité qu'il considère comme la base de la société humaine*, car « la vie ne s'obtient que par elle ». A cette activité, il consacre le chapitre V du livre premier : « Comment gagner sa vie : le profit et les métiers[94]. »

Pour Ibn Khaldoun, *la richesse* des nations réside dans les « produits des arts et des métiers ». Ces produits, les biens, peuvent être soit nécessaires, soit produits de luxe[95].

Les modes d'acquisition de ces biens sont l'agriculture, l'industrie (qui exige une formation — technique —, laquelle vient de l'enseignement et de l'observation personnelle[96]), le commerce[97] et les autres services. Toutes ces activités sont naturelles[98] avec une seule exception : « Servir un maître n'est pas un moyen naturel de gagner sa vie. » Par maître, Ibn Khaldoun entend le gouvernement[99] et « ceux qui vivent dans le luxe et sont trop fiers pour s'occuper eux-mêmes de leurs besoins, ou sont incapables de le faire vu la mollesse de leur éducation[100] ».

L'activité économique se base sur la division du travail. Et il s'agit ici de la division professionnelle du travail.

---

94. P. 783-872 de l'édition française et 380-429 de l'édition arabe. C'est à cette dernière édition que nous nous référons d'ici jusqu'à la fin de ces pages consacrées à la pensée d'Ibn Khaldoun.

95. Les produits de « première nécessité » : l'alimentation (le blé, l'orge, les fèves, les pois chiches et autres comestibles, l'oignon et l'ail) se vendent sur le marché. Il y a aussi « les produits de luxe comme les condiments et les fruits » (*ibid.*, p. 362-363).

96. « Un métier (*sinâ'a*) est une aptitude acquise dans le domaine du travail et de la pensée. [...] L'habileté d'un artisan dépendra de la qualité de sa formation, c'est-à-dire du talent de son instructeur. » (*Ibid.*, p. 399-400.)

97. « Par le mot commerce, on désigne la recherche du profit par l'augmentation du capital, en achetant bon marché ce qu'on revend très cher. » (*Ibid.*, p. 394.)

98. Comparer avec Aristote qui ne considère pas le commerce comme une activité naturelle ; mais dans la société musulmane du XIVe siècle, le rôle du commerce était déjà très important, d'où l'opinion d'Ibn Khaldoun.

99. « Tout sultan a besoin de serviteurs, de soldats, de policiers, de secrétaires, pour toutes les branches du commandement et du pouvoir. » Ibn KHALDOUN, *op. cit.*, p. 383-384.

100. « Bien qu'elle soit non naturelle, "servir son maître" est une activité exercée dans la société. Malheureusement l'homme se laisse entraîner par l'habitude, car l'homme n'est pas l'enfant de sa famille : il est le fils de ses habitudes. » (*Ibid.*, p. 38.)

« Les hommes exercent de très nombreux métiers, résultat du travail considérable des pays civilisés. Ils sont si nombreux qu'ils sont innombrables. » Mais les métiers de base sont, selon Ibn Khaldoun, « l'agriculture, la construction, la couture, la menuiserie, le tissage [...] l'obstétrique, la calligraphie, la production des livres, le chant et la médecine[101] ». Il se contente d'étudier en détail ces métiers de base[102].

Quant à *la valeur,* à laquelle Ibn Khaldoun consacre la première section du chapitre traitant des problèmes économiques[103], il affirme que tout enrichissement est, en dernière analyse, le produit du travail des artisans : « Le travail de l'homme est nécessaire à toute acquisition, à tout capital. Quand la source de l'acquisition est le travail personnel, comme dans l'exercice d'un métier, la chose est évidente. Elle l'est moins quand il s'agit d'animaux, de plantes ou de mines [il veut parler de l'agriculture et du travail des mines, M. D.] ; pourtant, comme on peut le voir, c'est encore l'effet du travail de l'homme. Sans lui, point de profit et nul avantage[104]. »

Le travail est donc, pour Ibn Khaldoun, la source de la valeur. Un peu plus loin, il nous dit que l'utilité est la condition de la valeur ; pour que le produit ait une valeur, il faut qu'il soit socialement demandé[105].

101. *Ibid.*, p. 405.

102. *Ibid.*, p. 406-428. On verra que Adam Smith s'est beaucoup intéressé à l'étude de la division du travail, et plus précisément à la division du travail au sein de l'entreprise capitaliste (cf. *Recherches..., op. cit.*, livre 1, chap. I, II et III). On verra aussi que W. Petty a bien étudié le phénomène (cf. *Arithmétique politique*, p. 282-283 et p. 521). Certains auteurs (cf. G. AMIN, *Principes de l'analyse économique*, Le Caire, 1967, p. 193) soutiennent qu'Ibn Khaldoun a, bien avant Smith, saisi le phénomène de la division du travail. Cela manque, à notre avis, de précision. Car, tandis qu'Ibn Khaldoun étudie, au cours du XIVe siècle, la division professionnelle du travail, A. Smith s'intéresse, suivant les pas de W. Petty, à la division prétendue technique du travail, phénomène devenant frappant au sein de l'entreprise capitaliste du XVIIIe siècle.

103. Cette section est intitulée « Subsistance et profit : le gain représente la valeur du travail », *op. cit.*, p. 380 et s.

104. *Ibid.*, p. 381. Voir aussi p. 382 et chap. IV, sect. 11, intitulée « La prospérité est due à la démographie », p. 360 et s.

105. « En effet, les métiers ne peuvent se développer que si on les recherche, s'ils ont beaucoup de demandeurs. » (*Ibid.*, p. 403.) Et aussi, « tous les marchés sont approvisionnés selon les demandes du public », p. 362.

Ibn Khaldoun élargit cette notion de la valeur : si *les prix*[106] des denrées d'alimentation en Espagne sont plus élevés qu'en Afrique du Nord, c'est parce qu'il faut un travail plus long et une quantité plus grande des « frais qu'entraîne l'agriculture [...] l'emploi du fumier par exemple ; et non pas parce que les vivres y sont plus rares[107] ». Ici, contrairement aux scolastiques, ce n'est plus la détermination du juste prix, c'est l'explication des prix courants qui est recherchée.

Voilà donc le résultat de l'analyse d'Ibn Khaldoun : une théorie de la valeur travail formulée sous une forme générale qu'il poussera même jusqu'à une anticipation du concept de plus-value[108] : « Les bénéfices des hommes influents de la terre représentent l'appropriation du travail gratuit ou de tributs d'autrui[109]. » Cette théorie sera au centre de l'économie politique à partir du milieu du XVII^{e} siècle.

•

Ainsi, Ibn Khaldoun fait, au sein d'une société fondée sur la petite production marchande et où le commerce

---

106. La notion du prix implique celle de la monnaie. A propos de cette dernière, Ibn Khaldoun nous parle de « l'or et l'argent, comme [étalon de la] valeur du capital. Aux yeux des hommes, c'est, par excellence, ce qui constitue les trésors et la propriété. Même si, dans certaines circonstances, on acquiert autre chose, c'est uniquement pour pouvoir, finalement, la convertir en or ou en argent ». (*Ibid.*, p. 381.) C'est déjà la monnaie conçue dans l'échange de type : argent - marchandise - argent.

107. « Quand on parle de la cherté de la vie en Espagne, on croit qu'elle est due à la rareté des vivres et des grains. Mais ce n'est pas le cas [...]. La véritable cause [...] est ce que nous avons mentionné ci-dessus. » (*Ibid.*, p. 364.)

108. Il arrive même à entrevoir la réduction du travail complexe au travail simple : « Il y a des métiers qui sont simples, et il en est d'autres qui sont complexes [...]. On commence par enseigner ceux qui sont simples, qui concernent les nécessités de la vie et dont on a le plus grand besoin. C'est donc par eux que l'on commence, mais leur enseignement est assez imparfait. Cependant, l'esprit humain ne cesse de perfectionner tous les arts, du simple au complexe, en passant de la théorie à la pratique, par la découverte successive d'une chose après l'autre jusqu'à la perfection. » (*Ibid.*, p. 400.)

109. *Ibid.*, p. 389.

joue un rôle important, figure de précurseur de la théorie de la valeur travail, théorie autour de laquelle naîtra l'économie politique. Pour que cette naissance se réalise, il faudra un profond bouleversement du mode de production, de la réalité économique, pour que l'homme puisse prendre conscience de toutes les contradictions contenues dans la production marchande et dans la marchandise elle-même. Cette conscience se cristallise dans la naissance de l'économie politique en tant que science. Ce qui sera réalisé à l'ère capitaliste, ère de la production marchande généralisée.

SECTION II. La naissance de l'économie politique à l'étape capitaliste

Dans cette section, nous consacrerons notre attention sur la période de l'étape capitaliste, qui s'étend de l'essor du mode de production capitaliste jusqu'au milieu du XIXe siècle. Dans le cadre de cette période, on peut distinguer deux des phases du développement du mode de production capitaliste et la pensée économique qui y correspond : la phase du capitalisme commercial qui représente le contexte historique de la pensée économique mercantiliste et la phase du capitalisme industriel, témoin de la naissance de l'économie politique en tant que science.

I. Le capitalisme commercial et la pensée mercantiliste[110]

L'essor du mode de production capitaliste commence par une phase de transition où se manifestent les forces de la société nouvelle en voie de réaliser sa domination.

---

110. Pour peindre cette image de la transformation capitaliste, nous avons consulté les ouvrages suivants :

— O. C. Cox, *The Foundations of Capitalism*, Peter Owin, London, 1959, chap. 16-19.

— M. Dobb, *Studies in the Development of Capitalism*, Routledge and Kegan Paul, London, 1959, chap. 3 et 4, *Papers on Capi-*

Les germes de cette transformation se trouvaient, comme nous l'avons déjà vu, dans la société féodale et même dans les sociétés qui précèdent celle-ci, en ce qui concerne le capital commercial. Ces germes se sont développés à travers la crise de la désintégration du féodalisme pour que la transformation se réalise par un processus complexe, très loin d'être linéaire, au cours d'une première phase de développement capitaliste, couvrant la période du XV^e^ au XVIII^e^ siècle. C'est une phase transitoire qui précède une période ultérieure qui voit le plein développement des forces de la société nouvelle. Cette phase transitoire est habituellement appelée la phase du capitalisme commercial[111].

Cette phase voit le développement des rapports de la production nouvelle (capitaliste) dans l'agriculture et l'industrie, à travers un processus de changements radicaux, par lesquels le capital domine la production. Ce processus embrasse des changements qui se présentent dans la différenciation parmi les paysans (les producteurs directs à à la campagne) et parmi les artisans (les producteurs directs dans la ville), d'une manière qui entraîne la naissance d'une nouvelle classe de producteurs directs (les paysans riches et les patrons artisans) liés directement au marché, achetant ce qui est nécessaire à leur produc-

---

talism, Development and Planning, Routledge and K. Paul, London, 1962, p. 2-23.

— J. EATEN, *Political Economy*, Lawrence and Wishart, London, 1959, chap. 3.

— E. FROMM, *The Fear of Freedom*, Routledge and K. Paul, London, 1961, p. 33 et s.

— A. GRAY, *The Development of Economic Doctrine*, Longmans, London, 1944, chap. 3.

— E. LIPSON, *The Economic History of England*, vol. II, « The Age of Mercantilism », Adam and Ch. Black, London, 1943.

— R. MOUSNIER, *Histoire générale des civilisations*, tome IV, « XVI^e^ et XVII^e^ siècles », P.U.F., 1961, p. 85-107.

— J. SCHUMPETER, *History of Economic Analysis*, 2^e^ partie, chap. III et VII.

— SOUTHGATE, *English Economic History*, chap. VI-XXII.

— R. H. TAWNEY, *Religion and the Rise of Capitalism*, John Murray, London, 1948, p. 66 et s.

111. Considérer le capital commercial comme une phase transitoire de l'économie capitaliste signifie que nous n'utilisons pas ici, comme certains le font d'une manière erronée, le terme capitalisme commercial pour désigner un système distinct (au point de vue des rapports de production, sur lesquels il se base), succédant au mode de production féodal et précédant le mode de production capitaliste.

tion et écoulant leurs produits — jouant ainsi le rôle de commerçants. Ils emploient les plus pauvres des paysans et des artisans en tant que travailleurs salariés d'une façon qui leur permet de s'approprier un surplus à utiliser, au moins en partie, pour l'augmentation de la production au cours des périodes à venir (dans l'accumulation) et qui change la nature du processus de production, cette dernière devenant destinée au marché. Ainsi, le producteur commence à jouer aussi le rôle de commerçant, puisqu'il est directement lié au marché et qu'il produit pour le marché.

Ce processus embrasse en même temps la concentration de la propriété des moyens de production existant dans l'agriculture et dans l'industrie dans les mains d'un nombre limité de grands propriétaires au détriment des petits paysans et des petits artisans, divorcés, eux, de ces moyens.

Cela cristallise la polarisation sociale graduelle et la distinction de deux classes qui dominent la scène sociale dans la société capitaliste : la classe capitaliste (la bourgeoisie) et la classe ouvrière (le prolétariat) et cela annonce que le capital a déjà parcouru une bonne partie de son chemin pour dominer la production.

Mais, pour y arriver, il était nécessaire que le capital se développe sous sa forme historique la plus ancienne : c'est-à-dire sous sa forme commerciale qui naît et qui se développe dans la circulation, c'est-à-dire sur le marché, loin de la production. Ce développement représente la base historique du mode de production capitaliste où la production est, par nature, une production marchande, destinée au marché[112].

Bien qu'il représente sa base historique, ce développement ne peut, en lui-même, ni transformer le mode de production en sa forme capitaliste ni expliquer cette transformation. La nécessité que le capital commercial se développe comme base historique de la transition vers

112. Cela est valable uniquement pour l'Europe de l'Ouest ; car il semble que la transformation vers le mode de production capitaliste a pris une voie différente en Prusse et au Japon, principalement à travers la transformation des commerçants en capitalistes industriels. Voir l'étude de l'historien économique japonais Kochachiro Takahaschi, cité par M. Dobb, *Papers on Capitalism...*, *op. cit.*, p. 14. Cela ne signifie pas l'absence de toute transformation de certains commerçants en Europe occidentale en capitalistes industriels, comme nous le verrons plus tard.

la production capitaliste a amené certains auteurs à considérer (d'après nous, non correctement) que cette transition avait lieu à travers la transformation des commerçants (en Europe de l'Ouest et en Angleterre en particulier) en capitalistes industriels réalisant ainsi la domination du capital sur la production.

Pour montrer la modalité de l'essor du mode de production capitaliste, au cours de cette phase, la première phase de son développement, et pour éviter de commettre cette erreur, nous verrons successivement :

— premièrement, ce qu'on entend par capital commercial et, ici, nous tenons à le connaître dans son mouvement, dans son développement, et à connaître comment ce développement représente la base historique du mode de production capitaliste et comment la transformation en ce mode ne s'est pas réalisée principalement par la classe des commerçants ;

— deuxièmement, la modalité par laquelle la transformation se réalise dans les différents domaines de l'activité économique ;

— troisièmement, la pensée économique, produit de cette phase de transition.

A) *Le capital commercial et son développement*

En effet, le capital commercial (ou le capital du commerçant) est plus ancien que le mode de production capitaliste. Il est même la forme la plus ancienne de l'existence historique du capital. Il est là pour remplir une fonction d'intermédiaire dans l'échange, dans la circulation. La condition de son existence est donc l'échange des marchandises. Une fois que cet échange existe, le capital commerçant peut jouer son rôle, abstraction faite de la base sociale de production, c'est-à-dire qu'il peut jouer ce rôle, qu'il s'agisse d'une production qui se réalise dans une communauté primitive au sein de laquelle l'échange n'existe pas, mais qui rentre avec d'autres communautés — et à titre exceptionnel — dans des relations d'échange, ou d'une production basée sur le travail des esclaves (comme nous avons vu dans la Grèce anti-

que) ; ou encore d'une production fondée sur le travail des serfs ou le travail de petits artisans (comme nous l'avons vu dans l'Europe féodale) ; ou, finalement, d'une production qui repose sur le travail salarié (comme nous le verrons par rapport au mode de production capitaliste).

Mais si l'existence du capital commercial est conditionnée par l'existence de l'échange, quelle que soit la base sociale de la production, l'étendue de l'inclusion des produits dans le commerce dépend du type de production. Dans une économie principalement marchande, cette étendue sera beaucoup plus grande que dans une économie naturelle où l'échange ne se manifeste que d'une manière limitée. D'autre part, le commerce aide, à son tour, à donner à la production la caractéristique de l'économie marchande, selon les détails que nous donnerons tout à l'heure. La marchandise, le produit destiné à l'échange, est la condition de l'existence du capital commercial qui active le mouvement des marchandises.

Ce mouvement des marchandises est, dans son essence, l'échange des marchandises entre elles. Il est, au point de vue de la forme, une transformation des marchandises en monnaie (la vente du premier échangeur) et puis une transformation de la monnaie en marchandises (l'achat qu'il fait à une deuxième étape). La fonction du capital commercial est d'aider l'échange. Cette fonction se fait grâce à deux opérations : par la première, le commerçant cède l'argent pour l'achat des marchandises et, par la deuxième, il les vend en échange de monnaie qui contient le profit. Dans l'existence du capital commerçant, on ne peut donc pas imaginer l'échange qui se réalise comme échange nu ayant lieu entre les producteurs directs. Dans la production basée sur le travail des esclaves et dans la production féodale, ce sont le propriétaire de l'esclave, le seigneur et l'Etat (dans la mesure où celui-ci s'approprie directement une partie du surplus en tant que propriétaire d'esclaves ou de la terre ou indirectement par les impôts) qui s'approprient le produit qui représente le surproduit à jeter sur le marché.

Ce sont eux, et non pas les producteurs directs, qui se manifestent sur le marché, en tant que vendeurs des marchandises que le commerçant achète. Le commerçant achète et vend pour un grand nombre, et entre ses mains se concentrent les opérations d'achat et de vente des opérations qui ne se lient plus à ses besoins directs. Et, pour qu'il effectue ses opérations, sa richesse reste tou-

jours sous la forme de monnaie[113] et elle fonctionne toujours en tant que capital, dans un mouvement continu qui commence en cédant sa monnaie pour des marchandises, pour céder ces dernières ultérieurement en échange de monnaie (dont la quantité est plus grande que la monnaie cédée). Ce mouvement a donc la forme : monnaie — marchandise — monnaie (en plus grande quantité). *Le but de l'échange n'est donc pas ici la valeur d'usage* (puisque le commerçant n'achète pas les marchandises pour les utiliser lui-même), mais la valeur d'échange sous sa forme monétaire (puisque le commerçant achète les marchandises à cause de leur caractéristique d'être échangeables contre d'autres marchandises). C'est ce mouvement donc qui distingue le mouvement du capital commercial du *commerce entre les producteurs directs* (comme dans le cas du paysan qui vend une quantité de blé sur le marché et dépense la monnaie qu'il reçoit dans l'achat d'une charrue qu'il utilise dans le processus de production). Car ce dernier se manifeste dans un mouvement qui commence en cédant les marchandises contre de la monnaie pour la dépenser ensuite dans l'achat d'une marchandise que le vendeur des premières marchandises utilise, ou bien pour sa propre consommation, ou bien dans son propre processus de production. Ce mouvement prend donc la forme : marchandise — monnaie — marchandise, où le but de l'échange est la valeur d'usage[114].

Ainsi, on arrive à une définition initiale du capital commercial et nous disons initiale, puisque notre connaissance à son sujet, comme chaque phénomène objet de connaissance, ne se précise que si nous la considérons dans son développement.

Sous les formes sociales précapitalistes de la production, et surtout dans la production naturelle qui a toujours connu l'échange à une échelle limitée, le capital commercial représentait la forme dominante du capital. Car, à part le fait que le capital commercial dominait l'échange (la circulation), le capital ne dominait pas le domaine de production. Ici apparaît le capital commercial, avec son existence indépendante pour remplir la

113. Et elle prend cette forme quel que soit le type de l'organisation sociale de la production, dans lequel les marchandises sont échangées par l'intermédiaire du capital commercial.

114. De cela, on déduit la possibilité de l'existence du commerce sans l'existence du capital commercial

fonction du capital, toute la fonction du capital. Cette existence indépendante du capital commercial (la richesse commerciale) représente la séparation du processus de la circulation d'avec ses côtés extrêmes, c'est-à-dire d'avec les producteurs échangeurs eux-mêmes qui restent séparés de l'opération du processus de la circulation, puisqu'il ne s'agit pas d'une production destinée par sa nature à l'échange. Le processus de la circulation avec le capital commercial qu'il contient reste séparé d'eux. Si la production n'est pas destinée par sa nature à l'échange, les produits ne deviennent marchandises qu'à travers le commerce ; ce sont les commerçants qui les transforment en marchandises et en monnaie, le capital apparaît donc d'abord dans le processus de la circulation, puisque *c'est dans ce processus que la monnaie se transforme en capital.* Mais c'est un capital qui ne contrôle pas les côtés extrêmes de la circulation, c'est-à-dire les domaines de la production entre lesquels il fait l'intermédiaire, pas plus qu'il ne les crée, puisque son existence se limite à la circulation. En d'autres termes, nous avons la sphère de la production et la sphère de la circulation. Dans la première, les produits sont produits par un grand nombre d'unités de production. L'échange se réalise ensuite (dans ses limites) dans la sphère de la circulation. Dans les sociétés précapitalistes, la sphère de la production embrasse différents domaines dont la composition interne est faite principalement sur la base de la production de valeur d'usage (pour la satisfaction immédiate des besoins) et non pas de la production marchande. L'échange, ayant lieu d'une manière relativement limitée entre ces différents domaines de production, se réalise dans la sphère de la circulation.

Dans cette dernière sphère, il nous faut l'existence de celui qui joue le rôle d'intermédiaire dans l'échange entre ces différents domaines de production. Pour l'existence de cet intermédiaire, il a fallu que la monnaie se développe en capital commercial, dont l'existence se limite à la sphère de la circulation et qui sera indépendant du processus de production avec ses différents domaines qui représentent les partenaires dans l'échange. Et avec le capital commercial remplissant cette fonction se distingue la sphère de la circulation, au sein de laquelle se relient les différents domaines de la production par l'intermédiaire d'un tiers : le capital commercial. Ce processus de transformation signifie deux choses :

— premièrement, que la circulation ne domine pas encore la production, mais qu'elle y est attachée comme étant sa base, base déterminée en dehors d'elle (c'est-à-dire en dehors de la circulation) et,

— deuxièmement, que le processus de production ne contient pas encore la circulation pour que celle-ci devienne une simple phase parmi les phases du cycle de la production.

Pour que ces deux phénomènes se réalisent, il faut que le capital domine non seulement la sphère de la circulation, mais aussi celle de la production. Et, s'il domine la production, nous serons devant le capital productif (qui domine les conditions du processus de production sous sa forme sociale nouvelle), et le capital commercial devient une simple phase dans le cycle du capital qui embrasse la production et la circulation. Mais, pour que le capital domine les côtés extrêmes du processus de la circulation (les domaines de la production), il faut qu'il s'accumule dans le processus de circulation — en tant qui capital commercial — accumulation qui lui permet cette transformation qualitative et qui lui apprend la domination sur la sphère de la production après avoir dominé la sphère de la circulation.

Bref, on peut résumer les phases du développement du capital commercial de la manière suivante :

— la monnaie se transforme en capital commercial ;

— le capital commercial domine la sphère de la circulation sans qu'elle en domine les extrémités, c'est-à-dire sans qu'elle domine la production ; la circulation est séparée de la production ;

— le capital commercial, motivé par le profit s'accumule et se transforme d'une manière qui permet au capital de dominer le processus de production qui repose, dans sa forme nouvelle, principalement sur la circulation qui devient en même temps une simple phase passagère pour la production au cours de laquelle se réalise le produit destiné à l'échange.

Ici, le capital commercial apparaît comme une simple forme des formes du capital dans le cycle de sa rep[illegible]

tion, remplissant ici une fonction spécifique alors que, dans le passé (dans le mode de production précapitaliste), il remplissait toute la fonction du capital. On se trouve ainsi devant un mode de production que le capital contrôle en tant que relation sociale dominante, lui donnant ainsi une forme sociale qui le distingue du mode de production dans les autres sociétés (société précédant — ou succédant à — la société capitaliste). Et, sous cette forme nouvelle, la production devient une production marchande monétaire généralisée[115].

De cette façon, on peut comprendre pourquoi le capital commercial est apparu comme la forme historique du capital longtemps avant que ce dernier réalisât sa domination sur la production. Il apparaît dans les sociétés précapitalistes en tant que capital. Il remplit toute sa fonction. Il se développe ensuite jusqu'à un certain niveau en tant que *base historique* pour la transformation en mode de production capitaliste, base de la concentration de la richesse monétaire, parce que le mode de production capitaliste implique la production marchande, c'est-à-dire la vente à une grande échelle et non pas à un individu consommateur. Et ici se manifeste aussi l'importance du rôle du commerçant qui n'achète pas pour satisfaire ses propres besoins, mais qui concentre les achats de plusieurs acheteurs dans ses propres achats. A cela s'ajoute que tout développement du capital commercial

115. La transformation du capital commercial de son existence indépendante en dehors du processus de production en son existence dépendante du « capital productif », qui devient prédominant dans le processus de production ayant un caractère industriel accru, représente l'aspect du développement économique général de la société. Et l'existence indépendante du capital commercial et sa domination sont alors synonymes de la non-soumission de la production au capital et, par conséquent, synonymes d'un développement du capital commercial qui se base sur une organisation sociale (non capitaliste) de la production à laquelle il est étranger. Cela signifie que, au niveau du développement de la société humaine antérieure au mode de production socialiste, le développement indépendant du capital commercial se trouve en proportion inverse avec le développement économique de la société (cette idée peut servir de guide lors de l'étude du sous-développement dans les sociétés capitalistes sous-développées où il sera nécessaire de rechercher les facteurs qui ont empêché la transformation du capital commercial — national — pour qu'il domine la situation, et de rechercher aussi le rôle que le capital commercial a joué sous le contrôle du capital métropolitain sur la société développée).

tend à donner à la production, d'une manière accrue, les caractéristiques de la production marchande, à transformer le produit en marchandise.

Cette transformation, qui a amené le capital à dominer le processus de production, entraînant ainsi la transformation du mode de production féodal en mode de production capitaliste, s'est réalisée par la *concentration de l'attention du capital sur la production* : en partie dans le but d'une exploitation plus efficace de la production existante, afin d'accroître le profit du capital commercial, et aussi en vue de transformer la production (c'est-à-dire de changer sa modalité) pour qu'elle soit au service d'un marché plus étendu et qu'elle réalise un plus grand profit. Quant à la *modalité historique* par laquelle le capital commerçant a concentré son attention sur la production, nous pouvons distinguer, au point de vue analytique, trois voies :

— La première voie prend la forme de la *transformation du commerçant en capitaliste industriel.* Ce qui s'est passé par rapport aux productions artisanales qui reposent sur le commerce et, surtout, celles des biens de luxe. Ces biens étaient importés par les commerçants des pays étrangers. Mais les commerçants ne tardent pas à construire des industries pour la production de ces biens, industries qui dépendent, au début, de l'importation des matières premières et du transfert des ouvriers qualifiés des pays étrangers qui produisaient ces biens de luxe, comme ce fut le cas en Italie au XVe siècle quand les commerçants établirent des industries pour les marchandises importées auparavant de Constantinople[116].

— La deuxième voie se manifeste quand le producteur lui-même devient *à la fois commerçant et capitaliste.* C'est lui qui accumule le capital argent et pratique l'activité commerciale. Il achète lui-même les matières premières nécessaires et vend la marchandise produite. Il commence à organiser sa production sur des bases capitalistes, la distinguant ainsi de la production agricole naturelle et de la production artisanale avec toutes les restrictions de l'organisation des corporations du Moyen Age. *Cette voie est la voie révolutionnaire.* Car elle se fonde sur l'introduction des changements radicaux dans la modalité par la

116. Cf. *supra*, p. 88.

quelle se réalise la production, soit du point de vue des forces productives (forces de travail + moyens de production), soit du point de vue de l'organisation de l'unité de production.

— Quand à la troisième voie, elle se cristallise quand *certains membres de la classe des commerçants* déjà existante réussissent à contrôler directement la production. On peut prendre comme exemple la situation de l'industrie textile en Angleterre jusqu'au XIX[e] siècle, quand les marchands d'habits fournissaient aux tisseurs, les producteurs directs qui produisaient (de la même manière qui dominait auparavant), les matières premières (la laine) et leur achetaient le tissu. Ces producteurs directs travaillaient en effet pour le compte du commerçant, qui s'appropriait le surplus de leur travail. Cette voie, bien qu'elle servît historiquement comme point de transition (vers la production capitaliste), ne peut pas, par elle-même, abolir l'ancien mode de production. Bien au contraire, elle tend à le maintenir et à le conserver en tant que base même de son existence, de l'existence du capital commercial. Puisque, lorsqu'elle garantit sa domination sur la production, elle la maintient avec ses anciens modes de production, elle ne change donc pas le niveau des forces productives. De plus, cette voie rend la situation des producteurs directs plus mauvaise que celle de ceux qui travaillent sous le contrôle direct du capital. C'est pourquoi il est inévitable que cette voie devienne un obstacle devant le mode de production capitaliste réel et qu'elle voie son domaine se rétrécir au fur et à mesure que ce mode se développe.

S'il est possible de distinguer ces trois voies au point de vue analytique, la réalité de la phase de la transformation capitaliste les a connues entremêlées. Elle a connu aussi des différences dans les voies et la vitesse de développement des différentes branches de production, aussi bien que dans les lieux de leurs développements.

Ce qui entraîne les intérêts des différents groupes et classes sociaux à s'entremêler et à se confondre parfois (avec ce qui en résulte : des changements rapides des alliances sociales et politiques qui se font dans la société), d'une façon qui distingue, en général, la phase de transition d'un mode de production à l'autre. Néanmoins, les tendances générales de cette phase montrent l'augmen-

tation de la domination du capital, le capital industriel, sur la production[117].

Et, ainsi, il nous devient clair que le développement du capital commercial, jusqu'à un certain niveau, bien qu'il représente la base historique du mode de production capitaliste, ne peut, par lui-même, ni pousser la transformation vers ce mode de production ni expliquer cette transformation. La transformation du mode de production se réalise au sein même du mode de production, à travers des changements qui affectent les forces productives elles-mêmes et surtout le travail. Ces changements ne sont réalisés par l'action de la classe des commerçants que dans la mesure limitée où certains de ces commerçants se transforment en capitalistes industriels. C'est

117. C'est ce qu'on entend quand on dit que le commerce était la condition pour la transformation des industries artisanales, des industries domestiques artisanales et de l'agriculture féodale en activités effectuées par des unités de production capitalistes (les entreprises). Car le commerce fournit aux produits des marchés et réalise une cristallisation graduelle de l'équivalence entre les marchandises échangées, ce qui développe les produits en marchandises. C'est le commerce aussi qui fournit à la production les matières premières auxiliaires nouvelles. C'est donc lui qui amène à l'établissement de nouvelles branches de production qui visent, dès le début, à l'échange soit sur le marché local, soit sur le marché mondial. Au cours de cette phase, le commerçant trouvait le marché mondial ouvert devant lui et il lui était nécessaire de comparer toujours les prix auxquels il achète et les prix sur les marchés intérieurs et extérieurs, pour arriver à la fin à vendre des marchandises de la façon qui réalise le maximum de profit. Ce qui lui a garanti le contrôle sur le capital productif (surtout dans l'industrie). Mais aussitôt que l'industrie des manufactures (en particulier celles de grande taille) acquiert une puissance suffisante, elle crée, à son tour, ses propres marchés en se saisissant du marché par les marchandises qu'elle produit. A ce moment-là, le commerce devient au service de l'industrie et l'expansion continue du marché représente une nécessité vitale pour l'industrie. La grande production qui s'élargit sans cesse continue à couvrir les marchés existants par ses marchandises. Elle ne cesse d'élargir les marchés, c'est-à-dire de détruire les obstacles qui limitent sa propre expansion. Ici, le commerce (en tant qu'expression de la demande existante) cesse d'être le facteur qui limite l'expansion de la grande production. Cette dernière devient limitée par la quantité de capital employé et le niveau du développement de la productivité du travail. D'où le zèle pour l'accumulation continue du capital et l'augmentation de la productivité du travail. Ici, le capital industriel remplace le commercial. C'est lui maintenant qui trouve le marché mondial devant lui et c'est lui qui fait la comparaison entre le prix de sa marchandise lors de la production et les prix sur les marchés intérieurs et extérieurs.

pourquoi il devient nécessaire de connaître, même sans beaucoup de détails, ces changements.

B) *Les modalités par lesquelles la transformation se réalise dans les différents domaines de l'activité économique*

Nous nous empressons de dire que les changements par lesquels s'est réalisée la transformation capitaliste donnent à cette dernière phase une image générale dont nous pouvons déterminer dès maintenant les traits principaux[118].

La phase du capitalisme industriel, en tant que celle qui succède à la désintégration du féodalisme, se distingue par l'enrichissement de la bourgeoisie, qui se matérialise dans l'accumulation du capital commercial au détriment des maîtres féodaux, d'un côté, et des petits producteurs, paysans et artisans, de l'autre. On a là un processus qui s'agrandit en profondeur et en largeur, sous la forme d'une polarisation sociale du mode de production marchande simple qui a trouvé ses racines dans la désintégration du mode de production féodal, polarisation qui se matérialise dans la création d'une classe de producteurs capitalistes (dans l'agriculture et dans l'industrie) et une classe de travailleurs salariés potentiels. Cette polarisation se fait par des transformations qualitatives dans

118. Le but de la présentation de cette image générale est bien limité. Ce que nous cherchons, c'est à mettre en relief les caractéristiques essentielles de cette phase d'une manière qui nous facilite la compréhension de la pensée économique qu'elle a produite. Par conséquent, si nous ne parlons pas des autres aspects du processus de la transformation (activités bancaires et financières, le détail du rôle de l'Etat, etc.), cela ne signifie pas que nous sous-estimons ou ignorons le rôle de ces aspects. D'autre part, parler, lors de la présentation de cette image, d'un système nouveau de production, de son expansion et de son remplacement d'autres systèmes ne signifie pas que ce système apparaît pour la première fois, mais que la règle générale est l'existence de ce système dans son état embryonnaire ou dans un état non dominant au sein de l'organisation précédente ou la plus ancienne. On explicite finalement à propos de cette image que présenter séparément les différents domaines de l'activité ne veut pas dire que l'on peut comprendre la nature de la part sans l'attribuer à la totalité, étant donné l'intégration organique des différentes parties de l'organisation économique.

l'agriculture et dans l'industrie et s'accélère par l'expansion commerciale, surtout dans le domaine du commerce extérieur, *au moment où l'agriculture et l'industrie étaient encore dominées par le commerce.* Cette expansion commerciale a entraîné, à son tour, le développement d'une économie monétaire en Europe. Cette phase se distingue finalement par la création des Etats centralisés soucieux d'agrandir leurs marchés — intérieur, grâce à la création des unités politiques nationales, et extérieur, par l'acquisition des colonies et l'établissement de leur suprématie maritime.

En présentant la transformation de l'agriculture et de l'industrie comme contrôlées encore par le capital commercial — transformations qui impliquent le développement du capital productif au sein de ces activités, capital qui dominera, au cours d'une deuxième phase, la sphère de la production et donc la scène sociale — en présentant donc ces transformations, nous nous inspirons principalement de l'expérience historique anglaise, parce qu'elle représente à la fois l'expérience sur laquelle se trouve le plus de renseignements et la mieux connue par nous. La référence à la situation dans l'économie française ne sera faite que pour montrer qu'il s'agit d'un cas différent et que les transformations que l'économie anglaise a connues ne se sont pas encore réalisées dans l'économie française, du moins à la même époque. Dans cette dernière économie, la transformation capitaliste se fera différemment au point de vue du temps, de la modalité et du rythme. Dans tous les cas, nous tâcherons de tracer les caractères généraux de la situation de l'économie française lors de la présentation du contexte historique de la pensée économique de François Quesnay. Mais là, nous serons déjà en plein XVIIIe siècle[119].

Dans *l'agriculture,* cette phase a vu le processus de transformation vers l'agriculture moderne : la production se fait pour l'échange. Elle a une nature individualiste concurrentielle. Elle est motivée par l'intérêt personnel et la réalisation du profit. Ses décisions sont prises par les fermiers qui emploient des ouvriers salariés. Cette production côtoie, bien entendu, la production marchande réalisée dans les unités des paysans indépendants. Elle côtoie aussi une certaine production de subsistance.

---

119. Cf. *infra,* chap. II, sect. 2, 1, A.

Pour l'agriculture anglaise, c'est à cette phase que débute le mouvement de l'enclosure (*enclosure movement*) qui atteint son apogée au XVIII^e siècle après avoir connu une certaine récession au XVII^e siècle. Il s'agit d'un mouvement *de facto* qui acquiert aussitôt la « légitimité » par une législation. Le contenu de ce mouvement est que les grands propriétaires élargissent leurs propriétés foncières en embrassant les terres destinées à l'utilisation commune des villages et les terres des petits propriétaires paysans et en construisant une clôture autour de leurs nouvelles grandes propriétés. Ce qui leur permet d'élargir la superficie de l'unité agricole et de l'utiliser pour l'élevage ovin. Le résultat est que les petits propriétaires paysans deviennent des « sans terre ». De plus, les grands propriétaires, dont la terre était louée à de petits paysans qui cultivent des céréales, transforment leurs terres en des unités de pâturages pour les ovins. Et comme l'activité des pâturages n'exige pas la même force de travail nécessaire à la culture des céréales, le résultat est que certains paysans locataires n'ont plus de terres à cultiver. Dans les deux cas, les petits propriétaires expropriés et les petits paysans locataires éloignés de la terre ne peuvent que s'orienter vers le marché du travail dans les villes où ils offrent leur force de travail comme une marchandise, fournissant ainsi à l'industrie nouvelle en expansion la force de travail nécessaire, et ils représentent la classe ouvrière (le prolétariat) en voie de formation historique.

Cette classe se nourrit aussi, nous le verrons, des artisans transformés en ouvriers salariés. Ainsi, un tel changement permet à l'agriculture de répondre au double besoin de l'industrie nouvelle (qui est encore, primordialement, dominée par les textiles et, plus particulièrement, par les lainages), son besoin de laine comme matière première et son besoin de force de travail bon marché[120].

120. Dans cette situation, la contradiction existe entre la culture du blé et l'élevage pour la laine. Ajoutons que l'expulsion des paysans (petits propriétaires et petits locataires) de la terre, conséquence du passage de l'agriculture des céréales aux pâturages, a provoqué beaucoup de discussions, surtout au sujet du sort social des expulsés. Ce qui a entraîné, à la fin, la discussion sur la base même du problème agricole : est-ce que ce problème se présente dans la recherche de meilleures méthodes pour l'utilisation de la terre pour faire revivre une certaine population ou dans la recherche de meilleures méthodes pour l'investissement dans l'agriculture ? Dans le deuxième cas, l'utilisation de la terre est déterminée par les critères de la rentabilité. A cette époque, certains

Le XVI[e] siècle voit aussi les commerçants de la ville investissant leurs richesses dans l'achat à grande échelle de vastes propriétés foncières. Bien que la plupart de ces investissements se réalisent à titre de spéculation ou pour l'obtention de la rente foncière (et non pas pour la réalisation du profit dans la production agricole[121]), certains ont entraîné la dépense pour l'amélioration de la terre et pour son exploitation sur des bases capitalistes (en utilisant des moyens de production possédés par le capitaliste propriétaire de la ferme et en ayant recours au travail salarié). Cela est valable en particulier pour les pâturages pour les ovins.

Le XVI[e] siècle témoigne aussi de grands développements dans l'agriculture des paysans riches indépendants (*rich yeomen*) qui produisent sur une terre qu'ils louent et qui cherchent toujours à élargir leur unité de production, ou bien par la location, ou bien par l'achat, ou bien encore par l'enclosure par rapport à la terre qui se trouvait en dehors du rayon des terres de leur village. Ces paysans dépendent d'abord de leur travail et du travail des membres de leur famille. Mais ils deviennent, vers la fin du siècle, des fermiers qui ont recours au travail salarié fourni par les victimes de l'enclosure ou par leurs voisins, les paysans pauvres. Ces paysans riches trouvent une autre source de revenu dans l'usure qu'ils obtiennent grâce aux prêts qu'ils offrent à leurs voisins, les paysans pauvres.

Il semble que la plupart des améliorations dans la production agricole ont été introduites par cette classe de paysans riches.

Dans *l'agriculture française*, la tendance était jusqu'au

---

soutenaient qu'on doit rechercher la meilleure méthode pour l'investissement dans l'agriculture sur la base que l'intérêt personnel (du capitaliste) et la liberté économique (sa liberté, bien entendu) représentent — selon eux — la base naturelle de la société humaine (cf. LIPSON, *The Economic History of England*, t. II, p. LXVII).

121. On a vu que la rente foncière représente la partie du produit agricole que s'approprie le propriétaire de la terre à raison de cette propriété. Le profit est la partie du produit agricole, sous sa forme en valeur, que s'approprie le capitaliste agricole, c'est-à-dire le fermier qui exploite la terre, qu'il possède ou loue, en ayant recours aux salariés agricoles qui utilisent les moyens de production possédés par ce fermier. Quand ce dernier ne possède pas la terre, il se trouve obligé de céder à son propriétaire une partie du surplus agricole, sous sa forme en valeur : de lui verser la rente foncière.

milieu du XVI[e] siècle vers l'indépendance des paysans. Mais les grands propriétaires terriens (y compris les riches de la ville qui ont acheté de grandes propriétés foncières) ont pu renverser cette tendance et récupérer les terres perdues. Au cours de la période qui succède à la guerre de Cent Ans (qui a commencé en 1439), guerre qui a exterminé beaucoup de gens de la campagne, nombre de bourgeois de la ville ont loué la terre pour, ensuite, la sous-louer à des fermiers ou à des paysans métayers. Ils en obtiennent la rente, soit en monnaie, soit en nature sous la forme de produits qu'ils écoulent eux-mêmes sur le marché.

Certains bourgeois achètent la terre des grands propriétaires terriens pour l'exploiter directement. Les grands propriétaires terriens, eux aussi, achètent la terre des paysans incapables de rembourser leurs dettes contractées pour la culture, et de ceux incapables de cultiver leurs terres à cause de la dévastation de la guerre. Certains des propriétaires bourgeois, et certains nobles qui les ont suivis, savent comment surveiller les marchés et stocker leurs récoltes en attendant le temps le plus approprié pour la vente au prix le plus élevé. Et, pour cela, ils introduisent des récoltes commerciales et ils les améliorent ; ils joignent souvent à leurs propriétés agricoles, certains équipements à utiliser dans des processus industriels. Mais ce ne sont pas ces changements qui représentent les changements nécessaires pour la transformation de l'agriculture en agriculture capitaliste. Puisqu'ils n'entraînent pas la transformation des rapports de production capitaliste dans l'agriculture, étant donné qu'ils n'amènent pas au développement de la différenciation sociale au sein des paysans qui s'engagent dans la production marchande simple, d'une manière qui distingue un nombre (limité) de paysans riches qui produisent pour l'échange et qui s'attachent directement au marché sous des conditions qui permettent l'augmentation de la productivité de travail, leur donnant ainsi l'occasion d'avoir un surplus (à vendre sur le marché) et de réaliser une certaine accumulation. A cela s'ajoute que le travail sera fourni par les paysans pauvres qui deviennent des salariés. Cela signifie que la transformation de l'agriculture française en agriculture capitaliste, bien qu'elle s'annonce, ne se réalise pas encore ; elle ne le fera qu'ultérieurement et d'une manière différente.

Ainsi change l'organisation sociale de l'agriculture

dans la direction de la domination du capital sur la production agricole, changement qui entraîne la concentration de la propriété foncière entre peu de mains et la séparation des petits paysans d'avec les moyens de production et leur transformation en ouvriers salariés. Un tel changement permet à son tour et accélère l'introduction de nouvelles techniques agricoles : l'introduction de la rotation agricole, le système de drainage, des récoltes nouvelles, de nouveaux instruments de travail, l'utilisation d'engrais et bien d'autres encore, qui exigent qu'on s'adresse à l'industrie pour en obtenir ce qui est nécessaire à ces changements agricoles.

Dans *l'industrie*[122], le capital réalisera sa domination grâce à la transformation graduelle de l'activité industrielle et la désintégration du système des corporations. Et, graduellement, les moyens de production deviennent la cristallisation matérielle du capital au fur et à mesure que l'ouvrier se voit divorcé d'eux, alors qu'ils deviennent la propriété du patron capitaliste. Cela se réalise par une série de transformations qui se manifestent d'abord dans le système de *l'industrie domestique*[123] qui apparaît principalement dans l'industrie des textiles et qui a souvent lieu en dehors de la ville, pour échapper au pouvoir des anciennes corporations — ce qui reflète la contradiction entre les commerçants et les patrons des corporations. Dans le cadre de ce système, le commerçant, patron de travail, fournit aux artisans la matière première. Les artisans la travaillent à domicile, utilisant des instruments qu'ils possèdent à une première étape — ayant dû bien souvent emprunter à un taux d'intérêt élevé pour les acheter. A une deuxième étape, le commerçant leur fournit aussi certains instruments de travail. Il leur paye un salaire et leur produit lui appartient. Les travailleurs travaillent donc au compte du commerçant sous la domi-

---

122. Cf. SOUTHGATE, *op. cit.*, p. 60 et s.

123. On a vu, lors de notre étude de la société de la ville dans l'Europe féodale, que le processus de la transformation avait parcouru une bonne partie du chemin dans la société de la ville vers la dernière partie du Moyen Age, quand la haute marée de la production marchande industrielle commençait à surmonter les obstacles de l'organisation des corporations, plaçant ainsi l'artisan dans une position de subordination par rapport au patron. Mais il s'agissait là d'un développement qui se réalise pendant la désintégration de la société féodale.

nation du capital, perdant ainsi leur indépendance antérieure.

Ce système de l'industrie domestique n'amène des changements essentiels dans le mode de production que dans le cas où le commerçant se transforme en capitaliste industriel, se préoccupe principalement du processus de production et effectue l'activité commerciale à son service. En dehors de ce cas, ce système ne témoigne que des changements limités, le souci du commerçant étant d'obtenir les marchandises produites au moindre coût possible.

A côté de ce système qui dominait la scène industrielle jusqu'au début du XVIIe siècle se trouvait *le système des manufactures*, surtout dans les cas où les patrons-artisans (et certains commerçants) se transforment en capitalistes industriels. Dans ce processus de transformation, le patron, qui a réussi à établir une relation directe avec le marché (jouant ainsi aussi le rôle du commerçant) et à réaliser l'accumulation d'un certain capital, organise la production en sa relation avec les plus pauvres des artisans. Il l'organise sur la base du système de l'industrie domestique en payant à l'ouvrier artisan un salaire monétaire ou en établissant un sous-contrat selon lequel il achète le produit de l'artisan. Ce qui ne tarde pas à se développer en système des manufactures. Ici, on rassemble de grands nombres d'ouvriers dans des endroits possédés par le patron, formant ainsi l'unité de production capitaliste : l'entreprise capitaliste. A une première phase, les ouvriers utilisent les instruments de travail qu'ils possèdent eux-mêmes, mais à une deuxième étape, ils utilisent ceux possédés par le patron capitaliste. Ici, on remarque que ce rassemblement signifie une accentuation de la nature sociale du processus de production comparé au processus de production effectué, au sein de l'unité de production, par le nombre limité des membres de la famille paysanne — dans l'agriculture féodale — ou par les artisans — sous l'organisation artisanale des villes du Moyen Age.

Ce système, qui se répand du XVIe au XVIIe siècle (pour qu'il soit remplacé par le système d'usines basé sur la production mécanique avec la révolution industrielle), repose sur *la division du travail au sein de l'entreprise*, c'est-à-dire la division du processus de production d'un seul produit en petites opérations dont chacune sera confiée à un certain nombre d'ouvriers, et dans laquelle ils se spécialisent. Ce système de manufactures se développe

dans deux voies : la première voie se manifeste dans le rassemblement d'un certain nombre d'artisans qui pratiquaient chacun indépendamment un certain métier différent et nécessaire maintenant à la fabrication d'un certain produit. Désormais, chacun d'eux se spécialise dans le cadre de leur rassemblement, dans le genre de travail qu'il effectuait auparavant, mais seulement par rapport à la marchandise produite par l'entreprise. Par exemple, pour la production des carrosses, il était nécessaire d'avoir recours au travail de l'artisan charron (qui fabriquait dans le temps toutes sortes de roues), au travail de l'artisan forgeron (qui pratiquait toutes sortes de travaux sur fer), ainsi qu'au travail de l'artisan matelassier (qui faisait toutes sortes de matelas et de capitonnages) et ainsi de suite. Avec la nouvelle organisation, on rassemble ces artisans pour que chacun se spécialise dans son travail, mais seulement dans le cadre de la production de ce véhicule, marchandise à la production de laquelle s'intéresse l'entreprise. Ainsi, le charron se spécialise dans la production du genre de roues utilisées pour les carrosses ; le forgeron se spécialise dans la production des parties métalliques et des freins utilisés dans le carrosse, etc.

Selon la deuxième voie, on rassemble les artisans qui pratiquaient auparavant le même métier : la production des épingles, par exemple. Et, avec le temps, se divise le processus de la production de ce produit en petites opétations successives : transformer le fer chaud en fil, redresser le fil, l'étirer à la grosseur voulue, le couper à la taille désirée, aiguiser une extrémité et marteler l'autre extrémité pour qu'elle reçoive la tête, et ainsi de suite. Dans chacune de ces opérations se spécialise un certain nombre d'ouvriers qui ne font que ça.

A partir de cette division interne du travail, la caractéristique principale de l'industrie de manufacture réside dans un « travailleur collectif » qui se fait par la formation d'un certain nombre de « travailleurs partiels » : la division interne du travail et la spécialisation, bien qu'elles augmentent la productivité des travailleurs, c'est-à-dire leur capacité de produire un surplus pour le capitaliste, entraînent une dégradation du travail en tant que moyen de l'autoréalisation de l'homme, à travers l'augmentation de ses capacités créatrices. Le travailleur artisan, après avoir eu connaissance de toutes les opérations de la fabrication du produit qu'il produisait indépendamment, ne peut plus qu'effectuer une petite partie de ces opérations.

sans avoir connaissance des autres, ce qui le rend incapable de produire la marchandise complète indépendamment. Ainsi, le « travailleur collectif » remplace le travailleur artisan, ce qui était par le passé le produit du travail artisan devient maintenant le produit du « travail collectif », le produit d'un nombre limité d'ouvriers qualifiés et d'un grand nombre d'ouvriers non qualifiés. L'industrie des manufactures ne se limite pas à adapter l'ouvrier au travail spécialisé, mais il l'adapte aussi aux instruments qu'il utilise. On commence à adapter chacun des instruments de travail pour qu'il soit approprié à l'utilisation dans une opération déterminée, ou pour qu'il joue un rôle dans la série d'opérations nécessaires à la production de la marchandise, ce qui signifie la simplification, le développement et la multiplication du nombre des instruments de travail en les adaptant pour remplir des fonctions particulières pour chaque « travailleur partiel ». Ainsi se créent, en même temps, les conditions matérielles nécessaires à l'utilisation de la machine qui représente l'assemblage d'outils simples dont chacun remplace une opération faite par un ouvrier. Mais cela ne se réalise qu'à une deuxième étape.

Le résultat de cette transformation est qu'on trouve au cours de la phase couverte par le capitalisme commercial les industries suivantes, organisées en Angleterre sur des bases capitalistes : industries des textiles (lainages, cotonnades, soieries) ; industries du verre, du sel, du savon et du papier ; industries du fer et du cuivre ; extraction minière du charbon, du plomb et de l'étain ; industries du bâtiment et de construction navale[124]. Dans le cadre de ces industries, les changements technologiques (changements relatifs aux méthodes techniques utilisées dans la production) se manifestent dans l'introduction de produits nouveaux et de nouvelles techniques de production dans les domaines de l'extraction minière et des fonderies. On peut dire, en général, que les XVIᵉ et XVIIᵉ siècles ont témoigné le passage de la technologie du bois (que l'on utilisait dans la construction et comme combustible) et de l'eau (comme source de force motrice) à la technologie du fer et du charbon[125].

Ainsi, l'industrie commence à connaître une nouvelle organisation ainsi que des techniques de production nou-

124. Cf. E. Lipson, *op. cit.*, vol. II, p. XXVII-XXIX.
125. Cf. J. Bernal, *Science in History*, p. 270 et 282-285.

velles et à bénéficier d'une force de travail bon marché, résultant de la désintégration des grandes propriétés féodales de l'Europe de l'Ouest, surtout en Hollande et en Angleterre, à partir du milieu du XVIe siècle et du rejet d'un grand nombre de « sans terre » sur le marché du travail. Ce marché recevait aussi les serfs échappés des campagnes. La disponibilité d'une force de travail bon marché signifie la possibilité de la réalisation de grands profits dans une situation où dominent la hausse des prix des marchandises et l'élargissement continu des marchés. Le résultat sera une augmentation sans précédent de la richesse des commerçants et des industriels qui vendaient outre-mer et obtenaient les matières premières des colonies. Ajoutons, pour l'Angleterre, que les zones de l'activité industrielle ont connu un système de paiement des salaires selon lequel les ouvriers étaient responsables de l'écoulement des marchandises qu'ils produisaient : ils ne touchaient leurs salaires qu'après réalisation de la vente, ce qui signifie que ce sont les ouvriers qui supportent le risque de la production capitaliste naissante[126]. C'est de cette façon que se réalisent pour le capital industriel les conditions de la domination croissante sur le processus de production. Mais il s'agit là d'une domination conditionnée par ce qui se passe dans le cadre de l'activité agricole.

De ce que nous venons de dire, on peut déduire qu'*il existe entre l'agriculture et l'industrie une interdépen-*

126. Cf. T. S. Ashton, *The Industrial Revolution*, p. 52. A cela s'ajoute que la hausse générale des prix qui dominait l'Europe occidentale au cours du XVIe siècle a entraîné la diminution des salaires réels, c'est-à-dire la quantité de marchandises que l'ouvrier peut acheter en dépensant son salaire monétaire, en dépensant la quantité de monnaie qu'il reçoit comme salaire. En effet, la situation générale du travail dans sa contradiction avec le capital s'est caractérisée au XVIe siècle par « l'existence d'une classe ouvrière qui reçoit souvent un salaire minime, exposée aux risques du chômage (étant donné les fluctuations de l'activité économique et l'existence des difficultés techniques comme le manque de fil dans l'industrie des lainages, l'insuffisance de la force motrice hydraulique dans l'industrie du fer et l'existence d'une demande saisonnière (principalement en hiver pour les combustibles à l'égard de l'industrie du charbon) ; une classe effectivement éloignée, et dans une grande mesure, de la terre, qui travaille souvent loin de son domicile ». Par conséquent, il n'était pas étonnant... « que certains considéraient que la relation entre le maître et ses ouvriers s'approche, en Angleterre et plus qu'on ne le croyait, de la relation entre le propriétaire de la ferme et ses esclaves dans nos colonies américaines » (cf. Lipson, *op. cit.*, vol. II, p. XXX, XXXI).

dance mutuelle, qui explique la nécessité de leurs changements simultanés et qui cristallise en même temps la contradiction entre le capital agricole et le capital industriel qui représente la forme sociale de la contradiction entre la campagne et la ville dans la société capitaliste.

L'industrie, dans son expansion, a besoin de la main-d'œuvre venant de la campagne. Elle a besoin aussi de biens alimentaires (le blé, par exemple) pour nourrir les habitants de la ville. Elle a besoin, de plus, des matières premières qu'elle transforme (la laine, par exemple). Et elle obtient ces matières soit directement par l'échange entre la ville et la campagne, soit indirectement par la vente des marchandises agricoles sur le marché mondial et par la dépense des recettes obtenues sur l'achat de ce qui est nécessaire à l'industrie (y compris les biens d'équipement). Il en résulte que le profit industriel dépend du niveau de la productivité du travail dans l'agriculture et, par conséquent, de la disponibilité de ces matières (surtout les biens de consommation que la classe ouvrière consomme, *wage-goods*) à des prix relativement bas. Ce qui veut dire que l'expansion industrielle dépend de ce qui se passe dans l'agriculture. L'agriculture a besoin, à son tour, dans son expansion, d'instruments de travail (les machines agricoles par exemple) et des matières premières (les engrais chimiques par exemple) que l'industrie produit. Et les habitants de la campagne consomment des biens de consommation industriels. Il s'ensuit que la profitabilité du capital dans l'agriculture dépend du niveau de la production de marchandises industrielles à des prix peu élevés. De plus, l'expansion agricole sera alors conditionnée par ce que l'industrie lui offre et par la modalité de cette offre. L'interdépendance mutuelle implique donc la contradiction entre le capital industriel (soucieux de se procurer les matières premières et les biens alimentaires à des prix bas) et le capital agricole (qui cherche à écouler les marchandises agricoles à un prix qui ne soit pas inférieur à leur valeur et à obtenir en échange la plus grande quantité possible de biens industriels). D'où la contradiction des intérêts qui se cristallise dans la société anglaise, au cours de cette phase, entre les patrons de l'industrie et les fermiers producteurs agricoles (producteurs de blé et fournisseurs de laine qui se sont trouvés unis contre les industriels[127]).

---

127. Les industriels demandaient de ne rien exporter de la pro-

Tels sont les changements que l'agriculture et l'industrie, surtout en Angleterre, ont connus. Ce sont des changements qui montrent la tendance du capital en voie de dominer la production (production agricole et production industrielle). Et bien que ces changements annoncent l'essor d'un mode de production qui diffère qualitativement du mode de production féodal — pour se développer à une étape ultérieure pendant laquelle l'industrie, et l'industrie capitaliste, dominera, — la production agricole et la production industrielle étaient encore, dans leur ensemble, sous le contrôle du capital commercial, au service du commerce, et surtout du *commerce extérieur*. Ce commerce extérieur était pratiqué, à partir du XV^e siècle, par de grandes sociétés dont chacune monopolisait souvent le commerce dans une région du monde. Ce commerce a connu une expansion sans précédent au XVI^e siècle grâce au développement des techniques de la navigation, aux découvertes géographiques, à l'expansion coloniale[128] et au commerce avec les colonies.

---

duction locale de blé et de laine et de donner à leur importation le libre cours, afin que la concurrence entre les produits importés et les produits locaux entraîne une baisse de prix. Les agriculteurs, par contre, réclamaient que leur production soit protégée contre la concurrence étrangère. Ce qui a abouti à l'intervention de l'Etat à la fin du XVII^e siècle par la promulgation d'une loi « the Corn Bounty Act », protégeant les producteurs de blé, mais non pas les producteurs de matières premières. Cette protection a subsisté jusqu'au XIX^e siècle, en provoquant entre-temps des problèmes, surtout à partir de la fin du XVIII^e siècle quand la production locale de blé devient insuffisante pour satisfaire la consommation intérieure. Cf. LIPSON, vol. II, p. LXVIII, LXXIV-LXXV (qui nous dit que la loi a été promulguée en 1673) et ASHTON, *op. cit.*, p. 145 (où il nous dit que la loi a été promulguée en 1682).

128. A partir du XIV^e siècle, on utilise la poudre à canon, la boussole et d'autres instruments de la navigation s'améliorent. Le Portugais Henri le Navigateur (1394-1460) établit la première école navale et fait un plan pour faire le tour de l'Afrique (pour éliminer l'Islam et récupérer la Terre sainte, en collaboration avec un pays d'Ethiopie de confession chrétienne et aussi pour établir des relations directes, c'est-à-dire sans l'intermédiaire de l'Egypte, avec les marchés de l'Afrique de l'Est qui fournissent l'or et les esclaves). Au cours des années entre 1419 et 1445, le marin portugais découvre les îles qui se trouvent en face de la côte occidentale africaine. On découvre aussi l'embouchure du fleuve Congo en 1482. En 1487, Bartolemeo Diaz dépasse le côté sud de l'Afrique et Vasco de Gama découvre en 1498 la route maritime de l'Inde passant par le cap de Bonne-Espérance. Dans les années de 1492 à 1498, le Gênois Christophe Colomb (1451-1506) découvre Cuba et l'Amérique centrale pour le compte de l'Espagne. La découverte

Grâce au commerce avec les colonies, les économies métropolitaines garantissent l'approvisionnement en matières premières et l'écoulement de leurs produits finals. Elles réalisent de grands profits de la vente des produits des colonies à un tiers, c'est-à-dire à un autre pays européen. A cela s'ajoute le commerce des esclaves[129] et le profit des grandes sociétés de transport maritime représente une source additionnelle à l'accumulation du capital, sous sa forme monétaire[130], sous la forme des métaux précieux provenant en particulier du Nouveau Monde (l'Amérique latine en particulier[131]).

Bref, il s'agit là de l'accumulation primitive du capital. L'essence de cette accumulation est le développement des

---

de l'Amérique du Nord se réalise en 1497 par un navigateur florentin, Giovanni Cabato, qui cherchait, pour le compte de l'Angleterre, la route des Indes. La découverte du Brésil se fait par le Portugais Pedro Alvares Cabral. Il s'ensuit la découverte de l'Amérique du Sud. Au cours des années 1519-1521, Ferdinand Magellan (Fernao de Magalhaes) effectue le premier tour du monde, passant par le cap sud de l'Amérique du Sud (qui portera le nom de détroit de Magellan), pour le compte de l'Espagne. Ainsi, l'Espagne et le Portugal commencent à mettre en valeur l'exploitation des colonies de l'Amérique latine au cours de la période de 1545 à 1596. Et les centres de commerce se déplacent de l'est de la Méditerranée et de la mer Baltique vers l'ouest de la Méditerranée et l'océan Atlantique, le commerce extérieur connaissant un épanouissement fantastique. Cf. Hermann KINDER et Werner HILGEMANN, *Atlas historique*, édition française, Stock, 1968, p. 217 et 221.

129. « L'Afrique a fourni au marché d'esclaves environ onze millions de personnes jusqu'au début du XIXe siècle. » (*Atlas historique*, *op. cit.*, p. 217.) « Et sur la base de l'estimation selon laquelle pour un esclave importé, il en mourait cinq (soit tué dans la chasse aux esclaves, soit mort pendant le transport, par maladie, révolte, inadaptation). Dubois assure que l'esclavage signifiait pour l'Afrique une perte terrible, estimée environ à soixante millions de personnes. » (J. WOODIS, *The Roots of African Revolution*, édition arabe, Le Caire, 1971, p. 130.) Et ainsi, l'homme blanc construit sa civilisation marchande en faisant de l'homme noir une marchandise. Il devient alors normal que cela se reflète sur le plan de la pensée dans l'épanouissement des théories racistes qui font l'éloge de la supériorité de l'homme blanc. (Cf. O. C. Cox, *Cast, Class and Race*, *op. cit.*, p. 331 et 599.)

130. En ce qui concerne la relation de l'économie métropolitaine et des colonies, John CARAY nous dit que « les colonies achètent nos produits [...] nous fournissent les marchandises que l'on peut ou bien manufacturer ici, ou bien réexporter. Les colonies donnent des emplois à nos pauvres et elles encouragent notre marine » (*Essay on the State of England in Relation to its Trade*, Bristol, 1695, cité par O. C. Cox, *The Foundations of Capitalism*, *op. cit.*, p. 384).

131. SOUHTGATE, *op. cit.*, p. 74 et s.

rapports de production capitalistes à travers le développement de la différenciation sociale parmi les paysans et les artisans et la concentration des moyens de production existant entre les mains d'une classe nouvelle, la classe capitaliste montante, au détriment non seulement de la classe de l'aristocratie terrienne, mais aussi des petits propriétaires (dans l'agriculture et l'industrie artisanale), d'une manière qui fait de ces derniers et des plus pauvres paysans et artisans les noyaux de la classe ouvrière, divorcée des moyens de production et dont la force de travail devient une marchandise à vendre pour un salaire sur le marché du travail. Cette accumulation s'élargit et s'accélère grâce à l'expansion coloniale et à l'exploitation des colonies. C'est dans le cadre de cette réalité économique qu'on aperçoit — sur le plan de la pensée — l'économie politique sous sa forme embryonnaire.

C) *La pensée économique, produit de cette phase*

A partir du XV^e siècle, et sous l'influence des transformations de la vie sociale européenne, le centre de la préoccupation intellectuelle de l'homme se déplace des questions religieuses aux questions temporelles. L'homme n'est plus considéré comme un « pèlerin en route pour le ciel, *viator mundi* », mais comme « créateur et maître du monde, *faber mundi* ». Et, dans le cadre des préoccupations des questions temporelles, il en ressort certaines pensées sociales. Au sein de cette pensée sociale, la pensée économique annonce l'économie politique dans son état embryonnaire. En effet, la distance que l'économie politique devait parcourir — à l'échelle de la pensée — entre Ibn Khaldoun et sa naissance à partir du milieu du XVII^e est une courte distance, comme nous le verrons plus tard. Mais l'embryon de l'économie politique devait la parcourir avec détour. Au cours de ce détour, il s'enrichit par de nombreux problèmes nouveaux et trouve à sa disposition une grande quantité d'informations pratiques relatives à l'activité économique. Au cours de ce détour, l'embryon grandit avec l'intéressement des gens aux problèmes économiques en tant que tels, intéressement imposé par l'absorption des gens dans l'activité économique qui atteint dans sa transformation continue une nouvelle étape.

Ils se sont intéressés à ces problèmes, dans cette am-

biance d'ensemble, individuellement, afin d'aboutir aux mesures de la politique économique que l'on doit prendre dans la réalité de la vie économique. Ce qui a fait que la pensée économique de cette phase est le produit de certains hommes d'affaires et administrateurs, qu'on appela à une étape ultérieure les « mercantilistes[132] ».

L'afflux des métaux précieux au XVI^e siècle et la révolution des prix qui l'accompagne provoquent des questions relatives à la relation entre *la richesse de la nation* qu'il faut définir et son commerce, sa production, le stock des métaux précieux qu'elle doit retenir et sa balance de commerce (*balance of trade* — qui représente l'enregistrement comptable des importations et des exportations de la nation en marchandises). Ils provoquent aussi des questions relatives aux mesures à prendre pour que cette balance ou, plus précisément, la balance des paiements (*balance of payments* — qui représente l'enregistrement comptable de toutes les opérations, visibles sous la forme de marchandises ou non visibles qui se réalisent au cours d'une période donnée, soit l'année, entre le pays et le reste du monde) soit favorable au pays, c'est-à-dire ait un surplus qui résulte du fait que les droits du pays dépassent ses obligations vis-à-vis de l'étranger. Toutes ces questions oscillent en effet autour de la nature de la richesse et du comment de sa croissance.

Le premier problème qui préoccupe les mercantilistes est celui relatif à *la nature de la richesse.* Ici, on rencontre souvent une idée répandue sur la pensée économique. Selon cette idée, la monnaie sous la forme de métaux précieux, l'or et l'argent surtout, est considérée chez les mercantilistes un élément essentiel de la formation de la richesse, sinon son synonyme. Cette idée est, en effet, discutable[133], elle ne doit pas être considérée comme

132. Les plus importants des mercantilistes sont : les Espagnols L. Ortiz (1558), D. de Olivares (1621) et l'Italien A. Sierra (1641). Ces dates sont celles où sont apparus leurs ouvrages les plus importants. En France, Jean Bodin (1530-1596), Antoine de Montchrétien (1576-1621), Sully (1559-1640) et Colbert (1611-1699). En Angleterre, Thomas Mun (1571-1641), John Child (1630-1699) et William Temple (1628-1698). Cf. SCHUMPETER, *History..., op. cit.*, p. 335 et s. ; I. F. HECKSHER, *Mercantilism*, translated by M. Shapiro, London, 1935 ; J. MARCHAL, *Cours d'économie politique*, Genin, Paris, 1964, p. 72-85 ; E. MANDEL, *Traité d'économie marxiste*, t. II, Julliard, Paris, 1962, p. 392 et s.

133. Adam Smith critique cette idée qu'il attribue aux mercantilistes dans leur ensemble et la considère comme un non-sens

représentant la notion de la richesse[134] chez les mercantilistes.

Il semble que l'idée se trouve dans les écrits des premiers mercantilistes, partisans de la politique de la monnaie métallique, les bullionistes[135]. Pour eux, l'avantage principal du commerce extérieur se présente dans l'attraction des métaux précieux. Nous pouvons comprendre la raison qui les pousse à adopter cette idée, si nous nous souvenons qu'elle s'est produite au moment où le problème principal était celui de l'accumulation monétaire, c'est-à-dire la concentration de la transformation des marchandises en monnaie (ce qui se fait dans la sphère de la circulation, sur le marché), considérant que l'accumulation du capital-argent jusqu'à un certain niveau est une condition nécessaire et préalable à la transformation de la production marchande simple en production capitaliste qui est, par nature, une production marchande, mais de type : monnaie — marchandise — monnaie.

A cette époque, la monnaie provenait des métaux précieux. Ceux-ci ne sont pas produits à l'intérieur des économies de l'Europe occidentale. Ils sont importés en échange des marchandises exportées. D'où la concentra-

---

(cf. *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations*, Ward, Lock and C°, London, 1838, p. 333 et s.). Quant à Keynes, il essaye de réhabiliter cette idée de la richesse (cf. *The General Theory of Employment, Interest and Money*, Macmillan, London, 1954, p. 213 et s.). Contrairement à ces deux penseurs, Lipson soutient que la pensée mercantiliste ne repose pas sur cette notion de la richesse (cf. *The Economic History...*, *op. cit.*, vol. II, p. LXXX, LXXXVII et vol. III, p. 62 et s.; cf. aussi M. Dobb, *Studies...*, *op. cit.*).

134. En effet, la plupart de ceux qui écrivent sur les mercantilistes sont de cet avis, ce qui, pour nous, n'est pas correct (cf., à titre d'exemple, L. Lekachman, *A History of Economic Ideas*, p. 37 et s. et L. Choukeir, *Histoire de la pensée économique* (en arabe), p. 76 et 77. Dans ce sens aussi, John Stuart Mill nous dit « quand le système mercantiliste dominait, il supposait explicitement ou implicitement, dans toute la politique des nations, que la richesse se compose uniquement de la monnaie ou des métaux précieux transférables directement en monnaie, s'ils ne sont pas effectivement sous la forme de la monnaie » (extraits de ses écrits par W. B. Robertson, *Political Economy : Expositions of its Fundamental Doctrines*, Selected from the Best Writers, The Walter Scott Publisher, London, 1905, p. 25-26).

135 .En 1622, un écrivain nous dit que « la monnaie est la richesse et la puissance véritables de l'Etat ». Polkfon, qui était responsable du commerce et des grandes plantations dans les colonies, soutient que l'or et l'argent « sont la seule et la plus utile richesse de l'Etat » (cf. E. Lipson, *op. cit.*, vol. III, p. 62).

tion sur la richesse sous son aspect monétaire, car l'accumulation des métaux précieux est synonyme de l'accumulation du capital-argent qu'il faut faire fonctionner pour accroître la richesse nationale. De là vient la recherche de la nature de la richesse dans l'afflux de l'or et de l'argent (ce qui signifie que les exportations doivent être plus grandes que les importations, c'est-à-dire que la balance du commerce implique un surplus auquel correspond la rentrée d'une quantité de métaux précieux), c'est-à-dire dans la sphère de la circulation.

On a ensuite la concentration sur la création d'*un surplus de production, mais envisagé au point de vue de la circulation,* d'une manière telle que ce surplus se manifeste dans un surplus monétaire : dans le profit. Ce profit est représenté pour la nation par le surplus de la balance du commerce. Ici, on ne voit le profit que lors de sa réalisation sur le marché, puisqu'on ne peut pas pénétrer dans la sphère de la production lors de sa production. On est encore dans le cadre de la concentration sur la sphère de la circulation, mais on s'approche davantage de la production. Il s'agit ici de la circulation qui s'appuie sur la production. Car, pour augmenter la quantité des métaux précieux, il faut augmenter les exportations. Et, pour ce faire, il faut augmenter la production[136].

Pour *les derniers des mercantilistes,* il n'y a plus de confusion : « la richesse d'un pays se présente dans le produit de la terre, le travail ou l'industrie ». Quant à « l'or et l'argent », ils ne sont que « la mesure du commerce[137] ». L'importance des métaux précieux réside donc dans le fait qu'on en fabrique la monnaie, et cette dernière est l'épine dorsale de la guerre et la base du crédit. Les métaux précieux tirent leur importance d'autres considérations : leur attraction particulière en tant que marchandise, le fait qu'ils sont impérissables, car leur diminution signifie une réduction de la quantité de la monnaie, ce qui se reflète dans une diminution de la demande pour les marchandises, et parce que leur augmentation signifie l'augmentation de la quantité de la monnaie. Et l'augmen-

---

136. Nous devons garder à l'esprit cette idée, car elle nous sera utile lors de la comparaison entre la pensée mercantiliste et la pensée marginaliste (cf. *infra,* sect. 3 de ce deuxième chapitre).

137. Ch. d'AVENANT, *Discourses on the Publick Revenues and on the Trade of England,* 1668, cité par K. MARX, *Theories of Surplus Value,* Lawrence and Wishart, London, 1954, p. 25. Voir, pour d'autres citations dans ce sens, E. LIPSON, *op. cit.,* vol. III, p. 63-65.

tation de cette dernière jusqu'à un certain point facilite l'échange et augmente la liquidité de l'économie, tandis que son augmentation au-delà d'un certain point amène la hausse des prix (et la diminution de la demande pour les exportations).

Bien que ces derniers mercantilistes trouvent la richesse dans les produits — il faut donc la rechercher dans la sphère de la production et non pas dans celle de la circulation — l'afflux de l'or et de l'argent représente un avantage dont ils n'ont pas cessé de réclamer la réalisation au cours du XVII^e siècle. Apparemment, ils utilisent un argument devenu conventionnel pour justifier des mesures qu'ils considèrent favorables sur d'autres bases. La préoccupation principale, qui a donné aux écrits des mercantilistes au XVII^e siècle un caractère uniforme, se manifeste dans la recherche de la réalisation d'une balance du commerce favorable au pays, et favorable dans le sens de la réalisation d'une expansion des exportations, expansion qui ne sera pas contrecarrée par la pénétration du marché local par les produits étrangers. Car, comme ils jugeaient le marché local limité, ils visaient tous à réaliser une expansion des exportations qui représente une addition nette aux ventes. Et, pour que la balance du commerce favorable au pays soit en équilibre (ce qu'ils cherchent d'ailleurs), il faut comme condition de cet équilibre que les métaux précieux affluent. Le but qu'ils recherchent est donc de garantir un marché additionnel (à l'étranger) pour leurs marchandises et non pas les métaux précieux qui ne sont que le moyen de la réalisation de ce but[138].

Cela nous permet de comprendre que les mercantilistes affirment la nécessité de garantir la liberté du commerce intérieur, l'expansion du marché intérieur devant être assurée par l'élimination des barrières qui existent entre les régions composant le territoire de l'Etat et la construction de routes et de canaux[139], mais à condition qu'on réserve ces marchés aux produits nationaux. Ce qui doit aller de pair, pour eux, avec l'organisation par l'Etat du commerce extérieur : la prise de mesures protectionnistes en faveur de la production locale, en limitant les importations (par l'imposition des tarifs douaniers ou l'interdiction tout court) et la prise de mesures qui assurent l'acquisition du marché extérieur pour les expor-

138. M. Dobb, *op. cit.*, p. 188 et s.
139. Lipson, *op. cit.*, vol. II, p. LXXIII et s.

tations nationales comme le soutien par l'Etat des grandes sociétés mercantilistes et le développement de la flotte commerciale pour le transport et de la flotte militaire pour les conquêtes et le maintien des colonies[140].

Ils réclament donc *l'intervention de l'Etat pour l'organisation de la vie économique*[141]. L'intervention de l'Etat de cette manière n'est qu'un des aspects du rôle qu'il joue dans le processus de la transformation des sociétés agricoles féodales en sociétés industrielles où le capital est

140. *Ibid.*, p. XV, L.

141. Les modalités de l'intervention de l'Etat diffèrent d'un pays à l'autre. En Espagne, cette intervention a pris principalement la forme de l'imposition de restrictions sur les mouvements de l'or et de l'argent à travers les frontières de l'Etat. En Angleterre, l'intervention de l'Etat se présente principalement dans la participation à la création de grandes sociétés mercantilistes et dans l'organisation du commerce, surtout le commerce extérieur, et des transports maritimes. En France, le domaine de l'intervention de l'Etat dans la vie économique est large : intervention qui vise à la réalisation de la politique de Colbert par la prise de toutes sortes de mesures favorables à l'expansion industrielle afin d'augmenter les exportations. L'Etat établit des entreprises qui l'approvisionnent, surtout pendant les guerres. Il encourage l'établissement des entreprises privées ; il leur fournit gratuitement des bâtiments et des logements, il leur octroie des subventions, il leur donne des crédits avec des taux d'intérêt relativement bas, il baisse la rente foncière que les entreprises privées payent en échange de l'utilisation des terres du patrimoine royal, il réduit les impôts directs et certaines entreprises bénéficient même d'exemptions fiscales. L'Etat intervient aussi pour garantir la disponibilité de la main-d'œuvre nécessaire à l'expansion industrielle (exemption d'impôt temporaire pour ceux qui se marient à l'âge de vingt ans, exemption d'impôt pour les familles nombreuses, interdiction de l'émigration des ouvriers, obligation pour les filles célibataires, les prêtres et les religieuses de travailler dans les industries, obligation pour les parents de diriger leurs enfants vers l'éducation technique industrielle, encouragement de l'immigration d'ouvriers étrangers qualifiés, les corporations s'occupent de l'enseignement technique, l'Etat garantit aux entreprises la liberté d'action en dehors des règles que les corporations ont établies pour la protection de leurs membres). A cela s'ajoute que l'Etat garantit pour certaines industries l'obtention de matières premières étrangères par l'exemption des tarifs douaniers et l'autorisation de se fournir dans les forêts royales. L'Etat assure aussi pour les entreprises l'écoulement de leurs marchandises, soit en assurant leurs achats à des prix déterminés, pendant une certaine période, soit en leur garantissant le monopole du marché, pour un certain temps, soit, enfin, en réservant le marché local pour leurs marchandises à travers la protection douanière et l'interdiction d'importations (cf., sur le rôle de l'Etat au cours de cette phase, notre ouvrage en arabe *Etude sur la politique et la planification financières*, Alexandrie, tome I, 2e édition, 1972, p. 20-25).

en voie de domination sur elles et dans ce qui correspond à cette transformation de lutte industrielle entre les nations sur le marché mondial. Dans cette lutte, la victoire reviendra à celle dont le taux de transformation est supérieur à celui des autres nations. Ce taux de transformation se détermine par le taux du développement du capital. D'où la nécessité du recours aux mesures de violence et de contrainte qui accélèrent la concentration de la propriété des moyens de production existant dans les mains des grands propriétaires dans l'agriculture et dans l'industrie par l'expropriation des petits producteurs directs. Ces mesures accélèrent aussi l'accumulation du capital par l'acquisition des colonies. Ici, la violence sera le moyen qui assure le marché, les matières premières et la force de travail bon marché. Ces mesures seront utilisées encore pour limiter les importations et protéger la production locale de toute concurrence étrangère pour aboutir à l'afflux des métaux précieux qui augmente la quantité de monnaie en circulation, ce qui pousse les prix vers la hausse et crée des pressions inflationnistes, pressions qui affaiblissent les membres des corporations, participant ainsi à la création du travail salarié, et qui entraînent surtout la diminution des salaires réels. Ces pressions bénéficient donc à la classe capitaliste, vendeuse des marchandises dont le prix augmente.

En remplissant ce rôle, l'Etat le fait au nom de la « nation » dans sa lutte avec les autres « nations ». Ainsi, la qualité nationale du système mercantiliste n'est pas un simple mot sur les lèvres de ses porte-parole. Au nom de leur souci de la richesse de la nation et des ressources de l'Etat, les mercantilistes prônent, en effet, les intérêts de la classe capitaliste et l'accumulation des richesses en général comme but final de l'Etat, dont la nature diffère donc de celle de l'Etat divin ancien. Mais ils réalisent en même temps que le développement de la production capitaliste représente le fondement de la puissance nationale et la base de la suprématie nationale dans la société moderne.

Telle est l'attitude des mercantilistes quant à la nature de la richesse et la relation entre elle, la production et le commerce extérieur, et telles sont les conséquences de cette attitude en ce qui concerne les recommandations relatives au rôle de l'Etat dans la vie économique. Ce courant de la pensée mercantiliste a été provoqué, nous l'avons vu, par l'afflux des métaux précieux vers l'Europe

occidentale et par la révolution des prix qui l'accompagne au XVIe siècle. Quelle est donc leur pensée au sujet du *phénomène des prix* ?

Avec l'expansion du commerce et de l'échange, la majorité des *derniers scolastiques* ont trouvé difficile de concilier l'idée du juste prix et ce qui se passe dans la pratique de la vie sociale. A partir de cette difficulté, il est devenu plus approprié de démontrer que le prix effectivement payé — le prix conventionnel — est le juste prix. Cette démonstration est basée sur l'argument suivant : celui qui accepte d'acheter une marchandise et de payer son coût de production, le prix courant, le fait parce que ce prix représente, *pour lui*, la « valeur réelle » de cette marchandise. Ce qui signifie qu'on commence à porter certaine attention aux appréciations subjectives de l'individu consommateur.

Quant aux *mercantilistes et leur attitude envers le prix et sa détermination*, il n'est guère facile de trouver une idée générale qui les représente tous, étant donné leur grand nombre et leur existence dans des pays de niveaux différents de développement économique et social. Cependant, on peut distinguer, par rapport au prix, les idées suivantes :

— dans leur pensée, la valeur est conforme au prix, le prix courant sur le marché ;

— dans leur pensée, on trouve la distinction entre la valeur de la marchandise (synonyme de prix, à leur sens) et son utilité ; ils établissent une sorte de relation de causalité entre elles ;

— leur pensée embrasse plusieurs réponses relatives à la détermination du niveau de prix, le prix courant : certains disent que le prix se détermine par la quantité de la monnaie ; d'autres par la relation entre la demande et l'offre[142] ; d'autres par le besoin ; d'autres encore attri-

142. A ce propos, Nicolas BARBON, dans *A Discourse of Trade*, soutient :

— que « le prix de la marchandise est sa valeur actuelle [...] et le marché est le meilleur arbitre par rapport à la valeur, étant donné la quantité de marchandises et leur chance [c'est-à-dire la demande pour elles, M.D.] sur le marché à travers la concurrence entre les acheteurs et les vendeurs, les choses valent une

buent la détermination du prix à tous ces facteurs réunis. Ici, une remarque fondamentale s'impose : toutes ces réponses se limitent à *la sphère de la circulation, sur le marché* où elles cherchent le ou les facteurs qui déterminent le prix courant.

Toutefois, certains des derniers mercantilistes[143] ne se contentent pas de dire que c'est le « marché » qui « détermine » le prix, et s'efforcent de pénétrer derrière les *fluctuations* des prix sur le marché — fluctuations qui peuvent égarer le chercheur lors de l'investigation — dans la recherche d'un facteur stable qui se caractérise par un degré de constance (toutes choses égales par ailleurs) et qui explique l'énigme des prix dans une économie en voie de devenir l'économie marchande généralisée.

Mais la pensée relative à la « valeur » ne sera pas le produit des mercantilistes. Elle sera le produit d'autres penseurs qui vivront une autre des phases du développement du mode de production capitaliste, développement qui assure la domination du capital, le capital productif, sur la production dont la nature industrielle commence à prédominer. C'est la phase du capitalisme industriel où le capital industriel perce son chemin pour devenir le phénomène dominant, soumettant, par conséquent, le capital commercial qui dominait la situation et annonçant l'abandon du centre de la préoccupation intellectuelle

certaine quantité, la quantité qu'elle peut avoir lors de la vente, en accordance avec l'ancienne règle selon laquelle la quantité vendue détermine la valeur [...] » ;

— que « le prix des marchandises, qui est la valeur actuelle, résulte du calcul de leur utilisation avec la quantité destinée à cette utilisation. [...] Il est impossible pour le commerçant de connaître lors de l'achat des marchandises le prix auquel il va les vendre : sa valeur dépend de la différence entre la chance qu'ont les marchandises et la quantité. [...] Par conséquent, si l'abondance des marchandises amène ou cause la baisse des prix, le commerçant les éloigne jusqu'à ce que la quantité [jetée sur le marché, M.D.] soit consommée et que le prix en augmente [...] » ;

— que « la valeur des marchandises résulte de leur utilité ; les choses inutiles n'ont pas de valeur [...], l'utilité des choses est de fournir à l'homme ce qui satisfait ses besoins. La valeur de toutes les marchandises résulte de leur utilité de la même façon que leur cherté ou bon marché résulte de leur abondance ou rareté » (cité par R. MEEK, *Studies on the Labour Theory of Value*, Lawrence and Wishart, London, 1956, p. 15-16).

143. Cf. E. MANDEL, *op. cit.*, tome II, p. 393.

du domaine de la circulation, pour retourner au domaine de la production où se trouvent les tréfonds des phénomènes économiques.

II. Le capitalisme industriel et la naissance de l'économie politique en tant que science

La fin du XVII[e] siècle marque le recul de l'organisation étatique de la vie économique, la désintégration du système des corporations et le déclin des grandes sociétés mercantilistes. La diminution du domaine de l'Etat dans la vie économique va de pair avec la disparition du monopole, cédant le terrain à la concurrence. Le facteur qui a produit ces deux tendances — et qui se fortifie en même temps par leurs actions — réside dans le développement de la production industrielle, développement devenu éblouissant à partir du milieu du XVIII[e] siècle, période qui annonce la *révolution industrielle* en Angleterre : la transformation qualitative par laquelle l'industrie devient l'activité qui domine l'économie nationale. Cela se réalise par des transformations qualitatives dans les techniques de production et ses méthodes d'organisation, d'une manière qui transforme les forces productives et cristallise les rapports de production dans la société capitaliste.

Par rapport aux *techniques de la production* industrielle, la transformation qualitative se manifeste dans le passage de l'industrie de manufactures à l'industrie mécanique où le travail s'effectue à l'aide de machines actionnées par la force motrice. Qu'entend-on par production mécanique ?

La machine est un ensemble de mécanismes combinés pour recevoir une forme définie d'énergie, la transformer et la restituer sous une forme appropriée pour produire un effet donné. La machine se compose donc de trois parties différentes : le moteur, la partie transmettant le mouvement et l'outil mécanique. La force motrice donne le mouvement initial, l'impulsion. Elle peut différer de nature : force musculaire de l'homme, force animale et force de la machine à vapeur. Quand le moteur donne l'impulsion, il faut ensuite la transmettre, ce qui se fait

par un ensemble d'organes composés (par engrenage, par courroie, par friction ou par chaîne). Cet ensemble transmet le mouvement initial du moteur à l'outil mécanique. Dans ce dernier, on trouve les outils qu'emploie l'artisan ou l'ouvrier des manufactures (comme l'aiguille qu'on utilise dans la couture, les ciseaux qu'on utilise pour couper, la navette pour tisser, etc.), mais sous des formes différentes. Les outils manuels de l'homme se transforment en outils mécaniques, chacun effectuant une des opérations nécessaires à la production du produit.

Telle est la machine avec ses différentes parties qui la composent. Voyons maintenant comment s'est développée chacune de ces parties. La première révolution technologique[144] se réalise au XVIII^e^ siècle, quand l'outil de production sort de la main de l'homme pour être utilisé par la machine.

---

144. Les aspects les plus importants de cette révolution sont les suivants :

— *d'abord, par rapport au moteur,* de 1675 à 1700 : de Guericke dessine la première machine électrostatique (ayant un moteur électrique), Huygens découvre le piston (pour la machine à vapeur); de 1700 à 1725 : la machine à vapeur de Newcomen ; de 1725 à 1750 : la turbine hydraulique de Singer; de 1750 à 1755 : la machine à vapeur de J. Watt (machine complète avec condensateur, régulateur et un appareil pour la mesure du degré de puissance du moteur); de 1775 à 1800 : la découverte de la haute pression par Avans Trevithick (pour la locomotive à vapeur), projet d'un moteur fonctionnant au gaz d'éclairage par Lebon ; de 1800 à 1825 : les principes de la machine à vapeur complète par Wolf; Stevenson dessine le système de la bielle-manivelle, système par lequel on peut transformer un mouvement rectiligne alternatif en mouvement circulaire uniforme, et, réciproquement ; Barlow introduit des modifications dans le moteur électrique ;

— *deuxièmement, par rapport à l'industrie moderne,* de 1675 à 1700 : Haydn dégage l'oxygène en chauffant des oxydes ; de 1700 à 1752 : Mill dessine la machine à écrire, Fahrenheit invente le thermomètre ; de 1725 à 1750 : John Kay invente la navette volante, Darby introduit l'utilisation du charbon dans l'industrie métallurgique ; de 1750 à 1775 : le chronomètre, la construction du premier pont métallique en Angleterre ; de 1775 à 1800 : Cartwright dessine la première machine à tissage mécanique, le métal remplace le bois dans l'industrie des machines, utilisation du caoutchouc dans l'industrie, introduction du système métrique, Parkers et la production du ciment, production de l'acide sulfurique ; de 1800 à 1825 : le gaz d'éclairage, la machine à tisser, le jacquard mécanique, la lampe-tempête dans les mines, les allumettes ; de 1825 à 1850 : la machine à coudre de Thimonier, Woehler découvre l'aluminium, addition du soufre au caoutchouc pour en

Cette révolution est propre à la troisième composante de la machine seulement, c'est-à-dire à la partie qui se compose d'outils mécaniques. Quant à la force motrice, elle peut être, au début, le travailleur lui-même et, ensuite, l'animal, le vent et l'eau. Dans tous ces cas existe une difficulté principale : le volume de l'impulsion ne peut pas être fourni dans la quantité appropriée ; de plus, la capacité motrice a des limites physiques dans le cas de l'homme et de l'animal et est difficilement contrôlable dans le cas de la force motrice naturelle (le vent et l'eau). Il était donc nécessaire de trouver une force motrice nouvelle qui éliminât cette difficulté. Cela se présente dans la machine à vapeur attribuée à James Watt en 1781 : ici, on a le premier moteur capable d'engendrer sa force motrice par la consommation de l'eau et du charbon (pour transformer l'eau de l'état liquide en vapeur) et

---

augmenter la résistance tout en lui gardant son élasticité (par Goodyear), Bessemer découvre la méthode de la production de l'acier ; production de l'aluminium ;

— *troisièmement, par rapport au transport*, de 1650 à 1675 : premier tricycle, apparition de l'autobus tiré par des chevaux ; de 1675 à 1700 : commencement d'utilisation du canal du Midi dans le sud de la France, le premier rail en bois ; de 1700 à 1752 : Papin essaie le premier bateau à vapeur ; de 1725 à 1750 : Allen construit les wagons de chemin de fer sous sa première forme ; de 1750 à 1775 : le premier rail en fer ; de 1775 à 1800 : Jouffroi d'Abbans lance le premier bateau à vapeur, Blachard traverse la Manche en ballon, Jessap invente le rail de chemin de fer moderne, Gernerin invente le parachute, Fulton invente le sous-marin à ventilateur ; de 1800 à 1825 : Trevithick construit une locomotive faisant 14 km/h, le premier autobus à vapeur en Angleterre, Drais invente la draisienne — ancêtre de la bicyclette, construction de la première ligne de chemin de fer en France, et les inventions et les innovations (c'est-à-dire l'utilisation effective des inventions dans la solution des problèmes de la construction, l'introduction de l'invention dans la pratique de la production) qui s'ensuivent.

Cette révolution technologique eut un effet décisif sur les rapports de production. Elle fait presque disparaître dans le domaine où elle se manifeste les rapports de production précapitalistes et fait progresser les rapports capitalistes. Mais elle réalise cet effet dans des circonstances historiques (politiques, sociales et économiques) déterminées. Ces circonstances sont loin d'être le produit des seuls progrès techniques. Elles sont le produit de l'action concrète des membres de la société, de leur lutte sociale, du rôle joué par les facteurs géographiques, organisationnels, etc. D'un autre côté, la révolution technologique entraîne la transformation radicale de la société. Et, comme elle se réalise dans une réalité sociale qui diffère d'une société à l'autre, la nature de la transformation qu'elle produit diffère d'une société à l'autre.

l'homme peut en régler le degré de puissance. Il devient alors possible d'utiliser un seul moteur pour faire fonctionner plus d'un outil mécanique. Et, avec l'augmentation du nombre d'outils mécaniques que l'on doit faire actionner simultanément, le moteur devient de plus en plus puissant et la partie transmettant le mouvement se transforme en un corps de plus en plus large et complexe. A la fin de ce processus de développement, on aboutit au système de la machine-outil, puisque la machine devient composée principalement d'un ensemble d'outils mécaniques qui font les différentes opérations de la production. Et l'unité de production utilise un grand nombre de ces machines. Toutes ces machines reçoivent le mouvement nécessaire à leur actionnement grâce à un seul système de transmission : le transmetteur central (l'automate) qui fait fonctionner toutes les machines à la fois. Tel est le système de l'industrie automatique.

Il devient clair que la transformation de la production de manufacture en production mécanique par l'utilisation systématique des machines est conditionnée par l'apparition des moteurs mécaniques. Néanmoins, la simple apparition de ces derniers (leur invention) ne signifie pas leur utilisation, puisque cette utilisation est conditionnée par la satisfaction de ses conditions matérielles. Ces conditions matérielles se présentent dans le développement de l'industrie des manufactures sur la base d'une division du travail au sein de l'entreprise, d'une manière qui morcelle les opérations nécessaires à la production de la marchandise et qui les simplifie. Et simplifie par conséquent les outils nécessaires, les rend plus maniables et en augmente le nombre, comme nous l'avons déjà vu lors de la présentation de l'image de l'industrie des manufactures. Et ces conditions matérielles se présentent aussi — et nous avons là une condition fondamentale — dans le fait que la situation s'est caractérisée en Angleterre, au cours de la phase de la domination de l'industrie domestique, par un travail salarié relativement limité, étant donné que la classe ouvrière naissante était encore, en ce qui concerne ses éléments venant de la campagne, attachée partiellement à l'agriculture. Ce manque relatif pourrait pousser les salaires vers la hausse, ce qui entraîne la recherche des techniques de production qui économisent le travail et augmentent sa productivité. En d'autres termes, les conditions matérielles de l'invention sont à rechercher dans le cadre de la division du travail, au sein de l'entre-

prise — division déterminée par le rapport de production qui y domine — et dans la situation générale du travail (abondance ou manque relatifs), mais considérée au point de vue du capital, au point de vue de l'effet de cette situation sur le profit.

Quant aux méthodes de l'organisation industrielle, la transformation qualitative se manifeste par le passage au *système de l'usine,* basé sur la division du travail au sein de l'entreprise. Ici, la production industrielle se concentre dans un nombre d'usines où chacun rassemble un grand nombre d'ouvriers qui effectuent la production à une grande échelle ; c'est la grande production destinée non seulement au marché intérieur, mais aussi au marché extérieur. Dans cette ambiance s'activent les entrepreneurs — les propriétaires des entreprises utilisant le travail salarié et produisant pour le marché — que l'on trouvait dans l'industrie des manufactures capitalistes au XVII[e] siècle et au cours de la première moitié du XVIII[e] siècle. A cette époque-là, ils représentaient les petits entrepreneurs, possédant un petit ou un moyen capital, mais aussi une ambition, une capacité de prendre des initiatives et une connaissance étroite de la production, et ils étaient liés au milieu du commerce d'une manière qui leur permet de compléter leur capital par le crédit (l'emprunt pour une période déterminée à la fin de laquelle on rembourse la somme empruntée, plus l'intérêt dû) qu'ils obtiennent des commerçants. Dans ce domaine s'affirme donc la domination du capital industriel sur la production, mais la production sous la forme de la grande production mécanique.

La domination du capital s'affirme aussi sur l'agriculture à travers *la révolution agricole* (en Angleterre) au XVIII[e] siècle, où le mouvement de l'enclosure atteint son apogée, aboutissant ainsi à la concentration de la propriété foncière et à la maturation des rapports de production capitaliste dans l'agriculture, maturation qui se présente dans l'émergence d'une classe de fermiers qui cultivent leurs fermes clôturées, en recourant au travail salarié. Les premières décennies du XVIII[e] siècle témoignent aussi d'une révolution dans les techniques de production dans l'agriculture anglaise[145], une révolution qui a augmenté la

---

145. L'utilisation de la rotation agricole de Norfold se répand. Elle remplace le système de l'*open field.* La terre n'est plus laissée

productivité du travail agricole et, par conséquent, la partie du surplus agricole disponible sur le marché pour la consommation des ouvriers industriels dont le nombre augmente sans cesse.

Et ces développements dans l'agriculture, vus sous un un autre angle, représentent l'expansion continue du marché intérieur (puisque l'augmentation de la quantité du surplus agricole commercialisé signifie l'augmentation des possibilités des habitants de la campagne d'acheter des biens industriels) et la formation de la classe ouvrière, formation qui a été accélérée par l'accroissement démographique du XVIIIe siècle.

A cette expansion continue du marché intérieur s'ajoute la croissance rapide que le commerce des exportations a connue. L'Angleterre jouissait, au XVIIIe siècle, de la position commerciale privilégiée qui était l'apanage de la Hollande au XVIIe siècle[146].

---

sans culture pour un an. De plus, l'assolement triennal permet d'éviter l'épuisement de la terre.

146. On voit de ce qui est dit dans le texte que la révolution industrielle ne peut pas être expliquée par une seule relation de causalité, un seul facteur; car on ne peut expliquer les points historiques décisifs que par des causes complexes, c'est-à-dire par un faisceau de facteurs dont le développement simultané assure la maturation d'une situation sociale. Un des facteurs principaux qui se trouve derrière cette révolution industrielle (qui a embrassé à la fois l'expansion de la production par l'investissement, l'utilisation de la machine dans la production et de nouvelles techniques de production) réside dans le manque relatif de travail salarié : on peut dire que la naissance de l'industrie domestique capitaliste est due à l'existence de travailleurs qui pratiquent encore un certain travail agricole (on a là une force de travail semi-prolétaire). Avec l'expansion de l'industrie domestique et de l'industrie de manufactures, l'offre de ce travail devient relativement limitée, ce qui pousse à l'accélération du mouvement de transformation dans l'agriculture (l'enclosure et la révolution technique). Cela s'ajoutant à l'accroissement démographique rend le travail salarié disponible sur le marché. Mais, s'il sera disponible à une échelle qui facilite l'investissement dans la construction des usines, il ne sera pas cependant assez bon marché pour ne pas pousser à la recherche de méthodes de production qui économisent le travail par l'utilisation des machines.

Un autre facteur dans l'explication de la révolution industrielle réside dans l'existence d'un marché intérieur et extérieur pour la production à grande échelle. Ce qui ne se réalise — en ce qui concerne le marché intérieur — que par la révolution agricole, événement qui n'a pris place dans les sociétés de l'Europe occidentale, exception faite de l'Angleterre qui les a précédées, qu'aux XVIIIe et XIXe siècles. Cela est valable, à condition de prendre en considération que le développement du marché intérieur est le produit

Pour résumer, nous dirons que nous sommes à la phase où le capital se trouve principalement entre les mains des patrons industriels ; la phase où se libèrent juridiquement les travailleurs agricoles et les travailleurs artisans, de la subordination des maîtres de la terre et des restrictions de la corporation, tout en se séparant de la propriété des moyens de production, n'ayant ainsi que leur force de travail, marchandise à vendre sur le marché. C'est la phase de la domination de l'activité industrielle. L'agriculture se transforme pour en devenir une branche et les deux sont embrassées par le marché. L'économie nationale se transforme tout entière en une économie marchande, s'agissant ici de l'échange, qui commence, de la monnaie ; la monnaie se transforme en marchandise pour que cette dernière se transforme à son tour en monnaie en plus grande quantité.

Ainsi, la deuxième moitié du XVIIIe siècle représente la phase de la transformation sociale radicale : la maturation de nouvelles formes de production, l'apparition de nouvelles formes de relations sociales, de nouvelles formes de gouvernements et des nouvelles idées sociales — formes qui étaient lentes et hésitantes dans leur lutte contre l'ancien, mais qui finissent par se développer et le vaincre à une vitesse étonnante : ce sont les changements quantitatifs lents qui se transforment à une étape

---

du développement du mode de production capitaliste lui-même : le développement de la division sociale du travail et l'augmentation de sa productivité, ce qui permet la production d'un surplus qui excède la consommation nécessaire aux producteurs. Ce surplus sera destiné au marché. L'augmentation du surplus à vendre signifie l'augmentation de la possibilité du vendeur d'acheter d'autres marchandises, c'est-à-dire une extension du marché. Et cela représente l'autre aspect des changements qui se réalisent dans les rapports de production, c'est-à-dire dans le statut du travail principalement. Celui-là change, comme nous l'avons déjà vu, à travers le processus de la création de la différenciation sociale au sein du mode de production marchande simple dans l'agriculture. Ce processus a, en effet, deux aspects : l'augmentation de la productivité signifie augmentation du surplus que l'on peut échanger, ce qui signifie à son tour l'élargissement du marché interne ; l'augmentation de la productivité signifie aussi — et là, nous avons le deuxième aspect du processus — l'augmentation de l'offre du travail salarié. Envisager ce processus d'une telle manière montre que le « marché », comme facteur de développement, joue un rôle qui diffère du rôle du « marché » comme *facteur extérieur* (c'est-à-dire indépendant et, dans un sens, « final » et par conséquent « accidentel »). Voir M. Dobb, « Prelude to the Industrial Revolution » *Papers on Capitalism...*, *op cit.*, p. 17-33.

déterminée de leur accumulation, en un développement qualitatif rapide[147].

Au cours de ce processus, l'économie politique, la science qui nous préoccupe, commence à exister par la délimitation de son objet, qui connaît une certaine cohésion interne et la cristallisation de sa méthode (les deux étant intimement liés). L'expansion du domaine de l'activité d'échange, pour qu'elle devienne le phénomène dominant où la plupart de la production est destinée au marché — marché qui organise un nouveau type de vie économique et qui se présente comme un lieu de rencontre du résultat de toutes les activités économiques — cristallise l'activité économique et met en relief son importance dans le tout social. D'un autre côté, l'expansion de l'activité industrielle, en extension et en intensité, pour qu'elle devienne l'activité dominante qui se caractérise par une grande régularité de répétition au cours d'une période relativement courte par rapport à l'activité agricole (la répétition de l'activité agricole, soit la production du blé par exemple, exige un laps de temps de deux ans, tandis que la production d'une marchandise industrielle, soit les textiles, se répète un millier de fois dans une seule journée), nous disons donc que l'expansion de la production marchande et la domination de l'activité industrielle imposent au chercheur, sujet de la connaissance, le fait que les phénomènes économiques, surtout dans le domaine de la production, sont régis par des lois objectives qu'on peut et doit découvrir. Si nous ajoutons que l'ambiance intellectuelle était dominée par une préoccupation générale de problèmes méthodologiques — dans l'activité de la formulation de la connaissance scientifique — qui a produit une conscience de la possibilité de l'utilisation de la méthode de la recherche scientifique dans la formulation de la connaissance relative aux phé-

147. Voir en ce qui concerne les changements économiques et sociaux pour cette phase :

— T. S. Ashton, *The Industrial Revolution, op. cit.*, O. C. Cox, *The Foundation of Capitalism, op. cit.*, chap. XX-XXI.

— M. Dobb, *Studies..., op. cit.*, p. 225 et s.; J. Maillet, *Histoire des faits économiques*, Payot, Paris, 1952, p. 242 et s.; P. Mantoux, *La Révoluton industrielle au XVIII^e siècle*, Editions Génin, 1959; K. Marx, *Le Capital*, vol. I, Foreign Languages Publishing House, Moscou, 1959, chap. XV, « Machinery and modern industry », p. 371 et s.; E. Roll, *op. cit.*, p. 92-140; Southgate, *op. cit.*, chap 13-18.

nomènes économiques, nous pouvons expliquer la naissance de l'économie politique en tant que science au cours de cette phase. Cette naissance s'annonce grâce aux efforts analytiques de deux groupes de penseurs (en Angleterre et en France) qui représentent les précurseurs de l'école dont la pensée des fondateurs réalise cette naissance. Il s'agit là de l'école classique (*classical school*). Nous verrons d'abord la pensée des précurseurs anglais et français de l'école classique, pour voir ensuite la pensée de cette école, mais principalement en ce qui concerne la naissance de l'économie politique en tant que science, c'est-à-dire au point de vue de la délimitation de son objet et de la cristallisation de sa méthode.

A) *Les précurseurs de l'école classique*

Si nous voulons rechercher la caractéristique principale qui distingue — à l'échelle de la pensée — la phase que les précurseurs de l'école classique ont vécue, en s'appliquant à ce que cette recherche soit faite au point de vue de notre problème central — c'est-à-dire celui relatif à la naissance de l'économie politique — nous le trouvons dans *la mise en relief de la préoccupation de deux problèmes, la richesse et la valeur, avec le déplacement du centre de la recherche de la sphère de la circulation à la sphère de la production.* Ces deux problèmes furent soulevés, parfois comme synonymes, parfois comme distincts l'un de l'autre. On trouve aussi, parfois, des auteurs qui, partant du problème de la richesse, se trouvent confrontés, au cours de leur étude, avec le problème de la valeur. Ce qui exige que nous soyons conscients de la différence entre la richesse et la valeur.

Bien que la connaissance de cette différence avec toutes ses dimensions ne vienne que si l'on suit les pensées des précurseurs de l'école et de ses fondateurs, la poursuite de ces pensées sera peut-être facilitée si nous jetons, dès maintenant, un coup d'œil sur cette différence.

La richesse (*wealth*) est l'ensemble des valeurs d'usage disponibles dans la société, soit des produits destinés à la consommation finale, soit des produits réutilisés dans le processus de production. Elle provient ainsi de la production, quelle que soit sa forme sociale, que ce soit une

production pour la satisfaction immédiate des besoins de producteurs ou que ce soit une production marchande.

Quant à *la valeur* (*value*), il s'agit d'un phénomène lié à la production marchande et à la production marchande uniquement. Elle représente une caractéristique sociale qui rend le produit, devenant une marchandise, objet d'échange et elle exprime ce qu'elle a de contenu commun avec les autres marchandises, malgré leurs utilités différentes, c'est-à-dire malgré leurs valeurs d'usage différentes. Pour montrer la différence et la relation entre la richesse et la valeur, prenons l'exemple suivant : admettons, même pour le moment, que la valeur de la marchandise trouve sa source dans le travail et que cette valeur se mesure par le nombre d'heures de travail (social) dépensé dans sa production. Si une unité de la marchandise A, soit le crayon, dont la valeur d'usage se montre dans l'écriture, est produite par une heure de travail, on a une quantité de valeur d'usage égale à un crayon qui satisfait le besoin, d'une seule personne, pour écrire (représentant ainsi une partie de la richesse sociale) et la valeur de cette unité de la marchandise est égale à une heure de travail. Supposons maintenant que la productivité du travail a augmenté — grâce à l'amélioration de la formation technique de l'ouvrier, par exemple — et il devient possible pour la société de produire dans une heure de travail deux crayons au lieu d'un seul. La valeur d'une seule unité de marchandise diminue d'une heure de travail à une demi-heure de travail, tandis que le nombre de crayons a doublé, permettant ainsi de satisfaire le même besoin pour deux personnes au lieu d'une seule, ce qui signifie l'augmentation de la quantité de valeur d'usage disponible pour la société. Ici, on témoigne de l'augmentation de la richesse de la société qui va de pair avec la diminution de la valeur des unités des marchandises.

A partir de cette caractéristique principale de la phase, on distingue, d'habitude, parmi les précurseurs de l'école classique, les précurseurs anglais des précurseurs français (les physiocrates). En étudiant cette pensée, nous nous limitons au plus important des précurseurs anglais, William Petty et au père de la physiocratie, François Quesnay.

Les précurseurs anglais de l'école classique[148]

Ces précurseurs et, à leur tête, William Petty ont donné des idées sur la richesse et sa nature, sur la valeur (sa source et sa mesure), sur la monnaie et l'intérêt, et sur le commerce extérieur et la nécessité qu'il soit libre.

Quant à *William Petty*[149], certains le considèrent le fondateur de l'économie politique en tant que science[150]. Et cela, parce qu'il jouissait d'une clairvoyance relative à l'objet de l'étude qu'il effectuait et parce qu'il était conscient d'utiliser dans la recherche une méthode nouvelle. Il était conscient plus encore d'être en train d'établir une nouvelle science.

Voyons d'abord, par rapport à *l'objet de sa recherche*, les questions qui le préoccupent et le type d'activité dans le cadre duquel il se trouve : en s'interrogeant sur la richesse, il la définit comme le produit ou les marchandises. Dans son analyse, il prend le blé comme représentant ces marchandises. Une fois la richesse définie, il se demande : où se produit-elle ? Elle est produite dans le domaine de la production. D'où la concentration sur ce domaine et non pas le domaine de la circulation. Mais dans quel type de production ? Ici, nous pouvons voir des caractéristiques de la production dont il parle qu'il s'agit d'une production marchande où l'échange se fait par l'intermédiaire de la monnaie. William Petty s'intéresse donc à la production marchande. Et il se trouve ici confronté par le problème de la valeur qui s'impose.

Une fois confronté par le problème de la valeur, il le pose d'une manière systématique qui montre la conscience qu'il a de sa nature et du fait qu'il représente le problème central. Par rapport à la valeur de la mar-

148. Les plus importants parmi eux, sont William Petty (1623-1687) ; Dudly North (1641-1691), qui considère que la richesse est constituée des biens réels et qui défend la liberté du commerce ; John Locke (1630-1704), surtout ses idées sur l'intérêt et la monnaie ; John Law (1671-1729) ; David Hume (1711-1776) ; James Stewart (1712-1780).

149. Les plus importants de ses écrits sont : *A Treatise on Taxes and Contributions* (1662), *Political Arithmetick*, écrit en 1665 et publié en 1691. Pour rédiger cette étude, nous nous sommes référés à la traduction française de ces œuvres économiques, *Les Œuvres économiques de sir William Petty*, traduits par H. Dussauz et M. Pasquier, V. Giard et E. Brière, Paris, 2 tomes, 1905.

150. K. MARX, *Theories of Surplus Value*, *op. cit.*, p. 15.

chandise que William Petty appelle le prix naturel, il répond à deux questions :

— la première est relative à l'aspect qualitatif du problème de la valeur : quelle en est sa source ? Petty répond que la valeur trouve sa source dans le travail et énonce à ce propos une phrase qui est devenue célèbre : « Le travail est le père et le principe actif de la richesse, de même que la terre en est la mère[151] » (et il s'agit ici de la valeur bien qu'il utilise ici le mot richesse). Par terre, il entend la nature. Si le travail et la nature sont « les deux expressions naturelles de toute valeur », le problème principal de l'économie politique se présente dans « la réduction de l'un à l'autre », c'est-à-dire « arriver à une relation naturelle d'égalité entre le travail et la nature d'une manière qui nous permet d'exprimer la valeur en termes de l'un d'eux ». Et Petty est enclin à réduire la nature au travail, c'est-à-dire à exprimer la valeur en termes de travail.

— si la valeur trouve sa source dans le travail, la deuxième question se rapporte à l'aspect quantitatif du phénomène de la valeur : quelle est la mesure de la valeur ? A cela, William Petty répond que la valeur se mesure par la quantité de travail : la valeur de la marchandise est déterminée par la quantité du travail qu'elle contient[152].

Et qu'advient-il du travail[153] ? Comment se détermine

---

151. *L'Anatomie politique de l'Irlande, op. cit.*, p. 204 ; *Traité des taxes et contributions, op. cit.*, p. 33-34.

152. « Supposons qu'un homme apporte à Londres une once d'argent tirée de la terre au Pérou dans le même temps qu'il peut produire un boisseau de blé. L'un de ces produits est le prix naturel de l'autre ; or, si grâce à des mines nouvelles et plus faciles à exploiter un homme peut avoir deux onces d'argent aussi facilement qu'il pouvait en obtenir une seule auparavant, alors le blé sera aussi bon marché à 10 shillings le boisseau qu'auparavant à 5 shillings, *coeteris paribus.* » (*Traité des taxes..., op. cit.*, p. 51.)

153. La productivité du travail augmente par la division du travail au sein de l'unité de production. Ici, Petty montre les avantages de la division du travail, non seulement dans l'industrie des montres, mais aussi dans toutes les industries qui se trouvent dans une ville d'un pays donné (cf. *Autre Essai en arithmétique politique*, p. 522 et *Arithmétique politique*, p. 282-283). On a vu comment Ibn Khaldoun et Aristote, avant lui, s'intéressent à la division du travail. Mais il s'agit pour eux de la division professionnelle du travail. Nous verrons plus tard comment Adam Smith, suivant les pas de William Petty, s'intéresse à la division du travail au sein de l'unité de production dans l'entreprise capitaliste.

sa propre valeur ? Elle se détermine par la valeur des biens de subsistance nécessaires[154].

En outre, Petty pose la question de la *rente*, qui est la part du produit que le propriétaire de la terre s'approprie. Cette part est égale, selon lui, au produit total moins le salaire et les semences. Elle représente le surplus engendré dans la production agricole et elle contient le profit qui n'en est pas encore distinct. Il s'ensuit que le produit agricole (net) se répartit entre le salaire (ce que les ouvriers obtiennent) et la rente (ce que le propriétaire reçoit[155]).

De plus, on trouve chez Petty l'idée de la *rente différentielle*. Cette rente s'explique chez lui par deux raisons :

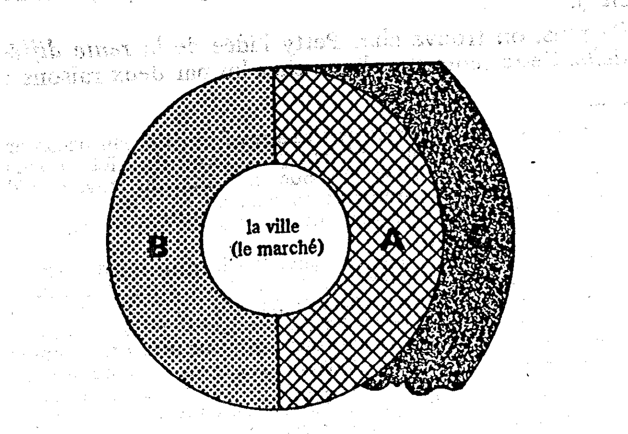
---

154. « [...] la loi qui fixe de tels salaires [...] ne devait accorder à l'ouvrier que juste ce qu'il lui faut pour vivre. En effet, si vous lui accordez le double, il ne fait que la moitié du travail qu'il aurait pu faire et qu'il aurait fait en d'autres conditions, c'est là pour le public une perte d'autant sur le produit de ce travail [...] » (*Traité*..., *op. cit.*, p. 103).

155. Ici, W. Petty voit dans la rente foncière la forme normale du surplus en général, tandis que la place du profit est encore indéterminée. Le profit que le capitaliste (qui exploite la terre en utilisant les moyens de production qu'il possède en ayant recours au travail salarié) obtient apparaît dans le meilleur des cas comme partie du surplus que le capitaliste arrache au propriétaire de la terre. On peut expliquer cette vision par les caractéristiques de la situation dans laquelle il écrit, où les habitants de la campagne représentent encore la majorité écrasante de la société et où la propriété foncière apparaît encore comme la relation fondamentale de la production et le propriétaire de la terre comme la personne qui s'approprie directement le surtravail des producteurs directs, étant donné qu'il monopolise la propriété de la terre.

En effet, le problème doit être posé différemment dans le cadre de la production capitaliste. Ici, on trouve, à côté du propriétaire de la terre, un capitaliste qui veille à l'activité agricole. Ce dernier exploite la terre en utilisant des moyens de production qu'il possède à titre privé et en ayant recours à des ouvriers salariés, dans une relation directe avec eux (il est possible qu'une seule personne agisse en qualité de propriétaire terrien et en qualité de capitaliste). Ici, les ouvriers salariés, les producteurs directs, produisent le produit dont une partie représente le surplus. Le capital s'approprie ce surplus de manière directe et la propriété foncière, en fin de compte, en obtient une partie. Dans le cadre de cette production capitaliste, le problème de la rente doit donc être posé au point de vue de cette production, et la question devient la suivante : comment la propriété foncière, personnifiée dans le propriétaire terrien, parvient à arracher au capital, personnifié par ceux qui contrôlent le processus de production agricole, une partie du surplus que le capital s'approprie directement à travers ses relations avec les ouvriers salariés, producteurs directs du surplus ?

la différence dans la fertilité du sol et la différence de la localisation de la terre par rapport au marché. Pour comprendre cette idée de la rente différentielle, nous nous servons de l'exemple suivant : comme point de départ, la terre représente un don de la nature. Quand elle existe en abondance, sans qu'elle soit objet de monopole d'une couche ou d'une classe sociale, il sera possible à chaque individu de l'exploiter sans être obligé de payer en échange (sous la forme d'une partie du produit qu'il doit céder en nature ou en monnaie).



Supposons, dans ce cas, que le besoin en blé des habitants d'une ville peut être satisfait par la culture de la superficie A. Sur cette terre (pour l'utilisation de laquelle rien n'est payé), le coût de production d'une unité de poids de blé est 10 F. Ce coût contient un profit égal à 3 F. Le prix de vente de l'unité sur le marché sera donc égal à 10 F. Dans ce cas, le cultivateur de la terre A ne paye aucune rente pour la terre. Supposons, à une deuxième étape, que le prix du blé hausse (à cause de l'augmentation de la demande venant d'une ville voisine, par exemple) pour devenir 12 F par unité de poids. Pour répondre à cette augmentation de la demande, la production s'élargit par l'exploitation d'une terre additionnelle : la terre B, qui est moins fertile que la terre A mais qui se trouve à

la même distance du marché, et la terre C qui est aussi fertile que la terre A, mais plus éloignée du marché. Ici, on trouve que le coût de production sur les terres B et C est plus élevé que celui sur la terre A (où le coût de production par unité reste toujours 10 F). Ce coût est plus élevé sur la terre B parce qu'elle est moins fertile que la terre A. Il est plus élevé sur la terre C, bien que cette dernière soit aussi fertile que la terre A, car elle se trouve plus éloignée du marché, ce qui augmente le coût de transport. Supposons que le coût de production de l'unité de poids de blé est, sur les terres B et C, égal à 12 F, y compris les 3 F de profit. Dans cette situation nouvelle, le prix de la vente de l'unité de poids de blé sera égal à 12 F. Et c'est le prix auquel vendent tous les producteurs, quelle que soit la terre qu'ils cultivent. Aussi, tous les producteurs réalisent un profit de 3 F par unité de poids de blé, quelle que soit leur terre. Mais le propriétaire de la terre A, qui continue à produire à un coût de production égal à 10 F par unité, commence à s'approprier une sorte de revenu égal à 2 F par unité. Ce revenu est une rente qui vient de la différence de sa terre et des autres terres B et C, puisque sa terre diffère de la terre B par sa fertilité et de la terre C par sa localisation.

Quant à la *méthode*, on remarque que Petty se distingue par une conscience méthodologique, c'est-à-dire une conscience relative aux méthodes qu'il utilise, conscience qui se mêle à sa conscience de bâtir une science nouvelle. Sa méthode de recherche repose sur l'observation et vise à l'acquisition d'une connaissance précise par l'étude des aspects quantitatifs de l'objet analysé. Dans l'introduction de son livre *Political Arithmetic*, W. Petty nous dit :

a) « la méthode que j'utilise pour réaliser mon objectif dans cette étude n'est pas encore répandue [c'est-à-dire diffère de la méthode convenue jusqu'alors, M. D.], et cela est dû à ce que

b) au lieu de me limiter aux comparaisons, aux qualités et aux arguments des spéculations, j'adopte une méthode qui se présente comme suit :

- je m'exprime en termes de chiffres, de poids, de mesure [...]
- j'utilise seulement les arguments donnés par l'expérience [...]

— je ne considère que les raisons qui ont une base visible dans la nature.

c) les idées que j'avance sont donc basées sur l'observation et les assurances exprimées en chiffres, en poids et en mesures[156] ».

On voit donc comment l'objet de la recherche économique commence à se délimiter autour du phénomène de la valeur, comme elle apparaît dans le domaine de la production, et comment cet objet peut être envisagé en utilisant une méthode expérimentale qui s'est installée dans le domaine des études relatives aux phénomènes naturels. Le commencement de la cristallisation de cet objet par la concentration sur le domaine de la production s'est réalisé aussi, mais avec des dimensions différentes, par les efforts intellectuels des précurseurs français et surtout François Quesnay.

Les précurseurs français de l'école classique : les physiocrates[157]

Les physiocrates, surtout leur père, François Quesnay[158], ce médecin « qui fait de l'économie politique une science[159] », voient que la richesse se présente dans « les biens nécessaires à la vie et à la reproduction annuelle de ces biens ». La richesse est donc le produit nécessaire

156. *Arithmétique politique, op. cit.*, p. 268-269.

157. On appelle les physiocrates un groupe de penseurs à la tête duquel se trouve F. Quesnay, qui partent, dans leur construction intellectuelle, de l'idée de l'ordre naturel, léguée par la pensée scolastique (et qui domine le XVIIIe siècle comme nous le verrons plus tard) pour édifier une école qui a sa base théorique, sa doctrine et ses recommandations pour la politique à adopter. Les plus importants des physiocrates après F. Quesnay sont : le marquis de Mirabeau (1715-1789), Mercier de La Rivière (1720-1793), Dupont de Nemours (1739-1817). Cf. SCHUMPETER, *History..., op. cit.*, p. 232 et s.

158. François Quesnay, fondateur de l'école physiocrate (1694-1774), était un médecin éminent qui occupa une place stratégique dans la vie intellectuelle de Paris et de Versailles à partir du milieu du XVIIIe siècle. Voir pour sa vie, sa pensée et ses écrits : *François Quesnay et la Physiocratie*, tomes 1 et 2, I.N.E.D., Paris, 1958 ; M. DOWIDAR, *Les Schémas de reproduction..., op. cit.*, chap. 1 et 2.

159. K. MARX, *Misère de la philosophie*, Editions sociales, Paris, 1961, p. 113.

à la vie des membres de la société et nécessaire aussi à la garantie de la continuité de la production au cours des périodes suivantes. On remarque ici, même à l'étape de la définition de la richesse, une attention particulière donnée à la reproduction. Cette richesse se produit dans la sphère de la production et non pas dans la sphère de la circulation. Et elle ne se produit, selon Quesnay, que dans le domaine de la production matérielle, c'est-à-dire la production dont le résultat se cristallise sous la forme d'un produit matériel tangible. Ainsi, les services sont exclus du domaine de l'activité productive. *Dans le cadre de la production matérielle, l'agriculture est la seule activité productive,* puisque dans l'agriculture seulement la nature permet au travail de l'homme de produire plus que ce qui est nécessaire à la production agricole, c'est-à-dire lui permet de produire un « produit net » qui représente la différence entre le produit total et ce qu'on utilise dans la production agricole d'instruments de travail, de matières premières et des biens alimentaires consommés par ceux qui travaillent la terre. C'est l'agriculture seule qui donc produit un surplus. Et l'industrie se trouve exclue du domaine de l'activité productive. Mais quelle agriculture ? Ici, Quesnay distingue la petite culture qui s'effectue par la famille paysanne sur la base du travail des membres de la famille, utilisant les bœufs comme force motrice, et la grande culture des fermiers effectuée sur de grandes superficies sur lesquelles on utilise le capital ; on y emploie le travail salarié et on remplace les bœufs par les chevaux. En d'autres termes, si l'agriculture est la seule activité productive, il s'agit, pour F. Quesnay, de l'agriculture qui se fait sur des bases capitalistes. Il s'intéresse à la production agricole marchande, ayant une nature capitaliste.

D'où vient l'introduction par F. Quesnay du *capital* dans la théorie économique, en tant que richesses accumulées au préalable qui se présentent sous la forme matérielle des biens de production qui doivent exister avant le commencement même du processus de production au cours duquel ils seront utilisés ? Ce capital prend, d'après Quesnay, trois formes. La première couvre la partie du capital consacrée à la mise en valeur de la terre, à son amélioration et à la construction des canaux et du système de drainage. Cette partie est appelée par Quesnay les « avances foncières ». La deuxième forme couvre la partie du capital ayant la forme qui se présente matériel-

lement dans les biens de production durables, utilisables pendant plus d'une période de production, comme les bâtiments et les machines. Ce que Quesnay appelle les « avances primitives ». Quant à la troisième forme, elle concerne la partie du capital destinée à l'obtention des matières premières qu'on transforme dans le processus de production et qui seront intégralement utilisées pendant une seule période de production et aussi à l'obtention des biens alimentaires pour la consommation de ceux qui travaillent dans l'agriculture. Cette dernière partie du capital représente pour Quesnay les « avances annuelles ».

Dans cette production agricole capitaliste, le produit social est réparti entre les classes de la société selon les types de rapport de production dominants : les propriétaires terriens s'approprient, grâce à la propriété de la terre, le « produit net », tandis que les ouvriers reçoivent les salaires qui se déterminent, selon Quesnay, sur la base du « strict nécessaire », c'est-à-dire le minimum des biens de consommation nécessaires à la survie de ces travailleurs.

L'analyse de F. Quesnay culmine dans sa conception du processus économique dans son ensemble, en tant que processus de production et de reproduction, d'une période à l'autre et dans la présentation de ce processus dans le *Tableau économique.* Voyons, avec un peu de détails, ce que le tableau représente[160].

A partir de *la réalité de l'économie française,* à la fin du XVII^e^ siècle et dans la première moitié du XVIII^e^ siècle, F. Quesnay construit son tableau économique ou ce qu'on peut appeler un schéma de reproduction. En général, la situation au milieu du XVIII^e^ siècle peut être caractérisée par une importance qualitative de nouvelles institutions économiques capitalistes, forçant leur chemin dans le cadre d'une société féodale, une société qui était épuisée économiquement non seulement en vertu de son autodestruction, mais aussi en raison du fardeau accablant des guerres.

A cette époque, l'agriculture représentait encore l'activité dominante. La majorité de la population active était engagée dans l'agriculture qui contribuait le plus au produit social. La forme sociale dominante de l'unité de pro

160. Cf. le premier chapitre de notre ouvrage *Les Schémas d reproduction..., op. cit.*

duction était la famille paysanne sur de petites exploitations. Cependant, les fermes de grande culture représentaient déjà, en 1757, un septième de la superficie cultivée, principalement dans les provinces de « la Normandie, la Beauce, l'Ile-de-France, la Picardie, la Flandre française, le Hainaut et peu d'autres ». Dans ces fermes, les capitaux et le travail salarié jouaient le rôle crucial. La productivité y est beaucoup plus élevée que dans les exploitations paysannes, étant donné que « le riche fermier, qui cultive en grand, qui multiplie les dépenses pour augmenter le profit [...], fertilise les terres, multiplie les bestiaux [...], fixe les habitants des campagnes » et, par conséquent, « fait la force et la prospérité de la nation ».

L'essentiel de la *production industrielle* était réalisée par deux types de production : les artisanats et l'industrie domestique rurale. Cette dernière jouait un rôle de premier plan dans l'industrie textile, alors la plus importante. L'industrie a été subordonnée au commerce, surtout sur le marché international. Dans les environs des grands ports, une concentration mercantiliste de l'industrie a eu lieu. Ces centres représenteraient le moyen des développements industriels sur des bases capitalistes. Mais c'était encore les artisans qui dominaient la scène industrielle. Et pour Quesnay, ils constituaient une partie de « la classe stérile ».

C'était dans le domaine du commerce que l'initiative capitaliste était la plus active, surtout, et avec une rigueur particulière le commerce extérieur. Les denrées agricoles jouaient encore le grand rôle dans le commerce intérieur. Mais la grande impulsion était donnée par le commerce maritime. Entre 1716 et 1764, la valeur du commerce extérieur a plus que triplé. Ainsi s'édifièrent dans les ports et les villes commerçantes de très grandes fortunes. Les richesses amassées servaient à la bourgeoisie pour acquérir des terres, signe de supériorité sociale dans cette société encore féodale, et pour financer la grande industrie naissante. L'essor commercial précédait le développement industriel.

En dépit du développement du mode de production capitaliste dans ces différentes activités, l'agriculture, avec sa forme traditionnelle d'exploitation, était encore le centre productif le plus essentiel. Elle n'a pas seulement supporté la grande majorité de la population, paysans et aristocrates, mais elle a aussi nourri l'industrie par la

force de travail et les matières premières. Le commerce profitable des grains constituait la branche la plus active du commerce extérieur. D'où la place dominante acquise par l'agriculture dans l'analyse de Quesnay.

L'image du mode de production capitaliste avait été obscurcie par les institutions sociales et politiques du féodalisme encore régnant. Par le canal des impôts royaux, impôts seigneuriaux et autres redevances, la majeure partie du produit agricole (en sa contrepartie monétaire) passe à la classe politiquement et économiquement dominante : grands propriétaires, nobles, ecclésiastiques et haute bourgeoisie. Parmi eux, les grands propriétaires comptaient le plus, car ils détenaient non seulement la majeure partie des terres, toutes les hautes charges civiles, militaires et ecclésiastiques, mais aussi la presque totalité des capitaux français à un moment où la richesse mobilière était encore subordonnée à la propriété foncière. Tandis que la situation des agriculteurs était caractérisée par un endettement financier, et que les travailleurs agricoles (les brassiers) et les travailleurs dans l'industrie et le commerce ne recevaient que ce qui maintenait leur subsistance, la classe des grands propriétaires apparaissait comme le centre des décisions financières et autoritaires qui contrôlait toute l'activité économique. D'où son rôle stratégique dans l'analyse de Quesnay.

C'est dans ce cadre que F. Quesnay *construit son* Tableau économique *sous la forme de schéma d'un processus économique qui se reproduit d'une période à l'autre — d'une année à l'autre — en supposant que le niveau de l'activité économique ne change pas au cours du temps. Il s'agit de ce qu'on appelle un schéma de la reproduction simple*[161]. *Le but de la construction de ce schéma est de :*

---

161. Au point de vue méthodologique, l'analyse de Quesnay dans le tableau économique se caractérise par ce qui suit :

a) Le schéma est un schéma de la reproduction simple. Le volume du capital social reste inchangé au cours de périodes successives de production, l'an étant considéré comme la dimension temporelle du processus de production.

b) L'analyse est une analyse macroéconomique, c'est-à-dire une analyse qui s'effectue en termes de relations économiques entre de grandes unités sociales. Les échanges sont agrégés comme s'ils avaient lieu entre les trois classes sociales définies selon leur fonction économique. Il s'agit là de la première ébauche de l'analyse macroéconomique, d'une « méthode purement additive, consistant à décrire les faits au moyen de grandeurs globales obtenues par une simple addition ».

— connaître la nature du processus de la production sociale en tant que processus de production et de reproduction, et trouver, par la même occasion, l'origine du produit social et la modalité de sa répartition entre les classes sociales ;

— expliquer comment les conditions de la reproduction du produit social sont réalisées au cours du processus de la circulation.

Il est évident que pour que le produit social soit reproduit, le capital social, sa condition préalable, doit l'être aussi.

On ne saurait trop répéter que le but du schéma de Quesnay n'est pas la simple circulation des éléments du produit social ; l'origine et la répartition du produit méritent naturellement plus d'attention de la part de Quesnay, ce rebelle au mercantilisme.

Pour réaliser ce double but, Quesnay conçoit le processus économique à un certain niveau d'abstraction[162], en tant que tout organique composé de parties entre lesquelles existent des relations d'interdépendance mutuelle.

---

c) L'analyse se fait à la fois en termes réels et monétaires. Les flux réels sont associés à leurs conjoints monétaires, ces derniers étant déterminés par les premiers. Pour Quesnay, la monnaie sert principalement à la circulation des biens. Mais nous verrons qu'elle sert aussi à fournir la forme sous laquelle le capital se manifeste au cours d'une certaine phase du processus de sa circulation.

d) S'intéressant aussi à l'origine de la richesse sociale, l'analyse des schémas n'est pas seulement descriptive, mais aussi génétique, puisqu'elle cherche la source du produit social, la modalité de sa répartition et comment la circulation de ses éléments est conditionnée par les circonstances sociales de sa production.

162. Le niveau d'abstraction se détermine par les hypothèses explicites ou implicites, sur la base desquelles Quesnay fait son analyse. Ces hypothèses sont :

a) En analysant le système économique, en tant qu'une unité nationale, Quesnay fait abstraction du commerce extérieur, il s'agit là d'une économie fermée ;

b) Seuls les échanges entre les trois grandes unités sociales sont analysés, abstraction est faite des échanges qui ont lieu au sein de chaque classe ;

c) On suppose que tous les échanges entre les classes ont lieu à la fin de la période et non pas au cours de la période, d'une manière qui place les éléments du produit social dans un état de

Il conçoit la nation réduite à trois grandes classes définies selon leur fonction économique, à savoir :

— *la classe productive*, la classe des entrepreneurs-fermiers : c'est cette classe qui produit l'*output* annuel total (c'est là la conviction de Quesnay, étant donné que, pour lui, l'agriculture est la source unique de la richesse. En effet, et comme nous le verrons dans la présentation schématique du tableau, l'*output* total est produit dans les deux secteurs, agricole et industriel). La production est effectuée par l'utilisation des capitaux, fixes et circulants. Les premiers, les « avances primitives », de l'ordre de 10 milliards, se déprécient à un taux de 10 % par an et sont remplacés par des achats à la classe stérile, des biens manufacturés. Les derniers, les « avances annuelles », sont de l'ordre de 2 milliards. L'utilisation de capitaux ayant la valeur de 3 milliards (1 milliard de capital fixe et 2 milliards de capital circulant) permet la production d'un *output* total de 5 milliards, dont 2 milliards représentent le « produit net ».

— *la classe des propriétaires :* c'est la classe du souverain, des propriétaires de la terre et des décimateurs. C'est la classe qui, tout en ne cultivant pas la terre, s'approprie annuellement le « produit net » sous la forme d'une rente payée par la classe productive. La classe des propriétaires vit sur la dépense de ce revenu, sur l'achat des biens de consommation agricoles et industriels.

— *la classe stérile :* grossièrement équivalente à la bourgeoisie et formée de tous les citoyens occupés à d'autres services et d'autres activités que ceux de l'agriculture. Leur travail n'ajoute rien à la richesse sociale. Il ne fait que transformer une partie de cette richesse. L'utilisation du capital fixe par cette classe est presque négligeable, mais elle utilise du capital circulant (des matières premières agricoles), de l'ordre d'un milliard. Les membres de cette classe consomment, pour leur subsistance, des

---

disponibilité en attendant le commencement d'une nouvelle période de production ;

d) Le système est supposé fonctionner sous les conditions de la libre concurrence, abstraction est faite des autres formes du marché ;

e) On suppose que les prix restent constants.

produits alimentaires agricoles de la valeur d'un milliard.

En tout, à la fin de la période de production, des produits manufacturés de la valeur de 2 milliards sont réalisés dans le secteur non agricole.

Dans ce schéma de la structure des classes, la place du travail n'est pas bien déterminée. On peut ou bien le traiter comme une quatrième classe (ce qui serait préférable pour une analyse sociologique), ou bien l'ajouter à la première et à la troisième classes — ce qui est plus concevable au point de vue de la production du produit social en général et du « produit net » en particulier.

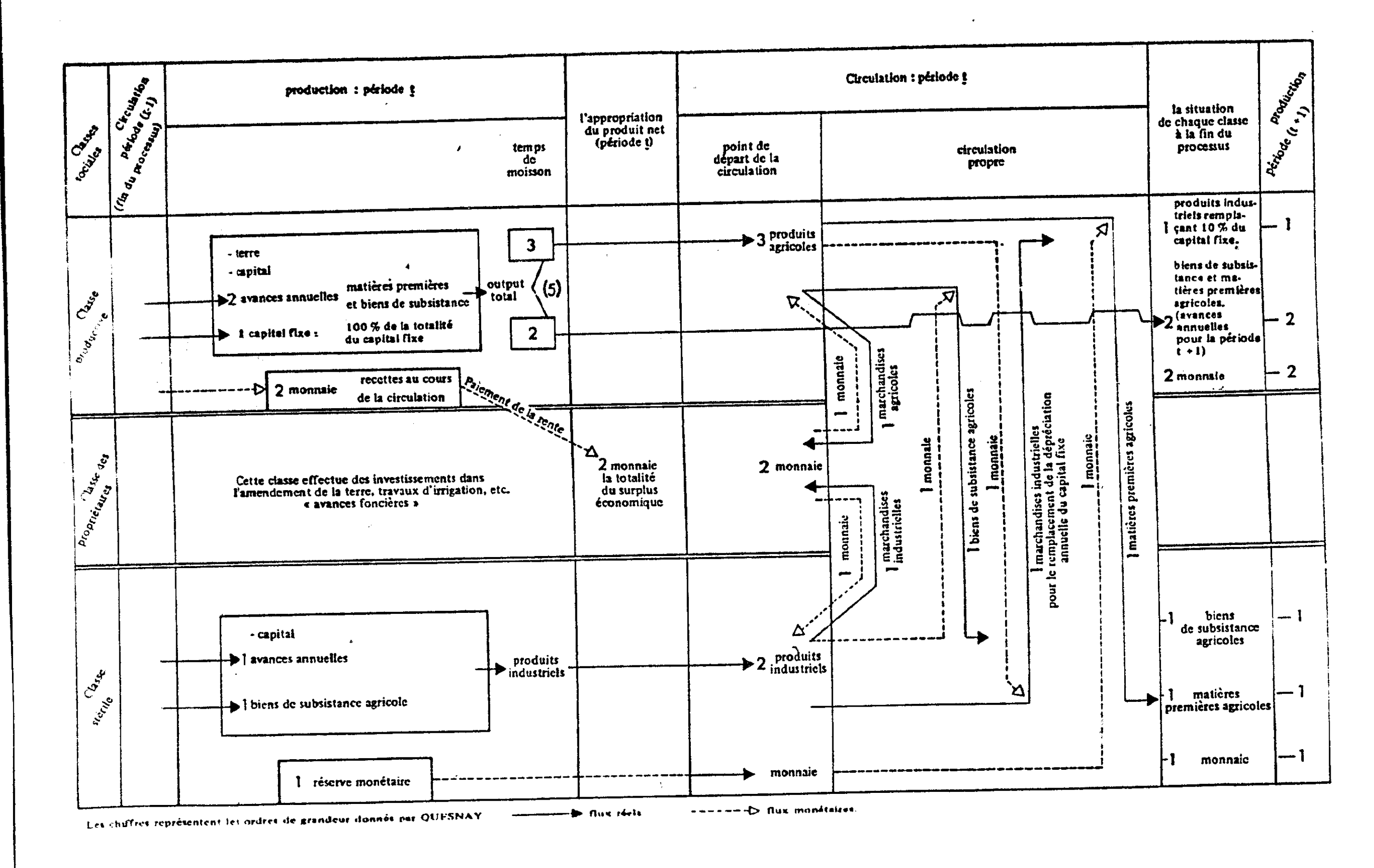
On remarque que la masse monétaire nécessaire à la circulation des marchandises n'a pas été quantifiée par Quesnay. Cependant, la quantité de la monnaie doit être, selon lui, plus ou moins proportionnelle aux revenus. Cette quantité a été fixée à 2-3 milliards par Marx[163] et à 3 milliards par H. Woog[164]. Etant donné que la part annuellement dépréciée du capital fixe des fermiers est remplacée à travers l'échange avec la classe stérile, il sera plus concevable que la quantité de la monnaie nécessaire à la circulation soit de l'ordre de 3 milliards (équivalent à la valeur du produit net, 2 milliards, plus 1 milliard à utiliser par la classe stérile). Dans ce cas, le capital circulant de la classe stérile aura une forme monétaire. La masse monétaire est supposée être retenue par la classe productive (2 milliards) et par la classe stérile (1 milliard).

Maintenant, nous pouvons présenter schématiquement la conception de Quesnay sur le processus de production et de circulation et des conditions nécessaires à la reproduction. Dans cette présentation, le processus social de production, de répartition et de circulation des marchandises sera divisé arbitrairement[165] en phases pour montrer comment, au cours de ce processus, sont produites les conditions de la reproduction du capital social et, donc, du produit social.

163. *Theories of Surplus Value, op. cit.*, p. 67 et s.

164. H. Woog, *The « Tableau économique » of F. Quesnay*, A. Kranke, Berne, 1950.

165. Nous disons « arbitrairement » parce que nous sommes bien conscients que, tandis que la production, la répartition et l'échange peuvent être considérés comme trois facettes séparées, ils ne peuvent pas être traités comme catégories séparées des relations économiques ; ils ont une unité essentielle.



Les chiffres représentent les ordres de grandeur donnés par QUESNAY ——▶ flux réels - - - - -▷ flux monétaires.

D'après ce schéma, on voit que d'un *output* de 5 milliards en produits agricoles, 3 milliards seulement sont disponibles pour l'échange entre les classes sociales. Les autres 2 milliards sont retenus par la classe productive, au sein du secteur agricole, pour reprendre leur service en tant que capital circulant au cours de la période qui suit. Ces 2 milliards ont la forme physique de biens alimentaires nécessaires à la vie de ceux qui travaillent la terre (1 milliard) et de semences (1 milliard). Des produits industriels de 2 milliards entrent aussi dans la circulation. Toutes les marchandises disponibles pour la circulation font l'objet des actes d'échange suivants :

1. — La classe des propriétaires commence la dépense de son revenu (2 milliards en monnaie), qu'elle reçoit sous la forme de la rente payée par la classe productive, pour l'achat à la classe productive des marchandises agricoles — alimentation — de la valeur d'un milliard.

2. — La classe des propriétaires achète, en utilisant le reste de son revenu monétaire, à la classe stérile des marchandises industrielles — biens de consommation — de la valeur d'un milliard.

3. — La classe stérile achète à la classe productive des biens de subsistance — biens alimentaires — ayant la valeur d'un milliard.

4. — Pour remplacer la portion dépréciée de son capital fixe, la classe productive achète à la classe stérile des marchandises industrielles — biens d'équipement — dont la valeur est égale à un milliard.

5. — Enfin, la classe stérile achète à la classe productive des matières premières agricoles ayant la valeur d'un milliard.

Par les actes 1 et 2, la classe des propriétaires dépense son revenu total et assure sa vie. Les actes 2 et 4 montrent comment la totalité de l'*output* industriel est transféré à la classe des propriétaires (pour la consommation finale) et à la classe productive (pour le remplacement du capital fixe déprécié, pour la consommation productive). Rien de sa propre production n'est laissé à la classe

stérile. Selon Quesnay, cette classe n'utilise pas de capital fixe et ne consomme pas de produits industriels.

Il en devient évident que, *pour que chaque secteur puisse se procurer ce qui lui est nécessaire à la production au cours de la période suivante* (pour sa propre reproduction), il faut :

a) Premièrement, que la circulation se réalise en tant que processus qui commence par la dépense de son revenu, de la part de la classe qui s'approprie le produit net sous sa forme monétaire ; dépense qui déclenche une série d'échanges à travers lesquels se réalisent les conditions de la reproduction. Néanmoins, pour que ces conditions se réalisent, il faut :

b) Deuxièmement, que la circulation s'effectue d'une manière qui donne au système, à la fin de la période, *un équilibre* qui permet à la société de se trouver, au début de la période suivante, en possession de la même quantité de capital (fixe et circulant) que celle avec laquelle elle a commencé la période actuelle, trouvant ainsi à sa disposition la force de travail nécessaire à la reproduction au cours de la période suivante. Par rapport à l'équilibre du système, il nous faut distinguer *l'équilibre général* entre la production et la consommation, c'est-à-dire entre l'offre totale et la demande totale, de l'équilibre *au niveau des secteurs* ou des grandes unités en lesquels se divise l'économie nationale.

— Pour l'équilibre général, on voit de l'analyse de Quesnay que la demande totale se compose des éléments suivants :

• la demande de la classe propriétaire pour les biens de consommation finals, agricoles et industriels, ayant la valeur de 2 milliards ;

• la demande de la classe productive pour des biens industriels, biens d'équipement pour remplacer la partie dépréciée du capital fixe, ayant la valeur d'1 milliard ;

• la demande de la classe stérile pour des biens agricoles, biens alimentaires et matières premières, ayant la valeur de 2 milliards ;

• la demande de la classe productive pour des biens agricoles, bien alimentaires et matières premières ayant la valeur de 2 milliards.

Ainsi, la demande totale = 2 + 1 + 2 +2 = 7 milliards.

Quant à l'offre totale, le produit total, il se compose des éléments suivants :

• le produit agricole total dont la valeur est 5 milliards ;

• le produit industriel total ayant une valeur de 2 milliards.

Ainsi l'offre totale = 5 + 2 = 7 milliards, ce qui est égal à la demande totale.

— Par rapport à l'équilibre au niveau du secteur — et il s'agit ici des deux secteurs agricoles et industriels — il se réalise quand la demande pour les produits du secteur est égale à son *output* : pour le secteur agricole, on trouve que la demande pour ce produit est = 2 + 2 + 1 = 5 milliards, tandis que l'offre des produits agricoles en est égale à 5. Pour le secteur industriel aussi, la demande pour ses produits (venant de la classe des propriétaires et de la classe stérile, 1 + 1 = 2) est égale à l'offre dont la valeur est de 2 milliards.

— On ajoute que l'échange entre ces secteurs doit se réaliser d'une manière qui permet à chaque secteur d'obtenir des autres ce qui est nécessaire à la reproduction au sein du même secteur au cours de la période suivante, c'est-à-dire pour remplacer le capital déprécié du secteur, pour garantir l'approvisionnement en matières premières et en biens de consommation nécessaires à la survie de la force de travail engagée dans le secteur.

Telle est l'analyse de Quesnay relative au *Tableau économique,* c'est-à-dire à son schéma de la reproduction simple. De cette analyse, nous explicitons :

1. — Que le produit est créé dans la sphère de la production. La circulation n'y ajoute rien.

2. — *Que la circulation est le moyen par lequel se répartit le produit social entre les classes sociales,* puisque à travers l'échange chaque classe obtient sa part de ce produit ; part qui se détermine selon le type de rapports de production dominants. C'est la classe des propriétaires, par exemple, qui s'approprie le surplus produit dans l'agriculture.

3. — *Que la production, en dehors de l'agriculture, trouve sa base naturelle dans le caractère productif du travail agricole.* Si le travailleur n'est pas capable de produire dans une journée de travail une quantité de moyens de subsistance supérieure à ce qui lui est nécessaire pour reproduire sa capacité productrice, on ne peut pas parler d'un surproduit, utilisable pour faire vivre une force de travail qui s'engage dans d'autres activités. Autrement dit, la base de toutes les sociétés se trouve dans une productivité du travail agricole qui dépasse le besoin personnel du travailleur agricole. Cette productivité élevée du travail agricole est, surtout, la base de la production capitaliste qui tire un nombre accru de travailleurs engagés dans la production des biens alimentaires de base et les transforme en force de travail à employer dans d'autres activités, et surtout, l'activité industrielle.

4. — Que, tandis que les marchandises de la valeur de 5 milliards ont été échangées, 3 milliards de monnaie seulement ont été nécessaires à leur circulation. Le double caractère des transactions est évident. La circulation de la monnaie apparaît être déterminée par la circulation des marchandises. Elle l'est, en fait, par le processus de la circulation du capital.

5. — *Que la circulation (au cours de la période* t) *est indispensable pour que la reproduction* soit réalisée pendant la période $t + 1$. A l'intérieur de la sphère de la circulation, on note :

a) Que la dépense du revenu représentant le surplus économique est la force motrice de la circulation, car c'est cette dépense qui provoque une série d'échanges par lesquels chacun des secteurs productifs peut se procurer le capital nécessaire à la reproduction. De là vient le rôle stratégique joué, dans le processus de reproduction, par la classe qui s'approprie le surplus économique.

b) Que l'échange entre la classe agricole et la classe industrielle est le moyen par lequel le capital social nécessaire à la reproduction est réalisé, puisque c'est à travers l'échange que la classe productive est autorisée à remplacer la portion dépréciée de son capital fixe ; et c'est au moyen de l'échange que la classe stérile peut obtenir les matières premières à manufacturer au cours de la période de production suivante. Aussi, à travers l'échange, la force de travail, engagée dans l'industrie, peut obtenir les biens alimentaires nécessaires à la survie.

6. — Que, si l'on suppose que la totalité du surplus économique est destiné à la consommation, c'est-à-dire si l'on suppose que la classe qui l'obtient l'utilise à des fins de consommation, le processus de production commencera au début de la période suivante, avec les mêmes conditions avec lesquelles il a commencé la période actuelle. Le résultat est que le niveau de l'activité de la production restera le même. On aboutira à la fin de la période suivante, au même volume de produit social. Tel est un état hypothétique de ce qu'on appelle la reproduction simple. A partir de cet état, on peut voir que consacrer une partie du surplus économique non à la consommation, mais à l'augmentation de la capacité productrice à la disposition de la société (c'est-à-dire investir cette partie du surplus) entraîne la possibilité de commencer la production à la période suivante avec de meilleures conditions qui permettent l'augmentation du produit social pendant cette période. Cela veut dire que la reproduction se fait à une échelle élargie. A partir de l'analyse de Quesnay relative à la reproduction simple, on peut donc construire un schéma de la reproduction élargie, ce que Marx a fait à une étape ultérieure, mais par rapport à l'économie capitaliste en plein développement[166].

•

De tout cela, il devient clair que *l'objet de la recherche économique* se rapporte, chez François Quesnay, à l'ensemble des phénomènes qui composent un tout orga-

166. *Le Capital*, vol. II ; cf. M. Dowidar, *Les Schémas..., op. cit.*, chap. III et IV.

nique qui est le processus de production, ce processus envisagé en tant que processus de production et de reproduction. C'est l'ensemble des phénomènes qui composent le système économique. Ce système économique représente — aux yeux de Quesnay, qui partage avec les philosophes de son temps l'idée de l'ordre naturel — un système de faits régis par des lois physiques, dérivés de la nature des choses. *Les phénomènes économiques sont donc régis par des lois physiques, lois objectives, lois matérielles, de la nature même de ces phénomènes. Elles sont des lois éternelles.* La découverte de ces lois, ce qui est possible par les lumières de la raison, nous donne un système de lois théoriques, c'est-à-dire une science. Mais quelle *méthode* nous conseille Quesnay pour dégager ces lois ? Quesnay nous indique que la seule méthode valable est la méthode expérimentale. Il analyse le phénomène observé afin de trouver les lois objectives, indépendantes de la volonté de l'homme, qui le régissent. Le point de départ est la réalité dans sa totalité universelle. De la réalité, on abstrait ce qui ne représente pas l'essence du phénomène étudié. Et, pour ce faire, des règles doivent être strictement suivies, à savoir que « la première est de ne jamais rien supposer au-delà de ce que l'expérience nous instruit en toute rigueur » et « la deuxième [...] de ne point faire valoir par un simple enchaînement de conséquences [c'est-à-dire par la simple déduction, M.D.] les vérités que l'expérience nous découvre[167] ».

•

Ainsi se cristallise la pensée des précurseurs de l'école classique. L'essence de cette pensée se résume en : poser le problème de la valeur comme le problème principal par W. Petty ; l'idée principale de P. de Boisguillebert[168]

167. *Ibid.*, p. 32.

168. Economiste français qui a vécu entre 1646 et 1714. Il a commencé ses écrits par l'étude des conditions économiques de la France. Puis, il a écrit un livre sur la nature de la richesse et de l'argent : *Dissertation sur la nature des richesses, de l'argent et des tributs.* Voir, pour une bonne présentation de l'idée de l'interdépendance mutuelle entre les différentes parties du processus économique chez Boisguillebert, le premier chapitre du livre de G. Nagels, *La Reproduction du capital social selon K. Marx, Bois-*

relative à l'interdépendance mutuelle entre les activités économiques de la société ; les idées pénétrantes de R. Cantillon[169] concernant les principes généraux du processus économique ; et, finalement, l'analyse de F. Quesnay se rapportant au processus de production sociale en tant que processus de production et de reproduction[170].

Cette pensée reflète une concentration qui se déplace graduellement vers la sphère de production pour rechercher l'objet de la science nouvelle ; rechercher dans les phénomènes qui constituent le processus de production envisagé en tant que processus de production et de reproduction, phénomènes régis par des lois objectives indépendantes de la volonté de l'homme, des lois qu'elle considère éternelles. Ces phénomènes se rapportent à la production marchande capitaliste. En utilisant une méthode expérimentale, le problème de la richesse, ainsi que celui de la valeur sont posés. Certains les confondent, et certains se posent le problème de la richesse pour se trouver au cours de leur chemin analytique confrontés par le problème de la valeur qu'ils posent ensuite et qu'ils s'efforcent de traiter. Dans ce domaine, W. Petty avec le reste des précurseurs anglais vont plus loin que F. Quesnay et ses disciples, puisqu'ils reconnaissent au travail en général, et non pas au travail agricole seulement, sa qualité en tant

---

guillebert, Quesnay, Léontiev, université libre de Bruxelles, 1970. Tous les écrits de Boisguillebert, ainsi qu'un certain nombre d'études sur ses écrits, se trouvent dans *P. de Boisguillebert,* 2 tomes, I.N.E.D., Paris, 1966.

169. R. Cantillon (1680 ?-1734), d'origine espagnole, irlandais de naissance et français par séjour et vie dans la société française. Dans son ouvrage *Essai sur la nature du commerce en général,* publié en 1755, après sa mort, on trouve la première conception du processus économique en tant que tout. Dans ce livre, il discute des problèmes de la richesse, de la valeur et des prix et de la monnaie et de l'intérêt. Il présente une théorie de la répartition des revenus, faisant la distinction entre « les gains certains » (la rente et les salaires) et « les gains incertains » comme le revenu des entrepreneurs (il fut, à notre connaissance, le premier à utiliser le terme « entrepreneur »). Le livre de Cantillon représente une des meilleures cristallisations de la méthode inductive dans la recherche économique (voir l'édition I.N.E.D., Paris, 1952).

170. On ajoute les controverses sur la monnaie et l'intérêt (controverses qui se manifestent à partir de la révolution des prix, qui a commencé au XV[e] siècle et a continué jusqu'au XVII[e] siècle) et la défense de Dudley North de la liberté du commerce extérieur.

que créateur de la valeur. Mais ils n'arrivent pas à la mesure commune réelle de la valeur, car cette mesure hésite encore entre le travail et la nature. La pensée reflète ici la réalité de la phase que les précurseurs vivent, où le mode de production capitaliste basé sur la production industrielle forçait encore son chemin à l'ombre des institutions du féodalisme basé sur la production agricole.

A partir de ces idées, utilisant l'appareil intellectuel des philosophes du XVIIIe siècle (et surtout l'idée de l'ordre naturel) et bénéficiant des développements méthodologiques dans la recherche scientifique en général, la construction classique se réalise grâce aux efforts analytiques de Adam Smith[171] et de David Ricardo[172]. Et, avec cette construction classique, naît l'économie politique en tant que science.

B) *L'école classique*[173]

Pour qu'on puisse comprendre l'apport des classiques à la naissance de l'économie politique en tant que science, nous devons saisir le *contexte historique* de cette pensée classique, du point de vue des faits économiques, du point de vue de la pensée en général.

---

171. Adam Smith (1723-1790), philosophe et économiste d'origine écossaise. Il a enseigné la logique et l'économie politique à l'université de Glasgow et il a accepté d'autres postes pendant le reste de sa vie. Il est le premier des classiques anglais. En 1776, il publia son fameux ouvrage *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations.*

172. Quant à D. Ricardo (1776-1823), il était homme d'affaires, politicien et membre du Parlement en Angleterre. Il commence sa construction théorique de la critique des théories de A. Smith, publie, en 1817, son ouvrage principal *Principles of Political Economy and Taxations*. En parlant des classiques, certains ajoutent d'autres noms comme celui de T. R. Malthus (1766-1824) à qui est attribué un *Principe de la population* et J.-B. Say (1767-1832), vulgarisateur de la pensée d'A. Smith sur le continent. Il y a aussi John Stuart Mill (1806-1873) qui n'a contribué que d'une manière limitée à la construction de la théorie classique, bien qu'il soit considéré comme un des plus grands penseurs du XIXe siècle. Son livre *Principles of Political Economy* (1848) représente dans son essence une mise en ordre de l'ensemble de la pensée classique. Il en résulte que nous pouvons dire que l'essence de la construction théorique classique se trouve dans les écrits d'Adam Smith et de D. Ricardo.

173. Nous entendons par école classique l'ensemble des penseurs

Au point de vue *faits économiques*, il s'agit, nous l'avons déjà vu, de la phase du développement du capitalisme industriel, la phase de l'expansion industrielle avec ses manifestations sur l'agriculture. Au cours de cette phase, l'expansion industrielle atteint un point qualitatif qui se reflète dans la révolution industrielle grâce à laquelle s'in-

---

qui ont produit, grâce à leur tentative d'étudier les relations réelles de la production capitaliste, le corps de la théorie économique qui se cristallise de la fin du XVIII^e siècle jusqu'aux débuts du XIX^e siècle. Ce corps théorique trouve ses faits grâce à l'effort analytique créateur de A. Smith et de D. Ricardo. Ainsi, nous ne donnons pas à l'école classique le sens que lui donne J. Keynes dans son livre *The General Theory of Employment, Interest and Money*, Macmillan, London, 1954, p. 3. Pour Keynes, la pensée classique couvre toute la pensée économique qui l'a précédé. L'utilisation du terme dans le sens donné par Keynes n'est pas correcte, ni dans le domaine de la théorie de l'emploi et des fluctuations économiques ni dans le domaine de la théorie économique en général :

— D'abord, car l'attitude de la pensée économique précédant Keynes vis-à-vis des fluctuations économiques et du niveau de l'emploi n'était pas uniforme. S'il était de l'avis de l'école classique que l'économie capitaliste se développe d'une manière équilibrée et qu'elle fonctionne en l'absence de facteurs qui gênent la concurrence parfaite, au niveau du plein emploi des ressources économiques disponibles dans la société, Marx a étudié (comme l'a fait Sismondi avant lui) la crise économique dans l'économie capitaliste et a remarqué sa nature différente de celle des crises des sociétés précapitalistes. Il a réalisé aussi que c'est dans la nature de l'économie capitaliste de se développer à travers les crises, puisque son développement inégal au cours du temps représente une des lois du développement capitaliste, comme nous le verrons plus tard. Voir, à cet égard, l'analyse de Marx dans *Le Capital* et aussi H. BARTOLI, « Les théories marxistes », *Fluctuations économiques*, Editions Montchrétien, tome II, 1954, p. 261-316.

— Ensuite, il faut faire la différence, dans le cadre de la pensée antérieure à Keynes, entre l'analyse de l'école classique, qui se base sur une théorie objective de la valeur (la théorie de la valeur travail), analyse qui s'intéresse au fonctionnement du processus économique dans son ensemble et aux relations entre ses différentes parties sociales, et l'analyse de l'école marginaliste, néo-classique, qui se base sur une théorie « subjective » qui s'efforce d'expliquer la valeur (la théorie de l'utilité) ; analyse ayant principalement la nature de l'analyse micro-économique, qui s'intéresse au comportement d'une seule unité économique (consommateur ou entrepreneur) en la supposant isolée du reste de l'économie nationale. Dans le cadre de cette dernière analyse, il est naturel que les fluctuations économiques — qui représentent un phénomène relatif au fonctionnement du processus économique dans son ensemble — ne reçoivent que peu d'attention de la part de l'école néo-classique, comme nous le verrons plus tard.

dustrialise l'économie nationale. La base industrielle (qui se présente dans les industries des biens de production) s'édifie comme base non seulement pour l'activité agricole, mais pour l'ensemble de l'économie nationale. Il s'agit là de ce qu'on appelle « le *pattern* classique de l'industrialisation[174] » (*the classical pattern of industrialisation*), selon lequel la base industrielle s'établit sur une longue période, au début de laquelle la plupart des efforts s'orientent vers la construction des industries produisant des biens de consommation (pour lesquels existe une demande sur le marché). L'existence de ces industries crée une demande pour les produits des industries produisant des biens de production. Les efforts se dirigent alors vers l'établissement de ces industries. Ainsi se réalise, graduellement, pour l'économie nationale, une activité industrielle qui embrasse les deux types d'industries et qui garantit, en fin de compte, aux industries de biens de production un poids relatif plus grand au sein du secteur industriel.

Au point de vue de la *pensée sociale* en général, nous pouvons dire que la situation se caractérise, au cours de la phase de la construction théorique de l'école classique, par les traits suivants :

1. — Le triomphe de la vision scientifique des choses qui remplace, sous l'influence des changements économiques et sociaux, la vision théologique.

2. — La prédominance de l'ambiance intellectuelle où se forment les sciences sociales et surtout la théorie politique et la théorie économique.

3. — La destruction de la base intellectuelle et morale de l'image de la société ancienne. Pour que cette destruction se réalise, plusieurs moyens sont utilisés :

a) La critique philosophique, surtout de la part de Hume (1711-1776) et de Bayle (1647-1706), à partir de

174. On l'appelle ainsi pour le distinguer du *pattern* soviétique d'industrialisation, où l'industrialisation se fait par un processus de planification pendant lequel on donne la priorité, dans la répartition des investissements, aux industries des biens de production dans leurs rapports avec les industries des biens de consommation. Cette priorité accordée à la première catégorie d'industries domine au cours de la phase de la construction de la base industrielle de l'économie nationale.

laquelle se cristallise la vision matérielle de l'univers d'une manière qui fait du matérialisme la base de la philosophie de l'univers et de la philosophie sociale. Au point de vue de la relation entre la matière et la pensée, la vision matérielle domine au cours du XVIIIe siècle, surtout en France, grâce aux enseignements des encyclopédistes, comme Diderot, d'Alembert, Holbach et Helvétius. Cette vision matérielle résulte de la rencontre du courant matériel dans la pensée de Descartes (1596-1650), courant développé par La Mettrie (1709-1751) avec le courant matérialiste anglais développé par F. Bacon (1561-1626) et John Locke (1632-1704). Selon cette vision, la pensée n'existe qu'en résultat de l'existence préalable de la matière. La connaissance a donc une base matérielle. Une connaissance qu'on ne peut dégager qu'en utilisant la méthode expérimentale[175].

b) L'idée de l'ordre naturel, léguée de la pensée scolastique et retenue par les philosophes du XVIIIe siècle. Selon cette idée, la nature constitue un système universel, éternel, dont l'auteur est l'Etre suprême, Dieu. Au sein de ce système, l'interaction entre le monde matériel et le monde immatériel se réalise grâce à l'intervention divine. Cet ordre naturel a des lois objectives (auxquelles correspondent des lois positives) qu'on peut découvrir par la lumière de la raison humaine[176].

4. — La situation se caractérise finalement par l'essor de l'individualisme en tant que philosophie qui s'intéresse à l'individu (à l'homme). Mais non pas à l'individu en général : il s'adresse à l'individu qui appartient à une certaine catégorie sociale : l'individu qui réussit (*successful individual*). L'image de l'individu qui réussit se trouve matérialisée, à cette époque, dans l'homme d'affaires, le capitaliste. L'individualisme analyse ensuite la nature humaine et trouve sa racine dans l'égoïsme et l'intérêt personnel. Il s'agit là de l'aspect utilitaire de la philosophie individualiste. Enfin, la philosophie individualiste prêche l'harmonie entre l'individu, tel qu'elle le conçoit, et la société[177].

175. Cf. A. WOLF, *A Philosophic and Scientific Retrospect, op. cit.*, p. 26-34.
176. Cf. DE WULF, *op. cit.*, et M. DOWIDAR, *op. cit.*, p. 31-32.
177. Cf. J. S. MILL, *Utilitarianism, Liberty and Representative Government*, Every man's Library, London, 1944; B. RUSSELL, *op. cit.*, chap. XXVI, p. 740 et s.

Dans ce contexte historique, les classiques mettent de l'ordre dans l'état de la recherche économique :

L'objet de la nouvelle science[178] se rapporte, pour eux, au processus économique : les phénomènes relatifs à la production, à l'échange et à la répartition du produit social. Cette répartition se détermine par les conditions de la production. Dans le domaine de la production, il faut chercher la source de la richesse de la nation, richesse qu'il faut accroître. Dans le domaine de la production, il faut chercher aussi la source et la mesure de la valeur à partir du travail. D'où l'étude du rôle du travail, de la division du travail et de son effet sur la productivité du travail, du rôle du capital et du rôle de la propriété foncière.

De la valeur, on étudie les phénomènes des prix, et la répartition du produit social entre les classes qui constituent la société et qui reçoivent des revenus monétaires (profit et intérêt, salaires, rente). Dans la ligne de l'étude viennent aussi les phénomènes monétaires et le phénomène de l'échange avec l'étranger, échange qui implique la division internationale du travail. On étudie finalement le développement du processus économique dans son ensemble, développement qui trouve son axe dans l'accumulation du capital.

Ces phénomènes économiques étudiés par les classiques sont *régis selon eux par des lois objectives.* A ce propos, ils sont influencés par les deux idées qui caractérisent la pensée sociale du XVIII[e] siècle : l'idée de l'ordre naturel et la vision matérialiste de l'univers. Et, à partir de ces idées, les phénomènes économiques sont régis par des lois objectives, réelles, matérielles, qui sont dans la

---

178. Nous dégageons la définition de l'objet de la science nouvelle chez les classiques de leurs écrits dans leur ensemble, sans nous limiter à ce que l'auteur classique annonce explicitement sur cet objet. D. Ricardo, par exemple, nous dit dans l'introduction de son livre que « le problème principal de l'économie politique est celui de la détermination des lois qui régissent la répartition des produits entre les trois classes qui composent la société : la classe ouvrière, la classe des capitalistes et la classe des propriétaires terriens [...] qui reçoivent par ordre les salaires, le profit et la rente foncière » (*Principles of Political Economy*, Everyman's Library, London, 1957, p. 1). Mais il n'arrive aux lois régissant la répartition du produit social que sur la base d'une étude de la production où il commence par la valeur pour passer à la rente, au salaire et au profit. Dans une deuxième étape, il traite de la monnaie, du commerce extérieur et de l'accumulation du capital

nature de ces phénomènes. Mais les classiques, sous l'influence de ces mêmes idées, considèrent ces lois comme éternelles, immuables. Parce que, d'un côté, l'ordre naturel est un ordre absolu, universel et éternel (et par conséquent, ses lois ont les mêmes caractéristiques) ; de l'autre côté, il s'agit d'un matérialisme mécanique : le mouvement n'entraîne pas, selon cette vision, des changements qualitatifs, chaque mouvement nous ramène, en fin de compte, à notre point de départ. Les phénomènes économiques constituent alors, aux yeux des classiques, un système économique éternel[179].

Ces phénomènes économiques se rapportent, sous l'influence de la philosophie individualiste, à des individus du type « homo oeconomicus ». Cet homme économique exprime, pour eux, la nature humaine dans son aspect relatif à l'activité économique. Il se caractérise par la recherche de son intérêt personnel pour la réalisation du maximum de jouissance avec le minimum de peine. Pour y arriver, il fait un calcul rationnel pour comparer le résultat qu'on peut obtenir et l'effort à fournir. Pour pouvoir effectuer ce calcul rationnel, il faut qu'il ait une connaissance parfaite de toutes les circonstances dans lesquelles il agit.

Telle est la vision qu'ont les classiques des phénomènes économiques quant à leur nature et leur délimitation. Ils étudient ces phénomènes dans le cadre analytique :

— D'une société composée de trois classes sociales définies selon leur fonction économique : la classe capitaliste, propriétaire des moyens de production ; la classe de l'aristocratie terrienne, propriétaire de la terre, et la classe ouvrière, fournissant le travail. Ces classes sociales sont reliées l'une à l'autre dans le processus de production. *Ici, on se trouve devant un point de départ extrêmement important dans l'analyse des classiques. Car ils supposent, consciemment ou inconsciemment, que les relations sociales qui se nouent entre les individus dans le processus de production, représentent le facteur principal qui détermine les relations de valeur (relatives à la pro-*

179. Sous l'influence de la suprématie écrasante du mode de production capitaliste (par rapport aux modes de production précapitalistes), les classiques voient dans ce mode un système parfait. Emerveillés par ses réalisations rapides, ils n'arrivent pas à voir ses aspects négatifs, bien que ces derniers eussent déjà commencé à se dévoiler, surtout sous la forme de crises économiques.

duction et à la répartition du produit) dont dépendent le type et le mouvement du système dans son ensemble.

— *D'une société où l'activité économique repose sur l'échange* — activité économique orientée vers le marché — effectué par des individus du type *homo oeconomicus.* Ces individus réalisent, dans la recherche de leur intérêt personnel qui représente la force motrice de l'activité économique, l'intérêt social à travers ce qu'Adam Smith appelle « la main invisible » (*the invisible hand*) qui n'est, effectivement, que les forces spontanées du marché. A cet égard, il faut exclure Ricardo dont l'analyse se fonde sur la contradiction et non pas l'harmonie entre les classes sociales.

— D'une société où domine *la concurrence*, non seulement à l'intérieur du pays, mais aussi à l'échelle de l'économie internationale. Dans cette société, *l'Etat ne joue que le rôle de l'« Etat gendarme »* dont la fonction se limite au maintien de l'ordre public en protégeant la propriété privée contre toute agression intérieure ou extérieure[180]. Cet Etat n'intervient dans la vie économique de la société que dans les domaines que dédaigne le capital privé.

Telle est *la vision qu'ont les classiques, pour l'objet de la nouvelle science, vision qui reflète une méthode générale qui détermine leur manière de concevoir les phénomènes économiques.* Dans leur analyse de ces phénomènes, ils visent à découvrir les lois objectives qui les régissent. *Leur but est donc scientifique, objectif.* Dans cette analyse, les classiques concentrent leur attention sur l'aspect quantitatif des phénomènes, utilisant en général *la méthode d'abstraction avant une nature inductive-déductive.* Dans ce cadre général, il importe cependant de faire la distinction entre Adam Smith et D. Ricardo.

La méthode d'analyse de Smith est celle d'Isaac Newton : parvenir à des vérités simples par la généralisation qui amène à la synthèse ; s'adresser ensuite aux événements réels de l'histoire, à des phases différentes, et les confronter aux idées dégagées, pour en tirer la preuve

180. Cf. A. Smith, *Wealth of Nations..., op. cit.*, Ward Leck and Co, London, 1838, p. 561-564.

directe ou indirecte. En un seul mot, Smith utilise la méthode inductive.

Quant à Ricardo, « ce logicien et théoricien, il fait abstraction de tous les éléments secondaires qui peuvent détourner l'esprit de ce qu'il y a d'essentiel dans le phénomène, en vue d'aboutir aux idées principales[181] ». Il utilise donc principalement la déduction en tant que méthode d'inférence. Il part des hypothèses qui se conforment, à son avis, à l'état économique de son temps. De ces hypothèses, il déduit les idées qui représentent la connaissance relative aux phénomènes qu'il étudie.

Grâce à cette méthode générale, avec les démarches analytiques qu'elle implique, les classiques arrivent, de leur étude des phénomènes auxquels se rapporte l'objet de la nouvelle science, à la construction d'un ensemble de théories qui représentent le corps théorique de cette science :

— On a d'abord une théorie de la production qui se base sur *la théorie de la valeur travail.* L'essence de cette théorie est que l'utilité est la condition de la valeur, car, pour que la marchandise ait une valeur, il faut qu'elle soit socialement utile, c'est-à-dire apte à satisfaire un certain besoin dans la société. La valeur trouve sa source dans le travail et se mesure par la quantité de travail qui y est incorporée[182].

Mais cette essence ne doit pas nous divertir des détails et des différences entre la pensée de A. Smith et celle de D. Ricardo, relatives à la valeur en tant que base de la détermination des prix. Il n'est pas question, ici, bien

181. H. BARTOLI, *Histoire de la pensée, op. cit.*, p. 224.

182. A. Smith s'intéresse énormément à l'étude de la division du travail et surtout à ce qu'on appelle, incorrectement d'ailleurs, la division technique du travail, c'est-à-dire la division du travail au sein de l'entreprise capitaliste. On a vu comment W. Petty a devancé Smith dans l'étude de ce phénomène. Certains (voir G. AMIN, *Principes de l'analyse économique*, Le Caire, 1967, p. 193, en arabe) nous disent que Ibn Khaldoun devance même Smith dans l'étude du phénomène de la division du travail. Mais cela manque de précision. Car, en effet, chacun d'eux étudie un aspect différent de la division du travail. On a vu que Ibn Khaldoun étudie au XIVe siècle la division professionnelle du travail, tandis qu'Adam Smith, suivant les pas de W. Petty, s'intéresse au phénomène de la division du travail au sein de l'entreprise capitaliste, phénomène qui commence à devenir dominant à partir de la moitié du XVIIIe siècle.

entendu, de traiter de la théorie de la valeur chez les classiques, mais nous nous contentons de dire, au point de vue de l'objet de l'économie politique, qu'ils se sont limités à l'aspect quantitatif du phénomène de la valeur et que leur théorie de la valeur représente la base sur laquelle s'édifie toute la construction théorique de l'école classique.

— Sur la base de la théorie de la valeur s'avance une théorie *de la répartition des revenus* entre les trois classes sociales. Elle embrasse une théorie du profit et de l'intérêt liée à la théorie du capital, une théorie des salaires et une théorie de la rente.

— A partir de la valeur, on a leur *théorie monétaire* qui cherche la nature de la monnaie, ses fonctions, sa valeur, et ses effets sur la circulation.

— A partir de la valeur, ils construisent leur théorie du *commerce extérieur* qui s'effectue sur la base de la division internationale du travail. Cette théorie cherche les raisons du commerce extérieur, ses avantages et la modalité de leur répartition entre les partenaires de l'échange international.

— Sur la base de la valeur s'édifie, finalement, leur *théorie de développement économique*, qui trouve sa force motrice dans l'accumulation du capital (l'épargne sous sa forme monétaire et l'utilisation de cette épargne dans la construction d'une capacité productrice nouvelle, l'investissement), et, comme le profit représente la source de l'accumulation, il est nécessaire de tracer le sort de la part relative du profit dans le revenu national au cours du processus de développement. Dans la détermination de cette part relative, les salaires jouent le rôle actif, étant donné la contradiction entre eux et le profit. L'augmentation de l'accumulation du capital se reflète dans une augmentation de la demande pour la force de travail, ce qui entraîne, à court terme, l'augmentation des salaires monétaires. Cette dernière augmentation s'exprime dans une augmentation de la demande pour les biens de consommation de la part de la classe ouvrière, surtout les biens alimentaires. Les prix de ces biens haussent, provoquant ainsi la nécessité de l'exploitation d'une terre moins fertile ou plus éloignée du marché. Et la rente

foncière augmente. L'augmentation de la part relative de la rente dans le revenu national signifie la diminution des parts relatives du profit et des salaires. La tendance continue vers le déclin du taux de profit amène une diminution de l'accumulation du capital, de l'expansion économique, ce qui entraîne l'économie nationale, à très long terme, à l'état stationnaire.

Telles sont les théories relatives aux phénomènes économiques qui impliquent, pour les classiques, les lois théoriques de l'économie politique. Mais, si l'on conçoit l'objet de la science se rapportant à des phénomènes éternels, comme le font les classiques, il devient naturel que les lois de l'économie politique, les lois théoriques, aient une nature éternelle. Autrement dit, les classiques considèrent ces lois comme valables dans tous les temps et tous les lieux.

•

Ainsi se dessinent, grâce aux efforts analytiques des classiques, les traits de l'économie politique en tant que science. L'apport des classiques relatif à la délimitation de son objet et l'élaboration de ses méthodes représente un grand acquis pour la science qui nous intéresse, car il signifie sa naissance. Mais la conception des classiques de l'objet de l'économie politique ignore le mouvement historique des phénomènes économiques, leur mouvement à travers les contradictions, contradictions qui se reflètent dans la pensée économique postérieure aux classiques. Car leur pensée ne tarde pas à devenir objet d'études critiques et de controverses. Ce qui annonce le développement de l'économie politique en tant que science.

SECTION III. **Le développement de l'économie politique à l'étape capitaliste et à l'étape de la transition pour le socialisme**

Nous tâcherons, dans cette section, de tracer les lignes générales du développement de l'économie politique,

au cours de la période qui couvre la deuxième moitié du XIXe siècle et qui s'étend jusqu'à nos jours. Et pour ce faire, nous verrons :

— d'abord, l'économie politique d'après les classiques, au cours de la phase qui couvre la deuxième moitié du XIXe siècle et les années du XXe siècle précédant la Première Guerre mondiale ;

— deuxièmement, l'économie politique et l'approfondissement de la crise de l'économie capitaliste, surtout pendant la période de l'entre-deux-guerres ;

— et troisièmement, l'économie politique à l'heure actuelle.

I. L'économie politique après les classiques

Le développement des forces sociales qui représentent la négation de la société capitaliste a entraîné la destruction de l'unité de la construction théorique classique et a provoqué, au cours de la deuxième moitié du XIXe siècle, deux courants principaux de la pensée économique :

— Le premier courant, bien qu'il parte de la construction théorique classique, nous donne une construction théorique qualitativement différente. Ce courant représente à la fois la continuité et la discontinuité de la pensée classique. Ce qui développe l'économie politique une fois née. Il s'agit là du courant de l'économie politique, produit de l'analyse de Karl Marx.

— Le deuxième courant représente un retour à la circulation comme centre de préoccupation, laissant le processus économique (sa structure et son mode de fonctionnement) et s'intéressant principalement au comportement des unités économiques, à partir des besoins. Ce courant, bien qu'il parte de certaines idées qui se trouvent en marge de la construction théorique classique, ne tarde pas à s'en séparer, s'éloignant ainsi de la science. Il s'agit là du courant de la pensée de l'école marginaliste, appelée néo-classique.

A) *L'économie politique chez Karl Marx*[183] :

Marx part, dans son analyse économique, de la critique de l'objet et de la méthode de l'économie politique classique. Il nous en donne une alternative qui lui permet de présenter une construction théorique relative à l'économie capitaliste et les lois de son développement.

---

183. Nous nous limitons ici à la pensée économique de Marx, sans parler de la pensée marxiste en général. Cette dernière contient, en addition à la pensée de Marx lui-même, le produit intellectuel des penseurs marxistes dans toutes les sociétés depuis que la pensée de K. Marx a commencé à représenter, au point de vue méthodologique, une certaine vision de l'homme, de sa place dans l'univers et de ses capacités à effectuer les changements sociaux. K. Marx (1818-1883) est un philosophe, économiste, sociologue et le fondateur du mouvement ouvrier international. Il a participé activement durant sa vie à l'activité politique des classes ouvrières européennes. L'analyse théorique de Marx couvre des branches diverses de la connaissance scientifique. Il suffira ici de se reporter aux ouvrages de Marx (cf. M. Rubel, bibliographie des œuvres de Karl Marx, M. Rivière and Cie, Paris, 1956, Œuvres de Karl Marx, Bibliothèque de la Pléiade, 2 tomes, Paris, 1963) et à quelques ouvrages qui visent à présenter — d'une manière plus ou moins générale — le système théorique de Marx :

— F. MEHRING, *K. Marx, the Story of his Life,* Allen and Unwin, London, 1951.
— S. HOOK, *From Hegel to Marx : Studies in the Intellectual Development of K. Marx,* Humanities Press, New York, 1958.
— H. BARTOLI, *La Doctrine économique et sociale de K. Marx,* Le Seuil, Paris, 1950.
— A. CORNU, *Karl Marx et Friedrich Engels,* P.U.F., 4 tomes, 1955, 1958, 1961, 1970.
— T. B. BOTTEMORE et M. RUBEL (eds.), Karl Marx, *Selected Writings in Sociology and Social Philosophy,* Watts and Co, London, 1956.
— M. RUBEL. *K. Marx, Essai de biographie intellectuelle,* Marcel Rivière et Cie, Paris, 1957.
— U.N.E.S.C.O., *Marx and the Contemporary Scientific Thought,* Mouton, La Haye, 1969.

Sur la théorie économique de Marx, ses œuvres et surtout *Introduction to the Critique of Political Economy*; *Le Capital,* 3 volumes; *Fondements de la critique de l'économie politique,* 2 tomes; *Théories of Surplus Value,* 3 volumes.

Et, voir aussi :

— M. DOBB, *Political Economy and Capitalism,* Routledge and Kegan Paul, London, 1937.
— P. SWEEZY, *The Theory of Capitalist Development,* Monthly Review Press, New York, 1956.

Marx s'interroge d'abord sur l'objet de l'économie politique classique au point de vue de sa nature et de sa délimitation.

Il critique la pensée classique relative à l'objet sur les bases suivantes :

a) Les classiques ignorent la qualité, c'est-à-dire l'aspect qualitatif des phénomènes économiques puisque l'analyse de l'aspect quantitatif (mesurable) absorbe toute leur attention. Si l'on fait abstraction du qualitatif, tous les phénomènes étudiés deviennent homogènes, c'est-à-dire sans aucune différence qualitative entre eux. En effet, les phénomènes économiques ne sont pas ainsi.

b) De plus, les classiques rapportent ce tout homogène de phénomènes économiques aux besoins d'un individu économique ayant, grâce à leur inspiration de la philosophie individualiste, une nature égoïste et calculatrice (rationnelle), c'est-à-dire aux besoins de l'homme économique. Cet homme économique puise les règles de son comportement dans la « nature humaine » qui ne change pas à travers l'histoire. Dans ce cas, les lois économiques deviennent le produit d'un caractère déterminé de l'état

---

— J. ROBINSON, *An Essay on Marxian Economics*, Macmillan, London, 1942.
— J. SCHUMPETER, *History of Economic Analysis*, Allen and Unwin, London, 1961.
— R. MEEK, *Studies in the Labour Theory of Value*, Lawrence and Wishart, London, 1956.
— D. HOROMITZ (eds.), *Marx and Modern Economics*, MacGibban and Kee, London, 1970.
— L. ALTHUSSER *et al.*, *Lire Le Capital*, Maspero, Paris, 1965.
— R. GUILHENEUF, *Le Problème de la théorie marxiste de la valeur*, A. Colin, Paris, 1952.
— P. VILLAR, « Marx et Marxisme », *Dictionnaire des sciences économiques*, J. Romeuf (ed.), P.U.F., tome 2, 1958, p. 712-727.
— O. LANGE, *Economie politique*, P.U.F., 1962.
— E. MANDEL, *Traité d'économie marxiste*, 2 tomes, Julliard, Paris, 1962.
— Pierre SALAMA, Jacques VALIER, *Une introduction à l'économie politique*, Maspero, 1973.

Dans la présentation de la vision de l'économie politique chez Marx, la référence est faite à l'édition du *Capital* en anglais, de de Moscou, en trois volumes 1951-1957-1959. Cependant, nous ajouterons entre parenthèses la référence dans l'édition française des Editions sociales, Paris, 1959.

psychologique de l'homme (de l'homme en général) quand il pratique son activité économique, ce que Marx critique. Les lois économiques sont, pour lui, le produit des rapports économiques entre les individus qui sont des rapports sociaux s'établissant d'une manière concrète dans la société. En d'autres termes, l'idée de l'« homme économique » fait que la qualité économique des phénomènes se base sur l'homme abstrait, en tant qu'être ayant des besoins. Ce que Marx refuse, sur la base que les phénomènes dérivent leur qualité économique de leur nature en tant que relations économiques existant entre les membres de la société et d'une société bien déterminée. Ce qui est économique se détermine socialement et non pas selon un caractère abstrait attribué à l'homme en général.

c) A cette deuxième critique se lie intimement une troisième, relative à la nature des phénomènes économiques chez les classiques. On sait qu'ils les considèrent comme éternels et qu'ils considèrent par conséquent les lois économiques théoriques comme valables pour tous les temps et tous les lieux. Pour Marx, l'objet de l'économie politique se rapporte aux représentations figurées relatives au processus de production et de répartition ayant une nature dialectique. Les phénomènes économiques que ce processus embrasse ont une nature dynamique. Les lois qui les régissent auront donc la même nature. Le mouvement est alors de la nature de ces phénomènes qui sont sociaux et donc historiques. Dans ce domaine, il faut distinguer entre :

— les phénomènes économiques communs à plusieurs formes sociales de la production, comme par exemple les phénomènes de la circulation monétaire où circule la monnaie dans les sociétés précapitalistes et dans la société capitaliste, bien que la modalité et l'étendue de la circulation diffèrent d'une société à l'autre ;

— et des phénomènes spécifiques par lesquels se caractérise une des formes sociales de la production.

Il s'ensuit que l'analyse théorique du processus économique doit viser à dégager deux types de lois économiques :

— les lois communes à plusieurs formes de la production ;

— et les lois spécifiques qui caractérisent les différentes formes sociales de la production.

Et lors de l'étude d'une des formes sociales de la production, c'est-à-dire lors de l'étude du processus de production dans une société déterminée, les lois économiques spécifiques à cette forme sont plus importantes, pour la connaissance de la nature de cette forme sociale de production, que les lois communes à cette forme et à d'autres formes sociales de production.

Ce qui a une nature dynamique pour Marx est donc l'objet de l'économie politique en tant que science qui vise à dégager les lois du mouvement des différentes formes sociales de production, c'est-à-dire des processus dialectiques réels déterminés historiquement. L'objet de l'économie politique a donc une nature historique. Il est historique en deux sens :

— il est d'abord historique dans ce sens que l'objet de l'analyse, la société moderne, est historiquement donné au chercheur ;

— il est ensuite historique dans le sens que l'objet de l'analyse, le mode de production capitaliste, n'est pas, comme le croyaient les classiques, « la forme absolue et définitive de la production sociale », mais « une phase transitoire dans son évolution historique[184] ».

Ainsi, considérer l'économie politique classique signifie, pour Marx, l'opposer à un objet nouveau et mettre, donc, cette même économie politique en question. Car, comme l'économie politique classique se détermine en tant qu'économie politique par son objet, la critique qui touche cet objet en l'opposant à un objet nouveau peut toucher l'économie politique classique dans son existence même. Ce que nous entendons en disant que l'analyse de Marx représente à la fois la continuité et la discontinuité de l'analyse classique. Il part de cette dernière pour arriver à présenter l'autre branche de l'alternative.

La critique de l'objet de l'économie politique classique nous montre que Marx envisage le problème qu'il se pose avec *une grande conscience méthodologique*. La méthode de Marx repose sur la vision dialectique de l'univers et du

---

184. *Le Capital*, vol. I, p. 14 (I, p. 24).

rapport entre l'homme et la nature dans son effort continu pour la transformer. Cette transformation n'est possible que grâce à la connaissance que l'homme acquiert de la nature et du développement de la technique fondé sur cette connaissance qui permet à l'homme d'agir efficacement sur elle. D'où la question de la connaissance. Dans le processus de connaissance, ayant déterminé le but que nous poursuivons, le problème est de définir l'objet de l'investigation et de le considérer dans son mouvement dialectique. Et pour cela, on utilise la méthode d'investigation.

A la base, donc, se trouve le mouvement dialectique réel. Et le processus de connaissance des éléments de ce mouvement sera lui aussi dialectique. Car la connaissance est acquise à travers la logique dialectique. Pour comprendre la méthode de Marx, il nous faut donc voir, bien que rapidement, la dialectique matérialiste, la logique dialectique et le processus de l'analyse économique.

En ce qui concerne la dialectique matérialiste, il s'agit d'une vision qui considère l'univers en tant que totalité composée de la matière (la pensée en faisant partie) en mouvement ; de la matière engagée dans une évolution ascendante et atteignant des niveaux successifs où un degré plus grand de complexités quantitatives mène nécessairement, par des transformations abruptes, à des changements qualitatifs nouveaux. L'univers est vu comme un complexe de processus mutuellement en connexion et perpétuellement en mouvement[185].

Les phénomènes naturels aussi bien que sociaux[186] sont

---

185. Une telle vue devient connue par le « matérialisme dialectique ». Considérer les phénomènes sociaux de la même manière représente un cas particulier de cette vue générale à laquelle Engels a donné le terme de « matérialisme historique » (cf. son compte rendu du livre de Marx *Contribution à la critique de l'économie politique*, Selected Works, vol. I, Moscow, 1955, p. 368) où il parle d'une « conception matérialiste de l'histoire ». Cette dernière semble avoir précédé la première dans le développement intellectuel de Marx (cf. H. LEFEBVRE, *Le Matérialisme dialectique*, P.U.F., 1947, p. 63). Marx, cependant, n'a pas utilisé ces termes, mais il parlait, bien entendu, du matérialisme et de la dialectique. A notre connaissance, le terme « matérialisme dialectique » a été employé pour la première fois par G. PLEKHANOV, *Les Questions fondamentales du marxisme*, Editions sociales, Paris, 1947, p. 17).

186. Avec la différence que les changements et le développement *fondamentales du marxisme*, Editions sociales, Paris, 1947, p. 17. de la société procèdent à un rythme incomparablement plus rapide que celui du développement des phénomènes naturels. Le

dans un mouvement continu, dans une transformation perpétuelle, dans un développement incessant. Chaque chose est dans un état de devenir, dans un changement continu ; rien n'est éternel, ni final. Ce mouvement se réalise dans un processus interne ; il est le produit d'un autodynamisme (il ne vient pas de l'extérieur de la chose). Il s'effectue par l'action des contradictions internes. Au point de vue du développement, une situation est dite dialectique lorsqu'une *relation spécifique d'opposition* existe entre ses différentes phases. La condition nécessaire d'une situation dialectique est, donc, au moins deux phases distinctes, mais non point séparées. La condition suffisante d'une telle situation dialectique est atteinte lorsque ces deux phases présentent une relation *d'opposition et d'interaction* telle que le résultat :

— manifeste quelque chose qualitativement nouveau ;

— préserve quelques-uns des éléments structurels des phases interagissantes, et

— en élimine d'autres[187].

D'une telle manière, la continuité est assurée.

Ainsi, on voit que :

— Chaque fait est plus qu'un simple fait ; il est la négation et la restriction des possibilités réelles. Dans toutes choses, dans toutes situations, existent les deux opposés : positif et négatif. La chose est simultanément elle-même et la négation d'elle-même. C'est la chose et sa négation. C'est l'unité des contraires (par exemple, selon Marx, la contradiction de base dans la société capitaliste est la contradiction capital-travail ; à l'intérieur de cette société, l'un crée l'autre, ils se créent mutuellement, mais l'un (le travail) est la négation de l'autre (le capital). La

---

rythme très lent du changement de ces derniers amène quelquefois à perdre de vue la nature dialectique des phénomènes naturels. Par exemple, J. STALINE, dans son dernier ouvrage *Economic Problems in the U.S.S.R., Foreign Languages*, Publishing House, Moscow, 1952, en parlant des lois scientifiques donne l'impression que les phénomènes naturels sont permanents : « l'une des caractéristiques de l'économie politique est que ses lois, à l'encontre de celles de la science naturelle, *ne sont pas permanentes* » (p. 8, souligné par nous).

187. HOOK, *From Hegel to Marx, op. cit.*, p. 61.

lutte entre les contraires engendre le mouvement. Ici, c'est l'élément négatif qui est l'élément actif, le moteur du mouvement et le promoteur du développement (dans la société capitaliste, le mouvement social se produit par la lutte des contraires, de la lutte entre la classe ouvrière et la classe capitaliste ; la classe ouvrière étant le moteur du mouvement et le promoteur du développement).

— Dans la lutte perpétuelle des contraires, le mouvement est incorporé et les changements sont provoqués : d'abord sous leur forme quantitative et ensuite, à un certain point d'accumulation des changements quantitatifs, sous la forme qualitative ; changements qui s'effectuent brusquement (par exemple sur la base d'une analyse préalable des différentes formes du capital et surtout sous sa forme argent, Marx tire la conclusion que pour qu'une certaine somme d'argent ou de valeur puisse se transformer en capital, annonçant ainsi la transformation vers le mode de production capitaliste, il faut qu'elle dépasse un certain minimum suivant les divers degrés de développement de la production et, ce dernier étant donné, suivant les conditions techniques particulières des différentes industries). « Le possesseur d'argent ou de marchandises ne devient en réalité capitaliste que lorsque la somme minimum qu'il avance pour la production dépasse déjà de beaucoup le maximum du Moyen Age. Ici, comme dans les sciences naturelles, se confirme la loi constatée par Hegel dans sa logique, loi d'après laquelle de simples changements dans la quantité, parvenus à un certain degré, amènent des différences dans la qualité[188]. »

Le changement qualitatif représente un élément nouveau qui, tout en ayant sa racine dans la situation ancienne, représente un niveau plus élevé de développement (par exemple après un résumé de la transformation dialectique de la société de sa forme féodale en sa forme capitaliste, Marx constate que : « l'appropriation capitaliste, conforme au mode de production capitaliste, constitue la première négation de cette propriété privée qui n'est que le corollaire du travail indépendant et individuel [du petit producteur direct qui possédait ses moyens de production dont il fut privé par la transformation capitaliste, M. D.]. Mais, la production capitaliste engendre

188. *Le Capital*, vol. I, p. 309 (I, p. 302).

elle-même sa propre négation avec la fatalité qui préside aux métamorphoses de la nature. C'est la négation de la négation. Elle rétablit non la propriété privée du travailleur, sa propriété industrielle fondée sur les acquis de l'ère capitaliste, mais sur la coopération et la possession commune de tous les moyens de production, y compris le sol[189] »).

Ainsi, « dans le développement dialectique, les contraires s'unissent dans une unité supérieure qui résulte non d'un compromis, d'une accommodation entre eux qui, en émoussant les contradictions, aboutirait à une stagnation du réel, mais d'une accentuation de l'antagonisme entre les éléments contradictoires jusqu'au point où ils ne peuvent plus coexister. Alors naît une crise dans laquelle les éléments contraires sont supprimés en tant que tels et résorbés dans une unité supérieure, qualitativement différente, qui constitue leur synthèse[190] ».

A partir de cette vision de la réalité naturelle et sociale, la connaissance, condition de la maîtrise de la nature par l'homme, est acquise à travers la *logique dialectique*. Selon cette logique, la relation homme-nature[191] se trouve à la base de toute réalité. L'homme et la nature, dans les rapports dialectiques qui s'établissent entre eux par l'activité de l'homme, sont les seules réalités objectives. Le développement de l'homme, considéré dans ses rapports avec la nature, est un processus d'autoréalisation de caractère dialectique et historique ; il s'agit là d'un procès concret, matériel, engendré par l'activité pratique, par le travail de l'homme (l'homme dans la société et dans une société bien déterminée), en transformant la nature. Pour

---

189. *Ibid.*, p. 763 (III, p. 205).

190. CORNU, *Karl Marx et Friedrich Engels*, tome I, p. 44, cf. aussi Engels, *Anti-Dühring*, surtout chapitres XII et XIII. Nous nous référons à cet ouvrage en particulier, puisque Engels lui Marx a lu tous les manuscrits avant leur impression, et le dixième chapitre de la section consacrée à l'économie politique (histoire critique) a été écrit par Marx », p. 13, Marx, bien qu'il eût l'intention d'écrire une dialectique (voir sa lettre à J. Dietzgen, 1876, citée par HOOK, *op. cit.*, p. 61), n'a jamais eu l'occasion de le faire. Sa dialectique doit donc être dégagée de ces analyses théoriques, de sa pratique théorique.

191. « En tant qu'il produit des valeurs d'usage, qu'il est utile, le travail, indépendamment de toute forme de société, est la condition indispensable de l'existence de l'homme, une nécessité éternelle, le médiateur des échanges organiques entre la nature et l'homme. » *Le Capital*, vol. I, p. 43 (I, p. 58).

se réaliser, donc, l'homme, la négation de la nature, réagit par une lutte incessante pour maîtriser les forces de la nature ; pour maîtriser ces forces, il faut les connaître ; d'où la question essentielle des connaissances. Si nous concevons la nature et la vie sociale en tant que processus en mouvement perpétuel, en développement, nos réflexions et nos connaissances — qui ne sont que l'essai incessant de comprendre notre univers — doivent elles-mêmes, et à leur tour, avoir la forme d'un processus continuellement modifiable. Le processus de connaissance scientifique est donc un processus dialectique. La connaissance est acquise par la logique dialectique[192] et les dialectiques des concepts deviennent les réflexions conscientes, effectuées à travers le cerveau (ce qui est la matière dans sa forme la plus développée), des mouvements dialectiques du monde réel[193]. La dialectique de la pensée reflète la dialectique de la réalité. Donc, la logique n'est pas opposée à l'être. Les deux sont unis dans une totalité sur la base de la réalité objective[194].

Pour acquérir la connaissance scientifique, l'objet d'investigation doit être d'abord défini et ensuite considéré dans son développement dialectique. Cela provoque les problèmes méthodologiques de l'investigation. Dans l'investigation, Marx utilise la méthode d'abstraction[195], ayant

192. Les lois de la logique dialectique ont été élaborées consciemment et avec cohérence pour la première fois par Hegel. Marx a considéré la dialectique de Hegel comme mystique et que la sienne est exactement opposée à celle de Hegel. Il s'agit là de deux dialectiques qualitativement différentes (cf. *Le Capital*, vol. I, p. 19 [I, p. 29]). Sur la relation entre la dialectique de Marx et celle de Hegel, voir les deux critiques de L. ALTHUSSER, *La Pensée*, n° 166, 1962 et n° 110, août 1963.

193. « Pour moi, au contraire, le mouvement de la pensée n'est que la réflexion du mouvement réel, transporté et transposé dans le cerveau de l'homme. » *Le Capital*, vol. I, p. 19 (I, p. 29).

194. Selon Marx, une telle réalité a existé indépendamment de l'esprit : « Après comme avant, le sujet réel subsiste dans son indépendance en dehors de l'esprit, et cela aussi longtemps que l'esprit a une unité purement spéculative, purement théorique. » *Contribution à la Critique..., op. cit.*, p. 166. Il importe de mettre l'accent sur l'existence d'un rapport dialectique entre la matière et la pensée. Sur ce rapport, voir J. SIPOS, *La Pensée*, n° 109, juin 1963, p. 47-63.

195. Pour Marx, les deux démarches de la méthode d'investigation montrent que celle-ci est dérivée de la réalité elle-même du développement social :

— l'abstraction est le travail du capitaliste. L'analyse de Marx montre que l'économie capitaliste est basée sur et perpétuée par

recours à l'induction et à la déduction comme type d'inférence, la dernière jouant un rôle auxiliaire. Marx fut même le premier à mettre en relief l'importance de l'abstraction et le rôle particulier qu'elle joue dans le domaine de l'étude des phénomènes sociaux en général et des phénomènes économiques en particulier[196].

Une fois l'objet de l'économie politique défini selon la méthode de Marx, ce dernier vise, en étudiant cet objet, à « découvrir les lois économiques du mouvement dans la société moderne, la société capitaliste ». Dans le cadre de son analyse théorique, l'accent est donc mis sur le développement de l'économie capitaliste. Développement qu'on ne peut comprendre que par l'étude de la nature du mode de production capitaliste, de son fonctionnement et des changements qu'il subit au cours du temps. De cet effort analytique résulte sa *construction théorique.*

On a d'abord *la théorie de la valeur et de la plus-value.* C'est une théorie de la valeur travail qui présente des explications des aspects quantitatif et qualitatif du phénomène de la valeur, en tant que base de la détermination des prix ; explications de la source et de la mesure de la valeur.

Ici, Marx commence, grâce à l'utilisation de la méthode d'abstraction, par l'analyse de la forme cellulaire des relations économiques dans la société capitaliste, l'échange de la marchandise dont l'analyse révèle les germes des contradictions de cette société. De cette analyse, Marx dégage ses catégories économiques fondamentales. Il les

---

la réduction continuelle du travail concret (qui crée les valeurs d'usage au travail abstrait (créateur de la valeur). Cette économie s'éloigne progressivement du concret de l'activité et des besoins humains et réalise l'intégration des activités industrielles et des besoins correspondants à travers le complexe des relations abstraites dans lesquelles le travail individuel compte seulement dans la mesure où il représente le temps de travail socialement nécessaire et dans lesquelles les relations entre les hommes apparaissent comme si elles étaient des relations entre choses (les marchandises). Pour cet exemple et d'autres des abstractions faites par le processus social, voir *Introduction à la Critique..., op. cit.*, p. 169 ; et *Le Capital*, vol. I, chap. I.

— « [...] la marche de la pensée abstraite, qui s'élève du plus simple au plus complexe, correspondrait au processus historique réel », qui se développe du plus simple au plus complexe. *Contribution à la Critique..., op. cit.*, p. 166-167.

196. Cf. *supra*, chap. I, sect. 2, relative à la méthode de l'économie politique.

développe dans un certain ordre qui exprime la genèse de ces relations, leur croissance et leur développement. Ces catégories sont « des formes de l'intellect qui ont une vérité objective en tant qu'elles reflètent des rapports sociaux réels qui n'appartiennent qu'à cette époque historique déterminée où la production marchande est le mode de production sociale[197] ». De la catégorie marchande aux conditions de son échange, et ensuite à l'argent et la transformation de celui-ci en capital. Dans une des trois phases du processus de la métamorphose du capital (*labour, power and labour*), la phase du capital production, la valeur du capital s'accroît. Cela trouve son origine dans l'achat d'une marchandise dont la particularité est telle qu'elle produit, en l'utilisant, une valeur plus grande que sa propre valeur. Cette marchandise est la force de travail; créative, lors de la dépense de travail, de la plus-value, source de capital. C'est dans le processus réel de production, donc, que le capital est produit.

Pour éviter beaucoup de confusion, qu'on rencontre souvent dans les écrits relatifs à cette théorie de la valeur, il nous faut être conscients des composants de cette théorie et de la différence entre eux :

1. — Nous devons distinguer d'abord *la force de travail du travail :* la force de travail est la capacité de l'individu d'effectuer un travail au cours du processus de production ; cette capacité existe une fois qu'on a un travailleur vivant et capable d'efforts au point de vue physique, même s'il est en chômage. Quant au travail, il représente la dépense effective de l'effort productif, la dépense effective des muscles, des nerfs et du cerveau. Il se réalise si la force de travail est utilisée en la réunissant avec les autres conditions du processus de production, c'est-à dire avec les instruments de travail et les objets de travail. La différence entre la force de travail et le travail devient claire en la comparant à la différence entre la capacité de digérer et la digestion. La capacité de digérer existe tant qu'il s'agit d'un homme vivant ayant un appareil digestif bien portant. Mais la digestion n'a lieu que dans le cas où on a de la nourriture dans l'estomac, c'est-à-dire sous les conditions qui doivent être remplies pour qu'on puisse utiliser la capacité de digérer. Marx fut le premier à éclaircir la différence entre la force de travail et le travail.

197. *Le Capital,* vol. I, p. 76 (I, p. 88).

2. — Dans le cadre du travail, la distinction doit être faite entre le travail individuel (concret) et le travail social (abstrait) — *individual (concrete) labour, work and social (abstract) labour.* Le premier représente le travail dépensé dans un processus de production déterminé, soit celui de la production des montres, par exemple. C'est la dépense de la force humaine sous une forme spécifique. Il s'agit ici d'un travail concret ayant des caractéristiques déterminées qu'on acquiert grâce à une formation particulière, caractéristiques qui le distinguent des autres travaux individuels, du travail des travailleurs agricoles, par exemple. Les qualités du travail du producteur de montres diffèrent des qualités du travail du producteur agricole. Et les qualités de chaque travail l'individualisent par rapport aux autres travaux. Quant au travail social, il est le travail en général, c'est-à-dire l'effort conscient, abstrait, qui distingue l'effort de l'homme des efforts des autres êtres vivants.

3. — En parlant du travail abstrait, il faut faire la différence entre le travail simple et le travail complexe Le travail simple (non qualifié) est la dépense de la force simple que chaque homme possède sans développement aucun de cette force. Et le travail complexe (le travail qualifié) résulte du développement du travail simple. C'est le travail simple multiplié par lui-même de manière qu'il réalise la correspondance entre une quantité déterminée de travail complexe et une quantité plus grande de travail simple (une heure de travail complexe équivaut à trois heures de travail simple). De cette façon, on peut exprimer un certain nombre d'unités de travail complexe par un nombre plus grand d'unités de travail simple. Le premier se réduit au deuxième.

4. — Nous devons distinguer ensuite *la valeur d'usage, la valeur, la valeur d'échange et le prix.*

La valeur d'usage est la capacité du produit de satisfaire un besoin déterminé, c'est-à-dire sa capacité d'être l'objet d'un besoin humain. Cette capacité est attribuée au caractère naturel des matières dont le produit est fait ; elle est attribuée aussi aux caractères (aux qualités) du travail individuel — concret — dépensé dans sa production[198]. Les produits ont cette valeur d'usage sous toutes

198. Voir *supra*, chap. II, sect. 1, § 2.

les formes sociales de la production. On ajoute que cette valeur d'usage est la condition de la valeur dans l'économie marchande.

Quant à *la valeur*[199], elle représente une caractéristique sociale de la marchandise qui la rend objet d'échange sous les conditions de la production marchande. La valeur est un phénomène et, donc, un phénomène qui appartient à la production marchande, et à la production marchande uniquement. Qualitativement, les marchandises se caractérisent par une propriété commune qui les rend échangeables entre elles malgré la différence de leur valeur d'usage. Cette propriété commune se présente dans le fait qu'elles sont toutes produits du travail social abstrait (par opposition au travail individuel concret qui produit les valeurs d'usage). Quantitativement, chaque marchandise représente une portion de travail social dans l'abstrait. La magnitude de la valeur est donc mesurée par la quantité de travail socialement nécessaire[200].

Dans leurs relations d'échange — qui sont, comme toutes les relations économiques, des relations sociales s'effectuant par l'intermédiaire des biens matériels, *la valeur s'exprime sous la forme de la valeur d'échange*, qui est un *ratio*, rapport, entre deux valeurs. Quand la valeur relative d'une seule marchandise est exprimée en termes

---

199. Ici Marx ne confond pas la valeur et la richesse. Il les distingue consciemment : « L'augmentation de la quantité des valeurs d'usage représente une augmentation de la richesse matérielle, car, tandis que deux personnes sont habillées par deux manteaux, un seul manteau n'habille qu'une seule personne. Cependant, il est possible que l'augmentation de la quantité de richesse matérielle corresponde à une diminution dans la quantité de la valeur. » *Le Capital*, vol. I, p. 45-46.

200. On entend par quantité de travail socialement nécessaire « la quantité de travail nécessaire à la production de la marchandise dans les circonstances normales de la production, au degré moyen de l'habileté et de l'intensité du travail, selon ce qui est dominant [dans la société] à ce moment [où la valeur est mesurée, M.D.] ». *Le Capital*, vol. I, p. 39.

Il est clair que la valeur de la marchandise reste invariable tant que le temps nécessaire à sa production ne change pas. Mais ce dernier change avec les changements dans la productivité du travail. Cette productivité « est déterminée [...] entre autres par l'habileté moyenne du travailleur, le développement de la science et le degré de son application technologique, l'organisation sociale de la production, l'étendue et l'efficacité des moyens de production et par des conditions purement naturelles ». *Le Capital*, vol. I, p. 40 (I, p. 55).

de la marchandise qui joue le rôle de la monnaie, nous avons *le prix de la marchandise*[201].

La valeur d'une marchandise se résout en $c + v + pl$; où c représente la valeur de la portion du capital constant (les moyens de production) transférée à la valeur de la marchandise grâce à la dépense de travail ; v la valeur de la force de travail (elle-même une marchandise achetée à sa valeur), utilisée dans la production ou ce que Marx appelle le capital variable[202] ; pl la valeur du surproduit, la plus-value, produite par le travail et appropriée par le capital. En d'autres termes, le capitaliste achète la force de travail en tant que marchandise à sa valeur[203] et il paye le salaire. Lors de son utilisation, la force de travail peut, en utilisant les moyens de production, reproduire sa propre valeur, permettre à une partie du capital constant de transmettre sa valeur à la valeur de la marchandise et produire une valeur nouvelle, la plus-value (de cette formation de la valeur, Marx déduit certaines relations : pl est le taux de la plus-value ou le taux de l'exploitation v du travail ; c est la composition organique du capital ; et, finalement, $v \ \frac{pl}{c + v}$ représente le taux de profit).

201. Cf. *Le Capital*, vol. I, chap. I en particulier.

202. La distinction faite par Marx au sein de la catégorie « capital productif » entre capital constant et capital variable diffère de la distinction classique entre capital fixe et capital circulant. Tandis que la distinction classique montre comment une certaine valeur des moyens de production passe au produit (graduellement ou à la fois), la distinction de Marx est génétique. Elle montre d'où vient la plus-value. Le capital constant est ainsi considéré car il ne transfère pas à la valeur du produit plus que sa propre valeur. Le capital variable, capital-argent consacré à l'achat de la force de travail, transfère à la valeur du produit plus que sa propre valeur, il crée la plus-value. De plus, c'est par l'intermédiaire de ce dernier que la valeur du capital constant est conservée. Cf. *Le Capital*, vol. I, chap. VIII et surtout p. 209 (I, chap. VIII, surtout p. 207-208).

203. La valeur de la force de travail en tant que marchandise est déterminée de la même façon que la valeur des autres marchandises, c'est-à-dire par la quantité de travail socialement nécessaire à la production des marchandises indispensables à la survie de l'ouvrier et de sa famille. Avec la différence que la force de travail diffère des autres marchandises par le fait qu'un facteur social, historique, entre dans la formation de sa valeur. La valeur de la force de travail se détermine dans chaque société non seulement par ce qui est nécessaire à la continuation de l'existence physique des ouvriers, mais aussi par « le niveau de vie convenu » dans cette société. Cf. *Le Capital*, vol. I, chap. VI (I, chap. XVI).

En ce qui concerne *le prix,* trois types de prix doivent être distingués : le prix de revient (*cost price*), le prix de production et le prix du marché. *Le prix de revient* représente au point de vue du capitaliste ce que la production de la marchandise lui a coûté. Il équivaut à cette portion de la valeur de la marchandise égale à la valeur des moyens de production consommés et la valeur de la force de travail contenue. Le prix de revient $= c + v$. *Le prix de production* (le prix nécessaire de Quesnay ou le prix naturel des classiques) est le prix obtenu en ajoutant la moyenne des divers taux de profit dans les différentes sphères de la production au prix de revient dans une certaine sphère de production. Ce prix de production $= c + v +$ le profit moyen. Cette moyenne est sociale. Elle fait abstraction des différences dans la composition organique du capital dans les différentes sphères de production. Il est évident que le prix de production est, comme la valeur, une conception qui n'a de sens que par rapport à la société tout entière. Ce prix de production diffère du *prix du marché,* le prix quotidien qui oscille en ayant le prix de production comme centre de gravitation. C'est-à-dire ce prix de marché est le prix payé pour la marchandise. Il est égal au prix de revient $(c + v) +$ le profit effectivement réalisé dans la branche de l'activité (celui-ci peut être plus élevé ou plus bas que le profit moyen). Ce profit effectif diffère d'une branche à l'autre, en vertu des différences dans la composition organique du capital ainsi que de l'incapacité de la concurrence (une incapacité causée par divers facteurs) de s'effectuer pleinement[204].

Sur la théorie de la valeur et de la plus-value repose la théorie de Marx de la répartition du revenu national[205]

---

204. Cf. *Le Capital*, vol. III, 1re et 2e parties (VI, 1re et 2e sections).

205. Marx fait la distinction entre :

— L'*output* brut, c'est-à-dire le produit total, produit au cours de la période dont la valeur $= c + v + pl$.

— Le produit net, dont la valeur équivaut à celle du produit brut moins la valeur du capital constant déprécié. La valeur du produit net $= v + pl$, c'est-à-dire la valeur du capital variable + la plus-value ; la première, étant utilisée dans l'achat de la force de travail, représente le revenu de la classe ouvrière, et la dernière celui des classes possédantes (sous la forme monétaire), *pl* se résout en profit (et intérêt) + rente foncière. Les salaires + profit (et intérêt) + rente foncière = pour Marx, le revenu national total.

— Le revenu national net, qui est égal à la plus-value (c'est-à-dire profit [et intérêt] + rente). Il est ainsi considéré parce que

entre les classes sociales. La répartition détermine la part de chaque classe et chaque individu dans le produit social. Cette classe ou cet individu obtient, à travers l'échange, les produits spécifiques dans lesquels se matérialise cette part et qui satisfont la quantité de besoins qu'elle ou il peut avoir satisfaite. Le *pattern* de la répartition est déterminé par le type de rapports de production dominants : à un certain niveau d'abstraction, le revenu national est réparti entre les salaires, revenus de la classe ouvrière, et la plus-value (une catégorie abstraite non existante dans la vie pratique). Cette plus-value se résout, à un niveau moins élevé, en le profit, l'intérêt et la rente : les deux premiers représentent le revenu de la classe capitaliste et la rente représente le revenu du propriétaire terrien. Cette trinité représente le revenu de la propriété, propriété des moyens de production, y compris la terre.

On a ensuite une *théorie monétaire* qui explique la nature de la monnaie, son origine historique, ses fonctions, la modalité de la détermination de sa valeur et le rôle qu'elle joue dans la production et la reproduction dans l'économie capitaliste[206].

La construction théorique se complète par sa *théorie du développement capitaliste*. Cette théorie se base :

— sur l'analyse du processus économique en tant que processus de production et de reproduction, analyse qui nous donne deux schémas de reproduction : le schéma de la reproduction simple et le schéma de la reproduction élargie[207] ;

« toute la société basée sur la production capitaliste se place à un point de vue capitaliste ; elle considère par conséquent que seul le revenu, se résolvant en profit et en rente, est du revenu net ». *Le Capital*, vol. III, p. 818-819 (VIII, p. 217-218) ; cf. Charles BETTELHEIM, « Revenu national, épargne et investissement chez Marx et chez Keynes », *Revue de l'économie politique*, 58e année, n° 1, mars-avril, 1948, p. 198-211.

206. Cf. les chapitres sur la monnaie de MARX, *Introduction à la Critique de l'économie politique* ; *Le Capital*, vol. I, chap. III et *Fondements de la Critique de l'économie politique*, 1, chapitre de l'argent, Editions Anthropos, 1968. Voir aussi Suzanne de BRUNHOFF, *La Monnaie chez Marx*, Editions sociales, Paris, 1967 ; et son ouvrage *La Politique de la monnaie, un essai d'interprétation marxiste*, P.U.F., Paris, 1973. Jacques KAHN, *Pour comprendre les crises monétaires*, Editions sociales, Paris, 1972 ; MORRIS, « Marx as a Monetary Theorist », *Science and Society*, vol. XXXI, n° 4, Fall, 1967, p. 404-427.

207. Cf. *Le Capital*, vol. II, chap. de XVIII à XXI, et aussi M.

— sur l'analyse du processus de l'accumulation du capital en tant que force motrice du développement capitaliste : de l'accumulation primitive, étudiée historiquement, à l'accumulation comme axe de processus économique au moment où le mode de production capitaliste devient dominant.

De ces analyses, Marx dégage les lois fondamentales du développement de l'économie capitaliste, qui sont :

— la loi de la concentration (entre les mains de la classe capitaliste dans ses rapports avec les autres classes sociales) et de la centralisation du capital (au sein même de la classe capitaliste) ;

— la loi d'appauvrissement de la classe ouvrière avec le développement capitaliste[208], abstraction faite, au niveau où Marx a laissé l'analyse, de la possibilité que cette classe s'organise sous une forme syndicale ou politique ;

— la loi de la baisse tendancielle du taux de profit avec les facteurs qui peuvent contrecarrer cette loi ;

— la loi du développement inégal de l'économie capitaliste, de son développement à travers les crises et l'appro-

---

DOWIDAR, *Les Schémas de reproduction...*, *op. cit.*, chap. III et IV ; J. NAGELS, *La Reproduction du capital selon Marx, Boisguillebert, Quesnay, Leontiev*, Université libre de Bruxelles, Institut de sociologie, 1970, chap. III.

208. Du point de vue méthodologique il nous faut, pour comprendre la signification de cette loi, être conscient du niveau d'abstraction auquel Marx fait l'analyse et du fait que Marx l'effectue en supposant le fonctionnement spontané de l'économie capitaliste, c'est-à-dire en supposant l'absence de l'intervention de l'homme dans le fonctionnement des lois de cette économie. Il nous faut aussi être conscients de la signification des « lois sociales » chez Marx et être au courant 1) de sa théorie relative à la valeur de la force de travail, 2) du rôle de la conscience de la classe ouvrière et de sa lutte économique organisée, de la part de la classe ouvrière dans les sociétés capitalistes, et du taux de son augmentation en sa relation avec le taux de la croissance du revenu national, 3) du rôle qu'a joué l'émigration de la population européenne vers les territoires « nouveaux » et, finalement, 4) du rôle qu'ont joué les colonies qui représentent les économies annexes de l'économie métropolitaine et du mécanisme de la création de l'armée de réserve, au moins en partie, dans les sociétés sous-développées.

fondissement de ces dernières avec le développement capitaliste[209].

•

Il nous devient donc clair que la construction théorique de Marx part de sa critique pénétrante de la construction théorique des classiques. Grâce à sa méthode critique, Marx parvient, à la fois, à s'assurer un point de départ solide en retenant ce qu'il y a de valable dans les résultats de la théorie classique et à donner une théorie qui représente la négation même de cette théorie classique. Ainsi, des classiques à Marx, l'économie politique trouve, au cours du processus, son développement dialectique. Parallèlement se développe un autre courant de la pensée économique, courant qui part de certains aspects de la théorie classique mais qui finit par en divorcer. C'est le courant de pensée économique de l'école marginaliste.

B) *La pensée économique de l'école marginaliste*

La huitième décennie du XIX^e siècle témoigne de la cris-

209. Du point de vue de la nature méthodologique, l'analyse de Marx est une analyse macroéconomique, puisqu'elle se préoccupe, par la nature du processus économique, puisqu'elle se préoccupe, son mode de fonctionnement au cours du temps, de dégager les lois de son mouvement. Mais c'est un type de l'analyse micro-économique, c'est-à-dire de l'analyse dont l'objet est l'unité économique; il le fait à partir de la structure de l'économie capitaliste, en analysant le processus de production en tant que processus social au niveau de l'unité de production comme une cellule ayant les caractéristiques de la société avec toutes les relations entre les classes sociales qu'elle implique. (Il ne s'agit pas du comportement de l'individu entrepreneur, comme nous le verrons dans le cas des marginalités.) Lors du passage de l'analyse micro-économique à l'analyse macroéconomique, Marx réalise que le phénomène, au niveau de la société, n'est pas une simple addition quantitative du même phénomène au niveau des différentes unités individuelles. Le résultat au niveau de la société n'est pas le même que le résultat au niveau individuel élevé à la nième puissance, car le résultat social est l'aboutissement de l'enchevêtrement des différentes décisions et actes opposés. Ajoutons que l'analyse de Marx a une nature dynamique puisqu'elle se concentre sur l'étude du processus économique dans son mouvement au cours du temps et de ses changements à travers les différentes périodes de production et de reproduction.

tallisation de la pensée économique marginaliste. Nous disons cristallisation car cette pensée commence à exister et à se développer bien avant cette date. On a même vu des germes de cette pensée chez certains mercantilistes[210]. La cristallisation de cette pensée se fait grâce aux efforts de la première génération des auteurs marginalistes dont les plus importants sont S. S. Jevons[211], M. L. Walras[212] et C. Menger[213].

Cette pensée se perfectionne, au point de vue des techniques de l'analyse, avec les écrits de la deuxième génération[214]. Ensuite se succèdent jusqu'à nos jours les modifications de cette pensée comme résultat des efforts des économistes marginalistes.

Cette pensée économique se matérialise dans un *contexte historique* où se développe le système capitaliste pour devenir le système mondial : le mode de production capitaliste se développe pour couvrir les différentes par-

---

210. Cf. *supra*, p. 46-48. En effet, la tendance de l'étude des relations d'échange, en faisant abstraction de leur racine sociale, commence à se montrer d'une manière systématique à partir des années 30 du XIXe siècle, c'est la tendance qui domine dans les écrits de McCulloch, Senior et Bastiat.

211. Jevons (1835-1882), de nationalité anglaise, commence sa carrière comme modeste fonctionnaire pour devenir professeur d'économie politique. Son ouvrage principal, *Theory of Political Economy*, publié en 1871, a été traduit en français : H. E. Barrault et H. Alfassa, V. Girard et E. Brière, Paris, 1909. Nous nous sommes référés à cette traduction française à cause de l'indisponibilité du texte anglais. Il est le fondateur de l'école marginaliste anglaise.

212. Walras (1834-1910), de nationalité française, ingénieur ; il devient professeur d'économie politique à la faculté de droit de l'université de Lausanne. Il est le fondateur de l'école marginaliste de Lausanne. Ses ouvrages principaux sont *Eléments d'économie politique pure* (1874-77), *Etudes d'économie sociale* (1896), *Etudes d'économie politique appliquée.*

213. Menger (1840-1921), autrichien, a travaillé pendant quelques temps comme fonctionnaire puis est devenu professeur d'économie politique à l'université de Vienne. Il est le fondateur de l'Ecole marginaliste autrichienne, l'Ecole de Vienne. Son ouvrage principal, *Les Principes de l'Economie*, est publié en 1871.

214. Les plus importants parmi eux sont Alfred Marshall (1842-1924), professeur d'économie politique à l'université de Cambridge. Il publie son plus important ouvrage, *Principles of Economics*, en 1890. A Lausanne, V. Pareto (1848-1923) occupe la chaire d'économie politique après Walras. Ses ouvrages les plus importants sont *Cours d'économie politique* (1896-97), *Manuel d'économie politique* (1906), *Traité de sociologie générale* (1916). A Vienne, von Böhm-Bawerk (1851-1914) et F. von Wieser (1851-1926).

ties du globe. Au sein des sociétés capitalistes se cristallisent les forces sociales qui représentent la négation de la société capitaliste : les classes des producteurs directs. L'organisation syndicale et politique[215] de ces forces se développe. Cette organisation se reflète dans la détermination des objectifs qu'elles cherchent à réaliser pour défendre ses intérêts.

Elle se reflète aussi dans une lutte pour la réalisation de ses objectifs, c'est-à-dire dans l'élaboration des politiques à suivre pour ces forces. De telles politiques ont été adoptées par « la plupart des syndicats ouvriers britanniques dans la deuxième moitié du XIXe siècle, par les syndicats allemands qui se développent graduellement après 1868 et aussi par les syndicats qui appartiennent à l'Union américaine de travail, formée en 1886 [...]. Le plus grand nombre des syndicats de l'Europe était allié au Parti socialiste marxiste et adoptait des programmes appelant à la révolution sociale comme objectif final[216] ». Cela veut dire qu'ils adoptent, comme base théorique de leur activité syndicale et politique, la théorie marxiste et surtout la théorie de la valeur travail qui trouve ses racines, comme nous l'avons vu, dans la théorie classique et surtout dans l'analyse de Ricardo. D'où le point de départ idéologique (et non scientifique) qu'on trouve chez certains auteurs comme Jevons, par exemple, « qui vise à arriver à une alternative à la théorie de Ricardo » ; une alternative qui montre que « le salaire [c'est-à-dire le travail, M. D.] est l'effet de la valeur du produit et non pas sa cause[217] ».

Dans leur recherche pour cette alternative, les margina-

---

215. En effet, le début du mouvement ouvrier en Angleterre se trouve dans les associations des travailleurs salariés que le XIVe siècle a connues. Avec le développement du mode de production capitaliste, surtout dans l'industrie, surgissent les luttes des ouvriers et leurs organisations qui atteignent, en particulier dans l'industrie des textiles, une étape qualitativement différente aux XVIIe et XVIIIe siècles. Et avec ce développement apparaissent les lois qui interdisent ces organisations et qui se culminent dans les « Combination Laws », promulguées en 1799-1800. Cf. E. LIPSON, *The Economic History of England, op. cit.*, vol. II, p. XXXI et s. et vol. III, p. 389 et s.

216. W. H. ASHWORTH, *A Short History of the International Economy since 1850*, Longmans, London 2nd edition, 1965, p. 117.

217. Voir JEVONS, *op. cit.*, p. 48 et 50 et, sur ce point en général, p. 42-50. En effet, la tendance de la pensée marginaliste, bien qu'elle commence dans les années 30 du XIXe siècle, ne se développe qu'après l'apparition et le développement de la pensée marxiste et comme réponse au défi lancé par cette dernière. Comme il apparaît

listes changent « la direction de la charrette économique », *pour qu'elle revienne à la sphère de la circulation*, l'échange[218]. Mais, par opposition à l'échange auquel s'intéressent

---

clairement de ce que J. M. Clark écrit à propos de la théorie de la répartition du revenu : « les théories marginalistes de la répartition ont été développées après Marx ; leur relation avec les doctrines du socialisme marxiste est si frappante qu'elle permet de penser que le défi marxiste a joué le rôle d'aiguillon dans la recherche d'explications plus satisfaisantes. Elles sapent la base de la doctrine marxiste de la plus-value en fondant la valeur sur l'utilité et non sur le coût en travail, et fournissent un substitut à toutes les formes de doctrines de l'exploitation, marxistes ou autres, dans la théorie selon laquelle tous les facteurs de production non seulement sont productifs, mais encore reçoivent des rémunérations basées sur la contribution au produit qui leur est imputable ». J. M. CLARK, « Distribution », W. Felln and B. F. Halley (eds), *Readings of the Theory of Income Distribution*, Allen and Unwin, London, 1954, p. 64-65.

218. On sait que l'attention des mercantilistes était tournée vers l'échange pour expliquer les prix. On sait aussi que l'économie politique, en tant que science, est née et se développe à travers la recherche d'une explication des prix sur la base de la valeur telle qu'elle se détermine dans le domaine de la production, ce qui se réalise grâce aux efforts analytiques des précurseurs de l'école classique, des auteurs classiques et de K. Marx. Avec les marginalistes, dans leur essai de concevoir « la valeur » et « le prix », on marque un retour à l'échange. Cette ressemblance apparente ne doit pas empêcher de voir les différences essentielles entre la pensée mercantiliste et la pensée marginaliste :

— Les mercantilistes centrent leur intérêt, comme nous l'avons déjà vu, sur l'accumulation du capital sous sa forme monétaire, capital qu'il faut faire fonctionner pour accroître la richesse nationale. D'où leur préoccupation des mesures à prendre pour réaliser cette croissance. Ici, il s'agit de gens qui se trouvent en plein centre du processus économique, tel qu'il se déroule dans la réalité sociale. Quant aux marginalistes, ils centrent leur attention sur le comportement de « l'individu économique », abstrait, qui n'a rien à voir avec la réalité sociale. Avec les marginalistes, on se trouve face à des préoccupations d'une pensée académique, loin de la réalité sociale. Ce qui explique comme nous le verrons, d'un côté, la prédominance d'une autre pensée dans la pratique politique et syndicaliste et l'incapacité de la pensée marginaliste de faire face à la crise de l'économie capitaliste d'un autre côté.

— L'échange auquel s'intéressent les mercantilistes est un échange qui s'appuie sur la production. Puisque, si le surplus se réalise dans la sphère de la circulation, il apparaît quand les exportations dépassent les importations, ce qui exige l'augmentation de la production de l'exportation. Quant à l'échange auquel s'intéressent les marginalistes, c'est l'échange à partir de la consommation, des besoins de l'individu du type *homo oeconomicus*.

— La pensée marginaliste est supérieure à la pensée mercantiliste du point de vue de la technique, c'est-à-dire du point de vue des instruments analytiques utilisés.

les mercantilistes, l'échange qui s'appuie sur la production. il s'agit là de l'échange *à partir des besoins des individus économiques*, qui cherchent à réaliser le maximum de satisfaction (quand il s'agit de l'individu consommateur) ou le maximum de profit monétaire (en ce qui concerne l'individu entrepreneur qui prend les décisions de production). Il s'agit, en effet, d'une reconsidération de *l'objet de l'« economics », de l'économique*[219].

Dans le domaine de l'échange, l'objet de l'économique devient le comportement des individus du type « homo œconomicus », comportement divorcé de tout cadre structurel en ce qui concerne le type de société et le type de rapports de production qui y dominent. Ni la structure de l'économie ni son fonctionnement dans son ensemble ne rentrent dans l'objet de l'économique comme définie par les marginalistes. Voyons cela un peu plus en détail.

La préoccupation des marginalistes se centre sur le comportement des individus qui visent, dans le domaine de l'activité économique, à réaliser le maximum de jouissance ou le minimum de peine[220]. Il s'agit des individus qui se définissent par les besoins. Ces besoins sont satisfaits selon la phrase de Walras par « les choses matérielles et non matérielles » qui forment la richesse sociale, richesse qui se définit par la rareté. Cette rareté implique à son tour :

— l'utilité, cette « qualité abstraite grâce à laquelle la chose répond à ce que nous désirons et acquiert un droit à la qualité de produit, devient utile et peut produire une jouissance ou épargner un effort[221] » ; la rareté implique aussi

— une limitation de la quantité, c'est-à-dire que la chose ne sè trouve à notre disposition qu'en quantité limitée par rapport aux besoins qu'elle peut satisfaire.

---

219. Nous disons *economics* ou l'économique, car c'est le nom donné par les marginalistes à la « science ». Voir *supra*, chap. I, p. 3, § 3.

220. Jevons, *op. cit.*, p. 85 et s.

221. *Ibid.*, p. 97. Voir, en ce qui concerne la comparaison entre Jevons et Menger à propos de cette idée : Gaëtan Pirou *et al.*, *L'Utilité marginale de C. Menger à J. B. Clark*, Editions Domat-Montchrétien, Paris, 2e édition, 1938, p. 72 et s.

Ainsi, le comportement de ces individus de type « homo œconomicus[222] *» se reflète dans des relations entre ces individus et les choses rares aptes à satisfaire leurs besoins. Ce sont ces relations (entre l'homme et les choses), vues sous leur aspect quantitatif, uniquement, qui représentent, pour les marginalistes, l'objet de l'économique*[223]. Le consommateur, ayant des besoins illimités, vise à la réalisation du maximum de satisfaction en utilisant des ressources limitées. Il cherche donc à maximiser l'utilité (phénomène que les marginalistes considèrent subjectif) en se procurant les marchandises qui se trouvent par définition en quantité limitée. La relation sera ici une relation entre lui et les marchandises, relation qui a lieu sur le marché et par laquelle il essaie de concilier ses buts (les besoins) illimités et ses moyens limités. De même pour l'entrepreneur, le propriétaire de l'entreprise, il est considéré dans son comportement en tant qu'échangeur, c'est-à-dire en tant que personne apparaissant sur un marché (ou des marchés) où elle achète des facteurs de production, de la force de travail, des machines, etc., en essayant de les obtenir au moindre coût possible. Et il s'agit ici des relations entre lui et ces choses. Il apparaît aussi sur un autre marché, le marché de la marchandise qu'il vend et où il s'efforce de l'écouler avec le maximum de recettes possible. Et il s'agit ici, aussi, des relations entre lui et la marchandise. Dans les deux marchés, l'attention est centrée sur son comportement en tant qu'échangeur (acheteur et vendeur) qui vit des relations avec les marchandises (les facteurs de production et la marchandise produite), dans ses

222. Dans les écrits des premiers marginalistes, la nature hédoniste de l'homme économique prend une place très importante. C'est l'homme qui cherche à réaliser le maximum de jouissance et le minimum de peine, l'homme rationnel. Mais avec la deuxième génération des marginalistes, on commence à penser que cette image donne un individu trop abstrait et que « l'homme réel n'est pas seulement un homme économique ». Voir PARETO, *Cours d'économie politique*, p. 71 ; von Wieser trouve, vers la fin de sa vie, que l'hypothèse relative à la nature hédoniste de l'homme économique ne correspond pas à la réalité. Cf. PIROU, *op. cit.*, p. 141-142.

223. Dans ce sens, Pareto dit : « Notre étude a pour objet les phénomènes qui résultent des actions que font les hommes pour se procurer les choses dont ils tirent la satisfaction de leurs besoins ou de leurs désirs. Il nous faut donc d'abord examiner *la nature des rapports entre les choses et la satisfaction* de ces besoins ou de ces désirs, et tâcher ensuite de découvrir les lois des phénomènes qui ont précisément ces rapports pour cause principale. » *Cours d'économie politique, op. cit.*, p. 3.

tentatives permanentes pour la maximisation de la différence entre ce que son comportement réalise dans les deux marchés, les dépenses dans le marché des facteurs de production et les recettes dans le marché où il vend sa marchandise.

Ainsi, les relations économiques sont considérées comme des relations entre les individus et les choses rares et non pas comme des relations entre les individus et les individus par l'intermédiaire des choses matérielles. Et l'économique devient, par conséquent, la « science » de la rareté. Ce qui signifie que les relations économiques ne sont pas considérées comme des relations sociales. Cette vision des relations économiques apparaît bien quand les marginalistes considèrent la « science économique », en paraphrasant Pareto, « une science naturelle, comme la physique, la chimie, etc.[224]. »

Telle est la vision des marginalistes de l'objet de l'économique, vision qui reflète une méthode générale qui détermine leur attitude vis-à-vis des phénomènes économiques. Dans leur analyse du comportement des individus de type *homo œconomicus*, les marginalistes utilisent les démarches méthodologiques qui diffèrent dans les détails d'une génération à l'autre.

Chez les premiers marginalistes, la méthode de l'analyse est primordialement déductive, sans utilisation de la méthode mathématique chez Menger[225] et avec son utilisation chez Jevons[226] et Walras. Et pour Jevons, les mathématiques sont utilisées non pas en tant que langage, mais en tant que type de raisonnement. Il va même dans l'utilisation de la logique mathématique jusqu'au point où se confondent la science et la méthode, puisqu'il faut que « l'économique, si elle veut être une science, soit une science mathématique[227] ».

224. PARETO, *Cours d'économie politique*, *op. cit.*, p. 2. Mais Pareto ignore que même les phénomènes naturels auxquels s'intéressent les sciences de la nature ne sont pas immuables. Ils sont en mouvement continu. Jevons exprime avec Pareto la même idée, quand il nous dit que la théorie contenue dans son ouvrage « peut être définie comme la mécanique de l'utilité et de l'intérêt personnel », *op. cit.*, p. 77.

225. Cf. PIROU *et al.*, *op. cit.*, p. 67.

226. JEVONS, *op. cit.*, p. 71 et s.

227. *Ibid.*, p. 55.

Parmi la deuxième génération des marginalistes, Alfred Marshall se distingue par ses écrits sur la méthode de la recherche économique : « Le travail du chercheur. dans le domaine de l'économique, comme dans le domaine de presque toutes les sciences, se présente dans la collecte des faits, leur mise en ordre, leur interprétation et en faisant des déductions logiques à leur propos. Les activités préliminaires se manifestent dans l'observation, la description des phénomènes et ensuite dans leur définition et leur classification, visant par là à la connaissance de ces phénomènes dans leur interdépendance mutuelle. [...] Dans la formulation de la connaissance scientifique apparaît la nécessité d'utiliser à la fois l'induction et la déduction, nécessité qui ressemble à la nécessité d'avoir les deux jambes, la gauche et la droite, pour pouvoir marcher. [...] Ces méthodes utilisées dans la recherche ne se limitent pas à l'économique, mais sont communes à toutes les sciences. » Marshall ajoute qu'il est aussi utile d'utiliser dans la recherche économique une méthode historique[228].

Pareto a recours à une méthode d'investigation par abstraction, qu'il appelle la méthode d'approximations successives. Selon cette méthode, décrite par Pareto, on commence par la construction d'une théorie générale simple qui nous donne les traits essentiels de l'objet de l'étude en faisant abstraction des détails et des précisions. A une deuxième étape, on peut s'approcher graduellement, par une série d'approximations, de la réalité concrète, en arrivant à des conceptions théoriques plus précises et plus complexes. Nous devons toutefois nous mettre en garde contre l'illusion que nous pouvons arriver, à travers ces approximations successives, à la réalité avec tous ses détails et toute sa richesse ; car les détails et la complexité de la réalité sont trop grands pour que la science puisse les pénétrer dans leur ensemble et les analyser dans toutes leurs dimensions. En suivant cette méthode d'approximations successives, nous pouvons arriver à l'explication la plus proche de la réalité sans jamais atteindre la réalité complète[229].

---

228. A. MARSHALL, *Principles of Economics*, Macmillan, London, 1956, p. 24-25.

229. PARETO, *op. cit.*, p. 16-17. Voir aussi Gaëtan PIROU, *Les Théories de l'équilibre économique, Walras et Pareto*, Editions Domat-Montchrétien, Paris, 3e édition, 1946, p. 301, 312. Comparer à ce que nous avons dit à propos de la méthode d'investigation, cf. *supra*, chap. I, sect. 2.

Il nous reste, en ce qui concerne les techniques de l'analyse chez les marginalistes, un dernier point. Ce point se rapporte *au raisonnement à la marge* utilisé par tous les écrivains marginalistes. Selon ce raisonnement, les marginalistes supposent que l'individu économique connaît et apprécie les avantages (les utilités) et les désavantages (les inutilités ou les peines) qui résultent d'une modification minime dans son comportement. Le consommateur, par exemple, connaît et apprécie l'utilité qu'il obtient de l'achat d'une unité additionnelle de la marchandise, soit un pain, autant qu'il connaît et apprécie le sacrifice qu'il fait en échange ; sacrifice représenté par le nombre d'unités d'utilité des unités monétaires qu'il paye. Cette unité additionnelle est l'unité marginale. C'est l'unité qui se trouve à la marge entre la continuité dans l'action et l'abstention de cette action ; dans notre exemple, c'est l'unité qui se trouve à la marge entre la continuité dans l'achat des unités de la marchandise et l'arrêt après l'achat d'un certain nombre d'unités de la marchandise. De ce type de raisonnement marginaliste, l'école marginaliste et son produit intellectuel, sa théorie, tirent leur appellation.

Telle est la vision des marginalistes de l'objet et de la méthode de l'économique. Leur effort, fourni dans l'analyse des comportements des individus économiques, donne un ensemble de théories qui constituent *la construction théorique de l'école marginaliste.* L'étude de cette construction montre qu'elle se rapporte à l'utilité basée sur la rareté. L'utilité, qu'elle considère comme un phénomène subjectif, remplace le travail comme fondement de la valeur et des prix. Les constituants de cette construction théorique peuvent être présentés comme suit :

a) Prenant le développement économique comme quelque chose allant de soi, leur construction théorique se distingue par l'absence d'une théorie de développement ;

b) Ayant concentré leur attention sur le comportement des unités économiques, leur analyse a une nature microéconomique : il s'agit d'une analyse qui s'intéresse au comportement d'une unité économique (le consommateur, l'entrepreneur ou l'industrie), en la supposant isolée du reste de l'économie et en supposant, aussi, que ce qui se passe dans le reste de l'économie affecte l'unité dont le comportement est analysé et la pousse à changer ses

comportements mais d'une manière qui ne laisse, pour le reste de l'économie nationale, qu'un effet négligeable : de l'utilité à la demande déterminée par le comportement du consommateur sur le marché, la théorie de la demande ; de la demande à l'offre, déterminée par le comportement de l'entrepreneur, propriétaire de l'entreprise, dans les circonstances du marché, avec les différentes formes que ce dernier peut avoir, la théorie de l'offre. A partir de ces deux théories s'édifie une théorie de la détermination des prix des marchandises destinées à la satisfaction des besoins finals et aussi des prix des marchandises utilisées dans la production ou ce qu'ils appellent les facteurs de production.

c) Après Marshall[230] la construction de la théorie marginaliste connaît un certain développement :

— dans le cadre de la théorie de la demande, la théorie affirmant que l'utilité est un phénomène mesurable, la théorie de l'utilité cardinale, sera critiquée ; à sa place, une théorie parlant de l'utilité comme phénomène non mesurable mais seulement objet de préférence, la théorie de l'utilité ordinale, sera proposée ;

— dans le cadre de la théorie de l'entreprise, l'analyse s'intéresse aussi au comportement de l'entreprise sous les conditions de la concurrence monopolistique et l'oligopole (où la marchandise est produite par un nombre limité d'entreprises) alors que l'analyse de Marshall se limite à deux formes seulement de marché · le marché de la concurrence parfaite et le marché de monopole.

d) Avec la persistance des crises économiques et l'accentuation de leur intensité apparaissent certaines théories qui visent à expliquer le phénomène[231].

e) Toute cette construction théorique ne s'intéresse,

---

230. La théorie marginaliste trouve sa meilleure présentation dans les *Principles of Economics* d'A. Marshall, qui la présente avec une grande habileté technique qui montre comment étaient utilisés beaucoup d'instruments analytiques que chaque économiste doit maîtriser.

231. Cf. A. H. Hansen, *Business Cycle Theory*, 1927 ; L. Heberler, *Prosperity and Depression*, U.N.O., 1926 ; *Fluctuations économiques* (ouvrage collectif), deux tomes, Domat-Montchrétien, Paris, 1954.

selon l'expression de Marshall, qu'« aux faits mesurables », c'est-à-dire qu'aux aspects quantitatifs du phénomène étudié. De plus, les théories de cette construction ont été dégagées en faisant abstraction de l'élément de temps, c'est-à-dire en négligeant la dimension temporelle du phénomène et son mouvement à travers les différentes périodes successives. Nous avons alors des théories statiques.

•

Nous possédons maintenant une idée de la vision des marginalistes, de l'objet et de la méthode de l'économique, ainsi que de la construction théorique basée sur cette vision. En effet, cette vision souffre des difficultés suivantes :

a) Considérer le problème économique de l'individu comme l'axe de la « science » économique et, considérer ce problème comme un problème de rareté, c'est confondre le problème économique de la société humaine en général avec le problème économique d'une société déterminée historiquement (dans le temps et dans l'espace) et encore avec le problème économique de l'individu :

— Pour la société humaine en général, le problème économique se présente dans la lutte contre la nature pour la maîtriser afin de satisfaire les besoins de l'homme et vaincre la nécessité ; c'est-à-dire, si nous utilisons un langage économique, afin d'abolir la rareté des ressources par rapport aux besoins. Mais, cette lutte se fait toujours collectivement, car l'homme ne l'effectue pas individuellement mais en société.

— Pour une société donnée, le problème économique se détermine par cette lutte mais dans un cadre historique représenté par l'étape historique vécue par cette société. Cette étape connaît à son tour un certain niveau de développement des forces productives et une certaine organisation de l'activité économique qui reflète le type de rapports de production dominant dans cette société. En d'autres termes, cette étape montre la forme sociale du processus de production et le niveau de développement des forces productives de la société et nous montre par

conséquent le chemin parcouru par la société dans sa marche pour la solution du problème économique comme il se présente pour la société humaine en général.

— Quant à l'individu, et il ne s'agit pas de l'individu abstrait mais de l'individu social qui représente une partie d'un tout social bien déterminé, son problème économique ne peut se déterminer que dans le cadre des rapports de production qui dominent la société historiquement définie (dans le temps et dans l'espace) et dans laquelle vit cet individu. Dans la société capitaliste, par exemple, on ne peut pas déterminer le problème économique d'un certain individu séparément de sa situation vis-à-vis des autres en ce qui concerne la propriété des moyens de production.

Présenter le problème économique de l'individu comme un problème qui est conforme au problème économique de la société humaine en général, c'est-à-dire comme un problème de rareté, signifie, en effet :

— d'abord, ignorer que c'est la société, et non pas l'individu isolé qui vit la lutte contre la rareté, ce qui signifie ignorer les rapports sociaux de production qui s'établissent entre les parties et les individus dans la société ;

— ensuite, ces rapports sociaux étant ignorés, évacuer les relations économiques de leur contenu social en ne voyant dans ces relations que le rapport entre l'individu et la chose, négligeant ainsi l'autre partenaire social dans le rapport ;

— une fois les phénomènes économiques évacués de leur contenu social, il devient logiquement tenable qu'ils soient conçus comme phénomènes éternels.

b) Si l'on ajoute que la préoccupation se centre sur les aspects quantitatifs des phénomènes, ignorant leur aspect qualitatif, le résultat sera qu'il n'existe pas entre les phénomènes, aux yeux du chercheur marginaliste, de différences qualitatives. Et si ces différences sont absentes, les phénomènes seront les mêmes dans toutes les étapes du développement social, ce qui signifie que les phénomènes

économiques sont, selon les marginalistes, des phénomènes éternels et immuables.

c) D'autre part, l'objet de l'économique se rapporte, pour les marginalistes, au comportement des individus du type *homo œconomicus*. Ce comportement part de l'individu économique consommateur, de ses besoins qu'il cherche à satisfaire par l'obtention de l'utilité des marchandises qui sont par définition rares. Cette utilité représente, selon eux, un phénomène subjectif qui change d'une personne à l'autre. Il s'ensuit que leur construction théorique se fonde sur l'idée de l'utilité en tant que phénomène subjectif. Est-ce qu'il en est vraiment ainsi ? Si nous admettons que l'utilité est la capacité d'une chose (de la marchandise) à satisfaire un certain besoin, il nous reste à savoir d'où la marchandise tire cette capacité. Est-ce parce qu'une personne la considère utile ? Ou bien tire-t-elle cette capacité des caractères objectifs propres à la marchandise elle-même ? Et, si nous voulons poser la question différemment, nous demandons : qu'est-ce qui fait qu'une certaine sorte de vêtement est apte à la satisfaction d'un certain besoin (le besoin de s'habiller) et non pas un autre besoin (le besoin de la nourriture), par exemple ? En effet, ce sont ses caractères propres qui le rendent apte à satisfaire le premier besoin et non pas un autre. Ces caractères surgissent, comme nous l'avons déjà vu, des caractères physiques des matières avec lesquelles est produite la marchandise, le fil et le tissu dans notre exemple. Ces caractères donnent au vêtement les qualités qui lui permettent de protéger le corps. Ils surgissent aussi des caractères du travail individuel, du travail concret du tisserand et du tailleur qui ont donné au vêtement une forme lui permettant de protéger le corps, c'est-à-dire le rendant apte à satisfaire le besoin de s'habiller. La capacité de la marchandise à satisfaire un besoin, son utilité, est donc attribuée aux caractères qui lui permettent de satisfaire ce besoin spécifique et non pas à la considération que lui donne un individu. Cela veut dire que l'utilité est un phénomène objectif et non pas subjectif.

Quant aux théories qui constituent la construction théorique des marginalistes, elles feront l'objet d'une étude détaillée à une étape ultérieure, étude qui fera la critique de l'école marginaliste. Mais, dans le cadre de l'histoire de l'économie politique, en tant que science, ce qui

nous intéresse ici, cette théorie[232] sera soumise à la vérification historique avec l'avènement de la Grande Dépression qui a pesé sur l'économie capitaliste à partir de 1929.

II. L'économie politique et l'approfondissement de la crise dans l'économie capitaliste

La Première Guerre mondiale témoigne de l'apparition d'une des *tentatives de la transition pour la société socialiste.* Le système capitaliste cesse d'être le système mondial, c'est-à-dire le système qui couvre les différentes parties du monde, pour devenir le système international, le système qui continue à être dominant malgré les tentatives de construction socialiste. Ensuite arrive la crise économique internationale de 1929, avec une intensité sans précédent, pour marquer l'approfondissement des crises au sein du système à l'échelle internationale. *Ce qui pousse l'Etat, dans les sociétés capitalistes, à prendre des mesures visant à remédier à la crise,* annonçant ainsi le commencement d'une phase de l'intervention poussée de l'Etat dans la vie économique au moment où le caractère monopolistique de la production se met en relief — intervention qui annonce la naissance et le développement du capitalisme monopolistique.

A l'échelle de la pensée, la théorie marginaliste se trouve incapable de faire face aux problèmes de l'économie nationale. Il a fallu une dépression, ayant l'étendue et la profondeur de celle de 1929, pour que les économistes marginalistes se rendent compte que le problème principal est celui du fonctionnement de l'économie dans son ensemble, dans un cadre structurel déterminé et non pas de celui du comportement de l'unité économique (du type *homo œco-*

232. Il importe de mentionner que les deux courants de la pensée économique, marxiste et marginaliste, ont connu, au cours du premier tiers du XIX^e^ siècle, deux sorts différents : tandis que la pensée marxiste s'est répandue et se montre efficace dans le domaine de la pratique sociale, politique et syndicaliste, le courant de la pensée marginaliste se trouve avec un champ de domination limité au milieu de l'enseignement officiel dans les universités européennes.

nomicus), froidement isolé du reste de l'économie nationale (cela ne signifie pas, bien entendu, qu'on néglige ce comportement, mais qu'on l'analyse sous sa forme sociale et dans le cadre de la structure économique d'ensemble), ce qui incite la pensée économique non marxiste à s'intéresser à nouveau à l'analyse de la nature du système économique et du mécanisme de son fonctionnement. On peut dire, en général, que *la période de l'entre-deux-guerres se distingue* par l'existence de deux courants de la pensée économique :

— *Le premier courant* résulte des discussions qui ont fleuri au cours des années 20 et 30 du XXe siècle, d'abord entre les économistes soviétiques, ensuite, entre les économistes occidentaux autour des problèmes de la planification économique et la possibilité d'effectuer un calcul rationnel lors de l'allocation planifiée des ressources économiques (allocation entre les différentes utilisations). Il s'agit là d'une pensée qui reflète l'actualité du problème de la réalisation de la rationalité économique dans l'économie socialiste ascendante[233].

— *Le deuxième courant* s'intéresse à la modalité du fonctionnement de l'économie capitaliste pour connaître les facteurs qui déterminent le niveau de l'emploi des ressources économiques disponibles dans la société afin d'arriver, en fin de compte, à découvrir le pourquoi du gaspillage, qui se reflète dans le chômage d'une partie de la force de travail et dans la non-utilisation d'une partie de la capacité productrice existante. Cette pensée se présente dans la théorie de Keynes relative au fonctionnement de l'économie, dans son ensemble[234]. C'est une pensée qui re-

---

233. Voir sur les discussions des Soviétiques des années 20, N. SPULBER (ed.), *Fondations of Soviet Strategy of Economic Growth, Selected Soviet Essays,* 1924-1930, Bloomington, Indiana, University Press, 1964 ; A. ERLICH, *The Soviet Industrialisation Debate,* Cambridge, Massachussets, 1960. Pour les discussions des années 30, voir les résumés dans les ouvrages suivants : C. D. BALDWIN, *Economic Planning its Aims and Implications,* Barna, The Free Press of Illinois, 1942, chap. IV ; W. BRUS, *Problèmes généraux du fonctionnement de l'économie socialiste,* Maspero, Paris, 1968, p. 29-83.

234. John M. Keynes (1883-1946), professeur d'économie politique à l'université de Cambridge et conseiller économique auprès du gouvernement conservateur pendant la Seconde Guerre mondiale. Son ouvrage le plus important, *Theory of Employment, Money and Interest,* fut publié en 1936. On remarque que l'analyse de Keynes

flète la préoccupation de remédier à la crise profonde dans laquelle est plongée l'économie capitaliste au cours de sa phase descendante[235].

Il a fallu que l'économie capitaliste attende la Seconde Guerre mondiale pour pouvoir sortir de la dépression. Mais la fin de cette guerre annonce déjà une étape nouvelle que connaît le développement de l'économie mondiale.

III. L'économie politique à l'heure actuelle

Depuis la Seconde Guerre mondiale, l'économie mondiale vit une transformation qui peut être attribuée principalement aux trois facteurs suivants :

— l'augmentation de l'importance relative des sociétés qui s'efforcent de construire la base de la société socialiste et l'augmentation du taux de développement planifié ;

— l'augmentation de l'intensité du mouvement de libération dans les colonies et le début de la désintégration du système colonial, au moins sous sa forme ancienne ;

— sous l'influence de ces deux facteurs, auxquels s'ajoute ce qui se passe à l'intérieur même des sociétés capitalistes, le système capitaliste cesse d'être le système in-

---

représente un retour à l'analyse macro-économique qui s'intéresse au fonctionnement de l'économie dans son ensemble, retour qui complète un des mouvements de la pensée économique au cours du temps ; de F. Quesnay à K. Marx, en passant par les classiques, l'analyse était principalement macro-économique. L'analyse macro-économique regagne la première place avec Keynes dont l'analyse représente un aspect de l'analyse macro-économique et non pas l'analyse macro-économique. Ce qui se confirme au cours de la période d'après la Seconde Guerre mondiale avec l'intérêt accru pour les problèmes de développement économique.

235. La durée de la dépression et son intensité ont poussé certains économistes non marxistes à s'interroger sur le sort de l'économie capitaliste, ce qui a donné l'analyse de la stagnation économique, associée surtout au nom de l'économiste américain contemporain Alvin Hansen. Voir son article « Economic Progress and Declining Population Growth », *Readings in Business Cycle Theory*, The American Economic Association, Allen and Unwin, London, 1943, p. 366 et s.

ternational pour devenir un des systèmes internationaux, bien qu'il soit encore le système puissant.

A l'échelle de la pensée, la préoccupation des problèmes de la croissance dans les économies capitalistes avancées, le désir et les tentatives de sortir du sous-développement dans les sociétés qui jouaient, et qui jouent encore dans une grande mesure, le rôle d'économies subordonnées aux économies capitalistes avancées, et les problèmes que le développement planifié pose dans les sociétés qui construisent la base de l'économie socialiste, tous ces facteurs réunis entraînent un retour de la concentration de l'attention, dans les domaines de l'analyse économique, sur les problèmes du développement économique en général et ceux du développement planifié en particulier. Ainsi réapparaît la théorie du développement économique pour occuper, à nouveau, après une période d'éclipse néo-classique, le centre de l'économie politique[236] dont l'objet et la

236. Ici aussi, nous devons voir le mouvement dialectique de la pensée économique. Le problème principal que les classiques se sont posé était : comment accroître la richesse des nations ? D'où la grande importance de l'analyse du mouvement à l'intérieur de leur construction théorique. Pour Marx, le problème principal était celui de dévoiler les lois économiques du mouvement de la société capitaliste, d'où la place d'honneur de l'analyse du développement des unités économiques isolées. Aujourd'hui, l'analyse de développement économique revient à occuper le centre de l'analyse économique avec, d'ailleurs, deux différences qualitatives : d'abord, que cette analyse se rapporte non seulement au développement spontané, mais aussi et pour une plus grande mesure, au développement conscient, le développement planifié ; ensuite, cette analyse trouve à sa disposition un arsenal d'instruments analytiques qui se sont développés avec le temps, ce qui lui permet d'avoir une qualité supérieure s'il s'appuie sur une théorie valable de la valeur qui nous permet d'être conscients des différences qualitatives entre les modes de production qui dominent dans les différentes parties de la société humaine contemporaine. Il sera peut-être utile de mentionner le nom des écrivains les plus importants qui s'intéressent aux problèmes du développement économique :

— pour la croissance dans les économies capitalistes avancées : E. Domar, R. Frisch, R. Harrod, P. Massé, F. Perroux, R. M. Solow, R. Stone et J. Tinbergen ;

— pour les problèmes du développement dans les économies planifiées : P. Baran, Ch. Bettelheim, C. Bobrowski, H. Denis, M. Dobb. M. Kalecki. L. V. Kantorovitch, O. Lange, W. Leontief, V. S. Nemchinow, A. Nove, S. Stroumiline, P. Sweezy ;

— pour les problèmes du développement dans les sociétés sous-développées : S. Amin, P. Baran, Ch. Bettelheim, M. Dobb, J. Castro. A. G. Frank, A. O. Hirschman, M. Kalecki, O. Lange, H. Le-

méthode se trouvent cristallisés en tant que science des lois régissant les relations économiques, c'est-à-dire les relations concernant la production et la répartition des biens matériels et des services nécessaires à la vie des membres de la société : ces relations considérées dans leur changement continu, qui entraîne le développement du processus économique dans son ensemble et surtout son développement dans le cadre du mode de production capitaliste et du mode de production socialiste. Ce sont ces relations qui représentent les phénomènes économiques, en tant que phénomènes régis par des lois objectives indépendantes de la volonté de l'homme ; phénomènes historiques changeables qui représentent une partie intégrante des phénomènes sociaux qui constituent la société dans son milieu naturel en tant que partie de la société mondiale dans sa transformation incessante. Et, avec la cristallisation de l'objet, se forge inséparablement la méthode de la science, méthode qui reflète la vision générale selon laquelle on conçoit les phénomènes objets de la science et qui montre comment on arrive à utiliser dans l'étude de ces phénomènes, c'est-à-dire lors de l'analyse, la méthode de la recherche scientifique en général, avec l'abstraction jouant un rôle particulièrement important dans le processus de l'investigation ; processus au cours duquel on utilise l'induction et la déduction comme type d'inférence avec la possibilité d'avoir recours, à titre particulier, à la logique mathématique en tant que forme la plus générale de la déduction, quand il s'agit des aspects quantitatifs (mesurables) des phénomènes économiques.

●

Ainsi se termine notre aperçu de l'histoire de l'économie politique en tant que science. Maintenant, il nous est évident que nous n'aurions pas pu arriver à la définition de l'économie politique, au point de vue de son objet et de sa méthode, que nous avons donnée au premier chapitre, sans avoir poursuivi le processus historique au cours duquel cette science est née et s'est développée, c'est-à-dire

---

benstein, W. A. Lewis, P. C. Mahalanobis, H. Myint, G. Myrdal, R. Nurkse, F. Perroux, P. Prebisch, K. Raj, V. K. R. V. Ras, J. Robinson, P. N. Rosentein, Rodan, A. N. Sen, P. Sweeezy, J. Tinbergen.

à travers lequel sont cristallisés son objet et sa méthode. C'est en étudiant ce processus qu'on arrive à connaître la source des différentes idées relatives à la délimitation du domaine des phénomènes qui nous intéressent et à leur nature : sont-ils des relations sociales ou des relations entre l'homme et les choses qui surgissent du comportement des individus du type homo œconomicus *? Sont-ils sociaux et changeables (et par conséquent historiques) ou éternels et immuables ? Ces phénomènes ont-ils des aspects qualitatifs et quantitatifs organiquement liés ou peut-on en ôter l'aspect qualitatif ? Sont-ils ou non régis par des lois objectives ? Leurs lois sont-elles indépendantes de la volonté de l'homme ou non ? En d'autres termes, les principes du déterminisme s'appliquent-ils à ces phénomènes ou non ? Ce n'est qu'en étudiant ce processus historique qu'on arrive aussi à la source des idées relatives à la méthode de l'économie politique : d'où vient l'idée de l'utilisation de la méthode expérimentale dans le domaine ,de l'étude des phénomènes économiques ? D'où vient la méthode d'abstraction ? D'où vient la méthode dialectique ? D'où vient l'utilisation de l'induction et de la déduction comme types d'inférence ? D'où vient l'utilisation de la logique mathématique dans l'étude des phénomènes économiques ? La réponse à ces questions nous permet d'aboutir à la méthode de l'économie politique comme elle a été définie dans la section 2 du premier chapitre, méthode qui résulte de la confrontation et de la lutte entre les différentes méthodes qui se forgent au cours du processus de la naissance et du développement de la science.*

Toutes ces idées sont le produit des différents penseurs, dont les noms nous sont déjà familiers, penseurs qui ont vécu les différentes phases du développement de cette science à laquelle nous nous intéressons[237].

Le produit théorique des efforts de ces penseurs se manifeste dans un ensemble de théories : la théorie de la production, la théorie de la valeur et des prix (à laquelle s'attache la théorie de l'offre et de la demande), la théorie de la répartition (théorie des salaires, théorie du

237. On laisse au lecteur le soin de revenir aux détails de notre histoire de l'économie politique pour attribuer chaque idée relative à l'objet et à la méthode et donnée dans le premier chapitre à son propre auteur et à son contexte historique.

profit, théorie de l'intérêt, et théorie de la rente), la théorie monétaire, la théorie des relations économiques internationales et la théorie du développement économique ; toutes ces théories par rapport au mode de production capitaliste et par rapport au mode de production socialiste.

Toutes ces théories, avec d'autres théories qu'elle implique, donnent ce qu'on appelle, au point de vue terminologique, « *l'économie politique* », *qui se distingue des autres branches de la connaissance économique qui se sont développées et qui forment avec elle ce qu'on appelle « les sciences économiques »*.

Il nous sera donc nécessaire d'être conscients de la distinction entre l'économie politique et les autres branches des sciences économiques :

a) On a d'abord *l'histoire économique*, où l'étude se centre sur le processus économique dans son développement au cours d'une période passée. L'objet d'intérêt est les événements ou les faits économiques qui ont eu lieu dans cette société, au cours de cette période. Par exemple, l'étude de l'histoire économique de la France pendant le XIXe siècle. Cette branche de la science économique jouit d'une importance particulière, car on ne peut espérer comprendre les phénomènes économiques d'une période quelconque, y compris la période actuelle, sans avoir une connaissance suffisante des phénomènes économiques dans leur histoire. De plus, comme cette étude embrasse les faits institutionnels, elle nous permet de comprendre comment les phénomènes sociaux sont liés les uns aux autres et comment, par conséquent, les sciences sociales sont liées les unes aux autres.

b) On a, ensuite, ce qu'on appelle *l'économie descriptive*, qui s'intéresse aux problèmes de l'économie contemporaine, comme par exemple l'étude de la situation économique actuelle dans une société quelconque. Dans le cadre de cette économie descriptive, on distingue :

— les statistiques économiques, qui représentent l'expression chiffrée des différents aspects du processus économique concret dans une certaine société ;

— la géographie économique[238], qui étudie le processus

238. Cf. *supra*, chap. I, sect. 3.

économique au point de vue de la répartition dans l'espace des ressources et des activités économiques.

c) On a, finalement, *les études économiques relatives aux différentes branches de l'activité économique.* Elles se manifestent dans les études spécifiques qui mettent l'accent sur une des branches de l'activité économique : l'économie rurale, l'économie industrielle, l'économie des transports, l'économie de l'énergie et ainsi de suite.

Il existe entre ces deux branches de la science économique, c'est-à-dire entre les branches de l'économie politique et les trois autres branches, des relations mutuelles d'interdépendance : la théorie est indispensable comme guide dans l'histoire économique et dans l'économie descriptive. D'autre part, l'étude du processus économique dans son histoire est la seule démarche grâce à laquelle nous pouvons formuler une connaissance scientifique valable. De plus, l'économie descriptive nous fournit des renseignements et des connaissances qui deviennent, à une étape ultérieure, la base de l'étude de l'histoire économique.

Ayant vu la distinction et la liaison qui existent entre ces branches de la connaissance économique, nous pouvons distinguer, au sein de l'économie politique et à la lumière de notre étude de l'histoire de la science :

— La théorie économique, utilisée dans son sens terminologique, qui indique la théorie ou les théories relatives à la nature et au mode de fonctionnement du processus économique sous ses aspects réels et monétaires. Elle contient ainsi la théorie monétaire.

— La théorie des relations économiques internationales.

— La théorie du développement économique. Il est dans l'habitude de la plupart des enseignements et des écrits économiques de traiter la théorie des relations économiques internationales séparément de la théorie du développement économique. Ce qui nous semble incorrect au moins par rapport à ces théories relatives au mode de production capitaliste qui, par définition, se développe par une pénétration atteignant les différents recoins de l'économie mondiale. Le plus approprié sera donc d'étu-

dier le processus du développement de l'économie mondiale avec les types de relations économiques qu'elle implique au cours du temps, développement qui signifie, quand il s'agit du développement du mode de production capitaliste, le sous-développement pour certaines parties de la société mondiale.

— L'histoire de la pensée économique, qui représente l'étude de toutes ces théories.

Dans le cadre de nos études, nous nous intéressons, principalement, aux théories relatives à la nature et au mode de fonctionnement du processus économique. En supposant, dans une première étape, *que ce processus économique se trouve isolé du reste de l'économie mondiale*. Mais, nous avons vu, dans notre étude de l'histoire de l'économie politique, que le processus économique ne prend pas la même forme sociale dans les différentes étapes du développement de la société. On a vu, par exemple, que la forme de production diffère, dans la Grèce antique, de celle de l'Europe au Moyen Age, de celle encore de l'Europe occidentale à partir du XVIe siècle. Si la forme sociale du processus économique change, il en résulte une certaine relativité de la théorie économique qui se préoccupe de la nature et du mode de fonctionnement de ce processus, car la théorie sera liée à une de ses formes sociales. Si nous disons que l'objet de l'économie politique se rapporte aux phénomènes économiques qui constituent le processus économique, processus de production et de répartition, cela veut dire qu'il se rapporte aux phénomènes qui constituent le processus économique dans ses différentes formes sociales ou ce qu'on appelle les différents modes de production. L'objet de l'économie politique se rapporte alors aux différents modes de production. Ce qui exige — si nous voulons que nos études de la théorie économique soient précises — une connaissance plus détaillée ce concept du mode de production. Nous laiserons ce concept pour une étude détaillée ultérieure, pour paster directement à l'analyse micro-économique néo-classique, par rapport à la théorie la plus cruciale dans sa construction théorique, à savoir, la théorie du prix de marché.

3

Economie politique et Capitalisme

L'analyse néo-classique.

L'étude des théories relatives au processus économique capitaliste trouve son cadre structurel délimité par les caractères généraux de ce processus. En ce qui concerne ces théories, on peut distinguer, à la lumière de l'aperçu de l'histoire de la science économique déjà présenté.

- L'analyse classique.
- L'analyse marxienne (et marxiste), et
- L'analyse néo-classique (marginaliste et keynésienne)

La place d'une étude détaillée de la première analyse, l'analyse classique, se situe deus l'étude de l'histoire de la pensée économique. Pour la deuxième analyse, l'analyse marxiste, nous contenterons de la prendre en considération lors de la critique de l'analyse économique néo-classique. C'est cette dernière qui nous reste donc comme centre d'intérêt de cette deuxième partie.

Avant d'aborder cette analyse dans ses détails, que nous tâcherons de voir ce qu'elle considère comme **objet de la science économique**.

L'analyse néo-classique reste fidèle à la tradition "quantitative" des classiques. Elle ne connaît, comme dit Alfred Marshall, que des faits "mesurables"(1). Elle sacrifie donc les aspects qualitatifs des phénomènes. Cette analyse rapporte les faits économiques aux besoins des sujets humains comme à leur origine. Les faits économiques sont pensés dans leur essence économique comme fondés dans des sujets humains en proie au "besoin": dans "l'homo oeconomicus"., qui est lui aussi, un donné. Cette analyse a donc tendance à réduire les valeurs d'échange aux valeurs d'usage et ces dernières aux besoins des hommes.

Le champ homogène des faits économiques mesurables repose donc sur **un monde de sujets**; dont les besoins sont satisfaits par les objets de consommation produits grâce à l'activité des sujets producteurs. L'activité des sujets producteurs a pour but et effet la production d'objets de

(1) Principles of Economics, p 12 et sqq

consommation destines à satisfaire ces mêmes sujets de besoins. Les sujets,, comme sujets des besoins, supportent donc l'activité des sujets comme producteurs de saleur d'usage. Le champ des phénomènes économiques est ainsi fonde, dans son origine comme dans sa fin, sur l'ensemble des sujets humains, que leur besoins définissent comme sujets économiques.

Les phénomènes sont économiques eu tant qu'effets (plus on moins immédiats) des besoins des sujets humains. Autrement dit, c'est le besoin (du sujet ,humain: l'homo oeconomicus) qui définit l'économique, à selon les néo-classique.

C'est à partir des besoins ainsi conçus que s'enchaînent les étapes de la ligne de raisonnement néo-classique: dés besoins des consommateurs à leur comportement sur le marché des biens de consommations en tant qu'acheteurs. Sur ce marché, ils rencontrent les entre preneurs (propriétaires des unités de production, les entreprises), la rençontre se faitout, habituellement par l'intermédiaire des commerçants: les entrepreneurs se comportent sur le marché des Siens de consommation en tant que vendeurs. Pour produire, les

entrepreneurs figurent en tant qu'acheteur sen les marchés des "facteurs de production" pour qu'ils soient utilisés comme des inputs dans le proressus de production envisage principalement sons son aspect technologique. Les décisions des consommateurs (sur les marchés des biens de consommation) et les décisions des entrepreneurs (sur le marché des biens de consommation et les marchés des "facteurs de production), ces décisions sont prises sur la base des "prix relatifs" dominant ces marchés. Ces décisions définessent, en fin de compte, la modalité de l'utilisation des forces productives disponibles dans l'économie nationale, en leur répartissant entre les différentes branches de l'activité économique. D'ou l'importance vitale de comprendre **le phénomène des prix de marché:** leur signification, comment ils sont déterminés, leur mouvement dans le temps, le rôle qu'ils jouent dans le fonctionnement de l'économie nationale (et internationale) .... Etc., sans oublier qu'il s'agit ici des prix relatifs, les prix des marchandises par rapport à des autres marchandises - voyons les choses de plus près.

L'analyse micro-économique néo-classique (la théorie de prix de marché)

Nous avons vu que le but final de l'activité économique est la satisfaction des besoins; et que par rapport à une société donnée, c'est l'ensemble des besoins historiquement détermines. Nous savons aussi que le but immédiat de l'activité économique dans l'économie capitaliste est la réalisation des gains monétaires, qui deviennent les moyens de la satisfaction des besoins eu général: poúr satisfaire les besoins, il faut disposer du pouvoir d'achat; seuls, les besoins solvables comptent.

Ces besoins solvables se manifestent en demande pour les biens de consommation. Cette demande ne se détermine donc pas seulement par les besoins des consommateurs, mais aussi, et il s'agit la aussi d'un facteur décisif (sinon plus décisif), par le revenu à la disposition des consommateurs. Ce qui est fonction de la modalité (on du "pattern") de la répartition des revenus entre les différentes classes et couches sociales.

Pour la satisfaction de ces besoins solvables il faut produire. Et produire signifie, de la part des unités productrices, des entreprises (on des firmes):

- prendre des décisions concernant l'assortissent des produits à produire; c'est-à-dire prendre des décisions qui répondent à la question: que produire? Ce qui détermine les différentes de production à effectuer.
- Produire signifie, ensuite, prendre des décisions relatives à la quantité à produire de chacun des produits.

Ce qui implique, ayant les techniques comme données, la détermination des quantités de ressources à utiliser dans chacune des branches de production; c'est-à-dire l'affectation de ressources [allocation of ressources] humaines, naturelles et matérielles entres les différentes utilisations.

Dans cette économie, l'allocation des ressources économiques est donc le résultat des milliers de décisions indépendantes prises par et les individus (consommateurs, ménages, aussi bien qu'entrepreneurs) et les autorités publiques, tous agissant à travers le mécanisme du marché. Il

s'agit là des décisions des acheteurs des marchandises pour la consommation finale; des décisions des marchandises pour la consommation productive (c-a-d. pour l'utilisation dans la production); et des décisions des vendeurs de tûtes sortes de marchandises: des biens de consommation et des bien de production. C'est dans ce sens qu'on dit que le système fonctionne par le mécanisme du marché, par le mécanisme des prix.

Si les décisions des consommateurs et des entreprises se basent sur les prix, il en résulte que pour comprendre le fonctionnement du système, il faut comprendre la formation des prix. D'ou la nécessité d'une théorie des prix, une théorie qui repose, selon l'analyse marginaliste, sur les deux idées: celle de l'utilité, et celle de la rareté. Selon Walras, la rareté: la dérivée de l'utilité effective par rapport à la quantité possédée; la rareté ou l'utilité marginale détermine, dans un monde où le comportement maximisationnel joue le rôle, la valeur d'échange. Il vent dire le prix.

Pour comprendre la formation des prix, il est jugé méthodologiquement convenable – et c'est peut-être même la seule méthode possible – de prendre une seule marchandise

qui représente le produit d'une seule activité économique, appelée " une industrie", et voir comment son prix est formé.

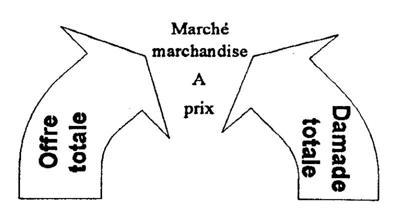
Cela est effectué à partir d'un nombre d'hypothèses:

- que l'économie nationale est une économie fermée: pas des relations avec le reste du monde.
- qu'on suppose le libre fonctionnement du marché; c'est -à – dire l'absence d'une intervention de la part de l'Etat capitaliste. Ce n'est qu'à une étape ultérieure que la possibilité de l'intervention de l'Etat dans la fixation des prix est prise en considération.
- qu'on fasse abstraction de l'élément temps: supposer que les phénomènes sont statiques.
- que les sujets économiques sont, comme nous le savons, des sujets du type "homo, oeconomicus": ils sont rationnels; ils cherchent toujours à réaliser une maximisation quelconque: la maximisation d la satisfaction (de l'utilité) de la part du consommateur ; la maximisation de profit de la part de la firme; la minimisation de la désutilité de la part de celui qui cède une marchandise; la minimisation de la perte de la part de l'entreprise qui passe par une période de difficultés (baisse du prix de son produit on hausse de son coût de

production, pour des raisons qui peuvent varier) et qui juge rationnel de continuer à produire en attendant un profit frtur.

- qu'on suppose, finalement, que la monnaie est neutre: pas des distorsions monétaires.

A partir de ces hypothèses on considère la formation du prix de la marchandise eu question. Ici, on part de l'observation générale que le prix d'une marchandise est déterminé par l'interaction de deux catégories d'influences: celles de la demande pour la marchandise et celles de son offre; ces deux dernières, le demande et l'offre sont en même temps des fonctions du prix.



Pour considérer la formation du prix de marché, il faut donc voir:

- d'abord, comment le comportement des consommateurs (partant de l'analyse du comportement d'un seul consommateur) détermine la demande pour la

marchandise. On étudie la "théorie du comportement ni consommateur" [theory of consumer behaviour],

- il faut voir, ensuite, comment le comportement des entreprises (partant de l'analyse du comportement d'une seule entreprise) détermine l'offre, de la marchandise. On étudie la "théorie du comportement de l'entreprise " [theory of firm behaviour],
- il faut voir, troisièmement, comment le prix est détermine grâce à l'interaction de la demande et de l'offre sur les différentes formes de marché: marché de la concurrence, marché monopolistique, etc.

-Et comme les "facteurs de production" (la force de travail, le capital, la terre et l'entrepreneurship") sont considérés comme des marchandises; leurs prix se forme, en général, de la même manière que les prix des biens finaux (des biens de consommation).

Mais, les facteurs de production se distinguent par:

-Le fait que la demande pour eux par l'entreprise est une demande dérivée. Ils sont demandés parce qu'ils sont utilisés dans la production, parce qu'ils sont productifs. Et ici, c'est la notion de la productivité marginale qui est à la base de l'analyse (la théorie de la productivité marginal).

- Les facteurs de production se distinguent ensuite, par le fait que leurs prix représentent pour les possesseurs de ces facteurs qui sont des classes sociales–des revenus monétaires: le prix de la force de travail est le salaire; celui du capital est l'intérêt (et le profit quand on possède l'entreprise); celui de la terre est la rente. Il s'agit là de la répartition des revenus entre les différentes classes et couches de la société.

Ces deux éléments de distinction justifient une étude particulière de la formation des prix des "facteurs de production". Une étude qui ce fait sous le titre de la théorie de la productivité marginale on bien de la théorie de la répartition des revenus. Une théorie que les néo-classiques considèrent comme un cas particulier de la théorie général de la formation de prix de marché.

- Enfin, l'étude de la formation des prix, selon la théorie économique néo-classique, doit s'achever par des orientations critiques si l'on vent rester fidèle à l'approche critique.

Une étude équilibrée des théories néo-classique doit suivre la démanche que nous venons de tracer. Mais, nous nous limiterons ici à une vue d'ensemble de la théorie de prix de marché.

La théorie du prix de marché

Une vue d'ensemble

(Une vue élémentaire)

On a dit que le prix de marché d'une marchandise est influencé par la demande des consommateurs (des ménages) pour la marchandise ainsi que par l'offre de la marchandise de la part des entreprises.

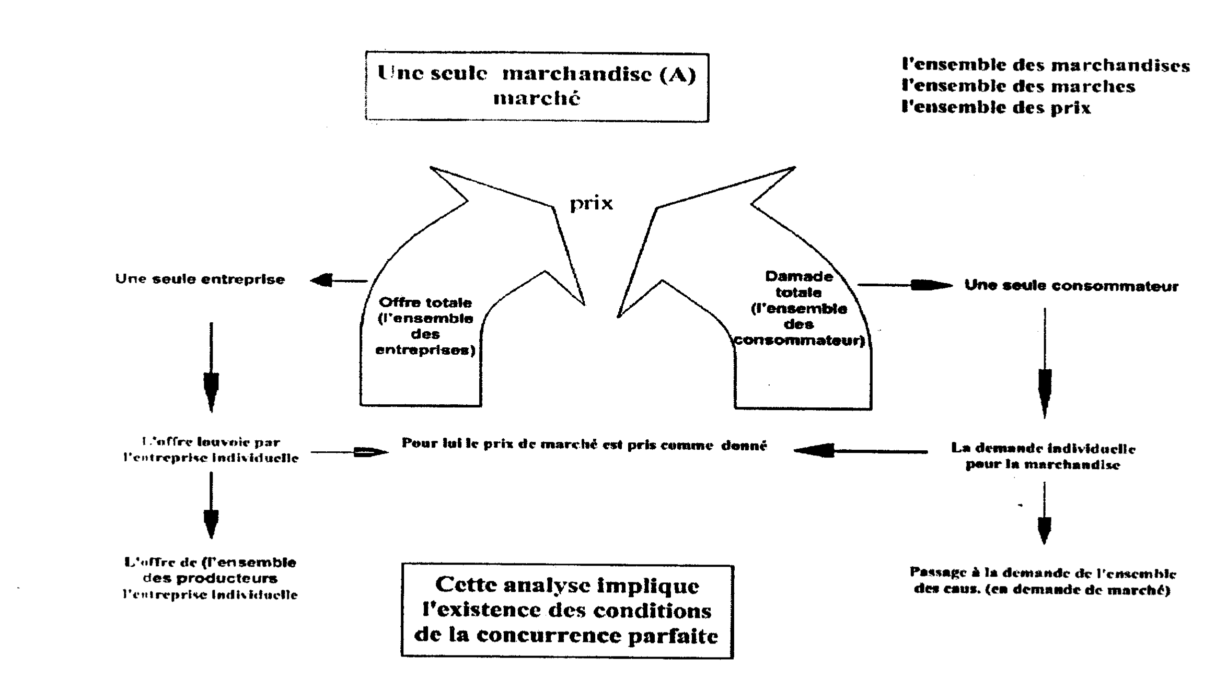
Le premier pas, donc, dans le développement d'une théorie formelle du prix de marché est de considérer:

- d'abord, la détermination de la demande des consommateurs;
- ensuite, la détermination de l'offre de la part des firmes, et
- enfin, la combinaison de la théorie de la demande et celle de l'offre dans une théorie de la détermination du prix de marché.
- Pour se familiariser, enfin, avec de le concept l'élasticité, `était donné le rôle important qu'il joue dans l'analyse de la formation des prix et dans bien d'autres.

-Avant de nous consacrer à ses quatre sujets, deux remarques méthodologiques s'imposent:

-L'une représente une précision: la demande et l'offre sont **des flux**. Nous ne sommes pas intéressés à un simple achat (on une vente) isolé, mais plutôt à un flux contenue d'achats (on de ventes). Nous devons, par conséquent, exprimer la demande (et l'offre) par une telle ou telle quantité par période, disons, une pomme par jour on sept pommes par semaine. Cela doit être toujours présent à l'esprit même quand la période est passée sous silence.

-La deuxième remarque explicite la méthode à suivre: pour arriver à la détermination du prix de marché de la marchandise, il nous faut considérer la demande totale qui se manifeste sur le marché de la marchandise; c'est-à-dire la demande de l'ensemble des consommateurs de la marchandise, ainsi que à l'offre totale qui se montre sur le marché. Pour arriver à la demande total on essaie d'abord de déterminer la demande d'un seul consommateur et l'on passe, ensuite, de la demande individuelle à la demande du marché. La même méthode est adoptée pour la détermination de l'offre du marché, par rapport à la marchandise en considération.


Une seule marchandise (A)
marché
l'ensemble des marchandises
l'ensemble des marches
l'ensemble des prix
prix
Une seule entreprise
Offre totale
(l'ensemble
des
entreprises)
Damade
totale
(l'ensemble
des
consommateur)
Une seule consommateur
L'offre louvoie par
l'entreprise individuelle
Pour lui le prix de marché est pris comme donné
La demande individuelle
pour la marchandise
L'offre de (l'ensemble
des producteurs
l'entreprise individuelle
Cette analyse implique
l'existence des conditions
de la concurrence parfaite
Passage à la demande de l'ensemble
des caus. (en demande de marché)

I- La DEMANDE:

A- Les déterminants de la demande individuelle pour la marchandise:

Par la demande individuelle on entend les diverses quantités de la marchandise que l'individu consommateur (le ménage) est disposé à acheter par période de temps, aux prix divers.[un besoin + un pouvoir d'achat]. Pour déterminer la demande on doit connaître les facteurs qui l'influencent la quantité demandée, la direction dans laquelle chacun affecte la demande.

De ces facteurs produit son effet et la modalité de la production de son effet.

Les facteurs les plus importants qui influencent cette demande sont:

1-Le prix de marché de la marchandise [étant un individu qui en achète une quantité trop petite pour affecter le prix de la marchandise, ce dernier sera pris par lui comme donnée]. Dans la plupart des cas, on s'attend à ce qu'avec la hausse. du prix, la quantité diminuera

2-Le revenu du consommateur. Dans la plupart des cas, on s'attend à ce que, plus élevé est le revenu du consommateur, plus grande sera la quantité demandée de la marchandise au prix déterminé.

3-Les prix des autres marchandises. En quelques cas, on s'attend à que la quantité demandée d'une marchandise, soit la margarine, s'accroît, quand le prix d'une marchandise, soit le beurre, hausse. Ce sont les cas **des marchandises concurrentielles.** Tandis que dans d'autres cas on s'attend à ce que la quantité demandée d'une marchandise, soit las voitures, hausse. Ce sont les cas des **biens complémentaires**.

4-Les goûts, les habitudes et les cas préférences des membres du ménage (l'unité consommatrice). Si le consommateur est sensible à la mode, il changera la quantité demandée d'une marchandise (habituellement au dépends des autres marchandises) même si son revenu et les prix de marché restent tels qu'ils sont.

Ce que nous venons de dire peut être exprimé ainsi d'une manière brève:

La quantité demandée par le consommateur est la fonction (i.e., dépend de) :

- du prix de la marchandise eu question.
- Des prix des autres marchandises.
- Du revenu du consommateur, et
- De son goût.

Ce qui peut être exprimé sous forme de la relation factionnelle suivante: $D_n = f(p_n, p_1 \ldots\ldots p_{n-1}, R, G.)$

Où D_n : demande pour marchandise n,

p_n : prix de n,

$p_1 \ldots\ldots p_{n-1}$: prix des marchandises autres que n,

R : revenu du consommateur, et

G : son goût (habitudes, préférences, etc. ...).

Il s'agit là d'une **relation fonctionnelle assez complexe,** et il nous sera impossible de formuler une théorie de demande on de prix si l'on s'efforce savoir ce qu'il devient a la demande quand **tous ces facteurs changent à la fois.** Pour surmonter cette difficulté on adopte **la méthode** suivante, très souvent utilisée dans l'analyse économique: on suppose que tons les facteurs, sauf un seul, restent constants [1]. On permet à ce

---

(1)In this concern Marthall says that. "Difficulties in economic investigation" (provoked by time e. g.) make it necessary for man with his limited power to go step by step: breaking up a complex question,

facteur, soit p_n, par exemple, de changer pour voir quel sera l'effet de son changement sur la quantité demandée, tout eu supposant **que le reste des facteurs ne changent pas.** Les économistes expriment cette hypothèse en distant: **"toutes choses égales par ailleurs"** [all things, bieng equal; ceteris paribus]. Ensuite, on permet à un autre facteur, soit R, de varier pour voir ceteris paribus, l'effet de son changement sur la demande, Et ainsi de suite.

Nous pouvons maintenant considérer la relation entre la demande et chacune de ces variables, en les prenant une par une.

1 - La relation entre la demande d'une marchandise et son propre prix:

$$D_n = f(p_n)$$

Dans le cas de presque toutes les marchandises, la quantité demandée par le consommateur augment avec la baisse de son prix, tontes choses égales par ailleurs. Comme son prix baisse, la marchandise devient meilleur marché par rapport aux marchandises qui la substituent.

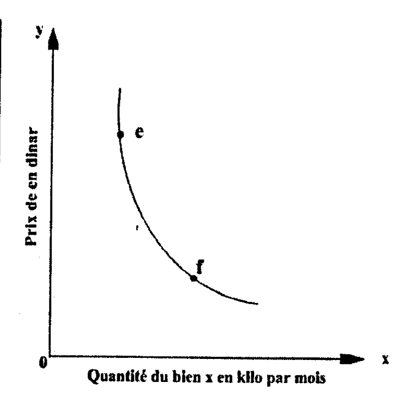
---

studying one bit at a time, and at last combining his partial solutions into a more or less complete solution of the whole riddle

Ce qui pousse le consommateur, en général parlant a acheter davantage de cette marchandise et moins de marchandises qu'elle peut remplacer. Le consommateur n'achète pas donc toujours le même assortiment de marchandises, mais il substitue l'une à l'autre avec les changements des prix. [Exemple: quand le prix d'une légume baisse, le consommateur achètera davantage de ce légume et moins des autres légumes qui sont maintenant relativement plus chers.] Quand le prix baisse, le consonne commence à abriter les fruits et les lgmes de la sans.

La relation entre les quantités demandées aux différents niveaux su prix de la marchandise peut être présentée sons une forme tabulaire qui représente le tableau de la demande individuelle [Individual demand scheduale]. (fig. (a)). Ce tableau peut être graphiquement (voir fig. (b)) nous donnant la courbe de la demande individuelle [Individual demand curve]. Très sonrent cette relation s'exprime graphiquement par une ligne droite et non par une courbe (voir fig. (c)). Cette courbe qui montre la quantité que le consommation demanderait à chacun des divers a prix de marché, est tracée, en supposant que le revenu, les prix d'autres marchandises et le goût restent constants.

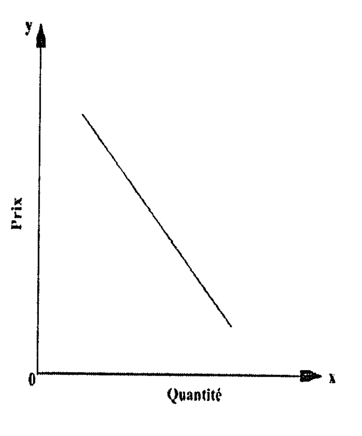
Prix (dinar par unité)	Quantité (unités par période)
22	20
20	21
16	24
12	30
8	40



(a) tablean de la demande individuelle **(b) courbe de la demande individuelle**

- la courbe de la demande (penche par les bas vers la droite) est une courbe décroissante vers la droite. (Slopes down wards to the right)
- elle montre que la demande est une fonction décroissante du prix.

- pour des raisons de commodité on utilise d'habitude la courbe prenant la forme d'une ligne droite.

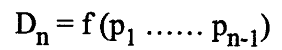


(c) courbe de ldemande individuelle

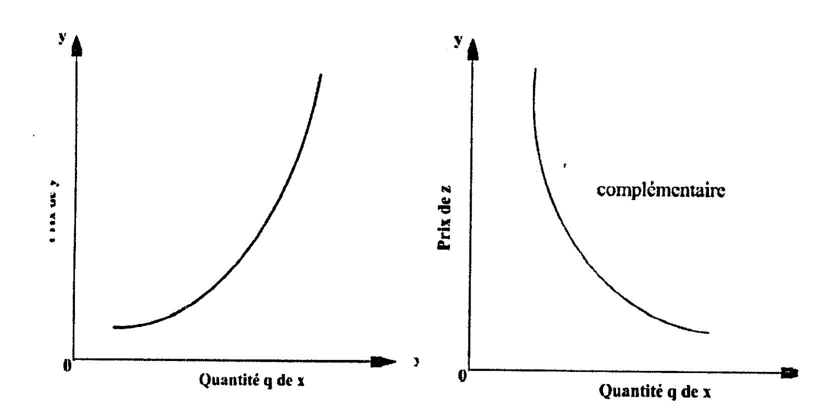
Chaque point sur la courbe de la demande indique une seule combinaison prix quantité. Par exemple, le pointe (sur le premier graphique) indique que, si le prix était 22 livres, le consommateur sera disposé a acheter 20 kilos par mois: tandis que le point f montre qu à 8 livres comme prix, le consommateur sera disposé à acheter 40 kilos par mois.

La totalité de la courbe de la demande est l'image de la relation fonctionnelle complète entre la quantité demandée et le prix. Quand on parle de la demande d'un certain consommateur on entend par cela la totalité de la courbe (de la relation fonctionnelle) et non seulement un certain point sur cette courbe. Autrement dit, on entend toutes les quantités désirées en leurs relations avec tons les prix possibles de la marchandise, et non seulement une seule quantité que le consommateur est disposé à acheter à un certain prix. [Exception, les biens de Griffon]

2 - La relation entre la demande pour une marchandise et les prix des autres biens:



$$D_n = f(p_1 \ldots\ldots p_{n-1})$$



Il existe trois relations possibles entre la demande pour un bien et les prix des autres: une baisse dans le prix d'une marchandise peut, ceteris paribus:

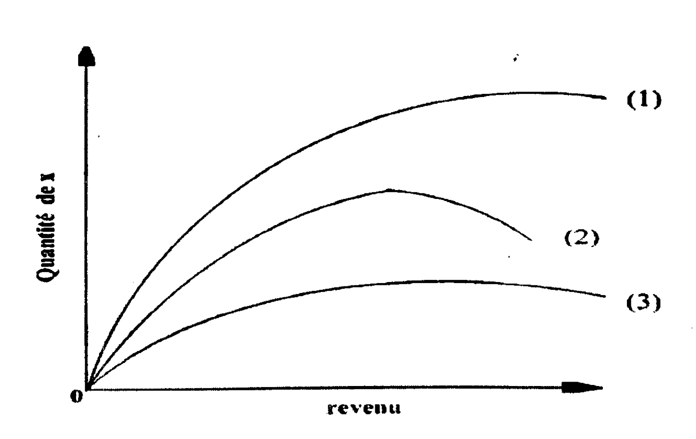
- ou bien diminuer la demande du consommateur pour une autre marchandise. C'est le cas des biens concurtiels (thé et caffé cinéma et théâtre, transport public et transport privé, etc.). Voir premier
- on bien augmenter la quantité demandée par la consommateur d'un autre bien. C'est le cas des biens complémentaires. Avec la baisse du prix d'un bien, on

consommera davantage ce qui exige l'augmentation de la consommation du bien qui le complète. (voiture et essence; thé et sucre étc.... graphique).

- on bien laisser intacte la demande pour les autres marchandises.

3 - La relation entre la demande pour un bien et le revenu du consommateur:

$D_n = f(R)$



Tontes choses égales par ailleurs, l'augmentation du revenu réaliserait par rapport à la quantité demandée, trois résultats possibles:

- dans le cas le plus courant, elle amène une augmentation de la quantité demandée (par période) à tous les niveaux de revenu. [Voir la courbe (1)].

- dans un premier ces exceptionnel, l'augmentation des revenu laisserait intacte la quantité demandée. C'est le cas des marchandises dont le désir est tout à fait satisfait une fois un certain niveau de revenu est achevé. Au-delà de ce niveau, les variations du revenu n'auront pas d'effet sur la demande. Quand le revenu du ménage est élevé la demande pour le sel, par exemple, ne sera pas affectée par un certain changement de ce revenu. Mais elle sera peut-être influencée quand le niveau de revenu est très bas. [Voir la courbe (2)].

- dans un deuxième cas exceptionnel, il est possible que l'augmentation du revenu amènera, au-delà d'un certain niveau, la diminution d la quantité demandée. C'est le cas des marchandises qui sont relativement bon marché et représentent des substituts inférieurs pour des autres marchandises. Comme les produits alimentaires (la pomme de terre, le pain) qui sont remplacés par d'autres (la viande, par exemple) quand le revenu s'élevé au -delà d'un certain niveau.

Les biens dont la demande diminue avec l'augmentation du revenu sont appelés "les biens inférieurs". [Voir la courbe (3)].

4- La demande pour une marchandise dépend des goûts on préférences des individus:

Les goûts résument les habitudes et les préférences des consommateurs. Ils sont principalement détermines en dehors du domaine de l'activité économique (socialement, le contact social: the demonistration effect). Et dans (ces limites) ils sont considérés par l'économiste comme exogènes. Mais les goûts sont affectés aussi par l'activité de la publicité (advertising).

Quelle que soit modalité de leur détermination, les goûts changent et leurs changements affectent, ceteris paribus, la demande pour les marchandises. Ils provoquent la diminution de la demande pour quelques unes et l'augmentation de la demande pour d'autres.

B- <u>De la demande individuelle à la demande de marché:</u>

Comme nous sommes intéressés à la détermination du prix d'une seule marchandise, c'est sur la demande totale (de marché) pour cette marchandise que nous nous pencherons maintenant. Notre étude de la demande individuelle ne

représente qu'une étape vers la détermination de la demande marché, appelée aussi "la demande agrégative".

La demande de marché pour une marchandise est le total des quantités alternatives dont tous les individus sur le marché sont disposés à acheter aux prix divers, au cours d'une période déterminée. Cette demande est la somme de toutes les demandes individuelles. Car, elle est la fonction des mêmes variables dont dépend la demande individuelle. Mais en addition, elle dépend du nombre d'acheteurs éventuels. Il en résulté que la demande de marché peut être dérivée l'ensemble des demandes individuelles. Et pour y arriver, deux méthodes peuvent être utiliser:

- selon la première, on peut construire le tableau de la demande totale; la relation chiffrée entre les quantités diverses correspondant aux prix divers. Ce tableau graphiquement représenté nous donne la courbe de la demande de marché.

- selon la deuxième méthode, l'agrégation horizontale des courbes des demandes individuelles nous donne la courbe de marché. Cela est illustré sur le fig., en supposant l'existence de deux consommateurs seulement.

P	q
10	8
12	6
15	3
17	2

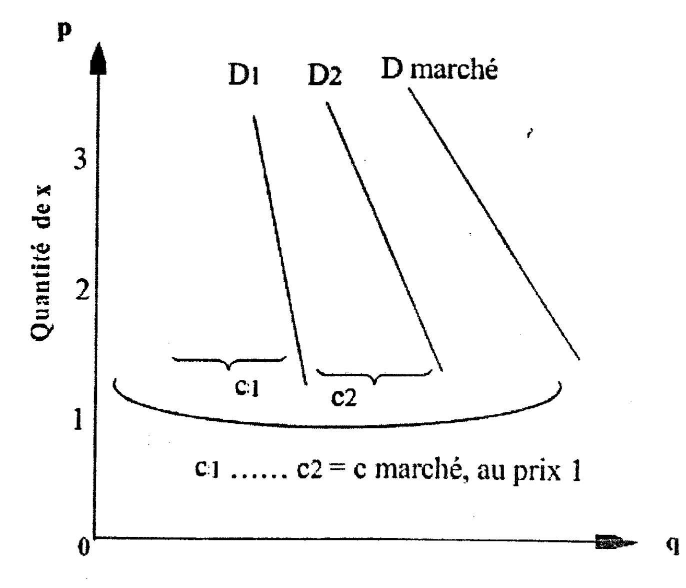
Tableau de la demande du consommateur (1).

P	q
10	12
12	10
15	7
17	4

Tableau de la demande du consommateur (2).

P	q
10	8 + 12 = 20
12	6 + 10 = 16
15	3 + 7 = 10
17	2 + 4 = 6

Tableau de la demande du marché.



Il s'agit là d'une opération théorique d'où on dérive la courbe de la demande de marché. Car, dans la pratique, on a peu souvent des informations concernant les courbes des

demandes individuelles, bien qu'il existe souvent des informations concernant la forme générale de la courbe de la demande de marché.

En passant des courbes des demandes individuelles à la courbe de la demande de marché, on doit ajouter deux nouveaux déterminants à la liste de facteurs qui déterminent la demande, à savoir:

1- La demande pour une marchandise dépend de la taille de la population. La demande augmente avec l'accroissement de la population à condition que le pouvoir d'achat pouvais d'adret de la population augmente. Ce facteur est considéré par les économistes comme exogène.
2- La demande pour une marchandise dépend du "pattern" de la répartition des revenus entres les ménages: un pattern qui favorise les riches augmentes la demande pour certain biens. De même pour le pattern qui favorise les couples aux dépens des célibataires. Ce dernier augmente la demande pour les meubles, les biens consommés par les enfants .....etc. aux dépens des biens consommés par les célibataires.

L'importances de la courbe de la demande de marché

cette courbe indique la relation entre la demande pour un bien et le prix de ce bien. Et cette relation est la plus prononcée de tous les relations qui se trouvent dans la fonction de la demande. Pourquoi la plus prononcée?

Ce n'est pas parce que le prix est le plus important parmi les facteurs qui déterminent la demande [si l'on doit choisir le facteur le plus important, ce sera, sans doute, le revenu der consommateur]. La rais on pour la quelle on insiste sur cette manière de présenter la fonction de la demande est que nous travaillons **pour le moment sur une théorie de la détermination du prix de marché. Il est donc convenable d'avoir le prix comme une de nos deux variables.** (la demande et le prix).

Les déplacements de la courbe de la demande de marché:

Pour tracer la courbe de la demande de marché on l'a dérivée de courbes des demandes individuelles qui montrent la relation entre les quantités diverses demandées aux prix divers; avec bien entendu l'hypothèse de "ceteris paribus". Maintenant, il nous faut examiner l'effet sur la demande du

marché du changement de chacun des autres facteurs (revenu, prix d'autres biens et goûts) qui étaient supposés constants lors de la construction de la courbe de la demande de marché.

1- L'effet sur la courbe de la demande du changement du revenu:

On a vu qu'en général l'augmentation du revenu amène, ceteris paribus, une augmentation de la quantité demandé à chaque prix. Par conséquent, quand le revenu augmente, on doit s'attendre à ce que, à chaque prix, la quantité demandée sur le marché sera plus grande qu'auparavant. Il en résulte une nouvelle relation entre le même prix et la quantité (une novelle quantité), Graphiquement, la totalité de la courbe de la demande de marché sera **déplacée** vers la droite. [Voir fig.].

Dans le cas d'un bien inférieur, une augmentation dans le revenu provoquera une réduction de la quantité demandée à chacun des prix de marché, et la totalité de la courbe de la demande de marché sera déplacée vers la gauche.

2- L'effet sur la courbe de la demande du changement des prix des autres biens:

L'effet dépend du fait que le bien dont le prix a changé est un bien complémentaire on un substitut à notre bien (dont la demande sera affectée):

- si l'autre bien est complémentaire, une hausse de son prix provoquera un déplacement vers le gauche de la totalité de la courbe de la demande pour notre bien, indiquant qu'à chaque prix, la quantité demandée sera moindre qu'auparavant. [Ex. notre bien est l'essence, le bien complémentaire, dont le prix change, est les voitures: si le prix des voitures hausse, moins de voitures seront achetées, moins d'essence sera consommée à chaque prix de cette dernière. La hausse du prix des voitures provoquera un déplacement vers la marché de la courbe de la demande de marché pour l'essence. Indiquant qu'à chaque prix moins d'essence sera achetée].

- si le bien, don le prix change, est un substitut (concurrentiel) à notre marchandise, la hausse du prix de ce bien concurrentiel provoquera un déplacement vers la droite de la courbe de la demande pour notre marchandise, indiquant qu'à chaque prix

(de cette dernière) une quantité plus grande qu'auparavant sera achetée. [Ex.: notre marchandise est l'essence, le substitut est le transport public. Une hausse du prix du transport public incitera les individus à utiliser leurs voitures privées et par conséquent à consommer une quantité plus grande s'essence à chaque prix de cette dernière. La courbe de la demande pour l'essence sera déplacée vers la droite].

3- L'effet du changement des goûts sur la courbe de la demande:

Si les goûts changent en faveur d'une marchandise, cela sinifie qu'à chaque prix, une quantité plus grande sera achetée, i,e., la courbe de la demande pour cette marchandise sera déplacée vers la droite.

Le contraire se réalisera si les goûts changent aux dépens de la marchandise.

Mouvements sur la même courbe et déplacement de la courbe:

C'est très important de faire la distinction entre un mouvement sur la même courbe de la demande et un

déplacement de la totalité de la courbe de la demande vers la droite ou vers gauche:

- Un mouvement (vers le haut on vers le bas) sur le même courbe indique qu'une quantité différente est demandée parce que **la prix a changé.**

- Tandis qu'un déplacement de la courbe de la demande démontre qu'une quantité différente sera demandée à chaque prix possible car **un autre facteur** (autre que le prix: le revenu, les prix d'autres biens, on bien les goûts) **a changé.**

Pour distinguer ces deux mouvements, nous devons nous mettre d'accord sur le sens des expressions: on parle d'une augmentation on d'une diminution de la demande quand il s'agit d'un déplacement de courbe de la demande (un changement de la quantité qui sera demandée à chaque prix possible). Et on parle d'un changement de la quantité demandée quand il s'agit d'un mouvement sur la même courbe de la demande (d'un changement dans la quantité de la marchandise provoqué par le changement de son propre prix).

II- L'offre:

A- Les déterminants de l'offre individuelle:

Par l'offre individuelle on entend les diverses quantités de la marchandise que l'individu producteur (la firme ou l'entreprise) est disposé à fournir sur le marché, par période, aux prix divers. Comme la demande, l'offre est un flux: il s'agit de telle on telle quantité par telle on telle période de temps. L'unité de temps dans laquelle s'exprime l'offre doit naturellement être la même que pour la demande qui lui sera associée eu vue de déterminer le prix.

Les facteurs les plus importants qui influencent cette offre sont:

1- **Le but de l'entreprise.** Dans l'analyse micro-économique, la théorie néo-classique suppose que l'entreprise cherche à maximiser son profit. Dans ce cas, l'offre sera principalement la fonction des facteurs qui déterminent le profit, en tant que différence entre recettes totales et dépenses totales. Mais, si une certaine firme vice à éviter le risque, même au prix d'un profit moindre, on peut (prévoir) que la quantité qu'elle produira sera moindre.

2- **Le prix de la marchandise**. Ceteris paribus, plus élevé est le prix de la marchandise, plus profitable sera sa production. On doit attendre donc que plus élevé est le prix, plus grande sera la quantité que la frime est disposée à fournir.

3- **Les prix de toutes autres marchandises**. En général, si le prix de la marchandise reste invariable au moment où les prix des antres haussent, la production de la marchandise devient moins attirante. Car, il s'agit là d'une activité qui devient moins profitable par rapport aux antres activités. Dans ce cas là, l'offre de la marchandise diminuera (avec la hausse des prix de tous les antres biens), toutes choses égales par ailleurs.

4- **Les prix des facteurs de production**. Etant un déterminant du coût de production, le changement dans le prix d'un facteur affecte ce coût et par conséquent, cetèris paribus, la profitabilité de toutes les activités qui utilisent ce facteur; mais non pas au même degré; car l'importance de rôle joué par ce facteur diffère d'une activité à l'autre. La hausse du prix de la terre, par exemple, aura un grand effet sur le coût de la production du blé, mais un petit effet sur le coût de la production de l'acier.

Par conséquent, un changement dans le prix d'un facteur de production change la profitabilité relative des différentes activités de production, ce qui amènera les producteurs de à se déplacer d'une activité à l'autre, provoquant, à la fin du compte, des changements dans l'offre des différentes marchandises.

5- **L'Etat de la technologie**. Le niveau de la connaissance scientifique et technologique détermine les méthodes techniques qu'on peut utiliser économiquement dans la production des différentes marchandises, et détermine, par carnséquent, le coût de production. Avec le changement de cette connaissance et l'introduction de nouvelles méthodes techniques [l'introduction d'une novelle source d'énergie, d'un nouveau input synthétique, etc.] les coûts de production changent et avec eux les quantités offertes des différentes marchandises.

Tout ce que nous venons de dire peut être exprimé en distant que, en supposant que l'entreprise vise à maximiser son profit, l'offre est la fonction de:

- le prix de la marchandise eu question.
- les prix des autres marchandises.

- les prix des facteurs de production, et
- la technologie.

Ce qui peut être exprimé sous la forme de la relation fonctionnelle suivante:

$$O_n = f(p_n, p_1 \ldots\ldots p_{n-1}, F_1 \ldots\ldots, F_m, T)$$

Où O_n : Offre de la marchandise n,

p_n : prix de n,

$p_1 \ldots\ldots p_{n-1}$: prix des marchandises autres que n,

$F_1 \ldots\ldots, F_m$: prix de tons les facteurs de production,

T : L'état de la technologie.

Il suffit, pour notre vue d'ensemble de la théorie (élémentaire) de prix de marché de savoir comment l'offre individuelle d'une marchandise varie avec son propre prix, ceteris paribus. Nous sommes intéressés donc à la ceteris paribus relation, $O_n = f(p_n)$.

En ce qui concerne cette relation, on se contente, maintenant, de dire que: la quantité produite et offerte par l'entreprise varie directement avec le prix dè la marchandise; elle augmente si le prix hausse et diminue quand il baisse, toutes choses égales par ailleurs. Ceteris paribus, plus élevé

est le prix de la marchandise, plus grand sera le profit, et donc, plus puissant sera le motif de produire et d'offrir pour la vente. Nous supposons, pour le moment, que cette hypothèse est généralement valable, renvoyant à plus tard (lors de l'étude de la théorie de production) ses exceptions et ce qu'elles impliquent.

La relation entre les quantités offertes par l'entreprise et les différents niveaux du prix de la marchandise auxquels elles correspondent peut être représentée sous une forme tabulaire qui représente **le tableau de l'offre individuelle** [the individual producer's supply schedule] (voir fig.). Ce tableau peut être représenté graphiquement (voir fig.) nous donnant **la courbe de l'offre individuelle**. Très souvent cette relation est représentée, graphiquement, par une ligne droite [voir graphique]. Cette courbe est tracée en supposant constants que tous les autres facteurs (autres que le prix de la marchandise en question) qui affectent l'offre par période. Elle montre la quantité que l'entreprise sera disposée à offrir à chacun des prix possibles.

Prix (p) (en unités monétaire)	Quantité (q) (en unité de la marchandise)
4	5
8	10
11	15
12	20

prix
35
30
25
20
15
10
5
0
q
Quantité par période

p
0
q

Tableau de la l'offre individuelle

Quand on parle de l'offre, on se réfère à la totalité de la relation fonctionnelle représentée par la totalité de la courbe de l'offre.

Un mouvement d'un point à l'autre sur la même courbe montre un changement dans la quantité offerte par l'entreprise qui a répondu au changement du prix de la marchandise.

B – De l'offre individuelle à l'offre de marché:

L'offre de marché est la totalité des diverses quantités que tons les producteurs de la marchandise sont disposés à mettre sur le marché, par période, à tous les prix possibles.

Le passage des offres individuelles à l'offre de marché est effectué, théoriquement, de la même manière que celle adoptée par rapport à la demande de marché:

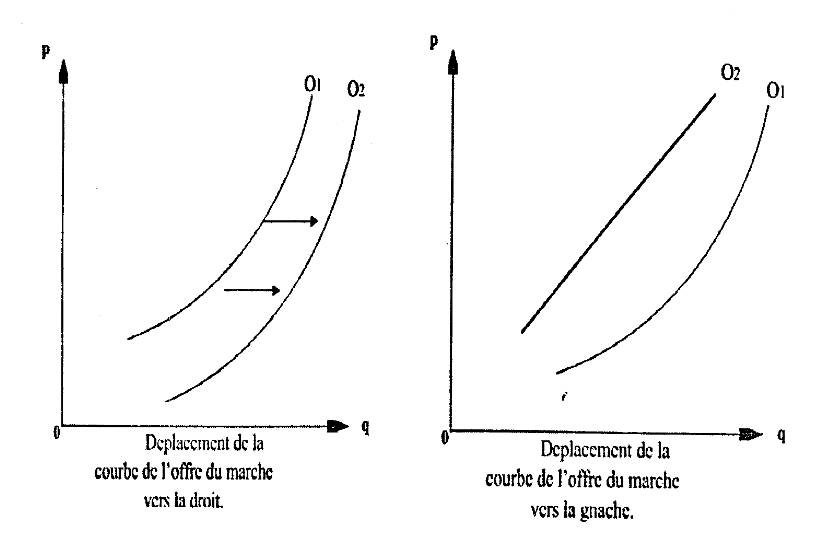
- On bien construire le tableau de l'offre totale, et ensuite tracer graphiquement la courbe de l'offre de marché.
- On bien tracer la courbe de l'offre de marché par l'agrégation horizontale des courbes des offres individuelle.

Les déplacements de la courbe de l'offre:

Le déplacement de la totalité de la courbe de l'offre des est dû à un changement dans un facteur antre que la prix de la marchandise en question. Il indique un changement dans l'offre. (et non pas dans la quantité offerte).

Il est très important de faire la distinction entre un mouvement sur la même courbe de l'offre (qui indique un changement dans la quantité offerte à cause du changement du prix de la marchandise en question et le déplacement de la courbe (qui indique un changement dans l'offre à cause d'un changement dans un facteur autre que le prix de la marchandise).

Quels sont les changements qui peuvent provoquer le déplacement de la courbe de l'offre? Les possibilités d'un tel déplacement sont résumées sur la graphique suivant:



III- <u>Le Prix De Marché</u>:

Maintenant on peut combiner les deux théories: celle de la demande et celle de l'offre, dans une théorie de la détermination du prix de marché, par rapport à une certaine marchandise.

Pour le moment, on se confine au marché de la concurrence, car il représente le cas la plus simple. Le marché

est considère comme un de la concurrence parfaite quand les quatre conditions suivantes sont remplies:

1- Le nombre d'acheteur, ainsi que celui de vendeurs, est assez grand pour qu'acun ne puisse exercer une influence significative sur le prix de la marchandise.
2- Les unités de la marchandise sont homogènes, e'est- à - dire que les acheteurs sont indifférents vis-à-vis produits des différentes firmes du marché.
3- Pas d'intervention dans le détermination libre du prix. Pas de collision entre consommateurs ou producteurs. Libres entré et sortie du marché.
4- Producteurs et consommateurs ont des connaissances relations aux prix et aux quantités.

L'existance a de ces conditions implique qu'au cours de quelque période le prix de la marchandise sera le même partant dans le marché. **La détermination du prix d'équilibre dans un marché concurrentiel:**

- Il s'agit d'une certaine marchandise, soit les oranges.
- Le point de départ:

- La courbe de la demande de marché qui montre la quantité d'oranges que les consommateurs sont disposés à

acheter à chaque prix de marché: supposant que le population, les revenues, les goûts et tous les autres prix restent constants.

- Imaginons qu'il s'agisse d'une courbe décroissant vers la droite (Nous supposons qu'il s'agit d'une courbe décroissante vers la droite) courbe : la quantité demandée varie inversement avec le prix.

La courbe de l'offre de marché que montre la quantité d'oranges que les producteurs sont disposés à fournir, à chaque prix de marché ; supposant que les prix des facteurs de production, les prix de tous les autres marchandises et l'état de la technologie restent constants. En supposant aussi que cette courbe est décroissante vers la gauche: la quantité offerte et le prix varient dans la même direction.

- Examinons maintenant ces deux courbes et le point de leur intersection:

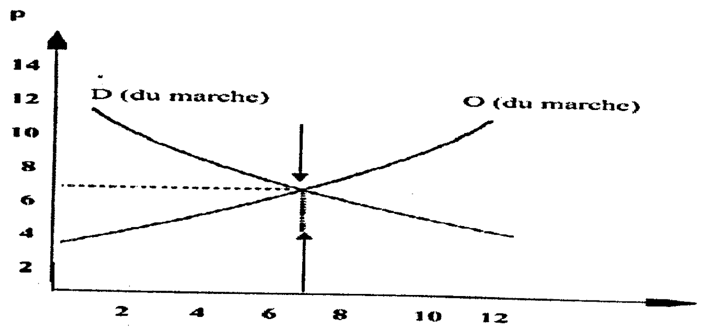
Le prix change quand la demande n'est pas égale à l'offre:

(dans le ces d'un excès de demande ou d'un excès d'offre):

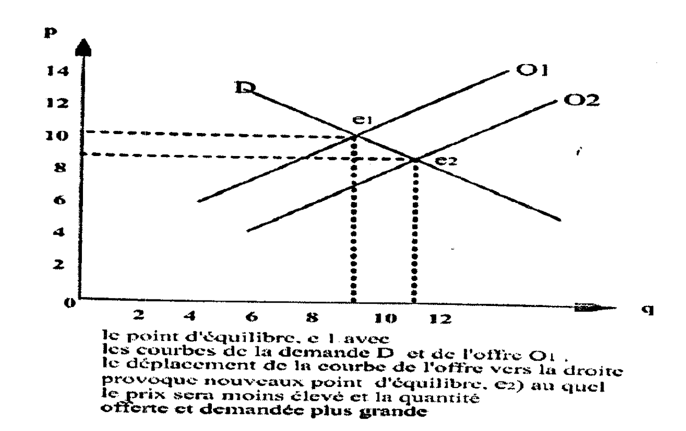
- Prenons d'abord le cas **d'un excès de demande**: les consommateurs qui ne peuvent pas satisfaire intégralement

leur besoin proposeront un prix plus élevé espérant avoir ainsi une quantité plus grande de cette marchandise. Les producteurs, vojant qu'ils peuvent écouler une quantité plus grande que celle déjà produite, demanderont alors un prix plus élevé pour cette quantité. Pour une de ces raisons, ou pour les deux, le prix de la marchandise **haussera. L'excès de la demande provoquera donc la hausse de prix.** Voir sure fig., la flèche qui indique une pression vers la hausse sur le prix à tous les prix au–dessous du prix 7.

- Prenons ensuite **le cas d'un excès d'offre**: les producteurs, incapables d'écouler toute leur production, commenceront à demander un prix moins élevé. A leur tour, les consommateurs, observant l'existence d'une quantité non-écoulée, commerceront à offrir un prix plus bas. Pour une de ces raisons, ou pour les deux, le prix de la marchandise baissera. **L'excès de l'offre provoquera donc la baisse de prix** [voir to in sur la fig.] la flèche qui indique une pression vers la baisse sur le prix à tous les prix au –dessus de prix 7.



Le détermination du prix d'équilibre et de la quantité sur le marche de la concurrence par faite



le point d'équilibre, e 1 avec
les courbes de la demande D et de l'offre O1 .
le déplacement de la courbe de l'offre vers la droite
provoque nouveaux point d'équilibre, e2) au quel
le prix sera moins élevé et la quantité
offerte et demandée plus grande

<u>Le prix d'équilibre:</u>

ξ pour tous les prix au–dessous de 7, le prix tend à baisser.

ξ Pour tous les pris au–dessous de 7, le prix tend à hausser.

ξ Au prix 7, il n'excite ni excès de demande (produisant une pénurie) ni excès d'offre (produisant un surplus); la

quantité demandée étant égale à la quantité offerte, le prix n'a pas tendance à changer.

- Le prix 7, ou les deux courbe s'entrecoupent, le prix qui égalise la quantité demandée et la quantité offerte, est le prix vers lequel le prix de marché gravite. Il est **le seul prix** auquel il n'excite ni pénurie ni surplus.
- Ce prix est appelé LE PRIX D'EQUILIBRE. Le terme équilibre signifie un état de balance (entre les différentes forces produisant des effets opposés sur le système en question). Selon notre théorie, un tel équilibre se réalise quand les demandeurs veulent acheter la quantité que les producteurs veulent vendre. Comme il n'existe ni excès de demande ni excès d'offre le prix n'aura pas tendance à changer.
- Quand la demande est égale à l'offre on dit que le marché est en état d'équilibre. Quand la demande et l'offre différent, ou dit que la marché est en état de disequilibre.

Résumé de la théorie élémentaire de prix de marché:

Hypothèses:

- les courbes de demande décroissantes vers la droite.
- les courbes d'offre décroissantes vers la gauche.

- Un excès de demande pousse le prix à hausser; et un excès d'offre le pousse à baisser.

Ce qu'elles impliquent:

- Il n'y a qu'un seul prix auquel la quantité demandée est égale à la quantité offerte. Dans le langage de la théorie économique, on dit que **l'équilibre est unique.**
- Si l'une de deux courbes (de demande et d'offre) se déplace, le prix d'équilibre ainsi que la quantité changèrent.

Les déplacements de la demande et de l'offre:

Quel est l'effet de ces déplacements sur le prix d'équilibre et la quantité achetée et vendue?

Pour arriver à savoir cet effet il nous faut:

- d'abord, distinguer les déplacements de la courbe de la demande des déplacements de la courbe de l'offre, et
- décrire la méthode adoptée a fin d'arriver à cet effet: cette méthode se résume ainsi:
  - on part d'une situation d'équilibre du marché,
  - on fait introduire le déplacement de la courbe en question.
  - On trace la nouvelle situation d'équilibre, an point de vue du prix et de la quantité.

- On fait, enfin, la comparaison entre les deux situations d'équilibre pour trouver l'effet sur le prix et la quantité.

Appliquons cette méthode aux déplacements de la courbe de la demande:

1- <u>Conclusion:</u> (cas d'un déplacement vers la droite)

- Une augmentation de la demande pour une marchandise (i.e., un déplacement de la courbe de la demande vers la droite) réalisera:
- Une hausse du prix d'équilibre, et
- Une augmentation de la quantité achetée et vendue, à la nouvelle situation d'équilibre.

2- <u>Conclusion:</u> (cas d'un déplacement vers la gauche)

Une diminution de la demande pour une marchandise (i.e., un déplacement de la courbe de la demande vers la gauche) produira:

- Une baisse du prix d'équilibre, et
- Une réduction de la quantité achetée et vendue, à la nouvelle situation d'équilibre.

*** Voyons maintenant le résultat de l'application de la même méthode aux déplacements de la courbe de l'offre:**

3- <u>Conclusion:</u> (cas d'un déplacement vers la droite)

L'augmentation de l'offre d'une marchandise (i.e., un déplacement de la courbe de l'offre vers la droite) réalisera:

- Une baisse du prix d'équilibre, et
- Une augmentation de la quantité d'équilibre.

4- <u>Conclusion:</u> (cas d'un déplacement vers la gauche)

La diminution de l'offre d'une marchandise (i.e., un déplacement de la courbe de l'offre vers la gauche) produira:

- Une hausse du prix d'équilibre, et
- Une diminution de la quantité d'équilibre.

La vérification de ces quatres conclusions nous permetera, s'elle prouve leur validité, de parler des **"lois l'offre et de la demande".**

* * * *

Ainsi on termine avec la théorie élémentaire du prix de marché. Mais nous ne devons pas nous contenter de ce que nous avons dit par rapport à la demande et de à l'offre. Nous devons étudier en détails la formation de la courbe de la demande, de la courbe de l'offre et des prix. Nous le ferons toujours au point de vue de l'analyse micro-économique

marginaliste. Mais, avant de le faire, il faut que nous nous familiarisions avec le concept de l'élasticité: de la demande et de l'offre.

IV- L'élasticité de la demande et de l'offre

Ayant vu que la quantité demandée ainsi que la quantité offerte changent avec les changements du prix de marché, nous voudrons examiner maintenant la sensibilité des variations de ces quantités. Car si la demande et l'offre "répondent au variations du prix, le degré de réponse de l'une ou de l'autre différe suivant les marchandises. On se demande avec quelle intensité (et avec quelle vitesse), une réponse (de la part de la demande ou de l'offre) fait suite à une variation du prix de la marchandise. Ce degré de "responsivenes", est appelé "l'élasticité". Il s'agit là d'un terme qui tient une place de premier ordre dans le langage économique contemporain, car il se rapporte à une des plus importantes questions qui se présentent souvent lors des applications, dans le monde réel, de la théorie de la demande et de l'offre.

Mais, on a vu que la quantité demandée ne varie pas seulement en fonction des variations du prix de la marchandise en question, elle varie aussi en réponse aux variations du revenu des consommateurs et des prix des autres

marchandises. Il sera donc approprié, en étudiant l'élasticité, d'examiner:

- **l'élasticité de la demande**, en faisant la distinction entre:
- L'élasticité de la demande par rapport au prix de la marchandise en question, ou élasticité directe, (price-elasticity),
- L'élasticité de la demande par rapport au revenu, et
- L'élasticité de la demande par rapport aux prix des autres biens, ou ce qu'on appele l'élasticité croisée (cross-elasticity)
- Et ensuite, **l'élasticité de l'offre.**

1 - L'élasticité de la demande par rapport au prix du biens en question:

L'élasticité de la demande est un concept qui indique le degré de réponse de la quantité demandée, à un prix donné, aux variations de ce prix, les prix des autres biens et le revenu des consommateurs étant donnés. Ce concept dépend des pourcentages de variations. Il se de finit comme le rapport antre le pourcentage de variation de la quantité demandée et le pourcentage de variation du prix, à un point sur la courbe de la demande.

Le concept de la L'élasticité **n'est précis que lors qu'il se réfère à un point sur la courbe de la demande,** c'est-à-dire à des changements infinitésimaux du prix à ce point. Car l'élasticité peut être différente d'une place à l'autre sur la courbe de la demande (et elle l'est habituellement); chaque point sur la courbe de la demande a éventuellement une élasticité différente.

Pour que l'idée soit bien claire, prenons l'exemple suivant:

Marchandise	% de variation du prix	% de variation de la quantité	% de variation duprix / % de variation de la quantité
viande	15	7.5	0.5
Costumes	3	3	1.0
Postes de radio	0.25	1	4.0

On voit, en faisant la comparaison entre ces trois marchandises que le pourcentage de variation de la quantité demandée des postes de radio est quatre fois le pourcentage de variation de prix qui l'a provoqué. Tandis que, pour les costumes, le pourcentage de variation de la demande est égal

au pourcentage de variation de leur prix. Et pour la viande, finalement, le pourcentage du changement de la demande est égal à la moitié du pourcentage du changement de son prix. Cela nous permet de dire que le degré de la réponse de la demande pour les postes de radio aux changement du prix est plus grand que celui de la réponse de la demande pour les costumes au changement de leur prix; ce dernier degré étant à son tour, plus grand que le degré de la réponse de la demande pour la viande au changement de son prix. Ce qui revient à dire que l'élasticité de la demande par rapport au prix est plus grande dans le cas des postes de radio. Elle est moins grande, pour les costumes. Et encore moins grande, pour la viande.

A partir de ce tableau on peut donc définir **la mesure** de la réponse de la demande par:

Le pourcentage de changement de la quantité divisée par

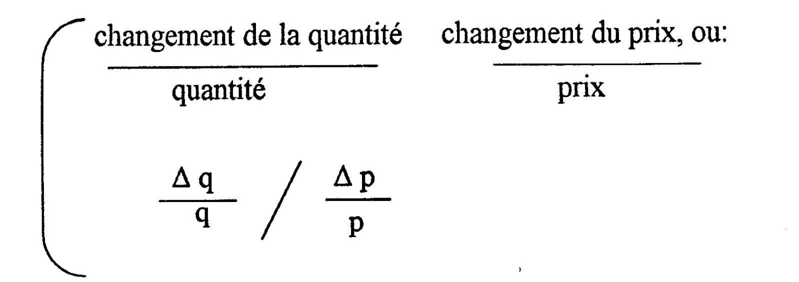
Le pourcentage de changement du prix, ou:

$$\frac{\%\Delta q}{\%\Delta p} = E_D$$

Où : q : quantité

P: Prix

E_D : élasticité de la demande



Le signe de l'élasticité est nécessairement négatif puisque prix et quantité changent dans des directions apposées. Le signe ne sera positif que dans: le cas des marchandises de Giffen, où une hausse du prix de la marchandise s'accompagne d'un accroissement de la quantité demandée.

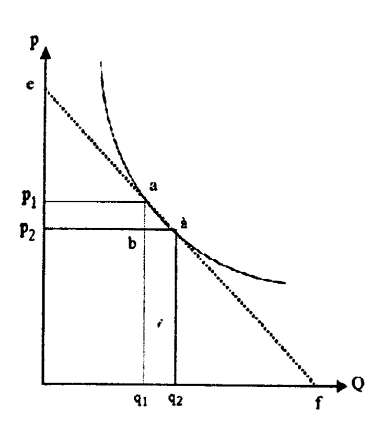
Représentation et mesure graphiques de l'élasticité:

- l'élasticité à un certain prix, p_1

i.e., à un

point sur la courbe de la demande

- Les changements sont infinitésimaux (Quand le changement est infiniment petit, on peut considérer la part de la courbe qui sépare les deux points a et à comme une ligne droite).



- Au prix op_1, oq_1 est la quantité.

Cette combinaison: prix - quantité est représentée par le point a sur la courbe de la demande.

- Au prix op_2 (le prix baisse), oq_2 est la quantité demandée, la combinaison étant représentée sur la courbe par le point à.

Maintenant:

L'élasticité de la demande,

$$E_D = \frac{\%\Delta\, q}{\%\Delta\, p} = \frac{\text{l'accroissement de q}}{q} \Big/ \frac{\text{la baisse de p}}{p}$$

$$= \frac{bà}{oq_1} \Big/ \frac{ab}{aq_1} \qquad \text{..............................(1)}$$

Mais, $$\frac{\text{l'accroissement de q}}{q} \Big/ \frac{\text{la baisse de p}}{p} =$$

$$= \frac{\text{l'accroissement de q}}{\text{la baisse de p}} \times \frac{p}{q}$$

$$\therefore\ E_D = \frac{bà}{ba} \Big/ \frac{oq_1}{oq_1} \qquad \text{............................(2)}$$

Se basant sur cette mesure, on trouve que la valeur numérique de l'élasticité de la demande par rapport au prix varie de zéro à l'infini:

- la valeur numérique de l'élasticité est égale à zéro quand la quantité demandée ne répond pas du tout au changement du prix; le changement de celui-ci laisse la quantité invariable. Dans ce ces, on parle d'une demande parfaitement inélastique ou rigide. (perfectly or completey inelastic).

- la valeur de l'élasticité est plus grande que zéro *mais moins* que l'unité quand le %Δ de la quantité est plus pétit que le %Δ du prix. Dans ce cas, on parle d'une demande inélastique. (inelastic, or relatively inelstic).

- la valeur de l'élasticité est égale à l'unité quand le %Δ de la quantité est égale au %Δ du prix (le changement de la quantité est proportionnel au changement du prix. Ici, on parle d'une demande ayant une élasticité unité (unit-elasticity).

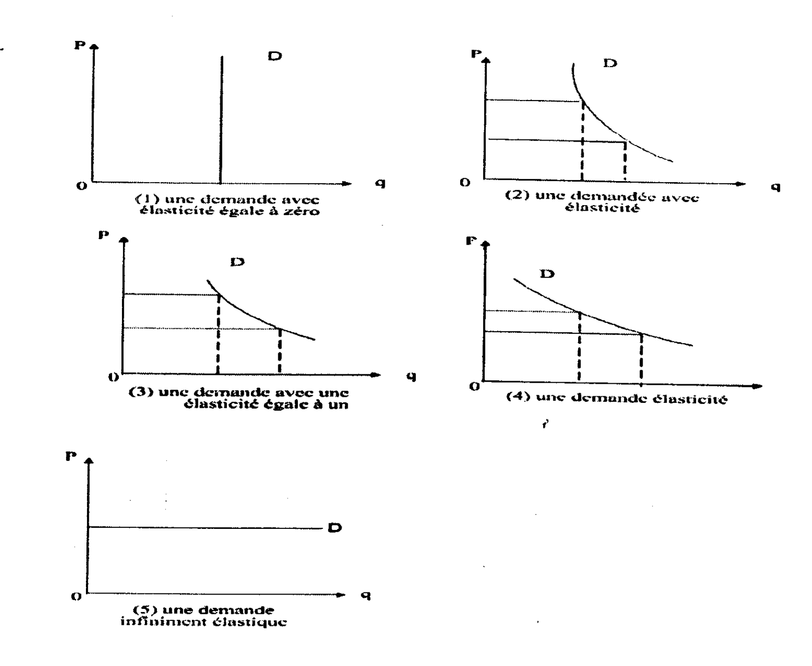
- la valeur de l'élasticité est plus grande que l'unité mais moins grande que l'infini quand le %Δ de la quantité est plus grand que le %Δ du prix. Ici, on parle d'une demande élastique (elastic, or relatively elastic).

- finalement la valeur numérique de l'élasticité est égale à l'infini quand un très petit %Δ prix provoque un % infinement grand de changement de la quantité demandée.

Ces plusieurs cas d'élasticité de la demande peuvent être présentés dans le tableau suivant qui contient, en plus, les **changements que les dépenses totales du consommateur sur l'achat de la marchandise subissent grâce au changement du prix:**

<table>
<tr><th rowspan="2">Valeur numérique</th><th rowspan="2">Description verbale</th><th rowspan="2">terminologie</th><th colspan="2">La sort des dépenses totales du consommateur sur la marchandise</th></tr>
<tr><th>Hausse de prix</th><th>Baisse de prix</th></tr>
<tr><td>0</td><td>La quantité ne change pas</td><td>Parfaitement inélastique</td><td rowspan="2">Accroissement des dépenses</td><td rowspan="2">Baisse des dépenses</td></tr>
<tr><td>$1 > \text{élasticité} > 0$</td><td>$\%\Delta q < \%\Delta p$</td><td>inélastique</td></tr>
<tr><td>1</td><td>$\%\Delta q = \%\Delta p$</td><td>élasticité-Unité</td><td>Dépenses constantes</td><td>Dépenses constantes</td></tr>
<tr><td>$\infty > \text{élasticité} > 1$</td><td>$\%\Delta q > \%\Delta p$</td><td>inélastique</td><td rowspan="2">Baisse des dépenses</td><td rowspan="2">Accroissement des dépenses</td></tr>
<tr><td>∞</td><td>Δ de la quantité est infinement grand.</td><td>Parfaitement élastique</td></tr>
</table>

Ces cinq cas d'élasticité peuvent être graphiquement représentés. Voir fig. de 1 à 5



(1) une demande avec élasticité égale à zéro

(2) une demandée avec élasticité

(3) une demande avec une élasticité égale à un

(4) une demande élasticité

(5) une demande infiniment élastique

2-Les facteurs déterminant l'élasticité de la demande (par rapport au prix):

* Un des plus importants déterminants de l'élasticité est le de degré de la disponibilité des substituts étroits. Dans le cas des biens concurrentiels, un changement dans le prix d'un

bien, les prix des substituts restant constants, amènera une substitution considérable: la baisse du prix incite les consommateurs à acheter davantage de la marchandise en question; la hausse de son prix les incite à acheter davantage de ses substituts. Certaines marchandises, comme le sel, le logement, les légumes (dans leur ensemble) ont très peu (et même pas de tout) de substitus, ici une hausse de leur prix provoquerait une diminution plus petite de la quantité demandée, que dans le cas où il y aurait des substituts étroits.

* Assez souvent on dit que la demande pour les biens de luxe est élastique tandis que la demande pour les biens nécessaires est inélastique. Cette hypothèse, bien qu'elle soit logiquement cohérente, ne décrit pas le monde réel. Les études faites sur la demande de différents biens indiquent qu'il n'existe pas, chez les biens, une tendance à se diviser en deux groupes: un groupe ayant des élasticités très baisses, et l'autre ayant des élasticités très élevées. Il semble qu'il existe des biens avec toutes sortes d'élasticités: un nombre très limité de marchandises ayant une élasticité très faibles, un autre ayant une élasticité très élevée et le reste ayant des élasticités intermédiaires.

* Dans une grande mesure, l'élasticité dépend de la définition large on étroite -donnée à la marchandise. S'il est valable de parler d'une faible élasticité pour la demande des alimentations (prises ensemble pour représenter une seule marchandise); cela n'est pas valable par rapport à une seule sorte d'alimentation, soit le pain blanc. L'élasticité de la demande de ce dernier peut être – et elle l'est habituellement – plus grande que l'élasticité de la demande pour les alimentations (prises comme une seule marchandise largement définie).

3-L'élasticité de la demande (par rapport au prix) à travers le temps[1]:

En général l'élasticité de la demande devient plus grande avec la longueur de la période au cours de laquelle le changement du prix persiste. Une baisse d'un pour cent du prix peut provoquer une augmentation de la quantité demandée (pour période de temps) de 1 % immédiatement après la baisse du prix; mais, éventuellement la quantité peut s'accroître par 2 % ou 5 %. Trois types de facteurs contribuent à la réalisation d'un tel résultat:

[1] Marshall, Principles, p 12 - 3.

- le premier est technologique: le consommateur n'est pas capable de faire des rajustements immédiats et complets de son "pattern" de consommation pour faire face aux changements de prix. La marchandise dont le prix a baissé peut exiger l'existence d'un bien complémentaire que le consommateur ne peut pas acheter pour le moment (par mangue de moyens, par exemple): une baisse dans le prix de l'éctricité n'aura son effet total seulement qu'après l'achat d'appareils électriques nouveaux.

De plus, dans le cas des biens durables, il sera, peut-être, nécessaire d'user le bien (dont on dispose) avant d'acheter le bien dont le prix a baissé, ce qui signifiera le passage d'un certain temps avant que la baisse de prix produise son effet total.

- le deuxième facteur se produit dans le cas de l'existence des imperfections du marché. Si la baisse du prix n'est pas connue par tous les consommateurs immédiatement, son effet total ne se produira pas immédiatement. Au fur et à mesure que les consommateurs deviennent de plus eu plus conscients de la baisse du prix, la réponse à cette baisse sera plus grande.

- le troisième facteur est l'habitude qui normalement prend du temps avant (de changer), et par conséquent avant que le changement du prix produise son effet complet.

4- L'élasticité de la demande par rapport au revenu:

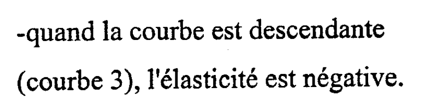
Cette élasticité indique le degré de la réponse de la quantité demandée aux changements du revenu (du consommateur). Cette élasticité est définie comme:

$$\frac{\%\Delta \text{ de la quantité demandée}}{\%\Delta \text{ du revenu}}$$

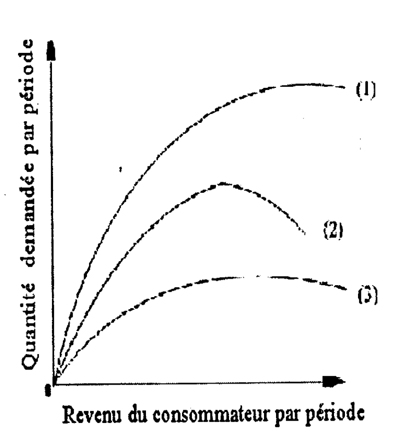
Pour la plupart des biens, l'augmentation du revenu incite un accroissement de la quantité demandée, et l'élasticité par rapport au revenu sera positive. Pour les biens inferieurs, l'élasticité sera négative.

- sur le graphique qui représente la relation entre la quantité demandée et le revenu (D_n = t (R)), l'élasticité par rapport au revenu est positive tant que la courbe est montante.

- quand la demande n'est pas affectée par le niveau de revenu (comme sur la parti droite de la courbe (2)), l'élasticité est égale à zéro.



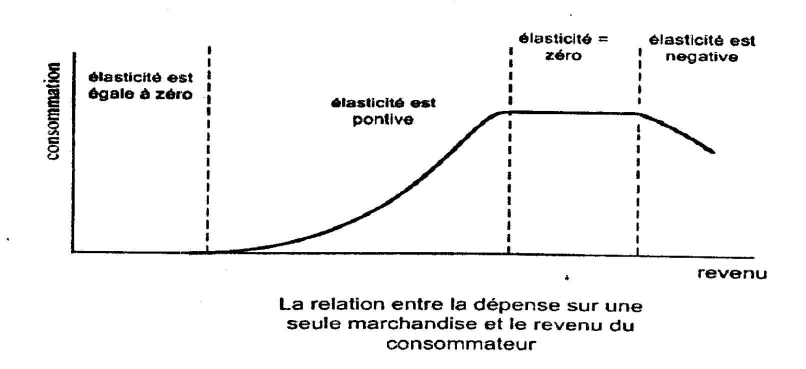
-quand la courbe est descendante (courbe 3), l'élasticité est négative.



* Cela indique une **hypothèse largement acceptée** : que l'élasticité de la demande par rapport au revenu, pour une marchandise donnée, varie avec les variations du revenu. La réaction de la demande aux changements du revenu varie probablement avec les variations du niveau du revenu. Par exemple, des niveaux très bas du revenu, le consommateur ne dépensera rien sur l'achat des chemises en soie. A ces niveaux, l'élasticité de la demande par rapport au revenu, pour cette sorte de chemises, sera égale à zéro. Avec l'augmentation du revenu, le consommateur pourrait devenir assez riche pour

dédaigner des marchandises inférieurs et acheter cette sorte des chemises en soie. Avec l'augmentation du revenu, la consommation de ces chemises augmentera rapidement, pour un moment, à certains niveaux du revenu.

Aux niveaux plus élevés du revenu, le consommateur sera capable d'acheter (autant de ces chemises qu'il le désire, et l'augmentation du revenu au-delà de ces niveaux, laissera la quantité demandée intacte, et ici, l'élasticité par rapport au revenu deviendra de nouveau égale à zéro. A des niveaux de revenu encore plus élevés, le consommateur remplacerait ces, chemises en partie, par d'autre sorte de chemises, et se demande pour les chemises en soie diminuera; l'élasticité par rapport au revenu deviendra négative. Voir fig. suivant:



La relation entre la dépense sur une seule marchandise et le revenu du consommateur

On voit donc:

- que la demande réagit aux changements du revenu des consommateurs.
- que la degré de réaction n'est pas le même pour toutes les marchandises; à une certaine augmentation du revenu:
- la quantité demandée de certaines marchandises augmentera rapidement et à un grand degré,
- tandis que la quantité demandée d'autre groupe de marchandises augmentera lentement et à un petit degré; elle pourrait même diminuer.
- que, même pour une seule marchandise, le degré de réaction n'est pas le même à tous les niveaux du revenu du consommateur.

* L'élasticité de la demande mesure ces différents degrés de la réponse de la quantité demandée au changement du revenu. On trouve dans le tableau suivent les différentes valeurs numériques que peut prendre l'élasticité de la demande par rapport au revenu, pour une marchandises donnée:

La valeur numérique	La description verbale
Négative	La demande diminue avec augmentation du revenu
Zéro	Demande invariable avec changement du revenu
1 >élasticité > 0	demande augmente par un % < % de ation du revenu
Unité	Demande augmente proportionalement à l'augmentation du revenu
élasticité >1	Demande augmente par % > % augmente du revenu

* La variabilité de la réponse de la demande aux changements du revenu des consommateurs, représente:

- une des causes majeurs qui se trouvent derrière la réaffectation (la réallocation) des ressources entre les différentes branchés de l'économie nationale dans les économies capitalistes (1).

---

(1) Dans l'économie planifiée aussi la projection de la demande se base, parmi d'autres facteurs, sur les différentes élasticités par rapport au revenu, pour les différentes groups et couches de la population.

- elle représente aussi une des raisons majeures de l'existence des industries en expansion et de celles en contraction:
- les industries, dont les produits aient une basse élasticité par rapport au revenu, auront une augmentation lente dans la demande pour leurs produits.
- taudis que les industries avec des produits dont la demande ait une grande élasticité par rapport au revenus, ces industries auront une augmentation rapide dans la demande pour leurs produits.

5- l'élasticité croisée de la demande, ou l'élasticité de la demande par rapport aux prix des autres biens:

La prix de la marchandise et le revenu du consommateur étant donnés, le quantité demandée de cette marchandise répond au changements des prix des autres biens. L'élasticité croisée mesure le degré de la réponse de la quantité demandée au changement du prix d'un autre bien. Elle est donc:

$$\frac{\%\Delta \text{ de la quantité demandée de la marchandise x}}{\%\Delta \text{ du prix de la marchandise y}}$$

Considérons la relation entre quantité demandée du bien x et le changement du prix du bien y. Ce deux liens peuvent être:

- on bien n'ayant pas de relation entre aux (on ayant une faible relation): ici, le changement du prix du bien y n'aura pas d'effet sur la quantité demandée de x: l'élasticité croisée est égale à zéro. Ou bien il aura un petit effet: l'élasticité sera prés de zéro.

En général, on peut dire que:

- plus étroite est la relation de substituabilité ou de complémentarité, plus grande sera la réaction de la quantité à un changement donné du prix, et par conséquent, plus grande sera la valeur numérique de l'élasticité croisée.
- si les deux biens ont peu de relation entre aux, l'élasticité croisée sera proche de zéro.

6 – L'élasticité de l'offre:

On peut envisager la réponse de l'offre des entreprises aux changements du prix de la marchandise de la même

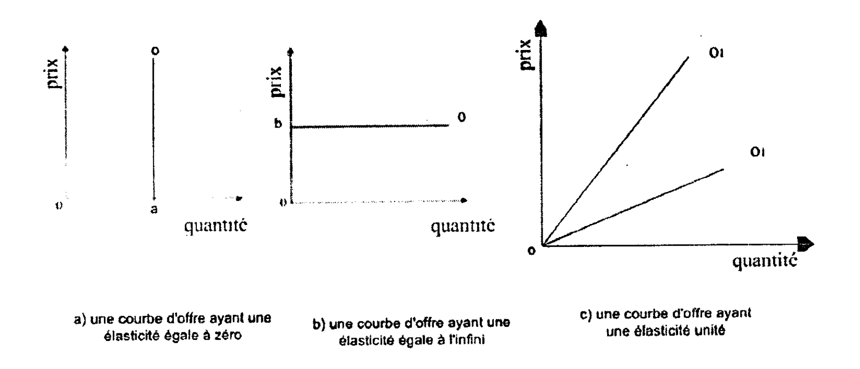
manière que celle de la considération de la réaction de demande des consommateurs aux changements du prix.

L'élasticité de l'offre est définie comme:

$$\frac{\%\Delta \text{ de la quantité offerte}}{\%\Delta \text{ du prix}} = E_D$$

C'est une mesure du degré de la réponse de la quantité offerte aux changements du prix.

Sur le fig. suivant on trouve trois cas d'élasticité de l'offre:



a) une courbe d'offre ayant une élasticité égale à zéro

b) une courbe d'offre ayant une élasticité égale à l'infini

c) une courbe d'offre ayant une élasticité unité

a) On a le cas d'une offre qui ne répond pas aux changements du prix. La valeur numérique de l'élasticité est égale à zéro. Ce sera la cas, par exemple, des producteurs qui persistent à produire la même quantité quelque soit les recettes qu'elle apporte.

b) C'est le cas d'une élasticité de l'offre au prix ob égale à l'infini. L'élasticité est ainsi à ce prix, car à des prix plus bas rien n'est produit, et une petit hausse qui pousse le prix jusqu'à ob incite l'offre à accroître de zéro jusqu'à une grandeur infinement élevée.

c) Montre le cas d'une élasticité unité de l'offre. Chaque fois la courbe de l'offre est une ligne droite tracée de l'origine, la courbe a une élasticité égale à l'unité.

* Le facteur temps est très important aussi, et peut-être plus important ici, pour l'élasticité de l'offre.

BIBLIOGRAPHIE COMPLEMENTAIRE

I. — Economie politique en général

A. *Les œuvres de base*

CANTILLON R., *Essai sur la nature du commerce en général*, Editions de l'I.N.E.D., Paris, 1952.

KEYNES J. M., *The General Theory of Employment, Interest and Money*, Macmillan, London, 1936. En français chez Payot, Paris, 1942.

MARSHALL A., *Principles of Economics*, London, 1890.

MARX K., *Contribution à la Critique de l'économie politique*, Editions sociales, Paris, 1957.

— *Le Capital*, Editions sociales, Paris, 1959.

— *Fondements de l'économie politique*, Anthropos, 1969.

MILL J. S., *Principles of Political Economy*, 1848.

PETTY W., *Les Œuvres économiques*, traduit par H. Dussauze et M. Pasquier, V. Giard et E. Brière, 2 tomes, Paris, 1905.

RICARDO D., *Principles of Political Economy and Taxation*, 1817.

SMITH A., *An Inquiry into the Nature and the Causes of the Wealth of Nations*, 1776.

WALRAS L., *Eléments d'économie pure ou théorie de la richesse sociale*, Lausanne, 1874.

B. *Traités et ouvrages généraux*

AVINERI S., *The Social and Political Thought of Karl Marx*, Cambridge, University Press, 1968.

BABY J., *Principes fondamentaux d'économie politique,* Editions sociales, Paris, 1949.
BARRE R., *Economie politique,* tome I, Thémis, P.U.F., 1963.
BARTOLI H., *Sciences économiques et Travail,* Dalloz, 1957.
BAUDIN L. (*et al.*), *Traité d'économie politique,* 2 vol., Dalloz, Paris.
DENIS H., *La Formation de la science économique,* Thémis, P.U.F., 1967.
DOBB M., *Political Economy and Capitalism,* Routledge and Kegan P., London, 1940.
DUMONT F., *La Dialectique et l'Objet économique,* Editions Anthropos, Paris, 1970.
EATON J., *Political Economy,* Lawrence and Wishart, London, 1958.
FYOT J. L., *Dimensions de l'homme et Science économique,* P.U.F., 1952.
GENOVESE E. D., *L'Economie politique de l'esclavage,* François Maspero, 1968.
GUITTON H., *Economie politique,* 2 tomes, Dalloz, 1965.
HOBSBAWN E. J., *The Age of Revolution : Europe 1789-1848,* Weidenfeld and Nicolson, London, 1962.
LANDES D. S. (ed.), *The Rise of Capitalism,* Macmillan, New York, 1966.
LANGE O., *Economie politique,* P.U.F., 1962.
LIPSEY R., *An Introduction to Positive Economics,* Weidenfeld and Nicolson, London, 1967.
MANDEL E., *Traité d'économie marxiste,* 2 tomes, Julliard, Paris, 1962.
MARCHAL J., *Cours d'économie politique,* Genin, Paris, 1964.
MILIBAND R., *L'Etat dans la société capitaliste,* François Maspero, 1973.
PERROUX F., *Cours d'économie politique,* 4 vol., Centre de documentation universitaire, Paris.
SAMUELSON P., *Economics,* 6th edition, MacGraw Hill, New York, 1964. En français, chez A. Colin, Paris.
SCHUMPETER H., *History of Economic Analysis,* Allen and Unwin, London, 1961.
SEMMEL B., *The Rise of Free Trade Imperialism, 1750-1850,* Cambridge, University Press, 1970.
SHERMAN H. J., *Radical Political Economy,* Basic Books, New York, 1971.
SWEEZY P., *Theory of Capitalist Development,* Monthly Review Press, New York, 1957.
VALIER P. et SALAMA P., *Une introduction à l'économie politique,* Maspero, 1973.
WALTON P. and GAMBLE A., *From Alienation to Surplus Value,* Sheed and Waed, London, 1972.
WILLIAMS E., *Capitalism and Slavery,* G. P. Putnam, New York, 1966.

C. *Méthodologie de l'économie politique*

DUMONTIER J., *Equilibre physique, Equilibre biologique et Equilibre économique,* P.U.F., 1949.
EMMER R. E., *Economic Analysis and Scientific Philosophy,* Allen and Unwin, London, 1967.
GRANGER G. G., *Méthodologie économique,* P.U.F., 1955.

KRUPP S. R. (ed.), *The Structure of Economic Science : Essays on Methodology*, Prentice-Hall, London, 1966.
MARCHAL E., *Méthode scientifique et Science économique*, 2 vol., Genin, Paris, 1952 à 1955.
NOGARO B., *La Méthode en économie politique*, Paris, 1950.
SCHUMPETER J., *Economic Doctrine and Method*, Allen and Unwin, London, 1954.

II. — ECONOMIE POLITIQUE ET CAPITALISME

ANDREWS P. W. S., *On Competition in Economic Theory*, Macmillan, London, 1966.
ANSOFF H. I. (ed.), *Business Strategy, Selected Readings*, Penguin Books, London, 1969.
ASH P., *Economic Theory and the Antitrust Dilemna*, J. Wiley and Sons, New York, 1970.
BAIN J., *Pricing, Distribution and Employment*, Holt, Rinchart and Winston, New York, 1960.
BARRÈRE A., *Théorie économique et Impulsion keynésienne*, Dalloz, Paris, 1954.
BOUKHARINE N., *L'Economie politique du rentier*, E.D.I., Paris, 1967.
BOULDING K., *Economic Analysis*, Hamish Hamilton, London, 1955.
BRADY R. A., *Business as a System of Power*, Columbia University Press, 1951.
BRAFF A. J., *Macro-Economic Analysis*, J. Wiley and Sons, New York, 1961.
CHAMBERLAIN E., *The Theory of Monopolistic Competition*, Harvard University Press, Cambridge Mass, 1956.
COONTZ S. H., *Productive Labour and Effective Demand*, Routledge and Kegan Paul, London, 1965.
DILLARD D., *The Economics of J. M. Keynes*, Crosby Lockwood and Sons, London, 1956.
DOBB M., *Wages*, Cambridge University Press, 1957.
— *Political Economy and Capitalism*, Routledge and Kegan Paul, London, 1953.
EDWARDS R. C., REICH M. and WEISKOFF (eds.), *The Capitalist System*, New York, 1972.
FRANKEL H., *Capitalist Society and Modern Sociology*, Lawrence and Wishart, London, 1970.
GRAYSON H., *Price Theory in a Changing Economy*, Macmillan, New York, 1965.
HANSEN A., *A Guide to Keynes*, McGraw-Hill, New York, 1953. En français chez Dunod.
HARRIS S. E. (ed.), *The New Economics*, Alfred A. Knopf, New York, 1947.
HOROWITZ D. (ed), *Marx and Modern Economics*, Monthly Review, New York, 1968.
HUNT E. K. and SCHWARTZ J. G. (eds.), *A Critic of Economic Theory*, Penguin Books, London, 1972.
HUNTER A. (ed.), *Monopoly and Competition*, Selected Readings, Penguin Books, London, 1969.

KALECKI M., *Theory of Economic Dynamics*, Unwin University Books, London, 1965.
— *Selected Essays and the Dynamics of the Capitalist Economy, 1933-1970*, Cambridge University Press, 1971.
KAMERSCHEN D. R., *Reading in Microeconomics*, John Wiley and Sons, New York, 1969.
KEYNES J. M., *The General Theory of Employment, Interest and Money*, Macmillan, London, 1936. En français, chez Payot, Paris, 1942.
KLEIN R. L., *The Keynesian Revolution*, Macmillan, New York, 1948.
LANGE O., *The Theory of Reproduction and Accumulation*, P.W.N., Varsovie, 1969.
LEVENSTONE A. and SOLON B., *Outline of Price Theory*, Holt, Rinchart and Wiston, New York, 1964.
MARCHAL J. and LECAILLON J., *Les Flux monétaires*, Editions Cujas, Paris, 1948.
MATTICK P., *Marx et Keynes, les limites de l'économie mixte*, Gallimard, Paris, 1972.
MEEK R. L., *Studies in the Labour Theory of Value*, Lawrence and Wishart, London, 1956.
— *Economics and Ideology and Other Essays*, Chapman and Hall, London, 1967.
NAGELS J., *La Reproduction du capital selon K. Marx, Boisguillebert, Quesnay, Leontiev*, Université libre de Bruxelles, Institut de sociologie, 1970.
PARETO V., *Manuel d'économie politique (1909)*, Droz, 1956.
PERROUX F., *Le Néo-Marginalisme*, Domat-Montchrestien, 1945.
PIROU G., *L'Utilité marginale de C. Menger à J. B. Clark*, Paris, 1938.
Readings in Price Theory, American Economic Association Series, G. Allen and Unwin, London, 1953.
Readings in the Theory of Income Distribution, American Economic Association Series, G. Allen and Unwin, London, 1950.
ROBINSON J., *The Economics of Imperfect Competition*, MacMillan, London, 1954.
— *Introduction à la théorie de l'emploi*, traduction de Jacques Delons, P.U.F., 1948.
ROBERTSON D. H., *Lectures on Economic Principles*, 3 vol., Staples Press, London, 1957.
SINGH V. B. (ed.), *Keynesian Economics : A Symposium*, People Publishing House, New Delhi, 1956.
STIGLER G., *The Theory of Price*, MacMillan, New York, 1952.
STONIER A. and HAGNE D., *A Textbook of Economic Theory*, Longmans, London, 1957.
SWEEZY P. (ed.), with Böhm-Bawerk and Hilferding, *Critic of Marxist Economic Theory*, New York, 1949.
— *Theory of Capitalist Development*, Monthly Review, New York, 1956.
TSURU S. (ed.), *Has Capitalism Changed ?*, Iwanami Shoten Publishers, Tokyo, 1961.
WILLIAMS J. H., *An Appraisal of Keynesian Economics*, The American Economic Review, Papers and Proceedings, may 1948, p. 273-290.

III. — ECONOMIE POLITIQUE ET SOCIALISME

BARAN P., « National Economic Planning », *Survey of Contemporary Economics*, Haley B. F. (ed.), Honnewood, Illinois, 1952, p. 355-407.

BETTELHEIM Ch., *Les Cadres socio-économiques et l'Organisation de la planification socialiste*, Centre d'études de planification socialiste, Sorbonne, Paris, 1965.

— *Problèmes théoriques et pratiques de la planification*, Maspero, Paris, 1966.

— *La Transition vers l'économie socialiste*, Maspero, 1968.

— *Calcul économique et Formes de propriété*, Maspero, 1970.

— *Révolution culturelle et Organisation industrielle en Chine*, Maspero, 1973.

BETTELHEIM Ch. et SWEEZY P., *Lettres sur quelques problèmes actuels du socialisme*, Maspero, Paris, 1972.

BOBROWSKI C., *La Formation du système soviétique de planification*, Mouton and Cie, Paris-La Haye, 1956.

BRODY A., *Proportions, Prices and Planning*, North-Holland Publishing Cie, Amsterdam, 1970.

BRUS W., *Problèmes fondamentaux du fonctionnement de l'économie socialiste*, Maspero, 1968.

CAIRE G., *La Planification*, Editions Cujas, Paris, 1967.

DOBB M., *On Economic Theory and Socialism*, Routledge and Kegan Paul, London, 1955.

— *An Essay on Economic Growth and Planning*, Routledge and Kegan Paul, London, 1960.

— *Welfare Economics and the Economics of Socialism*, Cambridge University Press, 1969.

— *Socialist Planning : Some Problems*, Lawrence and Wishart, London, 1970.

DOWIDAR M., *Les Schémas de reproduction et la Méthodologie de la planification socialiste*, Editions Tiers Monde, Alger, 1964.

FEINSTEIN C. H. (ed.), *Socialism, Capitalism and Economic Growth*, Cambridge, University Press, 1967.

I.S.E.A. (Cahiers de), *Planification et Analyse économique*, G 20, n° 150, juin 1964.

KALECKI M., *Théorie de la croissance en économie socialiste*, Sirey, Paris, 1970.

KÖHLER H., *Welfare and Planning : An Analysis of Capitalism versus Socialism*, J. Wiley and Sons, New York, 1966.

LANGE O. (ed.), *Planification et Analyse économique*, G 20, n° 150, juin 1964.

LANGE O. and TAYLOR F. M., *On the Economic Theory of Socialism*, The University of Minnesota Press, Minneapolis, 2nd Printing, 1948.

MACCIOCHI M. A., *De la Chine*, Seuil, Paris, 1971.

MARCZEWSKI J., *Planification et Croissance économique des démocraties populaires*, 2 tomes, P.U.F., 1955-1956.

MYRDAL J., *Un village de la Chine populaire*, Gallimard, Paris, 1972.

NIKITINE, *Economie politique*, Moscou, 1964.

NOVE A. and ZAUBERMAN A. (eds.), *Studies on the Theory of Reproduction and Prices*, P.W.N., Varsovie, 1964.

SWEEZY P., *Socialism*, McGraw-Hill, New York, 1949.

ZAUBERMAN A., *Aspects of Planometrics*, University of London, The Atlone Press, 1967.

IV. — L'ANALYSE QUANTITATIVE

BREMS H., *Quantitative Economic Theory : A Synthetic Approach*, J. Wiley and Sons, New York, 1968.

CHENERY H. and CLARK P., *Interindustry Economics*, Wiley and Sons, New York, 1969.

DOREMAN R., SAMUELSON P. and SOLOW R., *Linear Programming and Economic Analysis*, McGraw-Hill, New York, 1958. En français, chez Dunod, Paris, 1962.

DOWIDAR M., *Les Schémas de reproduction et la Méthodologie de la planification socialiste*, Editions Tiers Monde, Alger, 1964.

FRISCH R., *Principes de programmation linéaire*, Oslo, 1954.

GUITTON H., *Statistique et Econométrie*, Dalloz, 1959.

HADLEY G., *Linear Programming*, Addison-Wesley, Reading, Mass, 1962.

Input-Output Analysis : An Appraisal, Studies in Income and Wealth, vol. 18, Princeton University Press, 1955.

KOOPMANS J. C., *Three Essays on the State of Economic Science*, McGraw-Hill, New York, 1957.

— (ed.), *Activity Analysis of Production and Allocation*, J. Wiley and Sons, New York, 1962.

KORNAY J., *Mathematical Planning of Structural Decisions*, North-Holland Publishing House, Amsterdam, 1967.

LANGE O., *Introduction to Econometrics*, Varsovie, 1960.

LEONTIEF W., *The Structure of the American Economy, 1919-1929*, 2nd edition, Oxford University Press, New York, 1950. En français, chez Génin, 1958.

MALINVAUD E., *Initiation à la comptabilité nationale*, I.N.S.E.E., 3e édition, 1964.

MARCHAL J., *Comptabilité nationale française*, Editions Cujas, 4e édition, 1966.

MARCZEWSKI J., *The Income of Nations : Theory, Measurement and Analysis, Past and Present*, New York University Press, 1968.

SOLOW R. M., DOREMAN R. and SAMUELSON P., *Linear Programming and Economis Analysis*, MacGraw-Hill, New York, 1958.

TINBERGEN J., *Econometrics*, Allen and Unwin, London, 1951. En français, chez A. Colin, Paris, 1954.

Table